UNIVERSITY OF TORONTO
3 1761 00284384 5

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/s1cahiersdelaqui05pg

Cinquième cahier *du 5 mars 1900*

Cahiers de la Quinzaine

139806
4.10.16

PARAISSANT LE 5 ET LE 20 DU MOIS

PARIS

19, rue des Fossés-Saint-Jacques

AP
20
C15
sér. 1
no 5-8

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires ; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Pour élargir la propagande, nous avons réduit le prix de l'abonnement annuel à huit francs, prix considérablement inférieur au prix de revient (1). Tous les abonnements sont valables pour cette année d'essai, du 5 janvier au 20 décembre inclus, — soit pour 24 cahiers environ. Les abonnements sont payables au besoin en plusieurs fois.

Nous servons dès à présent 217 abonnements gratuits à 217 destinataires, dont au moins 156 instituteurs et institutrices, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos lecteurs, et dont nous les entretiendrons longuement dans un de nos prochains cahiers.

---

(1) Plusieurs de nos correspondants, ne voulant rien devoir, financièrement parlant, à l'institution des cahiers, nous ont demandé quel était ce prix de revient. Autant que nous pouvons le prévoir, ne sachant pas quelle sera l'épaisseur des cahiers successifs, nous l'évaluons environ à vingt francs : nous entendons par là que si nous attribuons à chacun de nos abonnements gratuits, supposés tous payés d'ailleurs, une recette égale à huit francs, nous devons attribuer à chacun de nos abonnements non gratuits, supposés tous fermes, une recette égale à vingt francs pour que les cahiers vivent sans avoir besoin des souscriptions.

LA CONSULTATION INTERNATIONALE

La Petite République du jeudi 20 juillet avait publié la communication suivante :

Lettre du citoyen Anseele

Notre camarade Anseele, député à la Chambre belge et un des socialistes les plus qualifiés du socialisme international, écrit :

CHAMBRE
des
REPRÉSENTANTS

Gand, 14 juillet 99,

Laissez-moi, mon cher Millerand, vous féliciter pour votre courage d'avoir accepté le poste de combat au ministère dans les circonstances connues.

Salutations fraternelles.

ANSEELE

La même *Petite République* avait donné les citations suivantes :

Le *Vorwaerts*

Le *Vorwaerts* publie le manifeste du Parti ouvrier français et du Parti socialiste révolutionnaire et le fait suivre des commentaires que voici :

Nous ne pouvons qu'exprimer l'espoir que nos camarades français tireront de cette crise cette leçon que *l'unité d'action n'est pas possible sans l'unité d'organisation.* Et comme Jaurès, dans le numéro précédent de *la Petite République*, se prononce pour la création d'une organisation unique qui rendrait impossible à l'avenir tous les incidents comme l'entrée de Millerand dans un ministère sans *une décision*

139806
4/10/16

de l'ensemble du parti, nous ne perdons pas l'espoir que les antagonismes seront résolus par là.

L'*Avanti*

L'*Avanti* de Rome, organe central du parti socialiste italien, consacre à la crise qui travaille en ce moment le socialisme français un long article que nous traduisons presque en entier, laissant de côté seulement les citations empruntées au premier article de Jaurès sur la question.

L'article de l'*Avanti*, quoique signé du citoyen Bonomi, doit être interprété comme l'expression de la pensée de la rédaction tout entière et avant tout autre du député Bissolati, directeur du journal, un des socialistes les plus méritants, écrivain et penseur en même temps qu'un lutteur, toujours prêt à payer de sa personne, à accepter la bataille sans compter les dangers, parce qu'il pense comme nous que la lutte de tout instant est un devoir pour le Parti socialiste.

Après avoir rappelé la surprise produite par la publication du manifeste de Guesde et Vaillant, l'*Avanti* reconnaît que l'accusé principal demeure Jaurès, coupable d'avoir entrepris seul la lutte en faveur de Dreyfus contre toutes les réactions coalisées.

Qui ne comprend que le grand dupeur du prolétariat est Jaurès et que la politique de compromissions n'est autre chose que la défense de la République et l'intervention dans la lutte entre la réaction et la liberté ?

Guesde, Vaillant et Lafargue ont cette conception de la lutte de classe que le prolétariat ne doit pas participer aux luttes des fractions bourgeoises sous peine de modifier son caractère et de perdre de vue son but. Il doit demeurer neutre dans les grandes batailles de la vie politique moderne, marquer les coups des adversaires avec la même impartialité qu'un témoin qui assiste à un duel, tirer des victoires et des défaites des adversaires les conséquences qui servent son but. Mais le prolétariat ne doit jamais sortir de la tour d'ivoire de son idéal pour défendre la liberté menacée par la réaction, l'innocence opprimée par le mensonge, la République étouffée par le militarisme, la vérité offusquée par les ténèbres.

A l'heure du danger, lorsque dans les nouveaux comités de salut public on appellera les socialistes à prendre la responsabilité du pouvoir, il faudra répondre toujours *non*.

Non aux démocrates, *non* aux radicaux, *non* à tous ceux qui ne sont pas des prolétaires victorieux en train d'instaurer le régime collectiviste. Est-ce qu'ils ont, peut-être, l'intention de discuter si Millerand, en participant à un cabinet de défense républicaine, a cédé à une nécessité suprême créée par les événements, ou bien s'il a suivi seulement son ambition? Les guesdistes ne se soucient pas de rechercher cela : ils affirment qu'aucun socialiste ne peut aller au pouvoir sinon avec un gouvernement socialiste. Et puis, que leur importe un Dreyfus? Il est — écrivait il y a quelques jours Lafargue — un fils de la bourgeoisie et nous devons nous occuper des enfants du prolétariat dont beaucoup souffrent autant que lui et plus que lui. Lutte de classe donc et dans sa signification la plus étroite : que chacun lutte pour les siens, que chacun enterre ses morts.

Mais cette lutte de classe de Guesde et Vaillant, qui paraît un féroce défi de guerre et semble devoir continuer sans trêve ni merci, se résoud en définitive dans l'attente la plus stérile. Elle ressemble à notre paix armée pendant laquelle les généraux, lorsqu'ils veulent faire quelque chose, n'ont d'autres moyens que de se faire arrêter comme espions.

Le reproche de Jaurès est précisément celui-ci : « A l'instant même où les luttes politiques se rallument dans toute l'Europe avec une étrange fréquence et partout poussent des forces nouvelles, même là où le sol paraissait plus réfractaire et plus dur, c'est se rendre stériles par sa propre volonté, c'est se fermer l'avenir que de se retrancher du monde pour s'extasier dans la contemplation de l'avenir, en laissant tomber de temps en temps de son observatoire solitaire quelque prophétie sur les événements de la vie quotidienne. »

Le conflit entre les amis de Guesde et ceux de Jaurès est donc inconciliable : ou bien les socialistes français acceptent de se mêler à toutes les luttes tout en gardant leur idéal, ou bien ils désertent le champ de la véritable lutte politique et se renferment dans l'affirmation monotone de leur succès à venir. Entre les deux tendances il n'y a pas de milieu et il est même à souhaiter que la décision soit claire et sans équivoque.

Pour ce qui concerne notre opinion, il n'y a pas de doute possible. Sans vouloir nous octroyer le droit d'intervenir en qualité de juges dans les différends des socialistes français... nous sommes pour la participation du prolétariat à toutes les luttes politiques, à tous les grands conflits sociaux qui se préparent en Europe.

Un parti qui veut avoir pour lui l'avenir ne peut pas s'écarter du monde et ne peut non plus vivre toujours dans la crainte que tout contact ébouriffe sa chevelure bien peignée. L'ancienne conception — que la lutte de classe se manifeste avec la concentration de tous les partis bourgeois en un bloc réactionnaire, tandis que les prolétaires du monde entier montent avec un mouvement parallèle à l'assaut de toutes les forteresses du pouvoir — est désormais sûrement détruite par l'expérience. Ce qui pourra peut-être se réaliser pendant l'agonie du régime capitaliste n'est pas vrai pendant la préparation de cet avenir éloigné.

Nous autres socialistes nous avons trouvé dans cette vieille Europe des partis en lutte, des révolutions accomplies, des révolutions initiées, des conquêtes réalisées au nom de la liberté, des ruines soigneusement gardées par la réaction. Nous avons trouvé tous les restes de plusieurs siècles d'histoire... et derrière cet enchevêtrement de choses et d'idées une classe sans aspirations à elle, sans une ligne de conduite à elle, esclave de tous les conquérants qui eussent voulu l'appeler afin qu'elle pesât de sa force dans les combats de l'histoire humaine. Eh bien nous l'avons éduquée cette classe de prolétaires, nous lui avons imprimé une direction et donné un but, nous l'avons soustraite à jamais aux tromperies des dupeurs.

Mais devons-nous prétendre peut-être que, parce que nous avons accompli et accomplissons encore cette besogne, toutes les passions doivent se taire ?

Devons-nous nous attendre que, parce que nous préparons en silence cette armée nouvelle, l'histoire doit s'arrêter ?

Non, elle continue sa marche. Les passions politiques s'entrechoquent autant qu'avant, les grands conflits nationaux et sociaux éclatent aussi fréquents qu'avant.

Et nous, avec notre armée de prolétaires, nous ne pou-

vons demeurer avec les armes au pied en attendant que prenne fin la lutte des autres et que nos ennemis, avertis de notre présence, contractent une alliance entre eux. Au contraire, il faut que cette alliance n'ait lieu que bien tard et, s'il est possible, jamais. Il faut, dans l'intérêt de la civilisation, que la bourgeoisie qui lutte pour Dreyfus ne soit pas écrasée par la bourgeoisie qui demande un dictateur soldat. Il faut que les libéraux de Belgique et de Vienne ne soient pas opprimés par la réaction cléricale. Il faut que l'Italie démocratique ne soit pas étranglée par les phalanges vendéennes de M. Pelloux.

Et celle-ci n'est pas une politique de compromissions. Lorsque le prolétariat est assez fort pour ne pas se laisser absorber par les partis avec lesquels il lutte, il transforme cette même lutte, de combat entre différentes fractions de la bourgeoisie, comme il était à son origine, en lutte de classe avec tout son feu révolutionnaire.

Regardez la Belgique. Ce n'est pas la bourgeoisie qui lutte pour le suffrage électoral : elle est passée au deuxième rang. C'est au contraire le prolétariat qui lutte pour la défense de ses droits. Et de même à Vienne, en Allemagne, en Italie.

Que seraient nos radicaux, si le parti socialiste italien ne s'était proposé avant tous les autres de reconquérir la liberté ? La démocratie bourgeoise se serait repliée sur l'ancien parti de gauche si toutefois elle n'eût pas été écrasée par la réaction.

L'attitude des socialistes français qui suivent Jaurès est parfaitement semblable à la nôtre. Il lutte en faveur d'un innocent contre la conspiration des généraux et des prêtres. Nous luttons pour la liberté de l'Italie contre l'oppression de ses dominateurs. Là, il s'agit d'un homme ; ici, d'une nation entière. Le drame italien revêt plus d'ampleur, une solennité plus grande. Voilà la seule différence.

Par conséquent, de même que nous avons accepté de nous lier avec cette partie de la bourgeoisie qui veut sauver l'Italie de l'abîme où elle se précipite, de même nous soutenons de nos applaudissements celui qui, à l'instar de Jaurès, a mené le prolétariat dans le combat pour la justice contre le moyen âge essayant de revivre.

La Petite République du mercredi 19 avait publié les communications suivantes :

Lettre de Hyndman, secrétaire général de la Social-Democratic-Federation

London, 17 juillet 1899,

Mon cher Gérault-Richard,

Présentez, je vous prie, mes chaleureuses félicitations à Jaurès et nos camarades de Paris sur la victoire qu'ils ont remportée dans l' « affaire » et dans leur lutte contre la réaction.

Believe me yours fraternally.

HYNDMAN

Lettre d'un démocrate italien

Rome, le 27 juin 1899,

Citoyen Millerand,

Du pays de la réaction, où meurent à la fois les libertés publiques et le régime représentatif, permettez qu'une parole d'approbation sincère et chaleureuse vous soit adressée par un homme qui aime la France comme sa seconde patrie et qui aime les institutions républicaines — les seules par lesquelles soit possible sur le continent européen le libre développement social — comme on aime la lumière, comme on aime l'oxygène.

Citoyen, faites tous les sacrifices, faites tous les actes d'abnégation, et vous aurez conservé, même aux socialistes intransigeants qui vous blâment, le moyen de réaliser graduellement ce qu'il y a de réalisable dans leur idéal, qui est aussi le nôtre.

Je suis probablement un inconnu pour vous, mais j'ai éprouvé le besoin de vous faire entendre ma parole. Cette parole tire son importance non point de la personnalité qui vous l'écrit, mais de ce qu'elle part de l'Italie où agonise la liberté.

Si les socialistes intransigeants comprenaient à quel traitement nous a réduits la monarchie de Savoie, ils changeraient de tactique et ils songeraient avant tout à conserver la République.

En formant les vœux les plus ardents pour la prospérité de la France et de vos libres institutions, je me dis,

Votre bien dévoué

Dr Napoléon COLAJANNI,
député au Parlement italien.

La Petite République du samedi 22 juillet publiait cette communication :

Les Députés Socialistes Belges à Jean Jaurès

Les députés socialistes belges viennent d'envoyer à Jaurès la lettre collective que voici :

Cher ami,

Nous avons lu, avec une douloureuse émotion, les articles que vous venez de publier dans *la Petite République*.

Sans intervenir dans les graves et délicates questions qui divisent, en ce moment, les socialistes français, nous croirions, cher ami, manquer à un devoir de conscience, si nous ne vous réitérions le témoignage de notre admiration pour la courageuse campagne que vous menez depuis deux ans, contre le militarisme et pour l'unité socialiste.

Membres de la démocratie socialiste internationale, nous ne croyons pas manquer à la réserve que l'autonomie des nationalités nous impose en faisant les vœux les plus ardents pour que nos frères de France, les Guesde, les Vaillant, les Lafargue, les Jaurès et tous ceux qui combattent avec eux, pour le même idéal, forment bloc contre la réaction et ne donnent pas, à nos adversaires, le spectacle de leurs divisions.

Sachant que c'est votre plus cher désir, nous sommes fraternellement à vous,

VANDERVELDE, CAVROT, ANSEELE, LAMBILLOTTE, DENIS, MANSART, BERLOZ, BERTRAND, WETTINCK, BRENEZ, SMEETS, FURNEMONT, BASTIEN, MAROILLE, L. DEFUISSEAUX, A. DEFUISSEAUX, HUBIN, DEMBLON, PAQUAY, WALTHÉRY, LÉONARD, GRIMARD, DEFNET.

Il manque la signature de cinq députés socialistes qui n'assistaient pas, mercredi, à la séance de la Chambre.

La Petite République du jeudi 17 août publiait la note suivante :

CONSULTATION INTERNATIONALE

Des Militants Socialistes sur l'Affaire Dreyfus et la participation des Socialistes au pouvoir en régime bourgeois

Nous avons ouvert auprès des militants les plus connus du socialisme international une consultation sur les deux points de tactique qui occupent présentement le parti socialiste français.

Voici la lettre-circulaire envoyée par nous et la liste des militants à qui nous l'avons adressée :

Cher citoyen,

Le Congrès national socialiste français, qui est en préparation, aura très probablement à délibérer sur des questions de méthode de la plus haute importance.

1. — Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte de classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité?

2. — Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois, et le principe de la lutte de classes s'oppose-t-il absolument et dans tous les cas à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste?

Il nous semble qu'il y a le plus haut intérêt à ce que ces questions soient examinées à fond par le prolétariat

français, avant la tenue du Congrès, et nous avons projeté d'ouvrir là-dessus une libre et amicale consultation, auprès de nos amis de France et des autres pays.

Il nous paraît, en effet, que les questions posées ont un intérêt international et qu'il serait bon, pour les résoudre, d'avoir les lumières du socialisme international. Nous vous serons donc très reconnaissants de nous adresser sur ce sujet une lettre ou un article que nous publierons intégralement dans *la Petite République.*

Nous adressons notre requête à nos excellents et éminents camarades :

Allemagne. — Bebel, Schoenlank, Kautsky, Liebknecht, Parvus, Max Schippel, Clara Zetkin, Vollmar, Bernstein, Rosa Luxemburg, Singer.

États-Unis. — Sanial.

Angleterre. — Hyndman, Tom Mann, Blackford, Keir Hardie, Quelch, Sydney Webb, Belfort Bax.

Autriche-Hongrie. — Adler, Daszynski.

Belgique.— Vandervelde, de Brouckère, Bertrand, Anseele, Furnemont, Hector Denis, Léon Defuisseaux.

Danemark. — Mayer, Knudssen, Olsen.

Espagne. — Pablo Iglesias.

Hollande. — Troelstra, Van Kol.

Italie. — Enrico Ferri, Bissolati, Turati, Andrea Costa, Pescetti, Antonio Labriola.

Portugal. — Gnecco.

Russie. — Plekhanov, Lavrov, Schiflonski, Kritchewski.

Suède et Norvège. — Ludwig Meyer.

Suisse. — Greulich, Otto Lang, Karl Mohr.

Recevez, cher citoyen, nos salutations fraternelles.

GÉRAULT-RICHARD
JAURÈS

Une lettre de Bebel

Nous avons déjà reçu quelques réponses que nous publierons traduites avec une fidélité servile. Voici en quels termes notre éminent ami Bebel nous annonce la sienne :

Chers camarades,

J'enverrai lundi ma réponse aux questions que vous m'avez posées. Je ne suis pas de votre avis sur tous les points, mais je suis d'accord avec vous sur la plupart et notamment sur les principaux. Vous-mêmes considérez le « ministère Millerand » comme un incident qui ne se reproduira pas de sitôt.

Par contre, je me réjouis sincèrement de votre attitude dans l'affaire Dreyfus. Là vous avez de votre côté la majorité écrasante du parti socialiste en Allemagne.

Je ne crois pas qu'il se trouve trois personnes dans notre parti, en dehors de Liebknecht, qui ne soient pas d'accord avec vous.

Je vois par les journaux que vous vous trouvez à Rennes pour suivre les débats de l'affaire Dreyfus.

Nous espérons que le résultat répondra à vos vœux et que vous verrez couronnée de succès l'œuvre à laquelle vous avez fait tant de sacrifices de toutes sortes — et pour laquelle vous luttez avec une persévérance si admirable.

Je souhaite que le Congrès national de septembre amène l'entente et l'union.

Si l'accord ne s'établissait pas, si au contraire la scission s'accentuait, cela serait regrettable non seulement pour le développement intérieur de la France, mais cela mettrait aussi en question le Congrès international prochain.

Nos camarades français doivent faire tout pour que les incidents douloureux de 1889 ne se répètent pas. Cela serait d'un effet déplorable.

Amicalement à vous,

AUGUSTE BEBEL.

La Petite République du lundi 28 août publiait la communication suivante :

Adresse des députés socialistes italiens à Jean Jaures

Carpi, 25 août,

Le groupe parlementaire socialiste s'est réuni aujourd'hui pour la direction du parti. Il vous envoie et, par votre entremise, envoie aussi aux camarades du parti socialiste français l'expression de sa solidarité enthousiaste dans la lutte noble et courageuse engagée, avec conscience révolutionnaire, pour la défense de la justice et de la civilisation. Il souhaite qu'à celle-ci soit assurée la victoire définitive.

Le secrétaire du groupe parlementaire socialiste
ALFREDO BERTESI

La Petite République du jeudi 14 septembre publiait cette réponse à la *Consultation internationale :*

HENRI VAN KOL (Rienzi)

Nos lecteurs connaissent le questionnaire adressé par nous aux représentants les plus autorisés du socialisme international. A l'heure actuelle nous avons reçu presque toutes les réponses que nous attendions. La longueur des débats du procès de Rennes nous a obligés à en retarder la publication. Nous la commençons aujourd'hui et nous la continuerons jusqu'au Congrès national du Parti socialiste français où seront discutées les questions traitées par nos correspondants.

Aujourd'hui nous publions la réponse du citoyen Van Kol (Rienzi), député à la Chambre hollandaise. Van Kol est jeune encore. Ingénieur de grand mérite, écrivain réputé dans toute l'Europe socialiste, il a soutenu de retentissantes polémiques sur la doctrine.

Avec Troelstra et Pollag, il est l'un des fondateurs du nouveau parti démocrate socialiste de Hollande.

QUESTION I

Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité?

Poser la question, c'est la résoudre. Le prolétariat socialiste ne pourra mener efficacement la lutte des classes s'il

ne sait sauver la liberté politique en danger, et défendre — comme dans l'affaire Dreyfus — l'humanité outragée. Il doit être en tout et toujours le vigilant gardien de la démocratie, l'ardent champion de la justice et de la vérité. Tout en poursuivant son idéal les yeux tournés vers les étoiles, il doit poser solidement le pied sur le sol de la réalité et écarter tous les obstacles qui peuvent empêcher la marche du progrès. Les socialistes peuvent hâter l'ère nouvelle de justice et de liberté en combattant toute injustice, en secouant toute tyrannie, et en démasquant toute hypocrisie et tout mensonge.

S'ils réclament des droits égaux pour tous, ils doivent exiger des grands et des petits des devoirs égaux, et donner tort même à l'ouvrier, quand il dévie du bon chemin, du seul qui conduise à la victoire.

Jaurès se jetant dans la mêlée pour sauver un innocent, victime des préjugés cléricaux et de la démoralisation militariste, a sauvé l'honneur du socialisme français. Plus tard les masses aveuglées lui sauront gré de sa glorieuse campagne au service de la justice, sous le drapeau de la vérité.

La masse ouvrière possédera un puissant levier d'agitation et de propagande, quand, la confusion ayant pris fin, elle sentira battre son cœur pour toutes les grandes causes.

Agitons les masses, mais améliorons-les aussi !

Élevons-les à la hauteur de la grande tâche qu'elles ont à remplir, du beau et noble rôle qui leur est imposé par l'histoire. *Noblesse oblige* aussi pour le prolétariat socialiste ! Jamais ses actions ne doivent être inspirées par un esprit de parti étroit et mesquin, au lieu d'être animées par un idéal de bonté, de justice et d'humanité.

QUESTION II

Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois ; et le principe de la lutte de classes s'oppose-t-il absolument et dans tous les cas à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste ?

Cette grave question, qui gagnera chaque jour plus d'im-

portance dans les luttes de notre temps, ne peut recevoir une réponse générale. Il faudrait examiner chaque cas spécial, d'après le pays, le développement économique, l'histoire parlementaire et la lutte actuelle des classes, en un mot d'après les forces en conflit.

La question est tellement compliquée et demande la comparaison de circonstances si diverses, que dans chaque pays où le parti socialiste est suffisamment organisé, il faudra la faire résoudre par un Congrès national.

Étant donnée la situation actuelle de la France, vu le danger mortel que courent la République et les institutions démocratiques conquises au prix de tant d'efforts et de tant de sacrifices, alors que la réaction, le cléricalisme et le militarisme livrent un assaut furieux à chaque velléité de progrès, le devoir du socialiste est de s'emparer autant que possible des pouvoirs publics.

Les réformes efficaces de notre programme minimum ne seront réalisées qu'au moment où les socialistes disposeront au moins en partie du pouvoir gouvernemental.

Qui veut la fin, doit vouloir les moyens. Dans beaucoup de cas, de plus en plus fréquents, il sera de notre devoir non seulement d'entrer dans les conseils communaux et les Parlements, mais aussi d'envoyer des nôtres aux mairies et aux ministères, le drapeau socialiste en main.

Ce ne sera pas d'un seul coup que nous nous emparerons du pouvoir, ce n'est que pas à pas, par un remplacement lent et perpétuel des éléments bourgeois par des éléments ouvriers, que nous deviendrons la classe dirigeante dans la société et que nos idées régneront dans l'État.

Nous devrons d'abord donner des preuves de capacité, montrer une honnêteté au-dessus de tout soupçon, et pour cela il faut que les nôtres exercent le pouvoir et le partagent temporairement avec d'autres partis.

Si en prenant une des rênes du gouvernement nous gardons pur l'idéal socialiste, nous restons fidèles à ses principes sans compromis ni transigeance ; si alors, restant sur le terrain de la lutte des classes, nous nous montrons ennemis des riches et amis des déshérités, si alors nous luttons sans relâche au nom du socialisme contre le régime

capitaliste qui lentement doit disparaître... *nous remplirons un grand et utile devoir.*

Mais ce devoir, la prise de possession partielle de la puissance ministérielle, devient un devoir sacré dans un cas tel que celui de Millerand. Quand la pourriture gagne le corps social et gouvernemental, quand une contre-révolution se prépare, quand nos libertés politiques les plus chères sont en jeu, il faut être au poste de combat.

Il faut aider à couper d'une main ferme le cancer qui gangrène le cœur de nos institutions et ne pas repousser le couteau que le hasard et les circonstances inattendues mettent à la portée de notre main.

Pour combattre, pour écraser la contre-révolution, Millerand devait agir, il a agi et il agira encore mieux si on le soutient.

Malgré l'horreur qu'inspire un bourreau de la Commune comme Galliffet — le cas échéant il s'en trouvera d'autres tout aussi féroces — Millerand devait remplir le devoir urgent que la destinée lui imposait et aider à purifier la France de toutes les immondices accumulées pendant les années où le peuple a sommeillé.

Tout socialiste doit le soutenir dans ses efforts pour combattre les préjugés, tuer la réaction relevant partout la tête et empêcher que la France ne soit menée à sa ruine. On foulait aux pieds les droits les plus sacrés, on devait relever le gant au nom de la démocratie, du progrès et de la révolution.

Il fallait des *actes*; la critique ne pouvait plus suffire, il était urgent de prouver que les socialistes savent non seulement démolir mais sont aussi capables de jeter les fondements d'un pouvoir nouveau.

Une réorganisation politique et économique devra précéder l'avènement du socialisme, le temps est venu de faire les premiers essais et de briser les chaînes qui pourraient entraver la marche en avant.

Le pouvoir politique menaçait de tomber aux mains de ses pires ennemis, il fallait en prendre ce qu'on pouvait pour l'utiliser dans le sens de l'évolution économique à laquelle on faisait obstacle.

Plus grand sera notre pouvoir dans l'État, plus grands seront les résultats qu'on obtiendra.

Trop faibles encore pour imposer la volonté du prolétariat, nous devons accepter tout ce qui peut améliorer la situation de la classe ouvrière, augmenter ses droits, agrandir sa puissance. « *Accepter le progrès le plus minime quand il est seul possible* » (Vaillant) est souvent notre devoir. La théorie anarchiste du *tout ou rien* a eu son temps, elle n'a entravé que trop longtemps le mouvement ouvrier en marche vers la victoire.

Si c'est possible, nous devons éviter la révolution violente en favorisant par des réformes efficaces et continues l'évolution politique et sociale du genre humain.

Et si on veut des réformes sérieuses, il faudra, dans la mesure des moyens, saisir le pouvoir, poser des actes, montrer des résultats. La force de recrutement du parti socialiste sera décuplée et, ayant le droit de notre côté, nous disposerons peu à peu de la force nécessaire pour favoriser la venue de l'ère nouvelle.

Nous devons être la force motrice dans la rue et dans les Parlements, dans les fabriques conme dans les ministères, aller de l'avant partout et toujours, mettre le levain socialiste dans chaque loi, dans tout acte de pouvoir où nous pourrons faire agir notre influence. Il y a un long chemin à parcourir, ce n'est que pas à pas qu'on pourra avancer dans le terrain ennemi, mais on ne doit jamais hésiter à entrer de plain-pied dans le camp des adversaires.

C'est malgré eux qu'ils subissent notre présence, signe certain de leur affaiblissement, présage heureux de notre pouvoir naissant.

En plantant fièrement au Parlement le drapeau rouge du prolétariat, en faisant pénétrer l'esprit et la politique prolétariens dans les palais bourgeois, nous ferons œuvre difficile, mais utile et inévitable. Le combat sera dur et sans trêve, peut-être succomberons-nous dans la lutte, mais nous garderons intacts l'esprit et les principes socialistes en accomplissant notre devoir.

Puisse le Congrès national socialiste français, qui formera la cour suprême dans cette question de tactique, appuyer

Millerand à son poste de combat en prenant, au nom du socialisme pratique, les garanties nécessaires et jamais superflues!

Puissent tous les socialistes se soumettre aux résolutions de ce Congrès, car jamais, même durant les discussions les plus fougueuses, aucun de nos frères de combat ne doit oublier un seul instant que l'on peut différer quant aux moyens, mais que le but est le même, et qu'on n'arrivera à la victoire que le jour où l'entente et la discipline librement acceptée nous auront rendus unis et forts.

HENRI VAN KOL (RIENZI)

Princenhage, 25 août 1899

La Petite République du samedi 16 septembre publiait la réponse de Bebel :

AUGUSTE BEBEL

Le citoyen Bebel, député au Reichstag allemand, dont nous publions aujourd'hui la réponse, est un des représentants les plus autorisés, une des gloires, devrions-nous dire, de la démocratie socialiste allemande.

Retracer la vie de Bebel, c'est faire l'histoire du mouvement socialiste allemand. Entré au parti il y a trente et quelques années, presque aux débuts du mouvement, à l'époque où le socialisme comptait à peine quelques milliers d'adhérents, il y a joué jusqu'à ces temps derniers un rôle considérable, soit comme agitateur populaire, soit comme orateur parlementaire, soit enfin comme publiciste. S'il y a quelqu'un qui puisse se flatter d'avoir contribué dans la mesure du possible à faire du petit groupement d'il y a trente ans le plus grand parti socialiste du monde et le plus puissant parti politique en Allemagne, c'est sans nul doute l'ancien ouvrier tourneur sur bois, Auguste Bebel.

Nos militants français ont lu de lui *La Femme*, le remarquable ouvrage qui a été traduit dans presque toutes les langues.

Berlin, septembre 1899,

Chers camarades,

Les questions que vous nous posez préoccupent vivement les socialistes de tous les pays.

En Allemagne, nous nous trouvons depuis longtemps

engagés dans des discussions pareilles à celles qui viennent de se produire en France, avec cette différence pourtant qu'en Allemagne nous formons un parti socialiste unifié qui résout avec plus de facilité les divergences d'opinion qui surgissent dans son sein, tandis que nos camarades français se trouvent encore divisés en plusieurs fractions, ce qui leur rend l'accord plus difficile.

Mais, d'autre part, vous avez sur nous l'avantage de vivre dans un État unifié, où il est aisé d'embrasser d'un coup d'œil la situation, tandis que l'Empire allemand est composé de vingt-six États et petits États, très différents quant à leur étendue et leur population, et foncièrement dissemblables quant à leur constitution intérieure et aux lois qui règlent les élections aux assemblées législatives, etc.

C'est cet état de choses lamentable dû à la multiplicité des États qui crée le plus d'embarras au parti.

A l'exception du Wurtemberg, aucun État allemand ne possède le suffrage universel égal et direct; les lois électorales des États allemands présentent une collection de dispositions les plus absurdes et les plus insensées, ayant toutes un but, celui d'exclure la classe ouvrière de toute représentation politique. La même situation que nous constatons pour les assemblées législatives existe aussi pour la représentation communale.

***

Dans leur tendance naturelle à acquérir de la puissance et de l'influence dans ces assemblées, les membres du parti ont conclu en vue des élections, dans plusieurs de ces États, des conventions passagères avec des partis bourgeois, et ces conventions ont provoqué de vives discussions dans l'ensemble du parti. Il est probable qu'elles seront mises aussi à l'ordre du jour de notre prochain Congrès de Hanovre (1).

---

(1) Dans *le Mouvement Socialiste* Karl Meyer et Paul Fauconnet ont particulièrement renseigné nos lecteurs sur ce congrès de Hanovre.

Ainsi, par exemple, la façon de procéder de nos camarades de Bavière à l'occasion des récentes élections à la deuxième Chambre du Landtag bavarois. Et comme la question de savoir quelle tactique le parti doit adopter dans ces circonstances et d'autres analogues devient de plus en plus pressante, il se pourrait que le Congrès de Hanovre arrivât enfin à fixer une ligne de conduite générale.

Pour les élections au Reichstag qui se font au suffrage universel égal, secret et direct — avec la condition de vingt-cinq ans d'âge, il est vrai — la situation est très simple. Ici la vieille tactique du parti consiste à présenter des candidats partout où il a des partisans. Lorsque les candidatures présentées ne sont pas maintenues au deuxième tour de scrutin, le parti accorde ses voix à celui des partis bourgeois qui est prêt à soutenir certaines revendications minima formulées par le parti.

Cette tactique a été suivie malgré certaines hésitations qui ont surgi, parce que, à la suite de l'irritation provoquée par l'attitude des partis bourgeois les plus rapprochés dans les questions importantes, on avait décidé de s'abstenir au scrutin de ballottage entre plusieurs candidats bourgeois. Mais lorsqu'on arrivait au combat, la sagesse pratique l'emportait toujours sur l'animosité et les scrupules.

*
* *

De cette attitude du parti il résulte que partout où il est trop faible pour agir avec ses propres forces, il préfère élire le candidat bourgeois le plus rapproché pour éloigner du Parlement l'ennemi le plus dangereux. Entre deux maux, il choisit le moindre. Il sera forcé de suivre une tactique semblable partout où il prendra part à une lutte électorale dans laquelle le mode d'élection lui sera peu favorable.

La démocratie socialiste a deux rôles différents. Son rôle principal, c'est la réalisation de son programme, c'est-à-dire la transformation de l'organisation actuelle en société socialiste. Pour gagner à ce programme des adhérents, elle

doit faire de la propagande partout où l'occasion se présente.

* * *

Mais pour arriver à ce but final avec plus de facilité, elle doit considérer comme son but le plus immédiat d'élargir son terrain de lutte et de lui donner une configuration plus favorable. Pour cela, elle a besoin de réformes sociales qui rendent la classe ouvrière plus apte à l'action et plus résistante dans sa lutte contre les puissances dépressives de l'ordre économique capitaliste; aussi elle a besoin de droits et de libertés politiques, afin de pouvoir combattre avec d'autant plus de vigueur pour le relèvement social de la classe ouvrière et la conquête du pouvoir politique.

Dans la mesure où nos efforts en vue d'améliorations dans le cadre de la société actuelle sont soutenus par des partis bourgeois, nous n'avons aucune raison de refuser leur aide. Nous devrions même considérer comme notre devoir d'aiguillonner les partis bourgeois à nous soutenir dans ces efforts.

A plus forte raison lorsqu'il s'agit non pas de faire des progrès, mais d'empêcher un recul, le parti est *obligé*, dans son propre intérêt, de marcher côte à côte avec les fractions bourgeoises qui luttent contre ces tentatives de recul. Cela paraît une chose tellement évidente qu'il n'y a pas à discuter sur ce sujet. C'est une attitude que nous imposent à la fois la tactique et l'instinct de conservation.

La même tactique est valable pour toutes les circonstances dans lesquelles le droit, la justice et l'humanité sont en jeu.

Certes, nous sommes un parti prolétarien qui doit faire de la politique de classe, mais la démocratie socialiste est en même temps *le parti de toutes les victimes de l'infortune et de l'oppression*, car elle lutte pour la liberté et la justice en faveur de tous ceux qui portent une face humaine. Quel que soit l'endroit où se produisent l'injustice et la violence par abus d'autorité, la démocratie socialiste doit être prête à lutter. Cela lui est imposé non seulement par son

programme, mais encore à un point de vue de tactique pure, en ce sens qu'une telle intervention en faveur du droit et de la justice pourra neutraliser de nombreux adversaires, voire même les gagner au parti.

*
* *

Ainsi, par exemple, à partir du moment où l'on avait acquis la certitude que Dreyfus avait été condamné injustement, tout socialiste, rien qu'en se plaçant à un point de vue simplement humain, devait intervenir en faveur de la revision du procès. Mais lorsque, par l'enchaînement des circonstances les plus diverses, le procès Dreyfus devint un événement de premier ordre, derrière lequel de grands et puissants partis abritaient leurs projets dirigés contre le peuple et ne tendant à rien moins qu'au renversement de la Constitution républicaine, alors ce fut un devoir pour le parti socialiste d'intervenir *en tant que parti* en faveur de Dreyfus, avec tous les moyens et toutes les forces dont il disposait. C'est malgré Dreyfus que sa cause est devenue la cause de la justice et de la liberté du citoyen.

Je ne cache pas que l'immense majorité des camarades allemands n'a pas pu comprendre, et ne comprend pas encore, comment dans l'affaire Dreyfus le parti socialiste français ait pu se diviser.

En supposant que le cas Dreyfus avec toutes ses conséquences, au lieu de se produire en France, se fût produit en Allemagne, il n'y a pas de doute qu'en faveur de Dreyfus l'ensemble de la démocratie socialiste allemande serait intervenue unanimement, avec à sa tête Liebknecht.

Pourquoi doit-il en être autrement en France qu'en Allemagne ? Cela m'échappe.

Je réponds donc à la première de vos questions par un « oui ».

II

La deuxième question n'est pas si simple.

Tous les États modernes possèdent en tant qu'États de classe des institutions que le socialisme doit combattre en

toute circonstance, mais qu'aucun gouvernement bourgeois n'est susceptible d'abandonner : le militarisme, le « marinisme », les impôts indirects, l'attitude de l'État vis-à-vis de l'Église, la façon dont sont dirigées les affaires étrangères et coloniales, l'usage qui est fait de l'administration, etc. Ensuite, donnant lieu à des divergences profondes, les revendications relatives à la protection ouvrière et aux réformes sociales incisives.

La question de savoir si un socialiste peut entrer dans un gouvernement bourgeois ne peut être prise en considération que dans les États qui sont des démocraties pures, comme la Suisse, ou dans les États gouvernés parlementairement, c'est-à-dire dans lesquels le chef de l'État est toujours forcé de prendre ses ministres dans la majorité parlementaire du moment. Ne peuvent être comptés parmi ces États ni l'Empire allemand, ni les différents États allemands. Là domine encore, malgré la représentation populaire parlementaire, la volonté du prince régnant, qui choisit ses ministres d'après son propre jugement et sans tenir compte de la majorité parlementaire.

Admettons maintenant le cas où dans un État parlementaire existe une majorité socialiste à la Chambre. Alors les socialistes seraient naturellement obligés de prendre le gouvernement. Leur devoir serait de manier le pouvoir dans le sens de la majorité du peuple qu'ils auraient derrière eux et de transformer l'État et la société.

Mais la question se présente sous un jour différent : Un socialiste entre dans un ministère dont la grande majorité est la représentation de partis bourgeois, parce que la majorité parlementaire est essentiellement composée de ces partis.

Un gouvernement doit être, en principe, composé d'éléments homogènes, ou il n'est pas un gouvernement. Un gouvernement qui est divisé sur toutes les questions importantes ne peut pas gouverner longtemps. Un ministre socialiste, auquel ses camarades du parti doivent demander d'agir selon ses propres convictions, entrera forcément en conflit avec ses collègues et ne pourra, en dehors de petites réformes qu'il sera à même de réaliser dans son départe-

ment, atteindre rien d'essentiel. Sur toutes les questions sérieuses il sera en guerre permanente avec ses collègues.

Pour ces raisons, un socialiste ne pourra devenir dans un ministère bourgeois ni ministre de la guerre, ni ministre de la marine, ni ministre des cultes, ni ministre de l'intérieur ou des affaires étrangères. On lui donnera la place dans laquelle il sera le moins nuisible.

***

Une considération s'y ajoute. Un parti qui a un ministre dans un gouvernement est lié par rapport à l'ensemble de ce gouvernement. Il est impossible qu'il se borne à protéger uniquement le ministre qui le représente et qu'il persiste envers les autres dans son attitude d'opposition et par suite aide un beau jour par son vote au renversement du gouvernement dont fait partie un de ses membres.

Il s'ensuit que si le parti garde son attitude de principe comme représentant du prolétariat conscient, il multiplie les embarras pour son délégué au gouvernement. Il sera même forcé, dans le cas où celui-ci se sera déclaré solidaire de ses collègues, de voter contre lui. En un mot, le ministre socialiste sera forcé de quitter au plus tôt sa place. Les beautés et les splendeurs du gouvernement auront donc bientôt pris fin.

Ou bien le parti soutient le gouvernement pour faire plaisir au socialiste qui en fait partie : alors il commet une trahison à l'égard de ses principes, il provoque le gâchis et la division dans ses propres rangs et se détruit lui-même.

La question se présenterait sous un aspect un peu différent au cas où la majorité parlementaire serait composée de socialistes et de bourgeois radicaux disposés à marcher la main dans la main pour réaliser les revendications que nous réclamons de l'État et de la société *actuelle*. Mais un tel parti radical n'existe ni en France ni ailleurs, et, par conséquent, nous n'avons pas à nous occuper de cette éven-

tualité. D'autant plus que c'est un fait acquis que les bourgeois radicaux deviennent partout d'autant plus réactionnaires que la démocratie socialiste devient plus puissante.

***

Mais on peut encore imaginer le cas suivant. Un ministère se forme pour la solution d'une question spéciale, tel le ministère actuel, dont fait partie le camarade Millerand, et dont la tâche doit consister, comme on le sait, à liquider l'affaire Dreyfus dans le sens conforme à la justice et à la loi.

Il faut reconnaître que, dans ce cas, la question se présente un peu différemment. Mais le même but ne pourrait-il pas être atteint sans que Millerand entrât au ministère ? Lorsque les socialistes déclarent à la Chambre : Nous soutiendrons un gouvernement qui promette d'intervenir pour faire respecter la justice et la loi dans l'affaire Dreyfus, le résultat cherché était pleinement atteint.

C'est, certes, une belle et bonne chose que Millerand, par les réformes qu'il a réalisées dans son département, ait montré aux partis bourgeois qu'un socialiste sait gouverner, et même mieux qu'eux, mais le tort causé au parti par les discussions qui ont suivi son entrée au ministère nous paraît plus grand que les avantages qu'on peut en tirer. En aucun cas, il n'aurait dû accepter son portefeuille sans le consentement du parti.

***

Et maintenant comment faut-il envisager l'entrée d'un socialiste au gouvernement dans un État démocratique ? On a indiqué dans la presse socialiste allemande au sujet du cas Millerand que nos camarades suisses ont déjà donné l'exemple en acceptant le pouvoir, et il n'y a eu jusqu'ici à ce sujet aucune protestation.

Dans chacun des gouvernements des cantons de Genève et de Zurich siège un socialiste. Pourquoi donc ce que l'on trouve naturel à Genève et à Zurich serait-il déplacé à Paris ?

Mais la situation est essentiellement différente en France et en Suisse. Les cantons suisses ne sont pas, comme on le sait, des États gouvernés parlementairement, mais des démocraties. Le pouvoir législatif est le peuple lui-même, éventuellement un conseil cantonal nommé selon une loi électorale très démocratique ; mais, en dernière instance, c'est toujours l'ensemble du peuple qui décide sur les lois, chaque fois qu'un nombre déterminé d'électeurs le propose, ou lorsqu'une proposition de loi donnée venant de l'initiative populaire est adoptée par la majorité du peuple.

D'autre part, il n'y a pas dans les cantons de Chambre haute (Sénat) ; le gouvernement cantonal n'a pas non plus le droit de *veto* ; il n'a qu'à exécuter ce que le peuple ou éventuellement ses représentants élus ont décidé : le gouvernement des cantons n'est pas pris dans la majorité des conseils cantonaux, mais il est élu pour un temps déterminé *par le peuple.*

La démocratie socialiste dispose donc dans le gouvernement d'autant de force qu'elle peut en conquérir aux élections. Si celui qui a été élu membre du gouvernement ne remplit pas son devoir et la tâche que l'on attendait de lui, il ne sera plus réélu. Les conditions sont donc essentiellement différentes de celles que présentent la France et les autres pays. Je suis donc forcé de répondre à votre deuxième question de la façon suivante :

Je considère comme une erreur et une cause de désorganisation pour le parti l'entrée d'un socialiste dans le gouvernement d'un État parlementaire ;

Que pour une tâche spéciale, un socialiste entre dans un ministère, je considère cela comme très délicat et ne pouvant être admis qu'avec le consentement du parti.

La question se présente sous un autre aspect dans les démocraties où les ministres sont élus et où, par conséquent, l'élu est le mandataire *(Vertrauensmann)* du parti.

La Petite République du jeudi 21 septembre publiait la réponse de Vandervelde :

ÉMILE VANDERVELDE

Émile Vandervelde, avocat à la Cour d'appel de Bruxelles, représente le collège électoral de Charleroi à la Chambre des députés de Belgique.

Tous les lecteurs de *la Petite République* connaissent notre ami et tous nous ont su gré d'avoir souvent publié, dans nos colonnes, ses communications. Elles seraient plus fréquentes si les nécessités de la propagande et de la lutte n'obligeaient Vandervelde à mener de front un grand nombre de tâches dont une seule suffirait à remplir et à illustrer la vie d'un militant. Orateur et professeur de premier ordre, publiciste dont les articles et les brochures font autorité dans tous les milieux scientifiques de l'Ancien et du Nouveau Monde, Vandervelde est une des forces du socialisme international.

Bruxelles, septembre 1899,

Chers camarades,

Je me hâte de répondre aux deux questions que vous soumettez aux militants de l'Internationale :

1. — *Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité ?*

A cette première question, je conçois à peine qu'un socialiste puisse répondre autrement que par l'affirmative.

« Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne peut m'être étranger. »

Prétendre que le prolétariat doit rester indifférent à tout conflit dans lequel ses intérêts de classe ne sont pas directement engagés, c'est diminuer le socialisme et rétrécir le concept de la lutte des classes, au point de la défigurer.

Telle n'était certes pas la pensée de Marx et d'Engels, alors que, dans le Manifeste du Parti communiste, ils recommandaient aux prolétaires conscients d'appuyer les autres partis, dans leur lutte pour la conquête des libertés modernes. Et ce qui est vrai de la liberté politique ne l'est

pas moins des autres droits de l'homme, menacés par la réaction cléricale et militariste.

Aussi puis-je vous dire que, dans le Parti ouvrier belge, nous sommes unanimes à penser que les socialistes français avaient non seulement le droit mais le devoir d'intervenir dans l'affaire Dreyfus. C'eût été une abdication lamentable que je ne sais quelle neutralité, dédaigneuse et passive, dans ce combat suprême pour la civilisation, contre la barbarie.

Le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il à ce qu'un prolétaire arrache à la mort un homme d'une autre classe? Pourquoi s'opposerait-il à ce que des militants socialistes arrachent un innocent aux mains des bourreaux et des sauvages?

Et cela quand il s'agit de sauver, en même temps, tout ce qui vaut la peine d'être sauvé dans la société moderne.

* * *

2. — *Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois; et le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il absolument, et dans tous les cas, à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste?*

Je ne veux pas entrer dans l'examen du cas particulier qui vous amène à poser cette question.

Notre ami Millerand a-t-il bien ou mal fait d'entrer dans un ministère bourgeois, *sous sa responsabilité personnelle*?

Avec nos habitudes de discipline et d'action en commun, nous ne pouvons que regretter qu'en l'absence d'une organisation unitaire des socialistes français un militant puisse prendre des décisions aussi graves sous sa responsabilité personnelle.

Aussi espérons-nous fermement que, de votre prochain congrès, jaillira l'Unité socialiste.

Quant à la question de savoir dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut participer au pouvoir bourgeois, c'est avant tout, à mon avis, une question de fait et de circonstances.

Beaucoup de nos amis font une distinction subtile entre les cas où les représentants du prolétariat pénètrent dans une assemblée bourgeoise, grâce à leurs propres forces, et ceux où la puissance bourgeoise leur offre spontanément quelques parcelles du pouvoir.

Mais n'est-il pas évident qu'entre ces deux extrêmes il y a toutes les gradations, toutes les transitions possibles ?

Dès l'instant où l'on admet que, dans certains cas, l'intérêt de la démocratie socialiste exige que l'on ait recours à des compromis, des alliances, des coalitions, il devient impossible de soutenir, *a priori*, que jamais, en aucun cas, et quoi qu'il arrive, les socialistes ne doivent prendre « possession, partiellement, de la puissance ministérielle ».

Des circonstances exceptionnelles peuvent exiger des actes exceptionnels. *Salus populi suprema lex.*

Mais, ces réserves faites, je dois ajouter qu'en règle générale je suis résolument opposé à l'entrée de mandataires socialistes dans un gouvernement bourgeois, si démocratique qu'il puisse paraître.

Le peu de bonnes choses qu'ils pourraient y faire ne compenseraient pas la somme des choses mauvaises dont forcément ils devraient se rendre solidaires.

En supposant que — dans un pays donné — la souveraineté parlementaire appartienne à une coalition de radicaux et de socialistes, nous serions beaucoup plus forts en soutenant *conditionnellement* un ministère de radicaux qu'en nous compromettant avec eux dans l'exercice du pouvoir.

Aussi longtemps que le socialisme n'a pas la puissance nécessaire pour gouverner, au nom de ses principes, il ne doit pas — sauf en des cas exceptionnels — participer à une action gouvernementale qui se fonde sur des principes diamétralement opposés.

* * *

Avec mes vœux les plus ardents pour que l'union socialiste triomphe dans votre prochain Congrès, et assure le succès du Congrès international de 1900, je suis fraternellement vôtre.

ÉMILE VANDERVELDE

La Petite République du vendredi 22 septembre publiait trois réponses :

GEORGE PLEKHANOV

George Plekhanov est l'éminent théoricien de la socialdémocratie russe, qui avec un talent d'écrivain hors ligne et une énergie admirable a puissamment contribué à la diffusion des idées marxistes en Russie. Par ses écrits il a conquis une grande place parmi les théoriciens du socialisme international.

Traqué par la police du tsar pour sa participation au mouvement révolutionnaire, il se réfugia en Suisse, où il dirigea une revue importante, *le Socialdemokrat.*

Genève, septembre 1899,

Chers citoyens,

Vous me faites l'honneur de vouloir connaître mon opinion sur les questions suivantes :

1.— Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité ?

2. — Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois ; et le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il absolument, et dans tous les cas, à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste ?

Je vous réponds avec d'autant plus d'empressement que ces questions ont, comme vous le dites fort bien, un intérêt international. Elles sont tellement importantes que de leur résolution par les socialistes — dans un sens ou dans l'autre — dépend tout l'avenir de notre parti.

Voici donc ce que je pense là-dessus :

Il me semble que le prolétariat socialiste a non seulement le droit, mais le devoir d'intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, toutes les fois qu'il le trouvera utile pour les intérêts du mouvement révolutionnaire. Mais cette intervention ne saurait être utile aux intérêts du

mouvement révolutionnaire, et ne devrait avoir lieu, que dans les cas où elle pourrait rendre plus active et plus énergique la lutte entre la bourgeoisie — c'est-à-dire les possesseurs des moyens de production — d'un côté, et le prolétariat — c'est-à-dire la classe exploitée par les possesseurs de ces moyens — de l'autre.

Pour que la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat devienne plus active et plus énergique, il faut que le prolétariat soit de plus en plus pénétré par la conscience de l'antagonisme de ses intérêts avec ceux de ses exploiteurs. La conscience révolutionnaire du prolétariat, c'est la terrible dynamite des socialistes qui fera sauter la société actuelle. Tout ce qui rend cette conscience plus nette qu'elle n'a été doit être considéré comme un moyen révolutionnaire et par conséquent accepté par les socialistes.

Tout ce qui la rend moins nette qu'auparavant est antirévolutionnaire et par conséquent doit être condamné et rejeté par nous. C'est là le grand principe sur lequel doit se baser toute notre tactique.

En me plaçant à ce point de vue, je suis très enclin à dire que la participation des socialistes au pouvoir bourgeois nous coûterait plus cher qu'elle ne vaudrait, parce qu'elle aurait pour conséquence l'affaiblissement de la conscience révolutionnaire du prolétariat. Je sais pourtant qu'il n'y a pas de règle sans exception et que tout principe conçu d'une façon absolue devient par cela même métaphysique. J'admets donc la possibilité des cas exceptionnels où le parti socialiste se verrait forcé de faire entrer un de ses représentants dans un ministère bourgeois, mais c'est toujours au parti tout entier et non pas à tel ou tel de ses membres pris individuellement qu'appartient le droit de se prononcer dans de pareils cas. Il faut ajouter aussi et bien noter que la résolution de participer au pouvoir bourgeois ne saurait être prise par les socialistes que dans le but immédiat et nettement posé d'accélérer la dissolution de la société actuelle.

Agréez, chers citoyens, l'assurance de mon amicale considération.

GEORGE PLEKHANOV

PABLO IGLESIAS

Pablo Iglesias est depuis vingt ans l'âme du Parti ouvrier espagnol. C'est lui qui a arraché les travailleurs socialistes de la péninsule aux erreurs et aux incohérences de la théorie et de la tactique anarchiste et les a amenés à se grouper pour une action concertée sur le terrain de la lutte de classe.

Publiciste à la plume acerbe, il mène avec vigueur dans *El Socialista* la lutte contre le capitalisme et ses suppôts, le militarisme et le cléricalisme. Orateur à la parole entraînante et chaude, il multiplie les meetings et les réunions sur la surface entière de l'Espagne.

Madrid, 7 septembre 1899.

Honorables citoyens Gérault-Richard et Jaurès,

Je ne puis répondre avec l'ampleur nécessaire à votre enquête relative à la question Dreyfus et au cas Millerand. J'ai été malade et suis maintenant dans la période de convalescence.

Je dirai donc brièvement, sur la première question, que le parti socialiste doit intervenir en tout ce qui peut servir à la défense des libertés politiques et à la formation au sein du prolétariat de la conscience de ses intérêts, en tout ce qui amène l'organisation et une plus grande liberté pour travailler à la disparition du régime bourgeois.

Je crois que l'intervention dans l'affaire Dreyfus était nécessaire afin de combattre les courants réactionnaires qui y étaient impliqués. Cependant je suis aussi d'avis que quelques-uns parmi les socialistes qui ont participé à l'agitation sont allés plus loin qu'ils ne devaient, en lui donnant une importance supérieure à celle qu'elle a en réalité pour la classe ouvrière.

L'affaire Dreyfus, lorsqu'on la considère exclusivement au point de vue de l'injustice commise par les tribunaux envers un homme, ne doit pas revêtir pour les socialistes plus d'importance que toutes les autres infamies si souvent commises envers les prolétaires.

Par rapport à la deuxième question, il me paraît que les socialistes ne doivent accepter aucune responsabilité ni aucune fonction politique dans aucun gouvernement bourgeois. Le parti socialiste ne doit pas autoriser la présence

d'un ou de plusieurs de ses membres dans des gouvernements qui ont pour mission de défendre le régime du salariat.

Les socialistes ne peuvent participer au pouvoir pour faire exécuter les lois faites par la classe exploitante dans le but de maintenir les producteurs dans l'esclavage, dans la misère et dans l'ignorance. Il doivent s'en emparer seulement pour détruire tous, absolument tous les privilèges capitalistes.

PABLO IGLESIAS

ANDREA COSTA

Andrea Costa est par excellence un militant. C'est de prison qu'il nous adresse les lignes ci-dessous, et de fait notre vaillant camarade a déjà passé la moitié de son existence soit en exil sur la terre de France, soit dans les geôles du roi Humbert.

Éloquent, actif, infatigable, par-dessus tout homme d'organisation, Andrea Costa cumule les fonctions de député avec celles de secrétaire du parti socialiste italien.

Prison de Imola (Italie), septembre 99,

Mes chers amis,

C'est ici, en prison, où je me trouve depuis le 1er juillet et où je resterai une quarantaine de jours encore pour y escompter une de ces condamnations qui sont comme nos honoraires à nous, députés socialistes, en Italie ; c'est ici, dis-je, que j'ai reçu votre lettre ; et vous comprenez de suite, mes chers amis, que, d'ici, je ne suis pas en condition de vous répondre : d'abord parce que, manquant de nos journaux et du reste, voilà deux mois que je ne suis au courant de rien; ensuite parce que, même si j'avais les éléments pour me former un jugement complet, je n'aurais pas assez de liberté pour vous répondre entièrement. A la prison comme à la prison !

Je dois donc me borner, mes chers amis, à vous envoyer mes salutations cordiales et à vous souhaiter, ainsi qu'à tous nos amis et compagnons de France, assez d'abnégation et de constance pour traverser la douloureuse période présente.

ANDREA COSTA

La Petite République du lundi 25 septembre publiait la réponse de Enrico Ferri :

ENRICO FERRI

Enrico Ferri est en Italie l'un des représentants les plus autorisés, sinon le plus autorisé, du socialisme scientifique. Sociologue d'une renommée européenne, Ferri était professeur à l'Université de Pise quand, en 1893, il adhéra publiquement au socialisme et se vit pour ce fait révoqué par le gouvernement. Depuis, il n'a cessé de poursuivre la lutte sur tous les terrains contre la classe capitaliste. Conférencier, publiciste, orateur, il est presque aussi connu à Paris et à Bruxelles qu'à Rome ou à Florence. Enrico Ferri représente à la Chambre italienne la circonscription de Mantoue.

Pour donner une réponse aux deux questions qui agitent maintenant les différents groupes du parti socialiste français, il faut d'abord s'entendre sur ce que c'est que le socialisme, en tant qu'il est le programme et la boussole d'un parti politique militant.

J'entends par socialisme la doctrine, en même temps sociologique et politique, que Marx surtout a établie dans ses lignes fondamentales en accord complet (et c'est là sa force) avec l'orientation expérimentale et scientifique de la pensée contemporaine, qui va du transformisme universel (évolution) et du transformisme biologique (lamarckisme et darwinisme) au transformisme social (marxisme).

*
* *

La doctrine marxiste n'est pas, naturellement, le produit immuable d'une intelligence surhumaine ; elle est — comme toute autre doctrine scientifique — susceptible de développement et de correction, tout en restant positive et inébranlable dans ses lignes fondamentales.

Le fait et l'induction du surtravail (salariat) comme effet inséparable de la forme capitaliste de la propriété privée, qui est la grande découverte marxiste sur le terrain technique de l'économie politique, détermine nécessairement la constitution du prolétariat en parti de classe, foncièrement opposé à tous les partis bourgeois, quelle que soit leur nuance.

L'inévitabilité de la socialisation des moyens de produc-

tion et de travail — comme processus naturel et évolutif de la société bourgeoise — constitue la donnée sociologique fondamentale et partant la boussole du prolétariat, en tant que parti politique.

Enfin, ce qu'on appelle le matérialisme historique et que je préfère appeler déterminisme économique est la boussole scientifique pour voir clair et loin dans la mêlée des faits sociaux et politiques, dans ce sens que — ainsi que dans la vie psychologique les *sensations* sont la base déterminante de tout autre phénomène, tel que les *sentiments* et les *idées* — de même dans la vie sociale les conditions économiques (dont les pôles essentiels sont la paix et l'amour) constituent la base déterminante de tout autre phénomène, tel que les mœurs, les croyances, le droit, l'arrangement politique.

Mais avec ce corollaire, que tout effet devient, à son tour, une cause et tout phénomène déterminé devient, à son tour, un phénomène déterminant. Dans la vie psychologique les sentiments et les idées déterminent et modifient, à leur tour, les sensations ; et dans la vie sociale les mœurs et l'arrangement juridique et politique ont un contrecoup plus ou moins profond sur les conditions économiques.

De sorte que la *conscience socialiste* — qui est, selon moi, la force la plus révolutionnaire de la vie individuelle et sociale — tout en étant le produit des conditions économiques de notre siècle (forme capitaliste de la propriété privée et prolétariat salarié) comprend nécessairement toutes les manifestations évolutives les plus avancées de la conscience humaine contemporaine. Un socialiste conscient qui serait, par exemple, clérical ou militariste, ou dogmatique, ou traditionaliste, etc., n'est pas concevable et serait une contradiction vivante.

La conscience socialiste — qui est donc le déterminant de la conduite morale, sociale et politique de tous ceux qui, même sans être de vrais prolétaires salariés, en ressentent tous les frémissements rénovateurs dans le cœur et dans le cerveau — la conscience socialiste peut répéter dans un sens absolu ce que le poète latin a dit : *homo sum et nihil humani a me alienum puto.*

Je suis homme, et tout ce qui est *humain* — dans le sens le plus moderne et évolué du mot — constitue mon essence et ma force : depuis la condition économique jusqu'aux floraisons sociales de l'art, de la morale, du droit, de la politique, de la science.

Cette conscience socialiste vient compléter le cercle de la lutte de classes, car elle constitue par elle-même une opposition fondamentale avec la conscience traditionaliste ou routinière, qui comprend, elle, tout ce qu'il y a d'arriéré et de survivant dans la conscience humaine.

Ainsi, par exemple, la bourgeoisie issue de la grande Révolution au nom de la liberté des pensées et des actes, et qui, pour vivre, a eu et a besoin de la liberté, est condamnée — dans sa lutte contre la naissance sociale du prolétariat et avec lui de la nouvelle humanité — à s'appuyer, avec un antagonisme intérieur qui en signe la mort, sur les institutions (militarisme et cléricalisme) qui étaient le propre de cet ancien régime et de ce féodalisme, que la bourgeoisie a tués en naissant.

***

Ces considérations générales, quoique formulées tout à la hâte, me paraissent conduire à la réponse positive et logique sur les deux questions qui seront posées au Congrès national socialiste français; et en même temps elles me paraissent conduire évidemment à la nécessité de l'*Unité socialiste* du prolétariat conscient aussi bien en France que dans tous les autres pays.

I. Je crois que le parti socialiste en s'occupant de l'affaire Dreyfus n'a accompli qu'un devoir de conscience.

La bourgeoisie s'occupe de cet affaire, comme d'une *erreur judiciaire* quelconque. Le prolétariat socialiste s'en est occupé et devait s'en occuper, non pas comme Voltaire s'occupa généreusement de l'affaire Calas, mais en prenant l'affaire Dreyfus comme symbole et symptôme de la survivance menaçante du militarisme et du cléricalisme féodaux en plein régime bourgeois républicain.

Le *capitaine* Dreyfus nous intéresse beaucoup; mais il n'est qu'une, et des plus fortunées, parmi les innombrables

victimes de cette machine à écraser les hommes qu'on appelle la « justice pénale ».

Mais son *affaire* nous intéresse et nous regarde infiniment plus, car c'est par elle et pour elle qu'on a engagé une bataille si noble et décisive entre l'esprit de la civilisation moderne et la tyrannie médiévale (militarisme et cléricalisme) retrouvée sous l'écorce des institutions bourgeoises et républicaines.

Je ne peux donc que donner mon admiration enthousiaste pour l'œuvre accomplie, sous l'impulsion de Jean Jaurès, par le parti socialiste français dans l'affaire Dreyfus.

Et les effets de cette noble et courageuse initiative ne font que confirmer cette conclusion. Qui pourrait, en effet, mesurer la force d'attraction sympathique vers l'idéal socialiste, que cette attitude des socialistes a déterminée en France et dans le monde entier ?

*
* *

II. Si le ministère n'est que le comité d'affaires politiques de la classe dominante, je comprends très bien que le parti socialiste s'efforce de s'emparer de cet instrument puissant de domination, dans l'engrenage de l'arrangement administratif et politique contemporain.

Mais il doit s'en emparer *en tant que parti de classe*, qui sait bien que la société ne peut pas être changée d'aujourd'hui au lendemain par un coup de baguette magique ou par des barricades, comme un décor de théâtre (et c'est là la grande vérité scientifique du marxisme), car toute société change, à chaque heure, graduellement et partiellement.

Et, partant, les socialistes ne doivent pas escompter une révolution totale et monolithique, mais participer à l'administration privée (coopératives) et publique (communes, œuvres pies, etc.), pour apprendre à connaître et régler la réalité des choses sociales. Mais ils doivent toujours le faire *en vue* et *au nom* de l'idéal socialiste (lutte de classe et propriété collective). Autrement ils s'atrophient et dégénèrent dans le réformisme stérile, en perdant toute force révolutionnaire de régénération sociale et humaine.

Vis-à-vis de la misère, par exemple, on peut prendre l'attitude de la bienfaisance (réformisme) ou bien de la socialisation des moyens de production (révolution sociale).

Et vis-à-vis d'un homme qui a faim, le réformiste et le révolutionnaire peuvent accomplir le même acte (par exemple en lui donnant à manger), mais pour le réformiste ce secours est *la fin* de son activité; pour le révolutionnaire il n'en est que *le commencement.*

Le parti socialiste approuve et accepte les réformes compatibles avec le régime bourgeois (par exemple les huit heures, la coopération, la pension aux invalides du travail, etc.) mais en les prenant toujours comme *station de départ* vers l'idéal socialiste, au lieu de les prendre comme *station d'arrivée* à l'amélioration de la société actuelle, réformée dans les détails, mais conservée sur ses bases fondamentales (propriété privée et, partant, domination de classe).

Et alors : peuvent-ils, les socialistes, aller au gouvernement de l'État de même qu'ils vont à l'administration d'une commune?

Évidemment, oui! Et c'est là la tactique marxiste qu'on appelle « conquête des pouvoirs publics », c'est-à-dire arriver à donner, avec l'organisation économique et politique en parti de classe, valeur de *majorité légale* aux travailleurs (manuels et intellectuels) qui maintenant sont une *majorité de fait*, mais une *minorité de droit.*

Mais *comment* peuvent-ils, les socialistes, aller au gouvernement?

Évidemment, en tant que parti de classe, qui arrive à conquérir la majorité légale; c'est-à-dire lorsque le poussin dans l'œuf est assez grand pour pouvoir rompre la coque.

Un socialiste pourrait-il, en tant qu'individu, entrer dans une administration municipale, sans qu'il soit le mandataire du parti? Et pourrait-il être le mandataire du parti avant que le parti ne soit arrivé à la majorité légale dans le conseil communal?

Évidemment, non.

Dans une commune où les électeurs et les élus socialistes sont, par exemple, la vingtième partie du corps électoral et du conseil communal, un socialiste élu pourrait-il être le

maire ou l'assesseur, perdu dans la foule des conseillers et des assesseurs bourgeois ?

Je crois que jamais on n'admettrait cela, car cette participation ne serait qu'une participation *personnelle,* trop dangereuse pour le parti absent et, en tout cas, arbre sans racines dans le terrain de la collectivité socialiste.

* * *

Voilà pourquoi, à la deuxième question, je réponds que lorsque dans un Parlement les députés socialistes arrivent à être la majorité ou même un groupe assez prédominant pour attirer dans son orbite cette masse fluctuante et incolore, qui suit toujours les plus forts, alors le parti socialiste peut et doit aller au gouvernement de l'État, de même qu'il va à l'administration d'une commune.

Mais lorsque la majorité légale du Parlement et, partant, de son comité ministériel n'est que bourgeoise au plus haut degré (par exemple Waldeck-Rousseau et Galliffet), alors un individu socialiste, même s'il a l'habileté d'un Millerand, ne devrait pas — arbre sans racine — participer au pouvoir bourgeois, où il ne pourra pas, car l'individu ne peut agir sur l'histoire sociale et politique qu'en tant qu'il résume en soi-même les énergies d'une collectivité, il ne pourra pas forcer la réalité des choses, ni devancer le moment historique et politique, ni réaliser des réformes *décisives* (qui soient des *stations de départ* vers l'idéal socialiste) et où donc il ne peut pas être le *mandataire* du parti socialiste.

Et si, dans certains moments exceptionnels, le parti socialiste doit se faire le défenseur des conquêtes de la civilisation contre le retour du médiévalisme, il peut et il doit le faire (car la conscience socialiste est la forme la plus haute de l'évolution humaine), mais toujours comme parti, jamais comme individu sans mandat de ses compagnons de lutte.

Dans ce cas, on a une position difficile et délicate, qui, en vue de quelques avantages très restreints et très problématiques, porte avec elle la certitude d'énormes désillusions. Celles-ci n'empêcheront pas, tant s'en faut, la marche du

socialisme (puisqu'il est le produit nécessaire de l'évolution sociale), mais elles auront toujours un effet de désarroi et de désorientation politique dans la masse des socialistes, qui ne pouvant pas faire de la philosophie de l'histoire sont plus suggestionnés par les leçons de choses que la chronique quotidienne leur met devant les yeux.

ENRICO FERRI

La Petite République du mardi 26 septembre publiait deux réponses :

WILHELM LIEBKNECHT

Liebknecht symbolise en sa personne tout le passé héroïque et militant de la démocratie socialiste allemande. Toujours robuste, toujours alerte en dépit des ans, il bataille encore aux premiers rangs du prolétariat germanique. Bismarck n'a pas eu de plus dangereux adversaire et aujourd'hui, sans se lasser, il continue la lutte contre les héritiers politiques du chancelier de fer.

Député de Berlin au Reichstag, rédacteur en chef du *Vorwaerts*, vétéran des congrès internationaux, Liebknecht est aussi connu des socialistes de France que des socialistes d'Allemagne.

Berlin, septembre 1899,

Mes chers amis,

Puisque la réponse à vos questions se trouve dans ma lettre au Congrès d'Épernay (1), je vous prie de me dispenser d'une répétition des raisons que j'ai données dans cette lettre, destinée à la publicité.

Même sans cette lettre ma pensée vous est connue, et je n'ai qu'à exprimer l'espoir que l'unité socialiste se fasse sur la base de la lutte de classe — seule base sur laquelle un mouvement socialiste soit possible.

Mes salutations fraternelles à vous et au citoyen Jaurès.

Tout à vous.

WILHELM LIEBKNECHT

---

(1) Par exception nous ne donnons pas cette lettre : nos lecteurs sont amplement renseignés sur les sentiments du citoyen Liebknecht.

LOUIS BERTRAND

Louis Bertrand est en Belgique l'un des militants de la première heure. Il combattait dès 1880 aux côtés de César de Paepe, de Brismee et de Volders. En partie donc lui revient l'honneur d'avoir constitué cet admirable parti ouvrier belge, le plus cohérent et le plus riche qui peut-être existe.

Représentant, à la Chambre des députés, de l'arrondissement de Soignies, échevin de Schaerbeek, Louis Bertrand s'attache avant tout à l'obtention des réformes immédiates qui peuvent alléger les misères du prolétariat.

Bruxelles, septembre 1899.

Chers camarades,

Vous voulez bien me demander mon avis sur deux questions qui préoccupent en ce moment le parti socialiste français :

1. — *Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité ?*

A cette première question, je réponds affirmativement pour les raisons que voici :

La classe bourgeoise, si elle a un intérêt commun, est cependant divisée en diverses fractions.

Elle compte des monarchistes et des républicains, des cléricaux et des libres penseurs, des protectionnistes et des libres-échangistes, etc., etc.

Quand la question de la forme du gouvernement est en cause, ou celle de la liberté de conscience, pourquoi les socialistes n'appuieraient-ils pas les uns pour battre les autres?

En ce qui concerne spécialement l'affaire Dreyfus, l'intervention du parti socialiste était indispensable.

Un homme se noie ou va être dévoré par les flammes. Que faut-il faire? Il faut courir à son secours, sans se préoccuper si cet homme est un bourgeois ou un ouvrier.

Dreyfus est victime d'un crime abominable contre la justice et l'humanité. Faudrait-il se désintéresser de sa cause

parce que c'est un bourgeois et un juif? Ce serait monstrueux !

Aussi, Jaurès, en prenant la défense de la victime de l'État-Major, a-t-il rendu un énorme service à l'idée socialiste; nous sommes tous d'accord ici sur ce point, et nous le félicitons fraternellement.

Il a d'ailleurs fait un coup double : il a posé d'abord un acte d'humanité et de justice; ensuite, il a fait la guerre au cléricalisme et au militarisme, ces deux ennemis jurés de la démocratie socialiste en tous pays.

* * *

2. — *Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois; et le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il absolument, et dans tous les cas, à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste ?*

Sur cette seconde question, voici quel est mon sentiment. Quel but poursuivons-nous? Nous voulons réaliser notre idéal socialiste, collectiviste.

Mais nous savons que ce ne sera pas l'œuvre d'un seul jour; nous savons que la société de nos rêves ne se réalisera pas d'un coup de baguette magique, qu'il faudra, au contraire, lutter sans trêve, livrer bien des batailles avant de triompher !

Il y a plus : Avant d'aboutir à l'idéal, nous devons passer par une période de transition et de préparation. C'est pourquoi tous les partis socialistes, à côté de leurs déclarations de principes, ont rédigé un programme de réformes pratiques.

Le but, c'est de rendre les hommes plus heureux, matériellement, et meilleurs, moralement.

Ce résultat peut être obtenu, en grande partie, par l'action du gouvernement, par une législation plus juste et plus humaine.

Et alors se pose cette question : cette œuvre d'améliora-

tion matérielle et morale de la condition des masses populaires ne peut-elle être entreprise que lorsque le parti socialiste sera majorité, ou doit-elle être secondée et activée par le concours du parti socialiste, prenant part, pour une partie seulement, à la constitution d'un gouvernement?

Refuser d'entrer dans un ministère non complètement socialiste serait, à mon avis, aussi insensé que de refuser d'entrer dans un parlement ou dans un conseil municipal avant d'être majorité!

Ma conviction profonde est donc que l'intérêt du parti socialiste est de pénétrer partout où son action peut être bienfaisante, sans abdication d'aucune sorte, bien entendu.

Mais je pense également que cette décision doit être concertée. Ce sont les élus qui doivent se prononcer, chaque fois, sur la solution à intervenir. Mais, pour cela, il est indispensable que nous ayons un parti bien uni et non — comme c'est malheureusement le cas chez vous — des fractions qui se divisent souvent!

Pour ce qui est du cas spécial de notre ami Millerand, je crois aussi qu'il a bien fait d'entrer dans le ministère actuel, surtout à cause de la situation exceptionnelle dans laquelle se trouvait et se trouve encore la France de la Révolution.

Voilà, chers camarades, l'humble avis de votre dévoué

LOUIS BERTRAND

La Petite République du jeudi 28 septembre publiait la réponse de Kautsky :

KARL KAUTSKY

Karl Kautsky, le théoricien le plus autorisé du socialisme scientifique, qui a créé, pour soutenir les idées de Marx, l'organe *die Neue Zeit (l'Ère nouvelle)*, qu'il dirige depuis 1883 avec un tact et un talent admirables. *Die Neue Zeit* a conquis une notoriété universelle. Les socialistes du monde entier y collaborent. Dans ses nombreux écrits il vulgarise et développe les idées de Marx et de Engels. Son ouvrage

sur la question agraire marque une date dans la littérature socialiste. Son dernier livre, destiné à un grand succès, combat avec vigueur les tendances opportunistes de Bernstein.

Berlin-Friedenau, 12/8 1899.

Chers camarades,

Des deux questions auxquelles vous m'avez, en même temps que plusieurs autres membres du parti, invité à répondre, l'une me paraît extrêmement simple; c'est la question de savoir si le prolétariat socialiste viole les principes de la lutte de classe, lorsqu'il intervient dans l'intérêt de la liberté et de l'humanité dans les conflits entre diverses fractions de la bourgeoisie. Je crois que dans ces cas le prolétariat a non seulement le *droit*, mais même le *devoir* d'intervenir.

Il ne faut pas oublier que pour le socialiste la lutte de classe n'est pas un but en soi, mais un moyen pour atteindre un but, et ce but supérieur auquel tout doit être subordonné, c'est d'aider au développement de la société à un stade plus élevé. La lutte de classe est le moyen le plus puissant pour atteindre ce but, mais nous ne sommes pas encore arrivés à cette phase où la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat remplirait toute la vie politique et sociale.

Les différences de classe et les antagonismes entre les diverses classes bourgeoises sont encore nombreux et donnent lieu à des luttes politiques et sociales continuelles dont aucune n'est sans importance pour l'évolution de la société, dont chacune, selon son issue, peut activer ou entraver le progrès social. Ce serait folie de la part des socialistes de se contenter de regarder, impassibles, ces luttes intestines de la bourgeoisie, au lieu d'intervenir et de soutenir la cause du progrès.

On accuse parfois Marx et Engels d'avoir enseigné cette conception étroite de la lutte de classe, d'après laquelle le prolétariat ne devrait se soucier que de ses intérêts particuliers et non pas aussi des intérêts généraux de l'évolution sociale. Mais ces deux penseurs étaient, au contraire, d'avis que les deux catégories d'intérêts étaient liées de la façon la plus intime et que le prolétariat devait participer énergi-

quement à toute lutte intéressant le progrès social, même dans le cas où aucun intérêt prolétarien ne serait directement en jeu.

Déjà dans le *Manifeste du parti communiste* ils déclaraient : « En France les communistes se rallient au parti démocrate socialiste contre la bourgeoisie conservatrice et radicale, tout en se réservant le droit de critiquer les phrases et les illusions léguées par la tradition révolutionnaire, etc. »

Lorsque plus tard Lassalle déclarait qu'en face de la classe ouvrière les autres classes ne formaient *qu'une seule masse réactionnaire* et que cette phrase fut introduite dans le programme de la démocratie socialiste allemande (1875), Marx s'éleva contre cette formule qui ne pouvait que trop facilement nous amener à négliger l'importance des antagonismes et des luttes intestines entre les classes non prolétariennes.

L'*Internationale* non plus ne s'est pas désintéressée des luttes intérieures des classes non prolétariennes ; elle prit part pour tous les opprimés, pour l'indépendance de la Pologne, pour le *Home Rule* en Irlande, pour les États du Nord contre les États du Sud pendant la guerre de Sécession.

L'intervention des partis socialistes dans les luttes intestines de la bourgeoisie est d'autant plus nécessaire qu'ils sont plus puissants, car leur neutralité apparente devient en fait, dans la même mesure, une protection des éléments réactionnaires.

C'est un fait désagréable, mais inévitable, que la croissance des partis socialistes s'effectue au détriment du radicalisme bourgeois ; car ce sont précisément les couches populaires où la démocratie bourgeoise recrute ses éléments les plus énergiques qui sont les plus accessibles à la propagande socialiste. Et, au fur et à mesure que les prolétaires passent de la démocratie bourgeoise à la démocratie socialiste, les bourgeois, jusqu'ici radicaux, perdent tout goût pour la démocratie bourgeoise ; ils commencent à avoir peur du prolétariat et deviennent réactionnaires. En même temps que le socialisme, croît la réaction.

De cette façon les partis bourgeois radicaux s'affai-

blissent et s'effritent des deux côtés par suite des progrès de la propagande socialiste et deviennent de plus en plus incapables de remplir leur rôle historique. Mais, si les socialistes affaiblissent par leur propagande la démocratie bourgeoise et en même temps restent à l'écart dans les luttes de celle-ci contre la réaction croissante, qu'est-ce à dire, si ce n'est favoriser cette dernière? Plus nous affaiblissons la démocratie bourgeoise par notre propagande et la rendons incapable de remplir sa mission historique, plus nous sommes forcés de nous substituer à elle dans cette mission. Ce n'est que sur la base d'une république démocratique que peut s'élever une république socialiste.

*
* *

Moins simple est la seconde des questions qui nous sont soumises. Le prolétariat socialiste peut-il, et dans quelle mesure, participer au gouvernement bourgeois? C'est une question de tactique à laquelle on peut donner des réponses différentes pour différentes époques et différents pays et à laquelle je n'oserai point donner de réponse absolue et inconditionnée.

En Suisse et en Angleterre une telle participation me paraît possible; en Allemagne inadmissible. Mais précisément parce que je ne puis pas donner de réponse absolue, je ne puis pas non plus prétendre que le principe de la lutte de classe interdise à un socialiste, *quelles que soient les circonstances*, d'entrer dans un ministère bourgeois. Dans des conditions normales, un socialiste qui se place sur le terrain de la lutte de classe aura aussi peu le désir d'entrer dans un ministère bourgeois, qu'un athée dans un ministère clérical ou un républicain dans un ministère bonapartiste.

Son activité dans un tel ministère ne pourrait avoir d'autre résultat que de le corrompre et de le compromettre lui-même, ainsi que le parti qui le soutient. Je ne voudrais pas prétendre par cela que, sans violer le principe de la lutte de classe, les socialistes ne puissent pas, dans des cir-

constances *exceptionnelles* et pour un but *déterminé*, collaborer avec des démocrates bourgeois dans le même pouvoir exécutif contre un ennemi commun. Un tel acte reste toujours dangereux et risqué quelles que soient les circonstances, mais on peut imaginer des situations difficiles qui pourraient à la rigueur le justifier.

Je ne voudrais donc pas considérer la question qui nous occupe comme une question de principe, mais comme une question de tactique. J'ai déjà expliqué dans le *Vorwaerts* ce que je pense du cas concret dont il s'agit spécialement en l'occurrence. Ici je n'ai à me prononcer que sur le côté général de la question, et, à ce sujet, je ne puis que déclarer que je ne conçois pas la lutte de classe dans un sens qui exclut d'une façon absolue, quelles que soient les circonstances, l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, bien que j'estime qu'un tel acte soit toujours anormal, qu'il soulève de très grosses responsabilités, et ne puisse être entrepris que dans un cas d'extrême nécessité.

Mais ce que le principe de la lutte de classe exige dans toutes les circonstances, c'est l'organisation du prolétariat en un parti *indépendant et fermé*.

Cela est surtout important aux moments qui sont à ce point critiques qu'ils amènent maint membre du parti à envisager comme opportune l'entrée d'un socialiste dans un cabinet bourgeois. Là où le prolétariat socialiste est uni, fortement organisé et indépendant, il saura aussi le mieux parer aux dangers qui peuvent surgir pour lui de la coopération avec la démocratie bourgeoise.

Les socialistes en dehors de la France attendent avec impatience la résolution du Congrès national sur le cas Millerand. Mais quelle que soit l'opinion que chacun de nous puisse avoir sur ce cas, nous nous trouvons unanimes — je puis l'affirmer sans crainte — dans le désir ardent que le Congrès réussisse à resserrer de la façon la plus étroite les liens qui unissent le prolétariat de France pour qu'il devienne l'arme la plus puissante dans la grande lutte contre le militarisme et le cléricalisme qui agite actuellement ce pays.

KARL KAUTSKY

La Petite République du vendredi 29 septembre publiait deux réponses :

ÉDOUARD BERNSTEIN

Édouard Bernstein est un des plus vieux lutteurs et un des meilleurs publicistes du parti socialiste allemand. Lorsqu'après le vote de la loi d'exception contre les socialistes, en 1878, le parti fonda à Zurich le journal *le Socialdemokrat*, qui lui servit d'organe principal, c'est à Bernstein qu'il confia sa direction. En 1888, Bernstein ainsi que ses co-rédacteurs au *Socialdemokrat* furent expulsés de Suisse à la suite de la pression exercée par Bismarck sur le gouvernement fédéral. Ils se réfugièrent à Londres, où fut aussi transférée, quelques mois après, la rédaction du *Socialdemokrat*.

En 1890, année de la faillite du système bismarckien et de l'abolition de la loi d'exception, la publication du *Social*, devenu désormais inutile, cessa. Mais Bernstein, auquel la réaction allemande n'a jamais pardonné sa vigoureuse campagne, ne pouvant pas rentrer en Allemagne, parce que condamné à l'exil, resta dans la capitale de l'Angleterre. Il ne cessa point pour cela de travailler au développement du parti, ainsi que le montrent de nombreux et remarquables articles publiés dans *die Neue Zeit* (*l'Ère nouvelle*) et ses correspondances dans les quotidiens, comme le *Vorwaerts*. Ces temps derniers, la polémique doctrinale engagée entre Bernstein et Kautsky a fait grand bruit en Allemagne et dans tous les milieux socialistes internationaux.

London, août 1899.

Aux citoyens Jean Jaurès et Gérault-Richard

Chers citoyens,

Voici ma réponse aux deux questions que vous avez bien voulu me poser.

Dans la société moderne, où les privilèges légaux de classes, d'états ou de castes ont disparu, ou sont en train de disparaître, les conflits des partis politiques, bourgeois ou non, intéressent presque toujours la classe ouvrière.

Or, que penser d'un principe qui défend à celle-ci d'intervenir dans ces conflits au moment où ils cessent d'être simples querelles intimes de boutiques et deviennent des batailles ayant pour enjeu la liberté politique ou l'humanité ? Cela équivaudrait pour le prolétariat à une interdiction de défendre ses propres intérêts et ses idées huma-

nitaires. On se trouverait alors en face d'un principe d'imbécillité, mais pas d'un principe de lutte de classe.

La non-intervention peut être défendue en se basant sur la faiblesse ou l'inexpérience d'un parti, ou sur la futilité de l'objet en question, mais jamais au nom du principe de la lutte de classe. Au contraire, aussitôt qu'un intérêt vital de liberté politique est en question, ce serait manquer au principe de la lutte de classe de ne pas intervenir.

Quant aux questions humanitaires, le simple fait que le parti socialiste ouvrier est le parti des opprimés indique déjà qu'aucune de ces questions ne peut lui être étrangère. Il suffit ici de se rappeler l'attitude de l'Internationale en présence de la guerre civile des États-Unis, ce « seul événement grandiose de l'histoire moderne », comme Marx l'a appelée dans *le Capital*. Bien que les Yankees du Nord fussent des bourgeois, l'Internationale se prononça en leur faveur.

Ceux qui nient l'intérêt du parti socialiste dans l'affaire Dreyfus, parce que Dreyfus est un bourgeois, me semblent confondre la lutte de classe dans la société moderne avec la lutte de classe au Moyen-Age. Pour les serfs, la violation du code des nobles pouvait bien être chose très indifférente, mais l'ouvrier moderne n'est pas un serf et ne peut pas avoir la conception étroite d'un vilain.

* * *

Ces considérations m'amènent à la deuxième question. En principe, j'y ai déjà répondu par les déclarations faites plus haut.

Quand on admet la nécessité de l'action politique en général et quand on reconnait qu'une société ne peut ni franchir en sautant les étapes obligatoires de son évolution ni les éliminer par des décrets (Marx), on doit reconnaître aussi que, dans l'évolution des nations modernes, des phases peuvent se présenter où la prise de possession partielle de la puissance ministérielle peut, pour le parti ouvrier socialiste, devenir plus qu'une chose permise, mais *un devoir de première importance*.

Dans quelle mesure cette participation au pouvoir peut-elle ou doit-elle avoir lieu ? Cela dépend de la situation respective des partis et de la nature de la constitution politique d'un pays. Dogmatiser d'avance sur ce point serait vouloir résoudre d'avance toutes les combinaisons possibles dans l'avenir. Chaque cas nouveau offre à notre discernement matière d'appréciation pour savoir si les conditions données admettent ou exigent l'entrée du parti ou de quelques-uns de ses membres dans une combinaison ministérielle. En principe, il me paraît que toute combinaison devrait être regardée comme admissible qui n'affaiblit pas la situation générale de la classe ouvrière et ne sacrifie pas à un avantage passager ou subordonne les intérêts permanents ou supérieurs de son œuvre émancipatrice.

A cet égard il y aura presque toujours des difficultés et des discussions provenant des différences de tempérament, de jugement et d'expérience, mais ce n'est pas une raison suffisante pour se soustraire à l'embarras du choix par une déclaration abstraite d'abstention. Je ne connais pas chose plus insipide en politique que les renonciations générales. Elles aboutissent presque toujours à des infractions à la promesse donnée et nécessitent, pour passer outre, l'emploi d'une chicanerie casuistique, soit qu'il s'agisse de l'acte de renonciation d'un Cromwell ou des engagements analogues pris par le socialisme à son berceau.

Pour un parti qui sait ce qu'il veut et qui se considère comme le gardien des intérêts d'une classe, il est plus digne de se déclarer résolu à agir d'après les exigences du moment et d'assumer toutes les responsabilités qui en résultent.

Salut cordial et fraternel.

Votre très dévoué

ÉDOUARD BERNSTEIN

LÉON DEFUISSEAUX

Léon Defuisseaux descend d'une ancienne famille de démocrates et de républicains belges.

Son père donna, en 1848, l'hospitalité à de nombreux proscrits français et protesta, au Sénat belge, contre la loi sur les étrangers, imposée à la Belgique par le Second Empire.

Léon Defuisseaux fut élu pour la première fois député en 1870, par

les électeurs de l'arrondissement de Mons. C'était sous le régime censitaire. Après avoir siégé pendant dix ans à la Chambre belge et y avoir défendu les principes de la démocratie, parmi lesquels figurait au premier rang le suffrage universel, il donna, en 1881, sur cette question, sa démission, qui eut un retentissement énorme et prépara les voies au suffrage universel.

En quittant la Chambre censitaire, il annonça sa prochaine rentrée au Parlement avec ses amis socialistes. Cette prophétie s'est pleinement réalisée.

Léon Defuisseaux écrivit alors un livre qui eut en Belgique un succès considérable, *les Hontes du régime censitaire*. Il collabora au *National*, le premier journal républicain de Belgique. Il collabore encore aujourd'hui au *Peuple*, organe quotidien du Parti ouvrier belge.

Léon Defuisseaux est un brillant orateur. Il jouit dans les rangs de l'opposition d'une grande autorité. Tous les socialistes belges, wallons et flamands, entourent de la plus vive affection cet homme tout de bonté et de générosité, qui fut en Belgique le précurseur et l'apôtre du suffrage universel et de l'idée républicaine.

Bruxelles, août 1899,

Chers citoyens,

Vous me demandez si je crois que le prolétariat socialiste peut, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité.

J'estime que non seulement le prolétariat socialiste peut intervenir dans de tels conflits, mais encore que c'est son devoir le plus sacré.

La justice est au-dessus de tout.

Le socialisme lui-même n'est qu'un rayon de la justice qui éclaire la question économique, politique et sociale de l'humanité.

Ceux qui, avec un courage qui n'a d'égal que leur talent, ont, dans l'affaire Dreyfus, défendu la cause de la Justice et de la Vérité ont donc mérité l'admiration et la reconnaissance de tous les socialistes.

Vous me demandez ensuite dans quelle mesure je pense que le prolétariat socialiste peut participer au pouvoir bourgeois, et si le principe de la lutte des classes s'oppose absolument et dans tous les cas à la prise de possession

partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste.

Je pense que le prolétariat a le droit et dans certains cas le devoir de participer au pouvoir bourgeois, puisque tout socialiste qui accepte un mandat accepte par ce fait même d'exercer une partie du pouvoir.

J'estime donc qu'en acceptant un ministère dans le but de sauver la République menacée, le citoyen Millerand a fait son devoir de socialiste. Il a non seulement rendu un grand service à la France, mais a donné un grand exemple aux socialistes de tous les pays.

Je vous écris ces lignes avec une conviction profonde, et vous donne de loin ma fraternelle poignée de main.

LÉON DEFUISSEAUX

La Petite République du mardi 3 octobre publiait la réponse de Pierre Lavrov:

PIERRE LAVROV (1)

Une des plus pures gloires du socialisme russe. Penseur profond et original, lutteur infatigable, le célèbre proscrit russe est sur la brèche depuis cinquante ans : ennemi irréductible de l'absolutisme et du capitalisme, il a inspiré toute une suite de générations socialistes qu'il a charmées par l'exemple d'une vie sans tache et par son érudition encyclopédique sans égale.

En exil depuis 1870, Lavrov fut le fondateur et le rédacteur en chef de la revue : *Vpériod* (*En avant*, 1874, Londres), un des directeurs du *Messager de la Volonté du Peuple* (1883, Genève), et le collaborateur le plus actif des *Matériaux*, publication ayant pour but l'exposé documentaire de l'histoire du mouvement socialiste en Russie (1893, Genève).

En Russie, Pierre Lavrov a publié, sous différents noms d'emprunt, ses célèbres *Lettres historiques* et un nombre immense d'articles sur les différentes questions philosophiques et sociologiques. Parmi ses publications les plus récentes nous avons à signaler surtout les deux volumes, parus à Genève, de son *Histoire de la Pensée humaine*, véritable monument d'érudition philosophique.

---

(1) Nos lecteurs savent que Pierre Lavrov est mort le 6 février 1900.

Ami intime de Karl Marx, Lavrov était toujours partisan de la théorie de la lutte des classes, et il se dit même très modestement élève du grand penseur, *en économie politique ;* mais il s'est toujours refusé à l'interprétation étroite de la *philosophie* de son génial ami, en opposant aux adeptes russes de cette interprétation une philosophie plus large, plus solide et non moins scientifique.

Chers camarades,

La rédaction de *la Petite République* me demande mon opinion sur deux questions, qui vont être l'objet d'une délibération au Congrès national socialiste français :

1. — Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des différentes fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité ?

2. — Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois ; et le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il absolument, et dans tous les cas, à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste ?

Les questions même les plus graves de la théorie et de la politique socialiste se présentent sous un aspect plus ou moins différent dans les différents pays, et c'est surtout le cas pour les socialistes russes, placés par l'histoire en face d'un pouvoir absolu, resté seul de son espèce dans l'Europe contemporaine. Aussi je ne suis pas certain que nous autres, socialistes révolutionnaires russes, soyons tout à fait compétents pour émettre une opinion plus ou moins définitive sur les questions de politique socialiste, qui se posent actuellement devant le prolétariat socialiste de tel ou tel autre pays de l'Europe, luttant pour le triomphe de la révolution sociale sur le terrain de certaines libertés acquises qui n'existent pas en Russie. Mais les questions qu'on m'adresse contiennent, à ce qu'il me semble, un élément assez important des théories socialistes plus ou moins générales, et c'est cet élément seul que je me permettrai de traiter dans cette

lettre, en prenant pour point de départ les principes socialistes que je crois être les plus fondamentaux.

*
* *

Le socialisme scientifique d'aujourd'hui, c'est, de fait, une lutte des classes, où le prolétariat socialiste s'organise sur une base internationale pour détruire le régime capitaliste qui sert de fondement à l'état social actuel et y domine. Je crois que c'est admis par tous les socialistes de notre époque.

Mais si on considère attentivement le cours de l'histoire humaine dans son ensemble, on trouve, à ce qu'il me paraît, en premier lieu, que la lutte du prolétariat contre le capitalisme n'est que la forme *actuelle* d'une tendance fort ancienne et fort générale à transformer un état social donné en un état meilleur, ou, comme je voudrais le formuler, à se rapprocher plus ou moins du règne de la justice dans une humanité solidaire.

En second lieu, je crois que la plupart des socialistes de notre époque admettent que le socialisme n'est pas et ne saurait être un fait miraculeux, transformant d'une manière radicale un état social en un autre : ce nouvel état social se prépare automatiquement dans l'évolution du parti capitaliste, mais en même temps les socialistes actuels le préparent et ont le devoir de le préparer par une activité consciente, et en poursuivant un but défini par un plan d'action tout aussi défini.

Ce point de départ une fois admis, il serait utile, il me semble, dans tout problème un peu douteux de la politique socialiste, de remonter aux questions fondamentales : tel ou tel autre plan d'action est-il en harmonie avec la tendance humanitaire du socialisme considéré comme ayant pour but de fonder le règne de la justice sur la base de la solidarité internationale des travailleurs ? Ce plan d'action peut-il servir à préparer d'une manière utile l'avènement du régime socialiste ?

A l'apparition de l'Internationale on avait pu croire que

l'organisation du prolétariat en sections, en conseils fédéraux, et en congrès ouvriers internationaux, avec l'organe permanent d'un Conseil général, pourrait devenir immédiatement la base et la préparation d'un état social réalisant l'union internationale des travailleurs, union qui étoufferait dans les mailles innombrables de ce réseau les éléments actuels du monde capitaliste, qui a pour base la concurrence des individus, la lutte de groupes, la haine des nations et des États. Mais le courant des événements a prouvé que l'avènement du régime socialiste demande encore une période de préparation : il s'agit encore actuellement de préparer le prolétariat des divers pays à la conception socialiste des rapports sociaux, car on est encore bien loin du moment où tous les travailleurs des nations qui assument le droit de se nommer nations civilisées feront partie de la grande union du prolétariat socialiste; il s'agit encore de préparer dans chaque pays le terrain qui rendrait possible soit l'union et le développement légal du prolétariat socialiste, soit son triomphe par des voies révolutionnaires.

Nous sommes au moment de cette action préparatoire et c'est dans la conception claire et définie de cette préparation qu'il s'agit de chercher la solution de mille problèmes particuliers, soit théoriques, soit politiques, qui se posent nécessairement dans différents pays sous l'influence non seulement de leur état économique, mais surtout de leur état légal et politique.

S'il ne s'agissait que de la lutte des classes, d'une victoire ou d'une défaite partielle dans cette lutte, on se trouverait trop souvent en face de questions insolubles, car bien des victoires momentanées n'aboutissent qu'à un état de choses qui détermine la démoralisation des combattants et même une série de défaites des plus graves. Mais lorsqu'on prend en considération le grand but de la solidarité internationale des travailleurs et l'avènement du règne de la justice sociale, ou lorsqu'on se représente clairement les suites de telle ou telle autre manière d'agir pour la préparation de la future révolution sociale, les questions particulières présentent bien souvent, il me semble, moins de difficultés.

Si le socialisme est au fond la forme actuelle qu'admet la lutte pour la solidarité universelle et pour la justice sociale, on ne saurait douter que toute question *humanitaire* ne soit en même temps une question *socialiste* dans le sens le plus strict du terme. Ceci une fois admis, immédiatement disparaît la difficulté de résoudre la question de savoir si le prolétariat socialiste organisé a à prendre parti dans une lutte sociale — quels que soient les partis qui y sont le plus immédiatement intéressés — où il s'agit de questions humanitaires. Dès que nous y avons constaté un élément strictement socialiste nous ne pouvons éluder la conséquence que le devoir des socialistes est d'y prendre part. Mais il y a encore autre chose. Il me paraît évident que, pour préparer son avènement historique, le socialisme a le devoir, dans un cas de lutte pour une question de cet ordre, de se mettre *à la tête* d'un pareil mouvement, d'y prendre l'*initiative*, de le faire *sien*.

Car c'est de cette manière — et peut-être même uniquement de celle-là — que les socialistes habitueront les masses à voir que c'est leur parti qui fournit les lutteurs les plus avancés dans toutes les combinaisons des événements historiques. Et, par suite, c'est une des préparations les plus efficaces à l'avènement du socialisme. Partant de ce point de vue, il me paraît évident, par exemple, que la lutte contre l'antisémitisme absurde et criminel (dont l'affaire Dreyfus a été une des manifestations des plus révoltantes) est une question strictement socialiste pour le prolétariat international. Aussi m'a-t-il paru fort regrettable que ce n'ait pas été le parti socialiste qui ait pris immédiatement l'initiative du grand mouvement social français à propos des événements des deux dernières années, et j'ai été fort heureux de voir qu'ensuite il y a joué un si beau rôle.

* * *

Mais c'est un cas trop simple et, à ce qu'il me paraît, trop évident. Il y en a de plus difficiles ou, au moins, de plus compliqués. Dans tel pays, il y a lutte entre un parlement

bourgeois ou agrarien et un semi-absolutisme militariste. L'un et l'autre sont ennemis du socialisme. Une alliance avec l'un ou avec l'autre serait une trahison, non seulement au principe de la lutte des classes, mais encore au principe du socialisme prolétarien. Cependant, il me semble que le parti socialiste n'a pas à se désintéresser de cette lutte et à laisser indifféremment triompher, selon l'occasion, l'un ou l'autre parti politique. Toute opposition à un absolutisme, même mitigé, est une meilleure préparation à l'avènement du socialisme que le triomphe de l'absolutisme.

Donc, au nom des intérêts *socialistes*, il n'y a pas à s'abstenir, mais à voter, dans le sens d'une opposition au parti le plus dangereux. Il est encore plus évident, à ce qu'il me paraît, que dans un empire franchement absolu et réactionnaire les socialistes non seulement n'ont pas le droit, au nom de leurs principes, d'ignorer la question politique et de s'occuper uniquement de la lutte contre le capitalisme, mais que c'est leur devoir *socialiste* de prendre l'initiative du mouvement politique et révolutionnaire contre l'absolutisme.

*

J'arrive au cas le plus compliqué, et c'est celui dont il s'agit particulièrement dans les questions que me propose la rédaction de *la Petite République*. Les principes du socialisme permettent-ils la participation d'un socialiste à un ministère, soutenu par un Parlement bourgeois, qui possède — du moins officiellement — le pouvoir suprême dans l'État, et, par cela même, ne représente aucun élément d'opposition à la direction des affaires dans le sens des intérêts capitalistes ?

Pour ceux qui voient dans le socialisme actuel uniquement la lutte des classes, le problème admet différentes solutions selon des circonstances tout à fait éventuelles. Il s'agit d'apprécier les combinaisons qui permettraient à une individualité socialiste — et que je suppose complètement sincère dans ses convictions — de donner à la législation

du pays une poussée dans un sens favorable au socialisme comme principe et au prolétariat comme classe sociale. A une question posée dans un sens si particulier il est presque impossible de répondre d'une manière plus ou moins générale. Désirant, comme je l'ai dit, rester dans les généralités (surtout comme étranger), je m'abstiens d'y répondre.

Même en se plaçant à un point de vue plus large sur le socialisme, on se trouve en présence de grandes complications. Admettons qu'il s'agisse d'un moment historique où la lutte des partis est très ardente, où les partis réactionnaires sont groupés dans une opposition assez menaçante, tandis que le ministère est momentanément — peut-être uniquement jusqu'à la prochaine réunion des Chambres — le représentant des tendances plus libérales. Quelle est la ligne d'action que peut accepter le parti socialiste, au nom du socialisme considéré comme tendant à la solidarité universelle et au nom de son devoir de préparer l'avènement de la révolution sociale? Serait-il utile, dans ce cas, qu'une personnalité éminente du parti socialiste acceptât un rôle ministériel pour préparer la révolution future ?

A la première de ces deux questions je crois pouvoir répondre affirmativement. Pour préparer un meilleur avenir le parti socialiste me semble devoir aider le gouvernement relativement plus libéral qui est sérieusement menacé d'être remplacé par un gouvernement franchement réactionnaire. Je dirai même que, dans ce cas, comme dans bien d'autres, les socialistes, loin de se désintéresser de cette lutte, devraient peut-être se mettre à la tête d'un mouvement libéral pour que ce mouvement garde la direction la moins dangereuse pour le prolétariat.

*
* *

Mais c'est peut-être autre chose pour l'action *personnelle* d'un membre du Parti socialiste, dont les talents et l'activité énergique ont attiré sur lui l'attention sympathique de ses coreligionnaires et dont la conduite dans des cas dou-

teux put leur servir d'exemple. Ce qui est surtout grave ici, ce ne sont pas les résultats immédiats du fait accompli; c'est, pour un avenir plus ou moins prochain, l'admission d'un compromis dangereux. Un lutteur sûr de lui-même peut ne pas redouter d'être obligé à des compromis ébranlant les bases morales du parti auquel il appartient; mais il ne saurait jamais être certain que d'autres personnalités moins fortes ne se recommandent pas, dans des cas plus douteux, de son exemple et que cet exemple — qui n'aurait eu dans l'espèce, d'après ma supposition, aucun résultat dangereux — n'apportât pas à un moment politique plus dangereux un élément démoralisateur dans la politique socialiste. Un exemple donné par une personnalité influente est toujours un fait bien grave, surtout dans la mesure de l'influence que la personnalité a acquise, et celui qui se résout à un acte si téméraire prend sur lui une très grande responsabilité au point de vue de la préparation d'un avenir meilleur. Ici encore il est très difficile d'émettre une règle générale, surtout pour un étranger, et tout cas particulier demande à être analysé et apprécié en prenant en considération toutes les complications des circonstances. Mais le danger pour l'avenir est toujours grand, et ce serait peut-être mieux de ne pas risquer l'avenir d'un grand parti qui est à la tête d'un mouvement humanitaire pour une victoire plus ou moins précaire dans une lutte qui absorbe et qui absorbera encore peut-être les forces de plus d'une génération. Je ne veux pas parler de la possibilité de promiscuités déplorables avec des personnalités dont le nom même est passé à l'état de symbole.

* * *

Je sais que mes arguments n'ont pas une grande valeur, pour ceux des socialistes qui n'admettent, comme principe, que la lutte des classes, niant qu'au fond de cette lutte il s'agisse du règne de la justice et de la solidarité humanitaire, mais pour ceux-là toute victoire dans la lutte, quels que soient les moyens employés, est un but à atteindre par

cela même, et des réponses tant soit peu générales aux questions posées, à ce point de vue, comme je l'ai dit, me paraissent complètement impossibles.

Agréez, chers camarades, mes meilleurs sentiments socialistes.

PIERRE LAVROV

Paris, 14 septembre 1899

La Petite République du mercredi 4 octobre publiait la réponse de Hyndman :

HENRY HYNDMAN

Henry Hyndman, le fondateur et le principal *leader* de la *Social Democratic Federation*, appartient à une opulente famille de l'aristocratie anglaise.

Il fit de brillantes études à l'Université de Cambridge et consacra ensuite une quinzaine d'années à courir le monde des Indes au Canada. D'abord radical, il passa ensuite au socialisme sous l'influence des écrits de Marx.

Brillant écrivain, savant économiste, orateur de grande allure, plein de fougue, Hyndman est un homme supérieur tant au point de vue moral qu'au point de vue intellectuel.

Son principal ouvrage, *l'Idéal d'un démocrate socialiste*, a fait époque en Angleterre.

Doué d'une remarquable activité, Hyndman se dépense sans compter, écrivant brochures, tracts, articles dans le périodique du parti, *Justice*, donnant six meetings ou conférences par semaine. Mais l'objectif de notre camarade est surtout d'amener au socialisme les puissantes trade-unions d'outre-Manche, afin d'accélérer la marche du mouvement prolétarien et de le rendre irrésistible.

Londres, septembre 1899,

Chers citoyens,

Il est très difficile de résoudre d'une façon purement abstraite les deux problèmes sur lesquels vous me demandez mon opinion. Mon ami Belfort Bax, l'homme le mieux doué que je connaisse pour l'analyse abstraite, pourra peut-être traiter la question au point de vue de la théorie pure; quant à moi, je ne crois pouvoir y répondre qu'en m'appuyant sur les événements actuels. De toutes façons, les réponses à faire dépendent nécessairement de la situation du parti socialiste dans le pays où se pose à lui le problème. Sans

quoi, une discussion de cette nature ne serait-elle pas un peu « la recherche de l'absolu » dans le domaine politique ?

Je vais donc m'efforcer de vous donner mon opinion, rien que mon opinion personnelle, d'ailleurs.

I

Il est évident pour moi que du moment où le prolétariat socialiste prend part à la lutte politique, il doit inévitablement intervenir dans les conflits qui s'élèvent entre les diverses fractions de la classe dominante, sans qu'il ait nullement besoin pour cela de manquer au principe de la lutte de classe. En Angleterre par exemple, l'*impérialisme* et les questions diverses de politique étrangère constituent à l'heure actuelle les questions essentielles à l'ordre du jour. La déplorable administration de l'Inde britannique que l'on est en train de complètement ruiner, pour des générations sans doute, ne regarde pas directement les socialistes anglais et n'a rien à voir avec la lutte de classe. Nous avons, cependant, pris résolument le parti des indigènes opprimés et affamés, nous avons accueilli avec joie l'appui de beaucoup de non-socialistes : propriétaires fonciers, capitalistes, gens de professions diverses, aussi bien que prolétaires salariés, dans notre lutte pour obtenir réparation des maux causés par le système économique et politique actuel, quoique nous sachions bien que le socialisme, en tant que tel, ne peut avoir d'influence dans l'Inde avant bien longtemps.

De même nous luttons en ce moment avec une fraction du parti libéral contre l'ensemble du parti conservateur et la plus grande partie des libéraux dans la question du Transvaal. Là aussi il ne s'agit nullement de la lutte de classe. Il s'agit simplement d'obtenir le respect de la justice à l'égard d'un petit peuple ignorant, bigot, cruel, peut-être pas exempt de toute corruption, mais qui est menacé d'une guerre par l'immense empire britannique, s'il ne consent pas à se laisser majoriser par un certain nombre de flibustiers interlopes qui le chasseraient du pays que tous les traités lui reconnaissent. Rester silencieux en ce moment, refuser d'agir, en de telles circonstances, d'accord avec des gens qui

ont été à vrai dire presque toujours en opposition complète avec nous, serait montrer que nous ne sommes pas bien sûrs de nos propres principes.

De même, quoique les Irlandais soient presque tous catholiques fanatiques et complètement en désaccord avec nous sur des questions que nous considérons comme primordiales, nous n'avons cependant pas hésité à agir avec le parti irlandais, quoique purement bourgeois, dans le Parlement comme le pays, afin d'obtenir pour eux cette justice politique et sociale que nous demandons pour nous-mêmes.

La question religieuse ne peut être considérée, aussi bien chez nous que dans les autres pays, comme ayant quelque rapport avec la lutte de classe. Cependant les socialistes se voient obligés, même en Angleterre, de se déclarer contre le haut clergé, aussi bien anglican que catholique, et en agissant ainsi nous nous trouvons plus ou moins sur un terrain commun avec les protestants dissidents et autres non conformistes, dont nous sommes sur d'autres points les adversaires résolus.

Assurément si un cas comme celui du capitaine Dreyfus s'était produit en Angleterre, nous aurions, nous les socialistes anglais, demandé justice pour l'innocent, et j'espère que nous aurions montré dans de telles circonstances un courage et un dévouement aussi grand que nos camarades français. Inutile de dire que nous aurions accueilli sur ce terrain, comme ils l'ont fait, des hommes avec lesquels nous sommes d'ordinaire en désaccord à tous les points de vue.

Je répondrai donc à votre première question que pour ce qui est de la tactique et de la lutte quotidienne, il est absolument impossible au socialisme, en tant que parti politique militant, de ne pas tenir compte d'événements qui intéressent l'ensemble de la société, quand bien même leur action les mettrait en contact et les ferait lutter d'accord, temporairement, avec d'autres partis. Ceci ne me semble pas devoir le moins du monde compromettre le principe de l'antagonisme des classes sur le terrain économique ou même politique. C'est ainsi par exemple que socialistes et libéraux font en Belgique cause commune à propos du suf-

frage universel. Mais le jour où ils auront obtenu l'égalité politique, ils seront aussi antagonistes qu'auparavant. Ils ne sont d'accord que pour atteindre un but nettement défini.

II

Il est beaucoup plus difficile de répondre à la deuxième question qu'à la première. Personne ne conteste, si ce n'est les anarchistes, que l'on doive pénétrer là où c'est possible dans les conseils municipaux. Une fois là, les socialistes ne peuvent pas ne pas prendre part au travail administratif, côte à côte, avec leurs ennemis bourgeois. Des maires socialistes, même du Parti Ouvrier Français, ne sont pas, que je sache, inconnus en France. En Angleterre, nous avons des aldermen (maires), des conseillers municipaux socialistes convaincus. Leur devoir est évidemment de se servir des pouvoirs dont ils disposent pour améliorer, dans la limite du possible, les conditions actuelles d'existence des travailleurs, tout en préparant la complète reconstruction de demain, sans oublier que, représentants de la classe opprimée, ils doivent faire tous leurs efforts pour obtenir tout ce qui sera utile à la poursuite ultérieure de la lutte de classe.

Je ne crois pas qu'aucun socialiste anglais ferait la moindre objection à ce que nous fissions élire, si nous le pouvions, un social-démocrate comme Lord-Maire de Londres. Mais nous compterions qu'il se consacrerait exclusivement, tant qu'il serait en fonctions, à l'amélioration du sort des travailleurs de Londres et à la diffusion des principes du socialisme.

Mais, dans tous ces cas, il ne s'agit pas de situation malencontreuse. Par exemple M. Asquith (ministre radical en 1895) prit sur lui-même de faire tirer sur les mineurs en grève à Featherstone et voulut ensuite justifier ce meurtre, appuyé d'ailleurs énergiquement par John Burns. Aurions-nous pu entrer Quelch, Bax, Cunningham, Graham, Lansbury, Thorn, Burrows ou moi-même, dans un cabinet dont M. Asquith eût été membre ? Certainement non. A moins que le parti socialiste tout entier, par un referendum général ou par la voix de ses délégués se fût

déclaré à une énorme majorité pour notre entrée dans un tel gouvernement.

Je reconnais parfaitement que dans une période de transition nous avons tout intérêt, qu'on peut même juger que c'est nécessaire pour nous d'agir d'accord avec les adversaires du militarisme, de l'*impérialisme*, du cléricalisme et que même cela peut aller jusqu'à nous obliger à entrer dans un ministère radical en France, en Belgique, en Italie ou même dans des pays protestants comme l'Angleterre. Mais je ne crois pas que le droit de décider dans un cas aussi grave, dont le contre-coup se fait sentir indirectement sur le socialisme international, puisse être laissé aux chefs du parti, quelque estimés et éminents qu'ils puissent être.

Il me semble, en effet, que le devoir d'hommes auxquels leur intelligence et leurs qualités morales ont donné une influence exceptionnelle est de donner l'exemple de la soumission à la majorité de leurs camarades de lutte. Qu'il y ait danger que cette opinion soit erronée, je n'en doute pas — compter le nombre de nez *pour* et *contre* ne fournit pas infailliblement le criterium de la vérité — mais c'est un danger bien moindre que de laisser à quelques-uns le soin de résoudre une question aussi importante. Les démocraties, et surtout les démocraties socialistes, sont souvent dans l'erreur et victimes des préjugés, mais elles deviennent graduellement des organismes conscients et intelligents. C'est pourquoi tout acte qui va à l'encontre de leur sentiment a beaucoup de chance de faire plus de mal dans l'avenir qu'il ne peut faire de bien au point de vue de la tactique immédiate.

En attendant, et quelle que soit l'impression désagréable que me cause la présence de Millerand dans le même cabinet que Galliffet et Waldeck-Rousseau, j'espère que le prochain Congrès national du Parti socialiste français reconnaîtra votre dévouement absolu et celui de vos collaborateurs à la cause de la justice et de la liberté, et déclarera nettement que vous n'avez jamais voulu subordonner la grande cause du socialisme international à des avantages passagers de tactique.

HENRY HYNDMAN

La Petite République du jeudi 5 octobre publiait cette réponse triple :

LES SOCIALISTES DANOIS

Le parti socialiste de Danemark est un des plus fortement organisés d'Europe. Grâce à la souplesse de sa méthode, grâce aussi au sens pratique caractéristique de la race, il a réalisé en peu d'années des progrès considérables. Il compte aujourd'hui près de 100,000 adhérents groupés dans leurs syndicats et agissant avec une admirable discipline sur le terrain économique et sur le terrain politique.

On l'a bien vu lors du *lock-out* qui vient à peine de prendre fin. Dans cette lutte gigantesque engagée par le patronat tout entier contre la classe ouvrière tout entière, le socialisme, après une résistance héroïque de six mois, a remporté une mémorable victoire.

La consultation que nous donnons plus bas émane de trois des meilleurs militants de ce parti, qui bientôt sera le maître de la terre danoise, les citoyens Sigvald Olsen, P. Knudsen et A.-C. Meyer.

Classe ouvrière et bourgeoisie

Copenhague, septembre 1899,

Les rédacteurs de *la Petite République* nous ont invités à fournir des réponses à quelques questions qui, malgré l'importance toute spéciale qu'elles présentent pour la situation actuelle de la France, intéressent les ouvriers de tous les pays.

Nous autres socialistes-démocrates de Danemark sommes dans l'heureux cas de pouvoir donner une réponse collective représentant notre opinion générale sur les rapports de la classe ouvrière avec la bourgeoisie. Nous pouvons d'autant plus facilement nous prononcer à l'unisson sur ce sujet, que, de notre côté, nous avons eu, il y a des années déjà, des controverses sur la tactique politique à suivre par la démocratie socialiste.

Par la première question, telle qu'elle nous est posée par nos confrères Gérault-Richard et Jean Jaurès, on demande :

1. — Le prolétariat socialiste peut-il, sans manquer au principe de la lutte des classes, intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité ?

Nous jugeons que les partis ouvriers *non seulement peuvent* se mêler aux conflits des fractions bourgeoises, mais qu'*ils ont la charge* de le faire. Et voici pour quelles raisons :

La démocratie socialiste n'est pas une secte dont les adeptes sont revêtus d'un uniforme rouge pour se distinguer des autres partis. Sa tâche consiste à utiliser toute situation en faveur du progrès matériel, politique et moral de la classe ouvrière. Par conséquent, dans sa lutte contre la réaction noire, la démocratie socialiste se rangera du côté du bleu politique, soit de la bourgeoisie, tandis que, dans la lutte contre la politique conservatrice, elle se tiendra du côté radical.

Nos adversaires ne se ressemblent qu'autant qu'ils ne sont pas démocrates socialistes. Dans leurs rapports mutuels ils sont souvent divisés et se combattent avec acharnement. Dans aucun pays, nous paraît-il, ce fait ne s'est constaté d'une manière plus flagrante qu'en France, dont la fière histoire est connue en Danemark mieux que celle d'aucune autre nation. Les défaites qu'a souffertes le prolétariat n'ont fait que l'endurcir, et lui ont appris, au lieu de tomber dans la dépendance de la bourgeoisie oppositionnelle, à forcer celle-ci à régler sa tactique sur la politique de la démocratie socialiste.

Sous les drapeaux du Parti ouvrier, il n'existe qu'une seule politique, c'est-à-dire celle du prolétariat socialiste ; elle a pour but de réunir tout ce qui n'est pas capitaliste et de profiter des divergences existant, au point de vue économique et moral, entre les diverses fractions de la bourgeoisie. Toute émeute se produisant dans le camp capitaliste est un gain pour la classe ouvrière. Quand le libre-échange est aux prises avec le protectionnisme, le régime socialiste avec le système de Manchester, la libre pensée avec l'orthodoxie, c'est là autant de chances pour la démocratie socialiste et dont elle devra tirer avantage, non au préjudice de son programme, mais aux dépens des autres partis politiques.

La démocratie socialiste de Danemark a lutté à côté du libéralisme contre la réaction, et à côté du radicalisme

contre la modération : dans l'un et l'autre cas, elle a réussi à consolider ou à étendre les droits politiques de l'ouvrier, qui forment sa meilleure arme pour l'obtention du pouvoir et l'amélioration des conditions du prolétariat.

Nous sympathisons de cœur avec nos camarades français dans la lutte qu'ils livrent pour sauver un martyr ; pour nous, comme pour eux, il s'agit moins de la personne de Dreyfus que du triomphe de l'humanité ; car ce sera aussi celui de la justice sociale : l'humanité est un affluent du socialisme, dont elle renforcera le courant.

Mais si nous suivons cette affaire avec un intérêt tout particulier, c'est parce qu'elle constitue un combat entre les amis de la civilisation et les chauvinistes, entre la démocratie socialiste et la dictature de l'État-Major.

Dans la fraternité des peuples nous voyons le plus puissant levier de la paix internationale et de l'organisation du travail social. Partout où domine l'étendard du militarisme, la liberté est en danger. Pour notre part, nous opérons dans un pays qui a durement expié les folies commises par le chauvinisme ; aussi une de nos premières tâches a-t-elle été de faire toujours front au militarisme, soit qu'il se manifestât en coups de trompettes pour la guerre, soit qu'il s'agît de se rendre aux appels réitérés en faveur des exigences toujours croissantes de la défense. Les projets de revanche et les accommodements avec les militaristes sont à nos yeux inconciliables avec la politique démocrate-socialiste et la fraternité internationale des ouvriers. Nous désirons donc voir s'effondrer l'oligarchie exercée par l'État-Major de France, et espérons qu'on ne négligera aucun moyen pour obtenir ce but.

***

2. — *Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois ; et le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il absolument, et dans tous les cas, à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste ?*

En continuation de ce que nous avons allégué ci-dessus, nous nous permettons de faire observer que la résistance qu'on a opposée à ce que la démocratie socialiste renonce à son maintien négatif cache la crainte qu'elle ne se laisse entraîner en dehors de son programme. Or nous ne partageons pas cette crainte. Car s'il y avait aucun danger à ce qu'un démocrate-socialiste fût incorporé dans un ministère, le danger y serait déjà du moment que des représentants de la classe ouvrière siègent dans les assemblées législatives, où la bourgeoisie est toujours en majorité absolue. Mais la politique socialiste réclame justement que ses représentants entrent aussi bien dans les Chambres législatives que dans les Conseils municipaux; elle veut pénétrer partout où se constate la moindre brèche dans la construction sociale de la bourgeoisie, afin d'y opérer l'explosion, qui fera s'écrouler les vieilles lois et institutions. Voilà la révolution parlementaire, moins violente, mais plus radicale que les combats dans la rue et les conspirations dans les caves.

Les ouvriers français ont fait entrer dans le ministère un de leurs représentants, socialiste et démocrate. La question est maintenant de savoir si sa couleur va ternir. Il siège à côté du meurtrier de la Commune, de Galliffet. Mais Galliffet fût-il Lucifer en personne, il s'agit pour le socialiste Millerand de mettre en jeu l'énergie même de Lucifer pour étrangler le jésuitisme et détroniser le militarisme. Que la tentative échoue, Millerand n'en restera pas moins socialiste. Mais si elle réussit, ce sera un grand pas en avant pour le prolétariat; de nouvelles coalitions se formeront contre les principes dont Galliffet est le symbole, et la classe travailleuse, encouragée par ses succès, s'acheminera à pas rapides vers le pouvoir, vers la réalisation de ses nobles aspirations.

Nous accompagnons de nos meilleurs vœux nos vaillants camarades de France dans la lutte qu'ils ont entreprise pour la conquête de la liberté politique, des droits de l'humanité et de l'équité sociale; et nous prononçons l'espoir que vous *saurez sauvegarder l'union du prolétariat, car l'union fait la force.*

La Petite République du vendredi 6 octobre publiait cette réponse :

HENRY QUELCH

Henry Quelch est, avec William Thorne, Tom Mann et quelques autres, un de ces admirables ouvriers manuels qui, par leur sens pratique, leur intelligence claire et nette, rendent aujourd'hui de si grands services à la cause de l'émancipation de la classe ouvrière d'outre-Manche.

Rédacteur en chef de *Justice*, l'organe central de la Social Democratic Federation, Quelch est dans cette organisation socialiste anglaise un des militants les plus dévoués, les plus énergiques. Il est en même temps à la tête de l'imprimerie coopérative « The Twentieth Century », à laquelle on doit entre autres une magnifique édition des *Economics of Socialism*, de Hyndman, dont il est l'ami et le compagnon de lutte estimé.

Londres, septembre,

Chers camarades,

Les deux questions que vous me posez sont d'un intérêt si capital pour les socialistes de tous les pays, que je crois qu'il n'y aurait aucune excuse à un refus d'y répondre.

Je crois qu'il est non seulement possible au Parti socialiste de prendre part aux conflits qui se produisent périodiquement entre les partis bourgeois, sans violer d'aucune façon le principe de la lutte des classes, mais je crois encore que c'est son devoir absolu de le faire, dans l'intérêt du socialisme lui-même aussi bien que pour la cause de la justice, de la liberté et de l'humanité.

C'est ainsi qu'à la Fédération Démocrate-Socialiste, à laquelle on a reproché souvent d'être trop exclusive et trop doctrinaire, nous nous sommes joints aux libéraux et à quelques autres non-socialistes pour condamner les évictions en Irlande, la guerre du Soudan, les agressions contre les Boers, le déplorable gouvernement de l'Inde. Et c'est pourquoi je vous félicite de tout mon cœur pour votre action dans l'affaire Dreyfus, pour la justice et pour l'humanité.

Cette action bénéficiera d'une façon incroyable à la cause du socialisme non seulement en France, mais dans le monde entier.

Pour ce qui est de votre deuxième question, il me semble que le principe de la lutte des classes, que le caractère de

classe du socialisme est en absolue opposition avec la participation de socialistes à un gouvernement bourgeois et à l'acceptation d'un portefeuille dans un ministère capitaliste. Il est difficile de concevoir qu'un socialiste puisse prendre sa part de responsabilité dans les actes d'un gouvernement dont le but est la défense et le maintien de la société capitaliste.

Je suis cependant prêt à admettre qu'il est possible que se produise une crise politique telle que les libertés politiques étant en danger ou un coup d'État à craindre, la gravité de la situation justifie l'entrée de socialistes au pouvoir. Mais un acte politique aussi grave ne saurait être possible qu'après qu'il a été expressément approuvé par le parti socialiste. Quoiqu'il en soit, le poste devrait être quitté dès que la crise serait terminée.

La nation française a traversé une grande et redoutable crise. C'est grâce au dévouement des socialistes français à la cause des libertés publiques et de la justice, c'est grâce aux services qu'ils ont rendus à cette cause que de terribles désastres ont pu être jusqu'ici évités. Si donc, dans cette lutte admirable et grandiose, quelques erreurs partielles ont été commises, si des actes politiques ont été commis que quelques socialistes peuvent ne pas approuver, cette désapprobation ne saurait être une condamnation, ni cette critique un blâme. Par-dessus tout, il est nécessaire que toutes les difficultés qui ont pu surgir soient résolues par le Congrès qui se tiendra le mois prochain, que de ce Congrès sortent l'union et l'accord parfait de tous les socialistes français, afin que ce soit un parti socialiste français unifié qui reçoive, en 1900, les délégués du grand Congrès socialiste international.

HENRY QUELCH

La Petite République du mercredi 11 octobre publiait la réponse de Labriola :

ANTONIO LABRIOLA

Antonio Labriola, professeur de philosophie à l'Université de Rome, est un des théoriciens les plus distingués du socialisme international. Tout le monde connaît ses essais sur la conception ma-

térialiste de l'histoire et sur le manifeste communiste, qui ont eu l'honneur de plusieurs traductions. Ils ont paru aussi en français chez Giard et Brière, suivis bientôt d'un deuxième volume, recueil de lettres spirituelles adressées au citoyen Sorel sur des questions philosophiques et d'histoire.

Antonio Labriola collabore à tous les périodiques socialistes de son pays et à un grand nombre de revues savantes. Le parti socialiste italien lui sait gré d'avoir coopéré à ses brillants et rapides succès par des conseils éclairés autant que désintéressés, par sa science profonde, et par son dévouement envers la cause du prolétariat.

Portici (Napoli), septembre 1899,

En m'excusant du retard dû à la lenteur avec laquelle la poste est venue me chercher hors de ma résidence ordinaire — c'est-à-dire Rome — je me hâte de répondre à votre circulaire du 29 du mois passé.

Comme il me semble que ce n'est pas le cas d'occuper les colonnes de *la Petite République* avec un article composé à la façon des argumentateurs, je répondrai sans circonlocutions et avec franchise et concision.

Je prends la plume pour vous écrire précisément au moment où m'arrive ici l'annonce certaine de la nouvelle honte de Rennes, à l'occasion de laquelle on voit l'infamie du militarisme férocement obstiné et borné se doubler de restrictions mentales et de lâcheté jésuitique. Naples — toute proche d'ici — qui, du reste, est bien loin d'être en contact intime avec la France, ce qui est le propre de Turin et de Milan, en a été vivement touchée comme si c'était un désastre national.

C'est en considération de ce sens intuitif de la grande « Affaire », que je croirais manquer aux plus élémentaires principes du devoir et de la convenance, en me mettant à disserter en faveur du brave, du courageux, de l'éloquent, de l'infatigable Jaurès. Il n'a pas besoin de demander aux camarades un « bill d'indemnité », et les socialistes qui auraient l'intention de le lui accorder ne feraient que tort à eux-mêmes, accusant ainsi leur manque de bon sens.

Ceux qui entrent en lutte — on le sait bien — ne peuvent choisir toujours le champ où ils descendront pour y combattre bravement. C'est pour cette raison qu'à nous socialistes, qui jusqu'à ce moment ne sommes pas les maîtres du

monde, les hasards heureux de la vie échoient comme aux autres mortels. Mais pouvait-il advenir à un parti une meilleure fortune que de pouvoir atteindre, en même temps, comme en un seul point, le militarisme qui dévoile avec si peu de retenue ses hontes et ses tares, le jésuitisme qui redresse la tête au nom de la patrie, et le capitalisme qui est incapable de soutenir la France sans tomber dans les embûches d'une nouvelle Ligue ?

Mais, disent quelques-uns, est-ce qu'il n'est pas dangereux pour notre cause d'avoir presque confondu le dreyfusisme et le socialisme ? Éloigné comme je le suis je ne saurais dire si vraiment ce danger existe, ni en certifier l'existence, ni en apprécier la portée. Mais son existence admise, il est nécessaire de le conjurer immédiatement, dans les faits comme dans l'opinion. Les conditions actuelles du socialisme français, et la nécessité de l'entente entre les différentes fractions, qui subsiste depuis quelque temps déjà, et qui je l'espère est le présage de la véritable union définitive, ne souffriront pas, en tout cas, qu'un semblable péril — résultat probable d'un simple malentendu — persiste longtemps. Jaurès sera le premier qui trouvera la manière et l'occasion pour démontrer avec évidence, par les faits et par sa puissante éloquence, que ce qui peut être occasion ou opportunité de lutte n'en est jamais le but.

* * *

Quant à la seconde question, je ne puis répondre d'une manière affirmative.

Pour sauver la République, faire pénétrer le socialisme dans le gouvernement de la bourgeoisie — Millerand devenant ministre avec notre agrément — et finalement admettre la thèse que les socialistes puissent participer actuellement au gouvernement, je ne me sens pas le courage de suivre les traces douteuses et dangereuses de telles propositions.

Comme étranger et éloigné de la scène parisienne je ne suis vraiment pas à même de descendre à l'anecdotique entrée de Millerand au gouvernement ; d'autant plus qu'ici

les opinions des camarades français apparaissent très discordantes sur ce point et que le récit de Rouanet dans *la Revue socialiste* est venu rendre encore plus difficile l'appréciation exacte du cas dans ses minuties. En face des optimistes qui entrevoient déjà le commencement de la République sociale, en face des pessimistes, qui dénoncent les corruptions de l'ambition, moi pour mon compte je ne vois dans l'acte de Millerand rien autre chose qu'une simple erreur. Je ne parle pas dans le sens personnel du cas de conscience, d'autant plus que je n'ai pas tout à fait précise et bien profilée devant moi la personnalité de Millerand, mais je parle de l'erreur dans le sens réel et positif *de ce qui est politiquement inutile ou nuisible.*

Le mécanisme de l'état moderne bourgeois et capitaliste, surtout en France, où à la disparition de toute trace de *selfgovernment* correspond une centralisation intense, ne donne pas faculté au socialiste, qui arrive *tout seul* au gouvernement, de faire quoi que ce soit qui dépasse le décret platonique, ou l'ordre... qu'on n'écoute pas.

Mais il s'agissait de sauver la République ! répète-t-on. Certainement les socialistes peuvent, et selon le cas doivent être les alliés naturels des fractions de la bourgeoisie qui se trouvent combattre, dans les différents pays, ou les restes de la féodalité, ou la réaction catholique, ou l'empire du sabre, bref toutes les autres formes de réaction. Mais ils doivent être et rester alliés aux mains nettes. Ils doivent être alliés en tant qu'organisation politique du prolétariat, qui du fait de son indépendance conserve son initiative propre et la liberté de ses mouvements. Dans tous les cas ils doivent être alliés sans aucune de ces connivences qui se résolvent, à la fin, en dangereuses responsabilités et en vaines promesses, tandis qu'elles portent dans les rangs du prolétariat le sentiment de l'incertitude et de la défiance.

Millerand pourra demander un *bill d'indemnité*, et je crois que les socialistes auront d'ici peu l'occasion de le lui accorder, parce qu'il le demandera comme ministre démissionnaire et comme camarade désabusé.

Dans cette réponse je me rapproche, comme vous voyez, pour ce qui est des conclusions, mais non du ton, du coloris

et des motifs, de l'opinion de Kautsky, que je trouve reproduite dans *le Mouvement socialiste*. Mais moi je ne demanderai pas pardon, comme mon ami Kautsky, de me prononcer d'une façon approfondie sur les événements français. Vous Français, vous êtes si proches de nous, par antique et par récent commerce ! Est-ce que, par exemple, quand je lis les romans d'Anatole France, je ne dis pas continuellement : voilà, je suis chez moi ?

Agréez mes souhaits pour la prochaine constitution *du parti socialiste français un et indivisible.*

ANTONIO LABRIOLA

A finir

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier est composé par des ouvriers syndiqués

Suresnes. — Imprimerie G.-A. RICHARD & Compagnie, 9, rue du Pont. — 2036

Nos correspondants peuvent nous aider :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires ;

en s'abonnant ;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient ;

en nous donnant des abonnements à servir à des personnes à nous indiquées d'ailleurs par nos correspondants ou par les « Journaux pour tous » ;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits payés d'ailleurs ;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Toutes les fois que nos deux correspondants le désirent et nous y autorisent, nous les mettons en communication, c'est-à-dire que nous donnons à chacun des deux le nom et l'adresse de la personne — qui reçoit l'abonnement payé, — qui paye l'abonnement reçu.

Ce cinquième cahier vaut 0 fr. 80.

Nous vendons l'exemplaire au prix marqué ; nous vendons pour la propagande :

2	exemplaires	à 10 % pour	1 fr.	45
5	—	à 20 % pour	3	20
10	—	à 30 % pour	5	60
20	—	à 40 % pour	9	60
50	—	à 50 % pour	20	»
100	—	à 60 % pour	32	»

Administration et rédaction le lundi et le jeudi, de 1 heure à 4 heures et demie. Adresser toute la correspondance à M. Charles Péguy, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris.

Nous publions vraiment notre état de situation : nous avons tiré le quatrième cahier à 800 exemplaires : outre 196 exemplaires d'abonnements annuels gratuits et 21 exemplaires d'abonnements annuels gratuits payés d'ailleurs.

nous l'avons envoyé à 116 abonnés ferme,
— à 188 abonnés éventuels :
nous avons fait 8 services d'échange,
et — 5 services aux imprimeurs.

Nous publions le 20 de chaque mois l'état de notre situation financière à la fin du mois précédent.

Nous finirons dans le prochain cahier de publier les consultations internationales données à la Petite République sur l'affaire Dreyfus et le cas Millerand.

Vient de paraître à la Société Nouvelle de Librairie et d'Édition, 17, rue Cujas, Paris : la Question de l'Enseignement secondaire en France et à l'étranger, par Ch.-V. Langlois, un volume de 140 pages, petit in-18, à 1 franc 50, livre que nous aurons sans doute à citer quand nous présenterons les raisons pour et contre la liberté de l'enseignement.

Vient de paraître à la même librairie : la Réforme militaire. Vive la Milice, par Gaston Moch, ancien capitaine d'artillerie : M. Gaston Moch a réuni et composé les articles qu'il avait donnés à la Petite République : une forte brochure de 64 pages, in-8°, à 0 fr. 30 : pour la propagande, 50 exemplaires, 12 fr. 50, et 100 exemplaires 20 francs.

Au moment où nous mettons sous presse, notre camarade Charles Péguy nous fait téléphoner qu'il vient d'avoir une rechute, légère, de grippe. Il recommence donc à s'excuser auprès de ses correspondants.

Sixième cahier *du 20 mars 1900*

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT LE 5 ET LE 20 DU MOIS

PARIS

19, rue des Fossés-Saint-Jacques

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires : la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Pour élargir la propagande, nous avons réduit le prix de l'abonnement annuel à huit francs, prix considérablement inférieur au prix de revient (1). Tous les abonnements sont valables pour cette année d'essai, du 5 janvier au 20 décembre inclus, — soit pour 24 cahiers environ. Les abonnements sont payables au besoin en plusieurs fois.

Nous servons dès à présent 215 abonnements gratuits à 215 destinataires, dont au moins 155 instituteurs et institutrices, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos lecteurs, et dont nous les entretiendrons longuement dans un de nos prochains cahiers.

Nos correspondants peuvent nous aider :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires ;

en s'abonnant ;

---

(1) Plusieurs de nos correspondants, ne voulant rien devoir, financièrement parlant, à l'institution des cahiers, nous ont demandé quel était ce prix de revient. Autant que nous pouvons le prévoir, ne sachant pas quelle sera l'épaisseur des cahiers successifs, nous l'évaluons environ à vingt francs : nous entendons par là que si nous attribuons à chacun de nos abonnements gratuits, supposés tous payés d'ailleurs, une recette égale à huit francs, nous devons attribuer à chacun de nos abonnements non gratuits, supposés tous fermes, une recette égale à vingt francs pour que les cahiers vivent sans avoir besoin des souscriptions.

ENCORE DE LA GRIPPE

Le lendemain dans l'après-midi — et il y a de cela déjà plus d'un mois passé — le citoyen docteur socialiste révolutionnaire moraliste internationaliste revint donc me voir. Il avait à la main, — et non pas sous le bras, car on n'a jamais porté pour marcher un livre sous le bras, — il avait un livre de bibliothèque. J'allais encore un peu mieux. Mais j'avais toujours des essoufflements qui m'inquiétaient. Ces essoufflements pouvaient présager la rechute légère que j'eus depuis.

— Citoyen malade, nous avons hier oublié le principal.

— Cela n'est pas étonnant, citoyen docteur : presque toujours on oublie ainsi le principal.

— J'ai oublié de vous demander pourquoi vous pensiez à vous guérir ?

— Je n'y pensais pas seulement, docteur, je le désirais et je le voulais. Je le désirais profondément, sourdement, obscurément, clairement, de toutes façons, en tous les sens, de tout mon corps, de toute mon âme, de tout moi. Je le voulais fermement. Je voulais aussi l'espérer. Mes parents et mes amis le désiraient, le voulaient, et plusieurs l'espéraient. J'étais d'accord avec eux là-dessus. Le médecin aussi le voulait. Enfin je suis assuré que tous mes adversaires le désiraient sincèrement et je crois que la plupart de mes ennemis ne le désiraient pas moins.

139857
H 15 16

— Voilà beaucoup d'accords. Voulez-vous que je commence par vous ?

— Je vous dirai que je serai sans doute embarrassé pour donner réponse à vos interrogations. Je n'étais pas bien fort sur l'analyse quand j'étais malade. Il y avait en moi des sentiments et des raisons pour lesquelles je voulais guérir. Mais le désir et la volonté que j'en avais me paraissaient tellement naturels que je ne cherchais pas à en discerner les causes.

— Le devoir et le savoir ne sont pas identiquement conformes à la nature. Je vous aiderai. Nous commencerons par les raisons, parce que c'est plus commode, et nous finirons par les sentiments. Mais avant nous remarquerons que les malades veulent guérir pour échapper à la mort, ou pour échapper à la maladie, ou, naturellement, pour échapper aux deux. Nous aimons le remède, la convalescence et la guérison par amour de la vie, ou par amour de la santé, ou, bien entendu, par amour de la vie saine.

— Ce sont là, docteur, de grandes questions, et que ces simples consultations et conversations ne suffiront pas à délier : la passion de la vie et de la mort, de la maladie et de la santé, de la joie et de la douleur. Il y faudrait au moins des dialogues.

— Ou un poème. Ou des poèmes. Ou un drame. On en a fait. Beaucoup. Nous dialoguerons si la vie et l'action nous en laisse l'espace et la force, plus tard, quand nous serons mieux renseignés. Alors nous dirons des dialogues. Aujourd'hui nous causerons à l'abandon, comme il convient à un convalescent. Pour quelles raisons vouliez-vous échapper à la mort ?

— Autant que je me rappelle et que je puis démêler,

je savais que ma mort causerait une épouvantable souffrance à quelques-uns, une grande souffrance à plusieurs, une souffrance à beaucoup.

— Bien. Nous sommes ainsi reconduits de la considération de la mort à la considération de la douleur et du mal.

— J'aurais eu de la peine réciproquement si je m'étais représenté que la mort consistait sans doute à quitter les survivants. Mais je n'arrivais pas à me donner cette représentation.

— C'est un défaut de l'imagination.

— Je pensais très vivement au contraire que je laisserais inachevées plusieurs entreprises que j'ai commencées, un livre que j'ai commencé, plusieurs livres que j'espérais commencer, continuer et finir, ces cahiers mêmes, essayés au moins pour un an, où vous savez que je mets tous mes soins.

— Cela prouve, citoyen convalescent, que vous vous intéressez à ce que vous faites.

— Cela prouve surtout que je le travaille. Je ne vous le dirais pas aussi brutalement si on ne me l'avait sévèrement reproché.

— Vous auriez tort : on doit toujours dire brutalement.

— Un abonné assez éventuel...

— Qu'entendez-vous par là ?

— J'entendais un abonné qui sans doute s'affermira. Cet abonné m'a fait des cahiers une critique sévère et dont j'ai usé. Il m'a reproché que mon style était voulu. C'est-à-dire travaillé.

— Que lui avez-vous répondu ?

— Je ne lui ai pas répondu, puisque je n'ai pas le

temps. Je lui ai répondu en moi-même. Je ne sais pas ce que c'est qu'un style qui n'est pas travaillé, qui n'est pas voulu. Ou plutôt je crois savoir que ce n'est pas un style. On se moquerait beaucoup d'un sculpteur qui taillerait un Balzac sans s'en apercevoir. Pourquoi veut-on que l'écrivain taille et découpe sans l'avoir voulu ? Laissons ces plaisanteries. Je ne prétends pas que le travail puisse rien tirer du néant, du moins le travail humain, et c'est le seul que je connaisse. Mais je n'ai jamais rien vu de sérieux que l'auteur n'eût pas travaillé. Les romantiques encore nous ont abrutis là-dessus.

— Quels romantiques ? Vous avez eu un mot violent.

— Ne croyez pas, docteur, que je cherche des mots non grossiers pour qualifier une influence grossière.

— Quels romantiques ?

— Les prosateurs et les poètes romantiques français, les seuls que j'ai lus. J'en ai fait mes ennemis personnels. Un jour je vous dirai pourquoi. Pour aujourd'hui je retiens seulement qu'ils ont puissamment contribué, avec toute leur littérature, à déconsidérer le travail. Vous savez : *Ainsi quand Mazeppa qui rugit et qui pleure.* Vous aussi vous avez déclamé ces vers en pleurant de bonheur et d'admiration.

— Je les ai déclamés quand j'étais écolier. C'étaient de beaux vers :

Ainsi lorsqu'un mortel sur qui son dieu s'étale

— Quand ils voulaient faire des vers, je persiste à croire qu'ils ne se faisaient pas attacher sur un fougueux cheval nourri d'herbes marines : ils avaient encrier,

plume et porte-plume, et papier, comme tout le monde. Et ils s'asseyaient à leur table sur une chaise, comme tout le monde, excepté celui qui travaillait debout. Et ils travaillaient, comme tout le monde. Et le génie exige la patience à travailler, docteur, et plus je vais, citoyen, moins je crois à l'efficacité des soudaines illuminations qui ne seraient pas accompagnées ou soutenues par un travail sérieux, moins je crois à l'efficacité des conversions extraordinaires soudaines et merveilleuses, à l'efficacité des passions soudaines, — et plus je crois à l'efficacité du travail modeste, lent, moléculaire, définitif.

— Plus je vais, répondit gravement le docteur, moins je crois à l'efficacité d'une révolution sociale extraordinaire soudaine, improvisée merveilleuse, avec ou sans fusils et dictature impersonnelle, — et plus je crois à l'efficacité d'un travail social modeste, lent, moléculaire, définitif. Mais je ne sais pas pourquoi vous abordez d'aussi grosses questions, que vous avez vous-même réservées, quand je vous demande seulement des renseignements sur les raisons et sur les sentiments que vous avez eus la semaine passée.

— Pardonnez-moi, citoyen qui découpez des interrogations : pardonnez-moi d'échapper parfois à vos limites provisoires ; pardonnez-moi sur ce que le réel n'est pas seulement fait pour se conformer à nos découpages. Mais ce sont nos découpages qui parfois sont conformes aux séparations du réel, et souvent sont arbitraires.

— Particulièrement arbitraires quand nous traitons des hommes et des sociétés qu'ils ont formées. — Avez-vous au moment du danger pensé à ceci : à l'immortalité de l'âme ou à sa mortalité ?

— Non, docteur, puisque je vous ai dit que je ne me

représentais pas que je partirais, que je quitterais, qu'ensuite je serais sans doute absent. Quand j'étais en province au lycée en ma première philosophie, un professeur âgé, blanc, honorable, très bon, très doux, très clair, très grave, à la parole ancienne, aux yeux profondément tristes et doux, nous enseignait. Nous lui devons plus pour nous avoir donné l'exemple d'une longue et sérieuse vie universitaire que pour nous avoir préparés patiemment au baccalauréat. Il traitait simplement et noblement devant nous les questions du programme. L'immortalité de l'âme était sans doute au programme. Il traita devant nous de l'immortalité de l'âme. Il ne s'agissait de rien moins que de savoir si son âme à lui, à lui qui promenait régulièrement son corps en long et en long dans la classe, et qui plaçait régulièrement le pied de son corps sur les carreaux en brique de la classe, — donc il s'agissait de savoir si son âme à lui était immmortelle ou mortelle; et il ne s'agissait pas moins de savoir si nos âmes à nous, qui utilisions diligemment les mains de nos corps à copier fidèlement le cours, — il ne s'agissait pas moins de savoir si nos âmes à nous étaient immortelles ou mortelles. Ce fut un grand débat. Le professeur équitable nous présenta les raisons par quoi nous pouvons penser que les âmes humaines sont immortelles; puis il nous présenta les raisons par quoi nous pouvons à la rigueur penser que nos âmes humaines sont mortelles: et dans ce cours de philosophie austère et doux les secondes raisons ne paraissaient pas prévaloir sur les premières. Le professeur équitable penchait évidemment pour la solution de l'espérance. Tout l'affectueux respect que nous lui avons gardé ne nous empêchait pas alors de réagir.

Continuant à protester contre la croyance catholique où l'on nous avait élevés, commençant à protester contre l'enseignement du lycée, où nos études secondaires finissaient, préoccupés surtout de n'avoir pas peur, et de ne pas avoir l'air d'avoir peur, nous réagissions contre la complaisance. Nous étions durs. Nous disions hardiment que l'immortalité de l'âme, c'était de la métaphysique. Depuis je me suis aperçu que la mortalité de l'âme était aussi de la métaphysique. Aussi je ne dis plus rien. Le souci que j'avais de l'immortalité individuelle, et qui selon les événements de ma vie a beaucoup varié, me reste. Mais l'attention que je donnais à ce souci a beaucoup diminué depuis que le souci de la mortalité, de la survivance et de l'immortalité sociale a grandi en moi. Pour l'immortalité aussi je suis devenu collectiviste.

— On ne peut se convertir sérieusement au socialisme sans que la philosophie et la vie et les sentiments les plus profonds soient rafraîchis, renouvelés, et, pour garder le mot, convertis.

— C'est une angoisse épouvantable que de prévoir et de voir la mort collective, soit que tout un peuple s'engloutisse dans le sang du massacre, soit que tout un peuple chancelle et se couche dans les retranchements de bataille, soit que tout un peuple s'empoisonne hâtivement d'alcool, soit que toute une classe meure accélérément du travail qui est censé lui donner la nourriture. Et comme l'humanité n'a pas des réserves indéfinies, c'est une étrange angoisse que de penser à la mort de l'humanité.

— Reste à savoir, mon ami, s'il vaut mieux que l'humanité vive ou s'il vaut mieux qu'elle meure.

— Pour savoir, docteur, s'il vaut mieux que l'humanité vive ou s'il vaut mieux qu'elle meure, encore faut-il qu'elle vive. On ne sait pas, quand on ne vit pas. On ne choisit pas, quand on ne vit pas.

— La proposition que vous énoncez ici, mon ami, est à peu près ce qu'on nomme une lapalissade.

— Mieux vaut proclamer une lapalissade que d'insinuer une erreur.

— Ou plutôt il n'est pas mauvais de proclamer une lapalissade, et il est mauvais d'insinuer une erreur. — Vous avez sans doute ici les *Dialogues philosophiques*, de Renan?

— Bien entendu, docteur, que je les ai.

— Voulez-vous me les donner?

Comme je n'avais pas encore la permission de sortir, on monta chercher les *Dialogues*. Le docteur moraliste posa sur ma table ronde le livre qu'il avait apporté, ouvrit les *Dialogues et fragments philosophiques*, s'arrêta aux *Dialogues*, les parcourut, les relut, relut des passages, entraîné continûment des certitudes aux probabilités et des probabilités aux rêves. Cela dura longtemps.

— Il faudrait tout citer. Ces dialogues ont un charme étrange et une inconsistance merveilleuse, une admirable continuation de l'idée acceptée à l'idée inacceptable. On ne saurait, sans fausser le texte, isoler un passage, une idée, un mot. Les propositions ne sont pas déduites, ne paraissent pas conduites, s'interpénètrent, s'internourrissent. Étrange mutualité de l'incontestable et de l'indéfendable. Jamais nous ne saisirons dans ce tissu la formule entièrement fausse et plusieurs fois nous y subissons la certitude entièrement vraie. Mais la

certitude même y laisse place à la défiance. Écoutez. Je lis presque au hasard :

EUTHYPHRON

... Le nombre des corps célestes où la vie peut se développer à un moment donné est, sans doute, dans une proportion infiniment petite avec le nombre des corps existants. La terre est peut-être à l'heure qu'il est, dans des espaces presque sans bornes, le seul globe habité. Parlons d'elle seule. Eh bien, un but comme celui dont vous venez de parler est au-dessus de ses forces. Ces mots d'omnipotence et d'omniscience doivent être laissés à la scolastique. L'humanité a eu un commencement; elle aura une fin. Une planète comme la nôtre n'a dans son histoire qu'une période de température où elle est habitable; dans quelques centaines de milliers d'années, on sera sorti de cette période. La Terre sera probablement alors comme la Lune, une planète épuisée, ayant accompli sa destinée et usé son capital planétaire, son charbon de terre, ses métaux, ses forces vives, ses races. La destinée de la Terre, en effet, n'est pas infinie, ainsi que vous le supposez. Comme tous les corps qui roulent dans l'espace, elle tirera de son sein ce qui est susceptible d'en être tiré; mais elle mourra, et, croyez-le, elle mourra, comme dit, dans le livre de Job, le sage de Théman, « avant d'avoir atteint la sagesse ».

— Je reconnais, docteur, et je ressens cette sérénité. Mais Renan...

— Il ne s'agit pas de Renan, mon ami. Voyez sa préface :

... Je me résigne d'avance à ce que l'on m'attribue

directement toutes les opinions professées par mes interlocuteurs, même quand elles sont contradictoires. Je n'écris que pour des lecteurs intelligents et éclairés. Ceux-là admettront parfaitement que je n'aie nulle solidarité avec mes personnages et que je ne doive porter la responsabilité d'aucune des opinions qu'ils expriment. Chacun de ces personnages représente, aux degrés divers de la certitude, de la probabilité, du rêve, les côtés successifs d'une pensée libre; aucun d'eux n'est un pseudonyme que j'aurais choisi, selon une pratique familière aux auteurs de dialogues, pour exposer mon propre sentiment.

— J'entends, docteur; et je n'adresserai ma réponse qu'à ce philosophe Euthyphron, cet homme *au sens droit*, qui, dans les premiers jours du mois de mai 1871...

— Vive la Commune ! citoyen.

— ... qui dans les premiers jours du mois de mai 1871, accablé des malheurs de sa patrie, se promenait dans une des parties les plus reculées du parc de Versailles, avec le philosophe Eudoxe, l'homme *à la bonne opinion*...

— ... et le philosophe *ami de la vérité,* le citoyen Philalèthe.

— Si ce citoyen philosophe avait parfaitement aimé la vérité, il eût opposé une résistance un peu moins complaisante aux probabilités de celui qui vint le lendemain, le deuxième jour, de Théophraste, qui sans doute *parlait de Dieu.*

— C'est que ce Théophraste en réalité introduisait ses probabilités sur les certitudes que ce Philalèthe avait posées. L'objection de l'homme *au sens droit* n'atteint

pas ce Théophraste : « Nous ne disons pas que l'absolu de la raison sera atteint par l'humanité ; nous disons qu'il sera atteint par quelque chose d'analogue à l'humanité. Des milliers d'essais se sont déjà produits, des milliers se produiront ; il suffit qu'il y en ait un qui réussisse. Les forces de la Terre, comme vous l'avez très bien dit, sont finies. » Et il recommence. Et encore : « Du reste, peu importe. Il est très possible que la Terre manque à son devoir ou sorte des conditions viables avant de l'avoir rempli, ainsi que cela est déjà arrivé à des milliards de corps célestes ; il suffit qu'un seul de ces corps accomplisse sa destinée. Songeons que l'expérience de l'univers se fait sur l'infini des mondes. »

— Ne poursuivez pas, docteur, vos citations insaisissables. Nous ne pouvons pas critiquer cela ainsi. C'est proprement un charme. Il faudrait le rompre. Il faudrait lire du commencement à la fin, mot par mot, puis phrase à phrase, puis dialogue à dialogue, puis d'ensemble, et à tous les degrés on commenterait et on critiquerait cet admirable texte comme un texte ancien. Au peu que vous m'avez cité, docteur, que de commentaires et que de critiques ! Sous l'apparente humilité de la forme, sous la sérénité imposante et charmeuse des mots, sous la savante impartialité de la proposition, quelle présomptueuse autorité de commandement, quelle usurpation, conduisant à quelles tyrannies ! Nous n'avons jamais eu de plus grand ennemi que ce Théophraste, qui se promenait à Versailles, sinon le Versaillais qui se promena le troisième jour avec eux, Théoctiste, celui qui *fait la fondation de Dieu*. Les réactionnaires les plus dangereux n'ont jamais prononcé sur tout ce que nous aimons, sur tout ce que nous préparons,

sur tout ce que nous faisons, sur tout ce pour quoi nous vivons, des paroles aussi redoutables, d'une injustice élégante aussi profonde que ces deux idéalistes. Il ne suffit pas de sous-intituler un dialogue *Probabilités* ou *Rêves* : il convient que l'incertitude réside au cœur des probabilités, et que l'improbabilité réside au cœur des rêves.

— N'oublions pas *l'Avenir de la Science.* Renan l'annonce lui-même en note : « Je publierai plus tard un essai, intitulé *l'Avenir de la Science,* que je composai en 1848 et 1849, bien plus consolant que celui-ci, et qui plaira davantage aux personnes attachées à la religion démocratique. La réaction de 1850-51 et le coup d'État m'inspirèrent un pessimisme dont je ne suis pas encore guéri. »

— Je ne crains pas beaucoup que M. Jules Roche ait fait campagne au *Figaro* contre le socialisme. Je crains un peu plus que Macaulay intervienne au débat. Mais je redoute que ce Théophraste et que ce Théoctiste prononcent assurément leurs propositions inintelligentes admirablement vêtues. Je redoute que ces probabilités soient présentées sur un certain mode comme si elles étaient certaines, et que ces rêves ne soient pas présentés vraiment sur un mode improbable. Donnez-moi ces *Dialogues.* Merci. Écoutez ce Théophraste en ses probabilités. Attendez un peu. Je vais le trouver. Le voici. Écoutez bien : « Voilà pourquoi les pays où il y a des classes marquées sont les meilleurs pour les savants ; car, dans de tels pays, ils n'ont ni devoirs politiques, ni devoirs de société ; rien ne les fausse. Voilà enfin pourquoi le savant s'incline volontiers (non sans quelque ironie) devant les gens de guerre et les gens du monde. Le con-

templateur tranquille vit doucement derrière eux, tandis que le prêtre le gêne avec son dogmatisme, et le peuple avec son superficiel jugement d'école primaire et ses idées de magister de village. »

— Il me paraît certain que ce Théophraste ingénieux n'avait pas imaginé l'affaire Dreyfus, ni connu M. Duclaux.

— Considérons seulement comme une probabilité qu'il n'avait pas imaginé cette *malheureuse affaire*. Je ne lui en fais pas un reproche, mais je lui ferais volontiers un reproche, ayant oublié d'imaginer cette imminente affaire, d'avoir assurément généralisé, présomptueusement prophétisé, d'avoir annoncé les temps éternels, d'avoir escompté l'espace infini. C'est un peu de l'astrologie qui avait oublié un puits très terrestre. Il y a beaucoup de puits. Et je lui reproche, ayant fait cet oubli, d'avoir aussi dédaigneusement négligé ma socialisation des moyens d'enseignement. « Le peuple avec son superficiel jugement d'école primaire et ses idées de magister de village » : voilà qui est bientôt dit, mais, monsieur, — c'est à ce Théophraste que je parle, et non pas à Renan, qui depuis nous a donné cet *Avenir de la science*, qu'il avait produit au temps de sa jeunesse — mais, monsieur, toutes vos généralités deviennent improbables si nous réussissons à donner au peuple cette culture que nous lui devons, que nous n'avons pas toute, que nous recevrons et que nous nous donnerons en la lui donnant. Cela sera long. Cela sera difficile. Mais cela n'est pas impossible. Et même cela est plus facile à organiser que les communications interplanétaires. Et cela n'est pas, en un sens, moins intéressant. Et j'irai plus loin, monsieur — c'est toujours à

ce M. Théophraste que je m'adresse, et non pas à M. Renan — je dirai plus : en attendant que nous ayons socialisé, universalisé la culture, si je m'arrête à la considération du présent soucieux et d'un avenir prochain, dans le village où nous demeurons, celui que vous nommez le magister, celui qu'on nommait naguère le maître d'école, et que nous intitulons sérieusement l'instituteur n'est pas un homme insupportable au contemplateur tranquille. Et il est un auxiliaire indispensable au contemplateur inquiet, que nous nommons communément homme d'action. L'instituteur au village ne représente pas moins la philosophie et la science, la raison et la santé, que le curé ne représente la religion catholique. Si ce village de Seine-et-Oise ne meurt pas dans les fureurs et dans les laides imbécillités de la dégénérescence alcoolique, si l'imagination de ce village arrive à surmonter les saletés, les horreurs et les idioties des romans feuilletons, nous n'en serons pas moins redevables à ce jeune instituteur que nous n'en sommes redevables au Collège de France. Et encore nous n'en sommes redevables aux corps savants que parce qu'ils n'ont pas accompagné Théophraste en ses probabilités et Théoctiste en ses rêves. Sinon...

— Vous avez raison, mon ami, mais vous vous excitez. Puisque nous sommes revenus à parler des morts collectives, traitons posément, le voulez-vous, des morts collectives ? Il vaut mieux faire ce que l'on fait.

— Pas encore, citoyen, je veux dire tout ce que je veux dire à ce M. Théophraste. Et que ne dirai-je pas à son ami M. Théoctiste. Écoutez un peu, docteur, ce qu'il me dit :

« En somme, la fin de l'humanité, c'est de produire

des grands hommes ; le grand œuvre s'accomplira par la science, non par la démocratie. Rien sans grands hommes ; le salut se fera par des grands hommes. L'œuvre du Messie, du libérateur, c'est un homme, non une masse qui l'accomplira. On est injuste pour les pays qui, comme la France, ne produisent que de l'exquis, qui fabriquent de la dentelle, non de la toile de ménage. Ce sont ces pays-là qui servent le plus au progrès. L'essentiel est moins de produire des masses éclairées que de produire de grands génies et un public capable de les comprendre. Si l'ignorance des masses est une condition nécessaire pour cela, tant pis. La nature ne s'arrête pas devant de tels soucis ; elle sacrifie des espèces entières pour que d'autres trouvent les conditions essentielles de leur vie. »

Voilà ce qu'il dit.

— Le fait est, mon ami, que les paroles de ce Théoctiste ne sont pas beaucoup favorables à nos récentes universités populaires. Il avait encore dit : « Qu'importe que les millions d'êtres bornés qui couvrent la planète ignorent la vérité ou la nient, pourvu que les intelligents la voient et l'adorent ? » Nous avons connu, depuis, combien il importe que quarante millions de simples citoyens n'ignorent pas et ne nient pas la vérité, non seulement la vérité scientifique, mais aussi la vérité historique — pour Théoctiste surtout la vérité historique est partie inséparable de la vérité scientifique — nous avons connu qu'il ne suffit pas que quelques intelligents la voient ; nous avons renoncé à toute adoration, même à l'adoration de la vérité. Tout se tient ici. Parce que Théophraste et parce que Théoctiste n'ont

pas imaginé l'affaire Dreyfus, ils prononcent des paroles défavorables à ce grand mouvement salubre des universités populaires. Comme leurs propos sont éloignés de cette heureuse, de cette saine allocution qu'Anatole France prononça naguère à l'inauguration de *l'Émancipation*, et que vous avez mise au commencement du troisième cahier. On m'a dit que le même citoyen parlerait bientôt à la fête inaugurale de l'Université populaire du premier et du deuxième arrondissement. Attendons, si vous le voulez, qu'il ait participé à cette inauguration. Nous aurons encore plus de courage à ne pas accompagner le deuxième, l'annonciateur, le Baptiste, en ses probabilités et le troisième, le fondateur, en ses rêves. Un charme de vérité nous protégera contre un charme d'erreur.

Ayant ainsi parlé, le docteur me souhaita une heureuse convalescence. Quand il revint, le mardi 6 courant, au matin, j'allais un peu mieux de la rechute que j'avais eue la veille. Le docteur ne me fit pas ses compliments.

— Je vous reconnais bien là, me dit-il. Nous avons à peine essayé d'éclaircir le tout premier commencement de votre chute, et vous me faites une rechute. On m'avait bien dit que vous allez toujours trop vite. Vous n'attendez jamais les enregistrements ni les explications.

— Pardonnez-moi, docteur, et supposons que je ne suis pas retombé. Ainsi nous continuerons ce que nous avons commencé, comme si de rien n'était. *La Petite République* d'hier matin, datée d'aujourd'hui mardi 6 mars, nous a donné l'allocution attendue. Devons-

nous la relire ici-même ou devons-nous la garder pour quand nous recueillerons les documents et les renseignements *pour et contre les universités populaires.*

— Mieux vaut, mon ami, les relire aujourd'hui. Cette allocution de France accompagne aisément celle que vous avez déjà donnée. Enfin, quand nous causerons des universités populaires, nous négligerons un peu, si vous le voulez bien, celles qui sont nées glorieuses pour étudier attentivement celles qui sont restées ordinaires.

— Lisons donc. Et entendons :

PROLÉTARIAT ET SCIENCE

Hier, dans l'après-midi, a eu lieu, sous la présidence d'Anatole France, la fête inaugurale de l'Université populaire du premier et du deuxième arrondissement.

Le préau de l'école de la rue Étienne-Marcel était trop étroit pour contenir tous les assistants, qui débordaient dans la cour. Les citoyens Allemane et Jaurès ont prononcé des discours très applaudis. Nous sommes heureux de donner le texte complet de l'allocution d'Anatole France, dont les principaux passages ont été acclamés :

Citoyens,

En poursuivant sa marche lente, à travers les obstacles, vers la conquête des pouvoirs publics et des forces sociales, le prolétariat a compris la nécessité de mettre dès à présent la main sur la science et de s'emparer des armes puissantes de la pensée.

Partout, à Paris et dans les provinces, se fondent et se multiplient ces universités populaires, destinées à répandre parmi les travailleurs ces richesses intellectuelles longtemps renfermées dans la classe bourgeoise.

Votre association, *le Réveil des premier et deuxième arrondissements,* se jette dans cette grande entreprise avec un élan généreux et une pleine conscience de la réalité. Vous avez compris qu'on n'agit utilement qu'à

la clarté de la science. Et qu'est en effet cette science ? Mécanique, physique, physiologie, biologie, qu'est-ce que tout cela, sinon la connaissance de la nature et de l'homme, ou plus précisément la connaissance des rapports de l'homme avec la nature et des conditions mêmes de la vie ? Vous sentez qu'il nous importe grandement de connaître les conditions de la vie, afin de nous soumettre à celles-là seules qui nous sont nécessaires, et non point aux conditions arbitraires, souvent humiliantes ou pénibles, que l'ignorance et l'erreur nous ont imposées. Les dépendances naturelles qui résultent de la constitution de la planète et des fonctions de nos organes sont assez étroites et pressantes pour que nous prenions garde de ne pas subir encore des dépendances arbitraires. Avertis par la science, nous nous soumettons à la nature des choses et cette soumission auguste est notre seule soumission.

L'ignorance n'est si détestable que parce qu'elle nourrit les préjugés qui nous empêchent d'accomplir nos vraies fonctions, en nous en imposant de fausses qui sont pénibles et parfois malfaisantes et cruelles, à ce point qu'on voit, sous l'empire de l'ignorance, les plus honnêtes gens devenir criminels par devoir. L'histoire des religions nous en fournit d'innombrables exemples : sacrifices humains, guerres religieuses, persécutions, bûchers, vœux monastiques, exécrables pratiques issues moins de la méchanceté des hommes que de leur insanité. Si l'on réfléchit sur les misères qui, depuis l'âge des cavernes jusqu'à nos jours encore barbares, ont accablé la malheureuse humanité, on en trouve presque toujours la cause dans une fausse interprétation des phénomènes de la nature et dans quelqu'une de ces

doctrines théologiques qui donnent de l'univers une explication atroce et stupide. Une mauvaise physique produit une mauvaise morale, et c'est assez pour que, durant des siècles, des générations humaines naissent et meurent dans un abîme de souffrances et de désolation.

En leur longue enfance, les peuples ont été asservis aux fantômes de la peur, qu'ils avaient eux-mêmes créés. Et nous, si nous touchons enfin le bord des ténèbres théologiques, nous n'en sommes pas encore tout à fait sortis. Ou pour mieux dire, dans la marche inégale et lente de la famille humaine, quand déjà la tête de la caravane est entrée dans les régions lumineuses de la science, le reste se traîne encore sous les nuées épaisses de la superstition, dans des contrées obscures, pleines de larves et de spectres.

Ah ! que vous avez raison, citoyens, de prendre la tête de la caravane ! Que vous avez raison de vouloir la lumière, d'aller demander conseil à la science. Sans doute, il vous reste peu d'heures, le soir, après le dur travail du jour, bien peu d'heures pour l'interroger, cette science qui répond lentement aux questions qu'on lui fait et qui livre l'un après l'autre, sans hâte, ses secrets innombrables. Nous devons tous nous résigner à n'obtenir que des parcelles de vérité. Mais il y a à considérer dans la science la méthode et les résultats. Les résultats, vous en prendrez ce que vous pourrez. La méthode, plus précieuse encore que les résultats, puisqu'elle les a tous produits et qu'elle en produira encore une infinité d'autres, la méthode vous saurez vous l'approprier, et elle vous procurera les moyens de conduire sûrement votre esprit dans toutes les recherches qu'il vous sera utile de faire.

Citoyens, le nom que vous avez donné à votre Université montre assez que vous sentez que l'heure est venue des pensées vigilantes. Vous l'avez appelée *le Réveil* sans doute parce que vous sentez qu'il est temps de chasser les fantômes de la nuit et de vous tenir alertes et debout, prêts à défendre les droits de l'esprit contre les ennemis de la pensée, et la République contre ces étranges libéraux, qui ne réclament de liberté que contre la liberté.

Il m'était réservé d'annoncer votre noble effort et de vous féliciter de votre entreprise.

Je l'ai fait avec joie et en aussi peu de mots que possible. J'aurais considéré comme un grand tort envers vous de retarder, fût-ce d'un instant, l'heure où vous entendrez la grande voix de Jaurès.

— Nous n'avons pas entendu la grande voix de Jaurès, mais nous avons eu de lui, le même jour, un article bref et significatif :

UNIVERSITÉS POPULAIRES

Elles se multiplient à Paris, et les prolétaires assistent nombreux, fidèles, aux leçons et séries de leçons que leur donnent de bons maîtres.

Le prolétariat aspire évidemment à sa part de science et de lumière; et si limités que soient ses loisirs, si accablé que soit son esprit de toutes les lassitudes du corps, il ne veut pas attendre l'entière transformation sociale pour commencer à penser. Il sait que ce commencement de savoir l'aidera dans son grand effort d'émancipation révolutionnaire.

Ce n'est pas seulement dans l'interprétation de l'univers naturel, c'est dans l'interprétation de l'univers social que le prolétariat, selon le conseil excellent d'Anatole France, doit appliquer la méthode libératrice de la science. Dans l'ordre social aussi il y a une théologie : le Capital prétend se soustraire à l'universelle loi de l'évolution et s'ériger en force éternelle, en immuable droit. Le capitalisme aussi est une superstition, car il survit, dans l'esprit routinier et asservi des hommes, aux causes économiques et historiques qui l'ont suscité et momentanément légitimé.

Dans l'ordre social aussi, les fantômes de la peur troublent le cerveau des hommes. Ce ne sont pas seulement les possédants qui s'effraient à l'idée d'un changement complet dans le système de propriété : il y a encore une part du prolétariat qui a peur de tomber dans le vide si on lui retire soudain la servitude accoutumée où s'appuie sa pensée routinière.

Voilà pourquoi la science, en déroulant sous le regard des prolétaires les vicissitudes de l'univers et le changement incessant des formes sociales, est, par sa seule vertu, libératrice et révolutionnaire. Nous n'avons même pas besoin que les maîtres qui enseignent dans les Universités populaires concluent personnellement et explicitement au socialisme. Dans l'état présent du monde, c'est la science elle-même qui conclut.

On me dit qu'il y a des socialistes qui voient encore un calcul machiavélique de la bourgeoisie et un piège pour les travailleurs dans les universités populaires, comme ils voient un piège dans la coopérative, dans le syndicat. Oh! qu'ils ont peu de confiance en la force historique du prolétariat : à l'heure où nous sommes.

il ne peut plus être dupe : car les ruses mêmes qui seraient imaginées contre lui ne serviraient qu'à accroître sa force.

Est-ce que notre parti aussi serait transi par la peur des fantômes? Et allons-nous, décidément, nous retirer de l'action dans la crainte vague d'être égarés par des feux follets sur des chemins de perdition? Pour nous, quelles que soient les interprétations venimeuses, nous sommes absolument résolus à continuer, d'accord avec le prolétariat militant et agissant, l'œuvre d'organisation ouvrière et d'émancipation intellectuelle qui est la condition même de la Révolution, et même un commencement de Révolution.

— Oh! oh! docteur, voilà des paroles un peu fortes, surtout venues de Jaurès. Mais laissons cela. Nous reparlerons de l'action socialiste. Nous reparlerons de l'unité socialiste. J'ai relu attentivement, depuis la dernière conversation que nous avons eue, les *Dialogues philosophiques*. J'ai lu aussi *Caliban*. Je m'en tiens à ce que nous avons dit.

— Vous avez raison. Il conviendrait de commenter ces dialogues au moins aussi scrupuleusement que l'on commente en conférences les dialogues de Platon. Ils valent ce commentaire. Alors on distinguerait les discontinuités de la pensée admirablement voilées sous la continuité de la phrase, du mouvement. Alors on apercevrait les inconsistances de la pensée admirablement maintenues par la tenue de la forme. Alors on demanderait au moins quelques définitions préalables.

— Il est vrai, docteur, que ces dialogues, souples et merveilleux, réconcilient avec ces excès de définition

que présentent certains dialogues platoniciens, moins souples et moins merveilleux. Ils réconcilieraient presque avec les manies scolastiques. Ils réconcilient avec tous les échafaudages de Kant. Ils font aimer plus que jamais les bonnes habitudes scolaires des honnêtes professeurs de philosophie. Et même ils feraient aimer les gens qui ont eu souci de *baralipton*. Et ils feraient pardonner aux jésuites leurs *distinguo*.

— Vous parlez de Kant, mon ami : quelle ignorance — voulue — ou quelle méconnaissance des frontières kantiennes, frontières non revisées pourtant, et frontières sans doute inrevisables. Tout comme l'auteur, ayant inscrit *Probabilités* au fronton du second dialogue et *Rêves* au fronton du troisième, a négligé un peu dans son texte même que les probabilités n'étaient pas certaines et que les rêves étaient improbables, tout à fait ainsi, ayant nommé Kant, par Eudoxe, au commencement des *Certitudes*, se heurtant aux antinomies de Kant, par Euthyphron, à la fin des *Rêves*, il a dans son texte même oublié un peu ce que je me permets de nommer la prudence et que l'on pourrait aller jusqu'à nommer la mégarde kantienne. Et même avant Kant. Eudoxe, au commencement du premier jour, portait sur lui un exemplaire des *Entretiens sur la métaphysique*, de Malebranche. Mais ces grands philosophes avaient un soin préalable de leurs définitions et de leurs distinctions. Une simple distinction du très grand, de l'indéfini et de l'infini, une simple distinction du perdurable, du temporel indéfini, du temporel infini et de l'éternel annulerait plusieurs paroles de Théophraste, plusieurs fondations de Théoctiste : elle endommagerait ainsi le Dieu qu'ils

annoncent et qu'ils fondent. Au courant de ses probabilités, le citoyen Théophraste esquisse une théorie des probabilités qui n'est pas incontestable. Une simple définition de la proportion mathématique, une simple définition ou distinction de la nature et de la morale, distinction considérable au moins, immobiliserait beaucoup de comparaisons dégénérant en assimilations, et en identifications. L'impératif catégorique est un peu facilement englobé. En vérité, ce Renan me ferait aimer le pédantisme. Je ne suis pas très partisan des spéculations immenses, des contemplations éternelles. Je n'ai pas le temps. Je travaille par quinzaines. Je m'attache au présent. Il en vaut la peine. Je ne travaillais pas dans la première et dans la deuxième quinzaine de mai 1871. Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né ? Je travaille dans les misères du présent. Mais quand on se fonde sur l'immensité des rêves éternels pour démolir ma prochaine socialisation des moyens d'enseignement, je ne puis m'empêcher d'examiner un peu si les rêves sont rêvés selon les lois des rêves humains : car il y a des lois des rêves humains, il y a des frontières des rêves humains. Et si ces rêves ne sont pas humains, si on les nomme surhumains, je les nomme inhumains, et j'en ignore : Je suis homme, et rien de ce qui est inhumain ne m'est concitoyen.

— Et quand on se fonde, citoyen, sur l'immensité des rêves éternels pour me distraire de la considération des mortalités prochaines, je résiste invinciblement. Et quand on se fonde sur l'immensité de l'espérance éternelle pour me consoler de la prochaine épouvante, je refuse. Non pas que l'inquiétude et l'angoisse ne me soit douloureuse, mais mieux vaut encore une inquiétude ou

même une épouvante sincère qu'une espérance religieuse. Tous ces fils de Renan, qui dialoguaient, étaient des savants religieux.

— Ou plutôt une inquiétude et même une épouvante, si elle est sincère, est bonne ; au lieu qu'une espérance enchanteresse est mauvaise. Ne nous laissons pas bercer. Croyons qu'une souffrance vraie est incomparable au meilleur des enchantements faux. Ne soyons pas religieux, même avec Renan.

— Ne nous retirons pas plus du monde vivant pour considérer les sidérales promesses que pour contempler une cité céleste. Il me paraît que l'humanité présente a besoin de tous les soins de tous les hommes. Sans doute elle aurait moins besoin de nos travaux si les hommes religieux qui nous ont précédés avaient travaillé un peu plus humainement et s'ils avaient prié un peu moins. Car prier n'est pas travailler. Il me paraît incontestable que l'humanité présente est malade sérieusement. Le massacre des Arméniens, sur lequel je reviendrai toujours, et qui dure encore, n'est pas seulement le plus grand massacre de ce siècle ; mais il fut et il est sans doute le plus grand massacre des temps modernes, et pour nous rappeler une telle mort collective, il nous faut dans la mémoire de l'humanité remonter jusqu'aux massacres asiatiques du Moyen-Age. Et l'Europe n'a pas bougé. La France n'a pas bougé. La finance internationale nous tenait. Nous avons édifié là-dessus quelques fortunes littéraires et plusieurs succès oratoires. Pas moi. Ni vous. Ni le peuple. Mais ni le peuple, ni vous, ni moi, nous n'avons bougé. La presse infâme, vendue au Sultan, abrutissait déjà le peuple. Et puis, cause d'abstention plus profonde : l'Europe est malade, la France

est malade. Je suis malade. Le monde est malade. Les peuples et les nations qui paraissaient au moins libérales s'abandonnent aux ivrogneries de la gloire militaire, se soûlent de conquêtes. La France a failli recommencer les guerres de religion, — sans avoir même la foi. Les jeunes civilisations, comme on les nommait, sont plus pourries que les anciennes. Les rois nous soûlaient de fumées, comme on le chante encore, selon Pottier. Mais à présent, ce sont les peuples qui se soûlent de gloire militaire, comme ils se soûlent d'alcool, eux-mêmes. Auto-intoxication. La pourriture de l'Europe a débordé sur le monde. L'Afrique entière, française ou anglaise, est devenue un champ d'horreurs, de sadismes et d'exploitations criminelles. Réussirons-nous jamais à racheter les hideurs africaines, les ignominies commises par nos officiers au nom du peuple français. Mais non, nous ne le pourrons pas. Car il n'y a pas de rachat. Ceux qui sont morts sont bien morts. Ceux qui ont souffert ont bien souffert. Nous n'y pouvons rien. C'est à peine si nous pouvons atténuer un peu le futur. Par quels remèdes ? Nous essayerons de l'examiner plus tard. Mais quand je vois toutes ces morts collectives menaçantes, quand je vois l'empoisonnement alcoolique et l'épuisement industriel, et quand je pense à la grande mort collective qui clorait l'humanité, je refuse audience à l'enchanteur : « Qu'importe, m'a dit l'enchanteur, qu'importe que l'humanité meure avant d'avoir institué la raison ? qu'importe que mille humanités meurent ? Une humanité réussira. » Quittons, docteur, je vous en prie, quittons la morale astronomique, et soyons révolutionnaires. Préparons dans le présent la révolution de la santé pour l'humanité pré-

sente. Cela est beaucoup plus sûr. Travaillons. En vérité, je vous le dis, ce Théophraste et ce Théoctiste sont parmi nos plus grands et nos plus redoutables ennemis. Tous les deux ils sont de grands détendeurs de courages.

— On peut et on doit relâcher les courages qui seraient tendus contre la justice et contre la vérité. J'admets que l'on soit détendeur de courages, que ce soit un métier. Mais je n'admets pas que l'on séduise les faibles et que l'on relâche les courages par des enchantements faux pour des enchantements indémontrables.

Laissons, mon ami, puisque ainsi vous-même l'avez demandé, laissons l'espérance intersidérale et continuons à causer de ce monde malade. Connaissez-vous des gens qui n'aient pas pour la mort les sentiments que vous avez eus.

— J'en connais, docteur, et j'en ai connu beaucoup, parce que j'ai connu beaucoup d'hommes. Il me souvient d'un camarade que j'avais et qui sans doute serait devenu mon ami, un tuberculeux, un poitrinaire, qui mourait depuis longtemps, grand, gros, doux, barbu d'une barbe soyeuse et frisée assez, très doux, bonne mine, calme et fort, très bon, l'un des deux hommes les plus bons que j'aie connus jamais. Il mourait lentement en préparant ponctuellement des examens onéreux. Il était très bon envers la vie et envers la mort, sans croyance religieuse et tout dévêtu d'espérance métaphysique ou religieuse. A peine s'il disait qu'il retournerait dans la nature, qu'il se disperserait en nature. Il est mort jeune embaumé

de sérénité comme un vieillard qui a parfait son âge. Aucun de ses camarades, aucun de ses amis, quels que fussent déjà nos sentiments divergents, n'omettait de l'admirer, de l'aimer. Il avait évidemment pour la vie et la mort des sentiments tout à fait étrangers aux sentiments que j'ai, que j'avais ces jours-ci étant malade...

— Et que vous ne m'avez pas dit.

— J'y viendrai. Aucun de nous qui n'admirât cette singulière et laïque santé des sentiments au déclin de sa vie ordinaire et patiente.

— Cette admirable soumission patiente, cette admirable conformation consciente ne serait pas sans doute aussi rare parmi nous si l'invasion des sentiments chrétiens ne lui avait rapidement substitué la soumission fidèle. Comparez la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies* avec la résonance de certaines résignations stoïciennes.

— Je ne sais pas d'histoire, docteur. Je ne connais pas l'histoire de l'invasion chrétienne au cœur du monde ancien.

— Au cœur de la Ville et du Monde. Comparez seulement ces textes authentiques, la *Prière* au *Manuel.* Avez-vous pu analyser les sentiments, étrangers à vous, que votre ami avait sur la vie et la mort. Je suis assuré que ces sentiments étaient apparentés aux sentiments stoïciens.

— Je pourrais les analyser, docteur, mais non pas sans faire des recherches longues et difficiles parmi les souvenirs de ma mémoire. Et quand dans les connaissances de ma mémoire je me serais représenté les images des sentiments de mon ami, j'aurais à vous les

présenter. Comment vous présenter ces nuances parfaitement délicates? Comment vous conter ces événements doux, menus, profonds et grands? A peine un roman pourrait-il donner cette impression. Et s'il vous faut un roman, docteur, allez le demander à mes amis Jérôme et Jean Tharaud. C'est leur métier, de faire des romans. Chacun son métier. Continuons la conversation.

— Quelles personnes avez-vous connues encore, mon ami, qui n'avaient pas les mêmes sentiments que vous devant la mort?

— Je ne saurais, docteur, vous les citer toutes.

— Pouvez-vous m'en citer une au moins dont l'histoire ait fait sur vous plus d'impression.

— Oui, docteur. J'étais tout petit quand cette histoire s'est passée. Aussi ne l'ai-je pas entendue à mesure que je l'ai connue. Quand j'étais petit je l'ai connue et suivie attentivement, parce que je sentais confusément qu'elle était sérieuse. Quand je fus devenu grand je l'ai à peu près entendue. Elle est simple. C'était une pauvre femme, une assez vieille dame, riche, mariée à un officier de l'Empire, qui vivait en retraite, un pur voyou, comme il y en avait tant parmi les officiers de l'Empire La malheureuse était tombée dans la dévotion. Quand je dis tombée, je cède à l'habitude, car je ne sais nullement si elle en fut remontée ou descendue. Elle devint en proie aux bons Pères, comme on les nommait, qui avaient une petite chapelle dans le faubourg.

— Était-ce déjà les révérends pères Augustins de l'Assomption?

— Non, citoyen, c'étaient les pères Lazaristes. J'ai connu beaucoup de gens qui croyaient qu'il y a un Pa-

radis comme je crois que je cause avec vous. Mais je n'ai connu personne au monde qui se représentât aussi présentement le bon Dieu, les anges, le diable et tout ce qui s'ensuit. Cette pauvre femme avait ainsi la consolation dont elle avait besoin. Mais je vous donnerais une impression un peu simple et vraiment fausse, docteur, si je vous laissais croire que la malheureuse croyait par égoïsme inconscient ou conscient, simple ou compliqué, particulier ou collectif. Elle croyait. Cette croyance étant donnée, elle y avait sa consolation. Elle attendait impatiemment que son Dieu lui accordât la permission de passer de ce monde militaire et misérable aux saintes douceurs du ciel, adorables idées. Je pense que beaucoup de chrétiens sont ainsi. Elle se livrait à des exercices extraordinaires qui tuaient son corps et délivraient son âme. Les bons Pères attendaient le testament. Dans la vie ordinaire et un peu facile du faubourg, cette malheureuse dame riche me paraissait surnaturelle et difficile. Tous les matins, hiver comme été, avant l'heure où les pauvres femmes allaient laver la lessive chez les patrons, pour vingt sous par jour, non nourri, autant qu'il me souvienne, la déplorable chrétienne s'en allait à la première messe, dans la neige inbalayée ou dans la fraîche tiédeur du matin païen. « Avoir des rentes comme elle, et se lever si matin ! » disaient les femmes qui allaient laver la lessive, « au lieu de rester au lit : faut-il qu'elle soit innocente ! » Cette innocente eut ce qu'elle devait avoir. Son Dieu lui fit la grâce de la rappeler à lui pendant la sainte semaine. Elle n'eut pas la grippe, encore ininventée ; un jour de la semaine des Rameaux, le printemps étant froid, elle eut un courant d'air dans la petite chapelle. Quand son médecin lui

annonça qu'elle avait une fluxion de poitrine, elle en reçut la nouvelle comme l'annonce et la promesse du tout proche bonheur éternel. Elle entra en béatitude. La fluxion de poitrine l'emporta au bout de ses neuf jours, comme tout le monde. Je crois qu'elle fut sérieusement complice de sa mort. Elle était profondément malheureuse et chrétienne. J'en conclus que les chrétiens peuvent avoir une soif religieuse et faire un commencement d'exécution de cette mort que nous redoutons.

— Cette conclusion générale me paraît admissible, mais seulement parce qu'elle n'engage que les possibilités. Je suis d'accord avec vous que beaucoup de chrétiens sans doute ont ainsi désiré le ciel jusqu'à faire un commencement d'exécution, — involontaire et parfois presque volontaire, — de leur mort individuelle. Mais je ne vous accorderais pas que cette conduite soit proprement chrétienne. J'ai peur, mon ami, que vous n'ayez mal entendu la *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies*. J'ai peur que vous n'ayez interprété cette soumission parfaite comme je ne sais quelle complaisance, quelle facilité à la mort, comme une complicité. Vous avez tellement peur de la mort que ceux qui n'en ont point cette peur vous paraissent en avoir le désir. La position de ce chrétien géomètre était, comme il convient, rigoureusement exacte. Avez-vous cette petite édition des *Pensées* où vous avez lu le texte? Merci. *Vie de Blaise Pascal, par madame Perier (Gilberte Pascal)*, sœur aînée de Pascal, —

— Histoire un peu favorable —

— Histoire où transparaît la piété fraternelle, presque un peu maternelle, sévère comme en ce temps, chrétienne et janséniste.

— La *Prière pour demander à Dieu le bon usage des maladies* a été composée en 1648 : Pascal avait alors vingt-quatre ans. Ce que je vais vous lire paraît se rapporter au même âge :

« Cependant mon frère, de qui Dieu se servait pour opérer tous ces biens, était travaillé par des maladies continuelles, et qui allaient toujours en augmentant. Mais, comme alors il ne connaissait pas d'autre science que la perfection, il trouvait une grande différence entre celle-là et celles qui avaient occupé son esprit jusqu'alors ; car, au lieu que ses indispositions retardaient le progrès des autres, celle-ci au contraire se perfectionnait dans ces mêmes indispositions par la patience admirable avec laquelle il les souffrait. Je me contenterai, pour le faire voir, d'en rapporter un exemple.

» Il avait, entre autres incommodités, celle de ne pouvoir rien avaler de liquide qu'il ne fût chaud ; encore ne le pouvait-il faire que goutte à goutte : mais comme il avait, outre cela, une douleur de tête insupportable, une chaleur d'entrailles excessive, et beaucoup d'autres maux, les médecins lui ordonnèrent de se purger de deux jours l'un durant trois mois ; de sorte qu'il fallut prendre toutes ces médecines, et, pour cela, les faire chauffer et les avaler goutte à goutte : ce qui était un véritable supplice, qui faisait mal au cœur à tous ceux qui étaient auprès de lui, sans qu'il s'en soit jamais plaint.

» La continuation de ces remèdes, avec d'autres qu'on lui fit pratiquer, lui apporta quelque soulagement, mais non pas une santé parfaite ; de sorte que les médecins crurent que pour se rétablir entièrement il fallait qu'il

quittât toute sorte d'application d'esprit, et qu'il cherchât, autant qu'il pourrait, les occasions de se divertir. Mon frère eut de la peine à se rendre à ce conseil, parce qu'il y voyait du danger : mais, enfin, il le suivit, — écoutez bien : — croyant être obligé de faire tout ce qui lui serait possible pour remettre sa santé, et il s'imagina que les divertissement honnêtes ne pourraient pas lui nuire; et ainsi il se mit dans le monde. Mais, quoique par la miséricorde de Dieu il se soit toujours exempté des vices, néanmoins, comme Dieu l'appelait à une grande perfection, il ne voulut pas l'y laisser, et il se servit de ma sœur pour ce dessein, comme il s'était autrefois servi de mon frère lorsqu'il avait voulu retirer ma sœur des engagements où elle était dans le monde. »

Et plus loin :

« Il avait pour lors trente ans, et il était toujours infirme; et c'est depuis ce temps-là qu'il a embrassé la manière de vivre où il a été jusqu'à la mort. » — Ici M. Ernest Havet rectifie que Pascal avait alors non pas trente, mais trente et un ans, car sa seconde et dernière conversion s'accomplit à la fin de l'année 1654.

Voici qui semblerait confirmer un peu ce que vous avez dit :

« Les conversations auxquelles il se trouvait souvent engagé ne laissaient pas de lui donner quelque crainte qu'il ne s'y trouvât du péril; mais comme il ne pouvait pas aussi, en conscience, refuser le secours que des personnes lui demandaient, il avait trouvé un remède à cela. Il prenait dans les occasions une ceinture de fer

pleine de pointes, il la mettait à nu sur sa chair, et lorsqu'il lui venait quelque pensée de vanité, ou qu'il prenait quelque plaisir au lieu où il était, ou quelque chose semblable, il se donnait des coups de coude pour redoubler la violence des piqûres, et se faisait ainsi souvenir lui-même de son devoir. Cette pratique lui parut si utile qu'il la conserva jusqu'à la mort; et même, dans les derniers temps de sa vie, où il était dans des douleurs continuelles, parce qu'il ne pouvait écrire ni lire, il était contraint de demeurer sans rien faire et de s'aller promener; il était dans une continuelle crainte que ce manque d'occupation ne le détournât de ses vues. Nous n'avons su toutes ces choses qu'après sa mort, et par une personne de très grande vertu qui avait beaucoup de confiance en lui, à qui il avait été obligé de le dire pour des raisons qui la regardaient elle-même.

» Cette rigueur qu'il exerçait sur lui-même était tirée de cette grande maxime de renoncer à tout plaisir, sur laquelle il avait fondé tout le règlement de sa vie. »

Cela semblerait donner quelque apparence à vos généralités. Mais nous distinguerons.

Plus loin :

« Voilà comme il a passé cinq ans de sa vie, depuis trente ans jusqu'à trente-cinq, — ici M. Ernest Havet rectifie que : il fallait dire seulement quatre ans de sa vie, depuis trente et un ans jusqu'à trente-cinq — travaillant sans cesse pour Dieu, pour le prochain, et pour lui-même, en tâchant de se perfectionner de plus en plus, et on pourrait dire, en quelque façon, que c'est tout le temps qu'il a vécu; car les quatre années que

Dieu lui a données après n'ont été qu'une continuelle langueur. Ce n'était pas proprement une maladie qui fût venue nouvellement, mais un redoublement des grandes indispositions où il avait été sujet dès sa jeunesse. Mais il en fut alors attaqué avec tant de violence, qu'enfin il y a succombé ; et, durant tout ce temps-là, il n'a pu en tout travailler un instant à ce grand ouvrage qu'il avait entrepris pour la religion, ni assister les personnes qui s'adressaient à lui pour avoir des avis, ni de bouche ni par écrit, car ses maux étaient si grands, qu'il ne pouvait les satisfaire, quoiqu'il en eût un grand désir.

» Ce renouvellement de ses maux commença par un mal de dents qui lui ôta absolument le sommeil. »

Plus loin :

« Cependant ses infirmités continuant toujours, sans lui donner un seul moment de relâche, le réduisirent, comme j'ai dit, à ne pouvoir plus travailler, et à ne voir quasi personne. Mais si elles l'empêchèrent de servir le public et les particuliers, elles ne furent point inutiles pour lui-même, et ils les a souffertes avec tant de paix et tant de patience, qu'il y a sujet de croire que Dieu a voulu achever par là de le rendre tel qu'il le voulait pour paraître devant lui : car, durant cette longue maladie, il ne s'est jamais détourné de ses vues, ayant toujours dans l'esprit ces deux grandes maximes, de renoncer à tout plaisir et à toute superfluité. Il les pratiquait dans le plus fort de son mal avec une vigilance continuelle sur ses sens, leur refusant absolument tout ce qui leur était agréable :

— Ne croyez pas, citoyen, que cela favorise beaucoup ce que vous avez avancé. Je continue :

« et quand la nécessité le contraignait à faire quelque chose qui pourrait lui donner quelque satisfaction, il avait une adresse merveilleuse pour en détourner son esprit afin qu'il n'y prît point de part : par exemple, ses continuelles maladies l'obligeant de se nourrir délicatement, il avait un soin très grand de ne point goûter ce qu'il mangeait; et nous avons pris garde que, quelque peine qu'on prît à lui chercher quelque viande — viande, c'est-à-dire sans doute nourriture — agréable, à cause des dégoûts à quoi il était sujet, jamais il n'a dit : Voilà qui est bon; et encore lorsqu'on lui servait quelque chose de nouveau selon les saisons, si l'on lui demandait après le repas s'il l'avait trouvé bon, il disait simplement : Il fallait m'en avertir devant, car je vous avoue que je n'y ai point pris garde. Et, lorsqu'il arrivait que quelqu'un admirait la bonté de quelque viande en sa présence, il ne le pouvait souffrir : il appelait cela être sensuel, encore même que ce ne fût que des choses communes ; parce qu'il disait que c'était une marque qu'on mangeait pour contenter le goût, ce qui était toujours mal.

» Pour éviter d'y tomber, il n'a jamais voulu permettre qu'on lui fît aucune sauce ni ragoût, non pas même de l'orange et du verjus, ni rien de tout ce qui excite l'appétit, quoiqu'il aimât naturellement toutes ces choses. Et, pour se tenir dans des bornes réglées, il avait pris garde, dès le commencement de sa retraite, à ce qu'il fallait pour son estomac; et, depuis cela, il avait réglé tout ce qu'il devait manger ; en sorte que, quelque

appétit qu'il eût, il ne passait jamais cela; et, quelque dégoût qu'il eût, il fallait qu'il le mangeât : et lorsqu'on lui demandait la raison pourquoi il se contraignait ainsi, il disait que c'était le besoin de l'estomac qu'il fallait satisfaire, et non pas l'appétit.

» La mortification de ses sens n'allait pas seulement à se retrancher tout ce qui pouvait leur être agréable, mais encore à ne leur rien refuser par cette raison qu'il pourrait leur déplaire, soit pour sa nourriture, soit pour ses remèdes. Il a pris quatre ans durant des consommés sans en témoigner le moindre dégoût; il prenait toutes les choses qu'on lui ordonnait pour sa santé, sans aucune peine, quelque difficiles qu'elles fussent : et lorsque je m'étonnais qu'il ne témoignât pas la moindre répugnance en les prenant, il se moquait de moi, et me disait qu'il ne pouvait pas comprendre lui-même comment on pouvait témoigner de la répugnance quand on prenait une médecine volontairement, après qu'on avait été averti qu'elle était mauvaise, et qu'il n'y avait que la violence ou la surprise qui dussent produire cet effet. C'est en cette manière qu'il travaillait sans cesse à la mortification. »

— Je passe pour aujourd'hui le témoignage que madame Perier nous a donné de la pauvreté, de la pureté, de la charité, le service du roi, la simplicité.

Je continue :

« Je tâche tant que je puis d'abréger; sans cela j'aurais bien des particularités à dire sur chacune des choses que j'ai remarquées : mais comme je ne veux pas m'étendre, je viens à sa dernière maladie.

» Elle commença par un dégoût étrange qui lui prit deux mois avant sa mort : son médecin lui conseilla de s'abstenir de manger du solide, et de se purger; pendant qu'il était en cet état, il fit une action de charité bien remarquable. Il avait chez lui un bon homme avec sa femme et tout son ménage, à qui il avait donné une chambre, et à qui il fournissait du bois, tout cela par charité; car il n'en tirait point d'autre service que de n'être point seul dans sa maison. Ce bon homme avait un fils, qui était tombé malade, en ce temps-là, de la petite vérole; mon frère, qui avait besoin de mes assistances, eut peur que je n'eusse de l'appréhension d'aller chez lui à cause de mes enfants. Cela l'obligea à penser de se séparer de ce malade, mais comme il craignait qu'il ne fût en danger si on le transportait en cet état hors de sa maison, il aima mieux en sortir lui-même, quoiqu'il fût déjà fort mal, disant : Il y a moins de danger pour moi dans ce changement de demeure : c'est pourquoi il faut que ce soit moi qui quitte. Ainsi il sortit de sa maison le 29 juin, pour venir chez nous, — ici M. Havet nous renseigne : Rue Neuve-Saint-Étienne, — rue que nous nommons rue Rollin et rue de Navarre — maison qui porte aujourd'hui le numéro 22. Pascal demeurait *hors et près la porte Saint-Michel* — et il n'y rentra jamais; car, trois jours après, il commença d'être attaqué d'une colique très violente qui lui ôtait absolument le sommeil. Mais comme il avait une grande force d'esprit et un grand courage, il endurait ses douleurs avec une patience admirable. Il ne laissait pas de se lever tous les jours et de prendre lui-même ses remèdes, sans vouloir souffrir qu'on lui rendît le moindre service. Les médecins qui le traitaient voyaient que

ses douleurs étaient considérables; mais parce qu'il avait le pouls fort bon, sans aucune altération ni apparence de fièvre, ils assuraient qu'il n'y avait aucun péril, se servant même de ces mots : Il n'y a pas la moindre ombre de danger. Nonobstant ce discours, voyant que la continuation de ses douleurs et de ses grandes veilles l'affaiblissait, dès le quatrième jour de sa colique, et avant même que d'être alité, il envoya quérir M. le curé, et se confessa. Cela fit bruit parmi ses amis, et en obligea quelques-uns de le venir voir, tout épouvantés d'appréhension. Les médecins même en furent si surpris qu'ils ne purent s'empêcher de le témoigner, disant que c'était une marque d'appréhension à quoi ils ne s'attendaient pas de sa part. Mon frère, voyant l'émotion que cela avait causée, en fut fâché, et me dit : J'eusse voulu communier; mais puisque je vois qu'on est surpris de ma confession, j'aurais peur qu'on ne le fût davantage; c'est pourquoi il vaut mieux différer. M. le curé ayant été de cet avis, il ne communia pas. Cependant son mal continuait; comme M. le curé le venait voir de temps en temps par visite, il ne perdait pas une de ces occasions pour se confesser, et n'en disait rien, de peur d'effrayer le monde, parce que les médecins assuraient toujours qu'il n'y avait nul danger à sa maladie; et, en effet, il eut quelque diminution en ses douleurs, en sorte qu'il se levait quelquefois dans sa chambre. Elles ne le quittèrent jamais néanmoins tout à fait, et même elles revenaient quelquefois, et il maigrissait aussi beaucoup, ce qui n'effrayait pas beaucoup les médecins : mais, quoi qu'ils pussent dire, il dit toujours qu'il était en danger, et ne manqua pas de se confesser toutes les fois que M. le curé le venait voir. »

La fin du paragraphe est de la pauvreté.

Il joignait à cette ardente charité pendant sa maladie une patience si admirable, qu'il édifiait et surprenait toutes les personnes qui étaient autour de lui, et il disait à ceux qui témoignaient avoir de la peine de voir l'état où il était, que, pour lui, il n'en avait pas, et qu'il appréhendait même de guérir ; et quand on lui demandait la raison, il disait : C'est que je connais les dangers de la santé et les avantages de la maladie. Il disait encore au plus fort de ses douleurs, quand on s'affligeait de les lui voir souffrir : Ne me plaignez point ; la maladie est l'état naturel des chrétiens, parce qu'on est par là comme on devrait toujours être, dans la souffrance des maux, dans la privation de tous les biens et de tous les plaisirs des sens, exempt de toutes les passions qui travaillent pendant tout le cours de la vie, sans ambition, sans avarice, dans l'attente continuelle de la mort. N'est-ce pas ainsi que les chrétiens devraient passer la vie ? Et n'est-ce pas un grand bonheur quand on se trouve par nécessité dans l'état où l'on est obligé d'être, et qu'on n'a autre chose à faire qu'à se soumettre humblement et paisiblement ? C'est pourquoi je ne demande autre chose que de prier Dieu qu'il me fasse cette grâce. Voilà dans quel esprit il endurait tous ses maux.

» Il souhaitait beaucoup de communier ; mais les médecins s'y opposaient, disant qu'il ne le pouvait faire à jeun, à moins que de le faire la nuit, ce qu'il ne trouvait pas à propos de faire sans nécessité, et que pour communier en viatique il fallait être en danger de mort ; ce qui ne se trouvant pas en lui, ils ne pouvaient pas lui

donner ce conseil. Cette résistance le fâchait, mais il était contraint d'y céder. Cependant sa colique continuant toujours, on lui ordonna de boire des eaux, qui en effet le soulagèrent beaucoup : mais au sixième jour de la boisson, qui était le quatorzième d'août, il sentit un grand étourdissement avec une grande douleur de tête ; et quoique les médecins ne s'étonnassent pas de cela et qu'ils assurassent que ce n'était que la vapeur des eaux, — ici M. Havet ose remarquer qu'il ne sait si ces mots expriment une idée bien nette, de même que ceux qu'on trouve plus bas, *ne lui restant plus qu'une vapeur d'eau* — il ne laissa pas de se confesser, et il demanda avec des instances incroyables qu'on le fît communier, et qu'au nom de Dieu on trouvât moyen de remédier à tous les inconvénients qu'on lui avait allégués jusqu'alors ; et il pressa tant pour cela, qu'une personne qui se trouva présente lui reprocha qu'il avait de l'inquiétude, et qu'il devait se rendre au sentiment de ses amis ; qu'il se portait mieux, et qu'il n'avait presque plus de colique ; et que, ne lui restant plus qu'une vapeur d'eau, il n'était pas juste qu'il se fît porter le saint sacrement ; qu'il valait mieux différer, pour faire cette action à l'église. Il répondit à cela : On ne sent pas mon mal, et on y sera trompé ; ma douleur de tête a quelque chose de fort extraordinaire. Néanmoins, voyant une si grande opposition à son désir, il n'osa plus en parler ; mais il dit : Puisqu'on ne me veut pas accorder cette grâce, j'y voudrais bien suppléer par quelque bonne œuvre, et ne pouvant pas communier dans le chef, je voudrais bien communier dans ses membres. »

J'aurais à ne pas lire, mon ami, la fin de ce para-

graphe, où le témoignage est de la pauvreté surtout et de la charité; je le passerais, comme j'ai passé le témoignage où madame Perier nous indiquait pourquoi Pascal n'est pas devenu socialiste, je le passerais si la pauvreté n'y était liée indissolublement à la maladie et à la souffrance :

et pour cela j'ai pensé d'avoir céans un pauvre malade à qui on rende les mêmes services comme à moi, qu'on prenne une garde exprès, et enfin qu'il n'y ait aucune différence de lui à moi, afin que j'aie cette consolation de savoir qu'il y a un pauvre aussi bien traité que moi, dans la confusion que je souffre de me voir dans la grande abondance de toutes choses où je me vois. Car quand je pense qu'au même temps que je suis si bien, il y a une infinité de pauvres qui sont plus malades que moi, et qui manquent des choses les plus nécessaires, cela me fait une peine que je ne puis supporter; et ainsi je vous prie de demander un malade à M. le curé pour le dessein que j'ai.

» J'envoyai à M. le curé à l'heure même, qui manda qu'il n'y en avait point qui fût en état d'être transporté; mais qu'il lui donnerait, aussitôt qu'il serait guéri, un moyen d'exercer la charité, en se chargeant d'un vieux homme dont il prendrait soin le reste de sa vie : car M. le curé ne doutait pas alors qu'il ne dût guérir.

» Comme il vit qu'il ne pouvait pas avoir un pauvre en sa maison avec lui, il me pria donc de lui faire cette grâce de le faire porter aux Incurables, parce qu'il avait grand désir de mourir en la compagnie des pauvres. Je lui dis que les médecins ne trouvaient pas à propos de le transporter en l'état où il était, ce qui le fâcha beau-

coup'; il me fit promettre que, s'il avait un peu de relâche, je lui donnerais cette satisfaction.

» Cependant cette douleur de tête augmentant, il la souffrait toujours comme tous les autres maux, c'est-à-dire sans se plaindre; et une fois, dans le plus fort de sa douleur, le dix-septième d'août, il me pria de faire faire une consultation; mais il entra en même temps en scrupule, et me dit : Je crains qu'il n'y ait trop de recherche dans cette demande. Je ne laissai pourtant pas de la faire; et les médecins lui ordonnèrent de boire du petit-lait, lui assurant toujours qu'il n'y avait nul danger, et que ce n'était que la migraine mêlée avec la vapeur des eaux. Néanmoins, quoi qu'ils pussent dire, il ne les crut jamais, et me pria d'avoir un ecclésiastique pour passer la nuit auprès de lui; et moi-même je le trouvai si mal, que je donnai ordre, sans en rien dire, d'apporter des cierges et tout ce qu'il fallait pour le faire communier le lendemain matin.

» Les apprêts ne furent pas inutiles, mais ils servirent plus tôt que nous n'avions pensé : car environ minuit, il lui prit une convulsion si violente, que, quand elle fut passée, nous crûmes qu'il était mort, et nous avions cet extrême déplaisir, avec tous les autres, de le voir mourir sans le saint sacrement, après l'avoir demandé si souvent avec tant d'instance. Mais Dieu, qui voulait récompenser un désir si fervent et si juste, suspendit comme par miracle cette convulsion, et lui rendit son jugement entier, comme dans sa parfaite santé; en sorte que M. le curé, entrant dans sa chambre avec le saint sacrement, lui cria : Voici celui que vous avez tant désiré. Ces paroles achevèrent de le réveiller; et comme M. le curé approcha pour lui donner la com-

munion, il fit un effort, et il se leva seul à moitié, pour le recevoir avec plus de respect; et M. le curé l'ayant interrogé, suivant la coutume, sur les principaux mystères de la foi, il répondit distinctement : Oui, monsieur, je crois tout cela de tout mon cœur. Ensuite il reçut le saint viatique et l'extrême-onction avec des sentiments si tendres, qu'il en versait des larmes. Il répondit à tout, remercia M. le curé; et lorsqu'il le bénit avec le saint ciboire, il dit : Que Dieu ne m'abandonne jamais ! Ce qui fut comme ses dernières paroles; car, après avoir fait son action de grâces, un moment après ses convulsions le reprirent, qui ne le quittèrent plus, et qui ne lui laissèrent pas un instant de liberté d'esprit : elles durèrent jusqu'à sa mort, qui fut vingt-quatre heures après, le dix-neuvième d'août mil six cent soixante-deux, à une heure du matin, âgé de trente-neuf ans deux mois. »

Quand le docteur eut fini de me lire tout ce qu'il avait librement choisi dans l'histoire de la vie et de la mort de Blaise Pascal, je ne pensai pas à lui demander pourquoi il m'avait fait une aussi longue citation; mais nous demeurâmes longtemps sous l'impression de ce témoignage.

LA CONSULTATION INTERNATIONALE

La Petite République du dimanche 22 octobre publiait ces deux réponses :

TOM MANN

Un des socialistes anglais les plus populaires dans les milieux ouvriers d'Outre-Manche. Ouvrier mécanicien, Tom Mann se signala par l'organisation de la grande grève des Docks en 1889, qu'il fit triompher de concert avec John Burns.

C'est à la suite de cette grande victoire prolétarienne que s'ébauche le nouvel unionisme qui tente d'amener au socialisme les grandes organisations syndicales anglaises.

Vers la même époque se constitue l'*Independent Labour Party* (Parti ouvrier indépendant), qui groupe, dans le nord de l'Angleterre spécialement, des milliers de travailleurs. Tom Mann en est, avec Keir Hardie, le fondateur. Les militants qui ont assisté au Congrès de Londres ont pu apprécier le remarquable talent oratoire de Tom Mann.

Londres, septembre 1899,

Chers camarades,

En réponse à vos questions je tiens tout d'abord à déclarer que les circonstances politiques particulières de chaque pays doivent dicter au parti socialiste de ce pays quelle est la bonne tactique à suivre et que je ne puis aucunement prendre sur moi de blâmer des camarades socialistes d'un autre pays, pour des actes qui peuvent ne pas nous sembler sages en Angleterre.

Cependant, pour répondre directement et spécialement à votre première question, je tiens à vous déclarer que si, dans les premiers temps de la propagande socialiste, il est absolument nécessaire, selon moi, de se tenir tout à fait à l'écart de tout parti qui soutient le régime capitaliste et de

se contenter lorsqu'il s'agit de questions d'humanité de donner nettement son opinion, en revanche je pense que lorsque le parti socialiste est devenu un facteur important de la vie politique (la grande majorité des socialistes étant partisans de l'action politique) il est admissible et même il est souvent nécessaire que les socialistes consentent à lutter côte à côte avec les partis bourgeois, d'accord avec eux pour la réalisation de telle ou telle partie de leur programme.

Quant à la deuxième question, je dois dire que l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement constitué sur les bases du respect et de la défense du capitalisme a été envisagée de tout temps comme une éventualité pleine de dangers. Je suppose, en effet, que peu d'hommes sont capables d'échapper à l'influence délétère du milieu gouvernemental bourgeois et d'en sortir intacts; que si un ou plusieurs socialistes prennent place au pouvoir, beaucoup de camarades dans les rangs du parti seront animés de méfiance à leur égard et que des discussions pourront s'ensuivre.

Cependant, quelque grands que soient ces dangers, ce serait, selon moi, manquer de courage que de ne pas être prêt à les affronter. Aussi les nôtres doivent être préparés à de telles éventualités et les camarades être prêts à les soutenir, sans quoi il me semble que nous retarderons beaucoup la réalisation du socialisme.

Supposant que le citoyen Millerand avait pleinement consulté ses collègues socialistes avant d'entrer au ministère, j'espère, en tant que socialiste anglais, qu'il pourra, ainsi que Baudin, y rendre de grands services.

Bien cordialement à vous.

TOM MANN

KEIR HARDIE

Il est avec Tom Mann l'âme de l'*Independent Labour Party* qu'il a fondé, avec lui, en 1891. Il a depuis cette époque sans cesse été réélu par cette organisation socialiste anglaise à la présidence de son conseil central.

Député de la circonscription de West-Ham à la Chambre des com-

munes, Keir Hardie fut battu aux élections de 1895 par une coalition scandaleuse des conservateurs et des radicaux.

Keir Hardie, qui est comme Tom Mann un ancien ouvrier manuel, vit à Glasgow, en Écosse, où il dirige l'organe central de son parti, *The Labour Leader*.

Glasgow (Écosse), septembre 1899,

Camarades,

Je viens de recevoir votre lettre et je regrette d'être obligé de vous envoyer ma réponse en anglais, mais le citoyen qui est chargé des traductions par notre parti est actuellement en vacances.

Je veux avant tout vous dire que je crois qu'il est impossible à quelqu'un vivant en Angleterre de condamner ou d'approuver complètement l'action d'un camarade du parti en France, car dans chacun des deux cas que vous me soumettez, l'on doit juger d'après les circonstances. Ces réserves faites, je réponds.

I

Il n'est pas à souhaiter que le parti socialiste se confonde avec les partis bourgeois, là où on peut l'éviter. C'est pour cela que l'*Independent Labour Party* (Parti Ouvrier Indépendant) d'Angleterre se tient strictement à l'écart des partis politiques vulgaires. Pour la même raison, le programme du Parti ne contient aucune réforme purement politique, mais s'occupe exclusivement de réformes économiques et sociales.

Mais aussi nous ne pouvons pas oublier ce fait qu'un socialiste est un homme et un citoyen et que des occasions peuvent se présenter à propos desquelles il est obligé de faire connaître ses opinions et d'agir, même lorsqu'en ce faisant il semble se ranger du côté d'un des partis politiques bourgeois. L'affaire Dreyfus en France me semble être un de ces cas.

Chez nous, en ce moment, nous sommes menacés de voir notre gouvernement déchaîner une guerre d'extermination contre un pacifique petit peuple du Sud de l'Afrique. Là aussi nous sommes obligés de prendre parti et de protester

de toutes nos forces contre un crime tel qu'une guerre de ce genre.

Ces exemples nous indiquent les cas dans lesquels le Parti socialiste ne peut pas ne pas prendre parti dans une lutte politique, même si en agissant ainsi il semble se ranger avec un parti bourgeois contre un autre.

II

Au sujet de la deuxième question je vous envoie plusieurs exemplaires du *Labour Leader* contenant mon opinion là-dessus.

Autant que je puis juger de la situation politique en France et en Belgique il me semble que le mouvement socialiste, ayant en fait submergé dans ces pays un des grands partis bourgeois, occupe une position maîtresse et doit inévitablement, et cela avant peu, devenir le parti dominant.

Les enseignements du passé nous montrent de la façon la plus évidente que les changements obtenus par des moyens purement révolutionnaires arrivent très rarement à se maintenir d'une façon définitive. Si nous admettons la théorie de l'évolution du socialisme comme un *processus* graduel, il me semble qu'il s'ensuit alors que lorsque le mouvement socialiste atteint le point auquel il est parvenu en France et en Belgique, il n'est pas seulement admissible, mais absolument nécessaire pour les socialistes de commencer à prendre leur part de responsabilité dans le gouvernement.

Nous ne pouvons pas raisonnablement espérer un passage soudain du gouvernement bourgeois au régime socialiste, pas plus au point de vue politique qu'au point de vue économique.

Ici encore nous devons soigneusement distinguer suivant les cas. Là où le parti socialiste est faible et lutte difficilement, son salut est dans une attitude de séparation absolue de tous les partis et ce serait de la part d'un socialiste un acte de trahison dans de telles circonstances que de devenir un instrument docile entre les mains des partis bour-

geois, en acceptant le pouvoir dans un gouvernement dans lequel l'élément bourgeois serait tout puissant.

Occupant le poste de président de l'*Independent Labour Party*, je crois qu'il est nécessaire que je dégage la position de mes camarades, en déclarant que c'est une opinion purement personnelle que j'exprime ici et que je n'ai eu aucune occasion de consulter là-dessus les membres du parti dont aucun ne peut être engagé par ces réponses.

En vous adressant mes saluts fraternels et mes meilleurs vœux, je suis, chers camarades, bien cordialement vôtre.

KEIR HARDIE

La Petite République du samedi 28 octobre publiait deux réponses :

HERMANN GREULICH

Un des chefs du socialisme en Suisse. Ancien ouvrier relieur, il s'est fait par son infatigable labeur et son intelligence un nom estimé dans le socialisme international. Il a rendu de grands services au prolétariat suisse, notamment en qualité de chef du *Secrétariat ouvrier suisse*, une institution qui correspond à l'Office du travail de France et dont il a été, à proprement parler, le créateur. Depuis quelques années il est membre du Conseil cantonal et du Conseil municipal de Zurich.

Zurich, septembre 1899,

Chers camarades,

Je réponds très volontiers à vos deux questions, heureux de me mettre à la disposition des camarades français, ainsi que l'exige la solidarité internationale.

I. — La lutte de classe du prolétariat ne dispense jamais le parti socialiste du devoir de remplir des tâches qui, à proprement parler, devraient incomber à la bourgeoisie. En Suisse, nous sommes aussi obligés de défendre des libertés bourgeoises dans le sens des pères contre les fils. Si un parti bourgeois se trouve à la tête d'un tel combat, — ce qui, du reste, devient de plus en plus rare — nous l'aidons sans hésitation aucune. Ainsi nous luttons toujours résolument pour le droit d'asile des persécutés pour cause politique, même quand il ne s'agit pas des socialistes, mais de nos adversaires.

Dans l'affaire Dreyfus nous aurions agi exactement comme vous, et nous nous réjouissons de votre intervention. La classe ouvrière est intéressée à toutes les questions d'humanité, car c'est elle qui a le plus à souffrir, lorsque l'humanité est outragée.

II. — Le prolétariat socialiste aspire à la conquête du pouvoir politique. Mais comme il n'a la majorité dans aucun pays du continent, il ne saurait s'agir, d'abord, que d'une *participation* au pouvoir politique, proportionnée à la force du parti. Quant à la conquête de la *domination* politique, il n'en saurait être question dans un temps prochain.

Or, nous n'hésitons pas un moment à faire entrer des nôtres dans les municipalités, même lorsque des partis bourgeois y participent aussi. Pourquoi ne serait-il pas permis aux socialistes d'entrer dans un ministère ayant une majorité bourgeoise? La différence entre l'origine des mandats — l'élection populaire pour les municipalités, la désignation pour le ministère — ne saurait être décisive. Le parti n'y risque rien, du moment qu'il est assez fort pour surveiller son ministre, et autant que celui-ci se reconnaît responsable devant le parti de ses actes et de ses déclarations.

Ces considérations s'imposent, surtout au moment actuel. Nous avons salué l'action vigoureuse de nos camarades du Parlement français en faveur de l'élection de M. Loubet à la présidence de la République. La République traverse actuellement une crise dangereuse. Le parti prolétarien est le seul qui puisse imposer silence dans la rue aux criailleurs réactionnaires ; il l'a démontré péremptoirement pour la sauvegarde du Président. En répondant à l'appel pour la défense de la République, notre parti ne fait donc que suivre sa glorieuse tradition de 1871, et il peut le faire aujourd'hui avec succès.

Pendant la révolution de février 1848, les prolétaires affamés donnèrent à la République trois mois de misère ; ils furent trompés. Aujourd'hui, ils donnent à la République gravement menacée un ministre ; ils ne seront pas trompés, si le ministre a le courage de sauvegarder sa position au sein du ministère et de donner plutôt sa démission que de manquer aux principes de son parti. C'est ce qui reste à vérifier.

Mais il faut qu'il y ait un *parti fort et uni* pour veiller et demander des comptes. Nous, socialistes suisses, faisons des vœux ardents pour que nos frères français arrivent enfin à constituer un tel parti. Nous sommes d'avis que le morcellement du parti nuit beaucoup plus à la cause du prolétariat que ne le ferait même un ministre socialiste qui renierait les principes du parti.

Salutations fraternelles,

HERMANN GREULICH

ROBERT BLATCHFORD

Robert Blatchford est un littérateur de grand talent, qui fait, à côté de l'action nettement définie des organisations socialistes anglaises, une propagande individuelle spéciale avec ses moyens et ses idées particulières. Il est surtout connu par une brochure de propagande *Merry England* (la Joyeuse Angleterre), titre ironique d'un ouvrage consacré à la description des misères qu'engendre l'industrialisme et à l'exposition des remèdes que le socialisme y apporte. Cette forte brochure de près de 200 pages eut un succès colossal. Plus de 800,000 exemplaires en furent vendus tant en Angleterre qu'aux États-Unis.

Robert Blatchford est le directeur du journal le *Clarion* qui a lui aussi une physionomie bien particulière et dont le tirage, élevé surtout dans les comtés du Nord de l'Angleterre et en Écosse, atteint 60,000 exemplaires.

Cowes, Hilston Newford Road (Ile de Wight)

Citoyens,

Quoique ce soit vous qui me le demandiez, j'hésite à m'immiscer dans vos affaires intérieures et à donner une opinion sur des questions que nos frères de France sont mieux à même de résoudre que moi.

Si je ne me trompe, vous me posez dans votre lettre ces deux questions :

1° Les socialistes ont-ils le droit de se mêler des luttes politiques en dehors de la sphère immédiate du socialisme?

2° Auraient-ils le droit d'entrer dans un ministère tel que celui dont M. Galliffet est membre, dans des circonstances périlleuses et pour le bien général ?

Je vous dirai, mes chers amis, que selon moi, il me semble que ces questions ainsi posées contiennent en elles-mêmes leur réponse.

Certainement, tout ce qui touche à la justice et au mieux-être de tous intéresse les socialistes. Certainement parce que socialiste, l'on n'en est pas moins un citoyen et un homme. Faire obtenir justice au capitaine Dreyfus était autant le devoir des socialistes que celui des autres Français ; c'était même davantage leur devoir à eux, puisque les socialistes déclarent qu'ils ont pour la justice un culte bien plus grand que les militaristes et les politiciens bourgeois. Si le devoir ne commandait pas à un socialiste de réclamer la justice pour Dreyfus, il ne lui ordonnerait pas davantage de retirer d'une rivière un malheureux juif qui y aurait été jeté par des fanatiques réactionnaires.

Certainement aussi, un socialiste, voyant la France en danger, aura le droit d'entrer dans le ministère qu'il croit capable de la sauver. Au milieu d'une tempête, qui donc hésiterait à tout essayer pour sauver un navire, avec les femmes et les enfants qui seraient à bord, le capitaine du navire fût-il un ennemi et un tyran ?

Je ne suis pas un homme politique et n'ai aucune prétention de science profonde : mon opinion est de peu de poids. Mais puisque vous me la demandez, la voici : Je crois que nous, socialistes, nous sommes des citoyens et qu'en cas de bataille notre place est là où est le danger.

Lorsque nous nous trouvons en présence d'un incendie, hésitons-nous à faire la chaîne avec un voleur à notre gauche et un escarpe à notre droite ? Avant tout, la question est de sauver la cité.

Et aussi, éloignons de nous l'étroitesse d'esprit, le sectarisme et les discussions ! Nos rangs ne sont pas assez épais pour nous diviser.

Voilà quelle est mon opinion. Que votre propre jugement et votre connaissance plus approfondie de la question vous puissent guider à prendre la meilleure décision possible, tel est mon fervent espoir.

Votre camarade de lutte,

ROBERT BLATCHFORD

La Petite République du dimanche 29 octobre publiait cette réponse :

VOLLMAR

Le chef le plus en vue du parti social-démocrate en Bavière. Député de Munich au Parlement allemand depuis une vingtaine d'années, il a été élu aussi député au Landtag bavarois aux élections de 1893. Son talent d'organisateur et de tacticien parlementaire est reconnu par tous, même par ceux des socialistes allemands qui combattent ses tendances modérées. Il est, en effet, à la tête de ce qu'on peut nommer l'aile droite du parti socialiste de l'Allemagne.

Chers camarades,

Si je peux juger d'après les socialistes allemands, il n'y aura des divergences d'opinion importantes qu'au sujet de votre deuxième question.

Voici mon avis sur celle-ci. Comme pour beaucoup d'autres questions d'ordre pratique, il ne saurait y avoir de formule fixe renfermant d'avance une solution pour tous les cas. La politique n'est pas la mathématique. Elle est un art, où certaines thèses et règles générales basées sur l'expérience peuvent bien prétendre à une portée limitée, mais où aussi l'action simultanée des forces vives crée des situations sans cesse changeantes dont quelques-unes seulement se ressemblent. C'est pourquoi votre question n'admet pas une réponse générale, mais seulement des réponses particulières selon les cas particuliers, quel que soit le désir de l'approfondir au point de vue des principes.

Il est certain qu'un socialiste regardera avec défiance tout gouvernement bourgeois. Et il ne pourra surtout jamais attacher trop d'importance au danger que courent les membres socialistes d'un ministère bourgeois d'être obligés de prendre la responsabilité des actes qui sont étrangers à l'esprit du socialisme. Mais, d'autre part, le nombre des socialistes qui croient encore à la théorie des catastrophes est en train de diminuer rapidement, tandis que la transformation organique de l'état social et la conquête du pouvoir politique par étapes successives *(die stueckweise Eroberung der politischen Macht)* sont reconnues de plus en plus

comme la règle imposée par la réalité *(als das regelmaessig Gegebene)*.

Il existe certainement des différences entre les mandataires qui sont élus directement par le peuple et ceux qui sont désignés d'une façon quelconque, ainsi qu'entre les mandataires à responsabilité générale. Mais, en fin de compte, toute désignation ou élective ou des socialistes est bien le résultat de la force croissante du socialisme. On ne trouve donc là que des différences de degré et non pas de fond.

Par conséquent, je ne vois aucune raison pour le socialisme de maintenir précisément à l'égard de la prise de possession partielle du pouvoir ministériel le dernier reste du vieil abstentionisme, qui dans le temps a déjà prononcé beaucoup d'interdictions considérées comme questions de principe, et auxquelles il a fallu cependant renoncer par la suite. On parle des dangers qui menaceraient nos convictions du fait de notre collaboration avec des éléments bourgeois, ce qui revient à dire que nos convictions seraient une chose très fragile. Mais ne serait-il pas plus digne de nous d'avoir assez de confiance dans la force propagatrice du socialisme pour croire que, si nous agissons judicieusement, ce seront au contraire nos idées qui contamineront les adversaires? En vérité, le socialisme est devenu aujourd'hui assez fort pour pénétrer dans les institutions bourgeoises sans risquer d'être absorbé. Il n'est donc pas trop tôt de nous affranchir enfin d'un sentiment qui a pris naissance au temps de notre faiblesse et ne peut qu'affaiblir chez nous, aussi bien que chez les autres, la confiance dans notre force.

Il ne s'agit donc pour moi que d'une chose, à savoir si dans l'espèce ce sont les désavantages de la responsabilité à prendre ou bien les avantages qu'il y aurait à conjurer un certain mal et à conquérir une certaine position qui l'emportent, si, par conséquent, l'entrée des socialistes dans le gouvernement est désirable ou non.

Pour en décider dans le cas du citoyen Millerand, les socialistes français peuvent seuls porter à cet égard un jugement définitif, ayant une connaissance approfondie des

choses et des personnes : et leur vif sens politique saura assurément voir juste. Quant à moi, observateur du dehors, qu'il me soit seulement permis de dire que je considérerais déjà comme une justification suffisante de la tactique adoptée, et féliciterais de tout cœur les camarades français de leur succès, si la participation du citoyen Millerand au cabinet actuel contribuait à une solution favorable de la crise grave que traverse votre pays et qui inquiète tous les amis du peuple français et de la liberté des peuples en général.

*
* *

En ce qui concerne votre première question, il est très heureux que l'on connaisse l'occasion qui l'a provoquée. Sinon, je ne crois pas que je l'aurais comprise.

Quoi ! le socialisme veut affranchir et humaniser le monde et il ne devrait cependant pas intervenir, quand il s'agit de sauver la liberté politique et de défendre l'humanité ? En vérité, si le principe de la lutte de classe nous forçait réellement à rester à l'écart, les bras croisés, et à regarder les événements avec indifférence toutes les fois que la classe ouvrière n'y est pas intéressée d'une façon directe, le socialisme ne serait jamais le mouvement englobant le monde et auquel appartient l'avenir, mais seulement une secte étroite et stérile, vite écartée par les flots bruissants du fleuve de vie. Mais en réalité le socialisme est très éloigné d'une telle absurdité.

Rien d'humain ne doit être étranger à la politique de la classe ouvrière, elle doit vivre toute la vie de la nation et de l'humanité, la remplir de plus en plus de sa pensée et de son sentiment et s'efforcer de se mettre à la tête du mouvement dans toutes les questions qui agitent le pays. Une seule occasion, où elle réussit de la sorte à montrer à tous d'une manière saisissante la portée et la force civilisatrice du socialisme, favorise plus efficacemènt la propagande des idées socialistes qu'une poignée de théorèmes finement ciselés. Que si une partie des militants socialistes dans un pays ne comprend pas cette situation de prime abord et que des hommes perspicaces et courageux mul-

tiplient leurs efforts pour rattraper le temps perdu et mettre le socialisme à la place qui lui convient, ils méritent bien de la cause socialiste, de leur nation et de l'humanité et les socialistes de tous les pays ont toutes les raisons d'en être fiers.

En exprimant le vœu que votre congrès général puisse créer l'unité si longtemps désirée du socialisme français, je vous salue cordialement.

Bien à vous,

VOLLMAR

Solensass am Walchensee, août 1899

La Petite République du mercredi 15 novembre publiait cette réponse :

BRUNO SCHOENLANK

Député au Reichstag. Écrivain remarquable. Dirige *le Journal du Peuple*, de Leipzig,(1) un grand quotidien. Dans ces derniers temps, il s'est fait remarquer en combattant les tendances d'une fraction du parti, dont Bernstein est le plus remarquable porte-parole.

Chers citoyens,

Voici ma réponse à votre première question :

Le parti qui représente le prolétariat conscient doit nécessairement se mêler aux discussions des fractions bourgeoises pour favoriser les progrès de la lutte de classe par l'exercice de l'action politique.

Cette participation ne peut donner matière à aucun doute, quand il s'agit de la défense des libertés et des droits populaires.

Aussi, crois-je l'attitude de Jaurès et de ses amis dans l'affaire Dreyfus absolument justifiée. Il s'agit dans cette affaire, en dernier ressort, d'un conflit entre la dictature du sabre s'appuyant sur des éléments monarchiques, cléricaux et féodaux d'un côté, et la démocratie de l'autre. De ceci il résulte que le peuple ouvrier a pour devoir suprême de grouper tous les éléments prolétariens sans distinction de parti pour former un bloc de résistance contre le danger

(1) *Die Leipziger Volkszeitung.*

réactionnaire. La seule considération qu'il y va d'une question vitale pour le développement politique et social du pays suffit pour désapprouver toutes les tentatives de scission et d'isolement qui forcément doivent servir la cause du sabre et du goupillon.

Voilà pourquoi je désire sincèrement que le prolétariat français réalise son unité au Congrès prochain comme les social-démocrates allemands l'ont fait au Congrès de Gotha en 1875.

* * *

Je passe à la deuxième question.

La classe ouvrière cherche à s'emparer du pouvoir pour détruire le système du salariat qui fait des ouvriers de véritables esclaves. Elle doit donc tendre à occuper toutes les positions dans l'état actuel pour mieux mener sa lutte de classe, sa lutte contre la bourgeoisie et son gouvernement.

Mais les socialistes ne peuvent pénétrer dans le gouvernement bourgeois que dans le cas où ils peuvent le conquérir tout entier en le transformant en un gouvernement de la classe ouvrière. Tout essai d'abandon de cette tactique dans des conditions normales est nuisible au mouvement prolétarien, le dégrade en l'abaissant au niveau d'un mouvement réformiste d'un caractère petit-bourgeois.

Il peut pourtant se présenter le cas suivant : Le prolétariat n'est pas encore mûr pour la prise définitive du pouvoir. La liberté, la Constitution républicaine sont sérieusement menacées. Le gouvernement bourgeois ayant perdu tout crédit dans le pays est hors d'état de mener le peuple à la bataille sans les représentants de la classe ouvrière. Alors, dans ce cas spécial, la participation de la classe ouvrière au gouvernement serait peut-être désirable pour une tâche déterminée.

En tous cas, cette décision ne pourrait être prise par les intéressés sous leur responsabilité individuelle. Le parti lui-même doit prendre les résolutions voulues et proclamer expressément l'entrée de son élu dans le gouvernement comme un moyen de combat en concordance avec sa tactique.

En ce qui concerne Millerand, je crois que ni la situation

politique en France, ni la façon dont il est entré dans le gouvernement ne correspondent aux conditions spéciales qui viennent d'être exposées par moi.

BRUNO SCHOENLANK

Leipzig, le 21 août 1899

La Petite République du dimanche 19 et celle du dimanche 26 novembre publiaient cette réponse :

P. J. TROELSTRA

Troelstra est un des membres les plus jeunes mais les plus actifs et les plus éminents du parti démocrate socialiste hollandais. Avec Van Kol et quelques autres militants il a arraché le prolétariat néerlandais à l'influence de Domela Nieuwenhuis qui l'orientait dans la voie de l'anarchisme antiparlementaire. Grâce à ses efforts, grâce à ceux de ses amis, il y a aujourd'hui un parti socialiste organisé en Hollande, parti qui lutte sur tous les terrains et a déjà pu faire pénétrer trois des siens dans le parlement.

Troelstra est lui-même député d'Utrecht à la seconde Chambre.

Avocat de talent, il mit son éloquence et sa science au service des camarades de son parti et en général de toutes les justes causes. C'est ainsi que dernièrement il comparaissait lui-même devant le tribunal de La Haye sous l'inculpation d'avoir accusé publiquement les magistrats de Leeuwarden de n'avoir pas conduit avec impartialité l'enquête concernant les frères Hogerhuis, victimes d'une erreur judiciaire.

I

Le prolétariat socialiste peut-il sans manquer au principe de la lutte de classes intervenir dans les conflits des diverses fractions bourgeoises, soit pour sauver la liberté politique, soit, comme dans l'affaire Dreyfus, pour défendre l'humanité?

La lutte de classes a pour but la conquête du pouvoir politique par le prolétariat en ce sens que non seulement il arrache à la bourgeoisie autant que possible le pouvoir public, mais encore qu'il organise des unions ouvrières politiques syndicales et coopératives, au moyen desquelles il devient une personnalité sociale qui peut prendre en mains la direction de l'évolution historique de la Société vers la période socialiste.

Il n'est pas nécessaire de démontrer qu'en vue de cette

tâche grandiose, la liberté politique est pour le prolétariat une des premières nécessités. Conséquemment, nous voyons partout la classe prolétarienne devenir l'héritière du tiers-état, qui, après avoir conquis le pouvoir pour lui-même, a cessé toute lutte pour les droits politiques de la masse ouvrière (comme cela s'est vu en Hollande) ou bien comme en Allemagne, après quelques velléités révolutionnaires en 1848, est redevenue l'esclave de l'absolutisme. Même en Allemagne, le prolétariat n'a jamais hésité à soutenir dans le Reichstag les classes moyennes là où celles-ci défendaient la liberté politique contre les partis capitalistes réactionnaires. Les socialistes, dans leurs manifestations en faveur de Loubet contre les puissances réactionnaires militaires et cléricales, ne faisaient en cela que suivre la ligne historique, de même qu'en Italie les démocrates socialistes font agir le tiers-état contre la monarchie, du moment que celle-ci veut sacrifier les droits de la classe moyenne à ses intérêts dynastiques — une répétition de ce qui a eu lieu en France sous le règne de Louis-Philippe.

Le *Kommunistische Manifest* a prévu de longue date la nécessité de l'intervention du parti prolétaire dans les conflits bourgeois : « La bourgeoisie est continuellement en lutte, d'abord avec l'aristocratie, plus tard contre les factions de la bourgeoisie elle-même, dont les intérêts deviennent contraires au progrès de la bourgeoisie; toujours avec la bourgeoisie des autres pays. Dans toutes ces luttes, elle se voit obligée de recourir à l'appui du prolétariat et de le faire participer au mouvement politique. » — Quelle est la signification de cette intervention du prolétariat dans la politique bourgeoise?

« La bourgeoisie elle-même, dit Marx, fournit ainsi au prolétariat ses éléments de civilisation, c'est-à-dire les meilleures armes contre elle-même. Et tous ces conflits dans la société bourgeoise accélèrent de plus en plus la marche ascendante de la classe ouvrière. »

En donnant un exposé de la position des communistes à l'égard des différentes parties opposantes, le *Kommunistische Manifest* conclut qu'elles renforcent continuellement chaque mouvement révolutionnaire contre les institutions sociales

et politiques existantes, ne prévoyant pas que peut-être dans l'avenir les partis ci-devant révolutionnaires pourraient bien se voir incomber la tâche de se réunir avec la fraction révolutionnaire du prolétariat pour éteindre une contre-révolution instiguée par les éléments monarchistes-cléricaux et renforcée par les masses ignorantes du peuple.

Dans de telles circonstances et du moment que la base même de l'évolution organique et intellectuelle serait menacée, le prolétariat est obligé d'agir en connivence avec chaque parti et chaque gouvernement qui veut maintenir les progrès historiques obtenus jusque-là.

C'est, selon moi, une chose regrettable, que dans les sphères socialistes il existe une différence d'opinion au sujet de l'intervention du prolétariat socialiste dans les conflits bourgeois en vue de la défense de la cause humanitaire. Peut-être n'avons-nous à voir dans cette opposition qu'une crainte exagérée de cette politique sentimentale, qui caractérisait le mouvement socialiste dans sa période utopiste, qui souvent sous un masque de phrases révolutionnaires bien sonnantes ne cachait que des intentions philanthropiques et éminemment bourgeoises. Cependant, la lutte politique des ouvriers, du moment que la classe ouvrière devient le porte-drapeau des idéals que la bourgeoisie n'est plus en état de garder, a une mission bien plus haute que celle de sa propre émancipation économique dans le sens étroit du terme. Le prolétariat, dans sa marche glorieuse vers une période future, dans laquelle les idéals bourgeois de justice et d'humanité pourront se réaliser pour la première fois dans l'histoire, se ferait une bien pauvre idée de sa tâche, si elle s'abstenait de chaque lutte en faveur de ces idéals, du moment que cette lutte n'aurait pas un caractère économique ou prolétaire bien défini.

Admettons que cette possibilité de s'abstenir peut être maintenue là où le prolétariat n'a qu'une influence minime sur les questions qui agitent le monde bourgeois et par conséquent n'en est pas responsable. Mais du moment que l'influence du prolétariat devient assez grande pour faire pencher la balance en faveur de la justice, son refus de prendre part à une agitation en vue d'un but humanitaire

ferait dénaturer sa lutte grandiose jusqu'à devenir un simple acte d'égoïsme de classe, pareil à l'égoïsme de classe de la bourgeoisie.

Ce qui a fait jusqu'ici la gloire de la classe prolétaire, c'est que, dans tous les pays où elle se mêlait aux questions publiques, elle luttait non seulement pour elle-même, mais aussi pour cet idéal humanitaire qui, négligé par les grands de la terre, n'a jamais pu compter que sur l'appui des petits et des opprimés.

Loin de moi de vouloir nier la haute valeur de la doctrine marxiste, qui nous expose les grandes lignes de marche de notre armée; mais nous ne sommes pas seulement des social-démocrates, nous sommes avant tout des hommes. Le *Nihil humani a me alienum puto* doit être notre devise; et là où notre doctrine a le mérite de nous apprendre à garder une tête solide et un cerveau froid, malgré les entraînements du cœur, il peut y avoir des circonstances où nos sentiments les plus nobles, les plus élevés s'opposent si ardemment aux froides conclusions d'une politique qui ne voit que l'intérêt de classe, qu'en somme nous pouvons suivre en toute sécurité la voix instinctive de la nature, qui dans un parti prolétarien a encore toute sa fraîcheur.

La politique a pour base la science, mais n'est pas une science elle-même. Continuellement mêlée à des sentiments, des élans purement humains, elle ne peut être étroitement renfermée dans le cadre de quelques formules dogmatiques. Si on l'y force néanmoins, on sera bien souvent, devant les surprises du moment, obligé de méconnaître la nature de l'homme, au lieu de tenir compte de toutes ses complications, de ses replis profonds, de ses beaux élans humanitaires.

Voyons maintenant le côté pratique de la tactique de notre parti dans l'affaire Dreyfus : ce qui remue un monde entier ne peut pas laisser insensible un des partis politiques en France. Si les antisémites veulent assassiner le juif; si des prêtres bénissent le crime judiciaire; si des généraux aux éperons sonnants foulent aux pieds les droits de l'homme, l'humanité se réfugie sous l'égide des sentiments généreux du peuple. Si le parti prolétarien, quel que

soit son motif, reste insensible à sa voix, tous ceux à qui l'humanité est chère se détourneront de lui.

Le but de la social-démocratie est la conquête du pouvoir politique. Mais pour arriver à ses fins elle doit d'abord conquérir la sympathie publique. On ne peut gagner les têtes, sans d'abord gagner les cœurs. Les actions doivent inspirer aux masses le respect de nos principes.

Voilà la clef qui ouvre à la social-démocratie l'accès aux meilleurs sentiments de ceux qui, par des préjugés, des notions absurdes, par une complète ignorance de sa théorie, sont encore ses adversaires.

Surtout — pour en revenir à l'affaire Dreyfus — n'oublions pas que chaque lutte pour la libération de tout innocent condamné injustement est en même temps une lutte contre ceux qui sont au pouvoir et qui craignent de perdre leur prestige en reconnaissant leurs torts.

Le Parti ouvrier, vu son antagonisme contre la classe dirigeante, vu sa critique générale du système, a l'occasion de critiquer en même temps chaque cas spécial et de mener une opposition indépendante. C'est cette classe qui peut lutter avec le plus d'énergie pour redresser les erreurs commises, pour démasquer les crimes commis à l'effet de masquer l'injustice. En agissant de la sorte, elle démasque aussi le système qui rendit ces crimes possibles et la classe qui s'en rendait coupable. Si d'un autre côté elle se résignait, elle deviendrait complice.

Voilà les motifs qui m'obligent à donner à la première question, que vous avez bien voulu me poser, une réponse affirmative.

II

Dans quelle mesure le prolétariat socialiste peut-il participer au pouvoir bourgeois ; et le principe de la lutte des classes s'oppose-t-il absolument, et dans tous les cas, à la prise de possession partielle de la puissance ministérielle par le parti socialiste ?

Il me semble que la réponse à cette question dépend en premier lieu de la manière dont on se représente l'évolution de la classe opprimée dans sa marche ascendante vers le

pouvoir. Le prolétariat est-il appelé à triompher à un moment donné d'un seul coup, sans avoir participé jusque-là en aucune manière à la direction des affaires d'État? Va-t-il prendre d'un jour à l'autre la place de la classe détrônée, ou bien peut-on s'attendre à ce qu'une lente organisation, gagnant de jour en jour en force et en puissance, jointe à la décadence intellectuelle, politique et morale de la bourgeoisie, oblige les éléments démocrates-socialistes à s'infiltrer pour ainsi dire continuellement dans les organes publics?

Nous voyons bien ce qui arrive. Non seulement les représentants de la classe ouvrière pénètrent de plus en plus dans les corps législatifs de l'État, de la province, de la commune, nous les voyons encore, comme maires, comme échevins, entrer dans les collèges administratifs. Même il arrive que là où les fonctionnaires bourgeois sont élus par le peuple, comme en Suisse, ils remplissent des fonctions judiciaires et policières. On peut conclure de là que le peuple, plus son pouvoir s'accroît, plus le suffrage universel acquiert de signification, plus la bourgeoisie sera obligée de céder en partie son pouvoir au prolétariat. Le grand avantage d'un tel état de choses, vu la tâche du prolétariat dans la lutte des classes, est que non seulement les hommes, dont il aura si grand besoin à l'heure définitive de la victoire, feront leur apprentissage dans l'école de la pratique, mais que, grâce à un contact direct avec l'armée des employés et des fonctionnaires, ils pourront compter de plus en plus sur la collaboration de ces éléments également nécessaires.

Jusqu'à quel point cette participation du prolétariat socialiste au pouvoir devra s'étendre, ceci dépend selon moi entièrement du cours des circonstances. Un parti dont la lutte consiste à prendre part à tout ce qui touche aux intérêts politiques et économiques du peuple est par là même obligé de pénétrer partout où ses intérêts pourront être sauvegardés. Une grève sur ce terrain-là équivaudrait à une trahison. D'ailleurs, je ne puis m'imaginer pour quelle raison les conséquences naturelles de nos efforts devraient être enfermées dans de certaines limites. Il n'y a que ceux qui sont encore entichés des traditions soi-disant révolutionnaires du mouvement socialiste, dans un temps où il

n'était encore qu'une secte agitatrice, qui peuvent raisonner de la sorte. Dans des périodes de troubles populaires, où on fait montre d'une force factice, au moyen de véhéments appels aux passions ou au mécontentement latent de la petite bourgeoisie et des ouvriers, on peut gagner quelques courtes victoires pour les perdre bientôt après par suite du peu d'étendue de sa sphère d'influence, par suite surtout du manque de connaissances solides, du manque d'appréciation vraie de la situation, et de la tendance à se laisser entraîner par quelques phrases bien sonnantes.

Il n'y a que ceux qui s'imaginent voir dans la tactique de sentiments d'une telle période une véritable force révolutionnaire, qui objectent à ce que les représentants du prolétariat socialiste pénètrent autant que possible dans les sphères du pouvoir bourgeois, afin de se vouer là à un travail quotidien dépourvu de gloire, à un travail ardu qui leur est imposé. Le socialisme qui, dans le période de son enfance, se caractérisait surtout par sa tactique d'opposition et de critique, qui se contentait de prêcher une nouvelle foi et tâchait de soulever les masses du peuple, a depuis lors dû prendre part, ainsi que les syndicats ouvriers, à tous les travaux réformateurs exigés par la marche des événements. C'est surtout pour arracher ces réformes au mauvais vouloir ou à la mollesse des partis bourgeois, que le peuple a élu des social-démocrates dans les corps représentants. La lutte des classes, subissant cette influence, ne manifeste, depuis lors, plus exclusivement son caractère de critique négative, mais devient un travail de régénération sociale.

Quoique sous ce rapport-là on ne puisse obtenir que de bien pauvres résultats aussi longtemps que le régime bourgeois se maintiendra, nous sommes obligés, vu le joug qui pèse sur le peuple et ses aspirations intellectuelles, de faire tous nos efforts pour obtenir ce qui peut être obtenu, sans cesser pour cela notre opposition et notre critique en face de l'insuffisance des résultats.

Voilà, selon moi, l'aspect chronique de la révolution prolétaire, ce qui ne m'empêche aucunement de reconnaître qu'elle peut prendre de temps en temps un caractère neuf ; ceci dépend entièrement des circonstances. Mais plus notre

influence s'accroît en temps ordinaire, plus il y a évidence que, dans des périodes extraordinaires, nous marcherons d'autant plus sûrement en avant.

Je me déclare donc, en ce qui concerne le *prolétariat socialiste* — ce qui est encore autre chose qu'un ou plusieurs *socialistes* — partisan convaincu d'une politique de participation illimitée au pouvoir de la bourgeoisie.

*
* *

Quant au cas de Millerand il m'est impossible de juger si la situation présente exigeait qu'il acceptât un siège de ministre, si son avènement était une nécessité politique. Il me semble cependant que les circonstances dans lesquelles il a pris cette importante décision sont en désaccord avec les principes de la social-démocratie.

Le parti n'attache de la valeur aux actions d'un homme politique quelconque qu'autant qu'elles sont l'expression de la volonté des ouvriers organisés. Seulement je suis convaincu, moi aussi, que dans le cas présent on peut attribuer la cause de ce qui est arrivé pour le moins autant au manque d'organisation, à la confusion générale des partis qu'à Millerand lui-même.

A la question si le principe de la lutte de classes s'oppose positivement à ce que le parti socialiste ait un représentant dans le ministère, je crois devoir répondre négativement. Suivant la conception matérialiste de l'histoire, l'évolution de la base économique de la société se répète et se consolide dans les sphères idéologiques; donc, nous ne pouvons échapper aux conséquences de notre théorie. La débâcle de la production individuelle et les progrès de la production socialiste doivent se refléter dans les organes législatifs, c'est-à-dire nous montrer un déclin continuel du pouvoir politique de la bourgeoisie, et son remplacement continuel par l'autorité croissante du prolétariat.

Et là où dans la lutte des classes, comme dans chaque lutte, plusieurs victoires partielles sont nécessaires en vue du triomphe définitif, il est évident que le parti socialiste, plus son autorité s'accroît, plus il se trouvera placé dans

l'alternative : de laisser gouverner les partis bourgeois à leur guise, ou bien de prendre la place qui, en raison de la situation économique et politique, lui revient de droit.

L'occupation d'un siège ministériel par un socialiste signifie néanmoins un compromis avec le parti ou les partis du gouvernement. Ce compromis diffère des compromis ordinaires, acceptés par chaque député qui vote une loi, lui accordant seulement en partie ce qu'il aurait voulu, en ce qu'il ne concerne pas seulement quelques points de tactique législative, mais s'applique de fait aux tendances gouvernementales en général, au régime bourgeois tout entier. Le parti socialiste participant au pouvoir sous un régime bourgeois se déclare par là homogène avec ce régime pour tout le temps que cette participation sera maintenue. Il n'a donc plus toute sa liberté d'allures envers un système qu'il a pour mission de combattre et d'anéantir ; à moins que la situation politique soit telle que le parti bourgeois doit se résigner à accepter toutes les conditions posées par les socialistes.

Ceci prouve que la social-démocratie, dans des circonstances ordinaires, et aussi longtemps qu'elle ne formera pas une minorité assez importante pour faire admettre par ses alliés son propre régime, se trouve dans l'impossibilité de faire partie du ministère.

Dans des cas extraordinaires, pour sauvegarder les résultats déjà obtenus et empêcher une révolution réactionnaire, on peut faire une exception. S'il y a l'une ou l'autre question d'une importance capitale pour la classe ouvrière, qui peut fortifier sa position dans la lutte et qu'on ne peut laisser résoudre par un ministère tout à fait bourgeois, la social-démocratie, laissant de côté toutes les objections possibles, pourra prendre place dans un gouvernement qui tient à lui confier la direction d'une affaire spéciale. Par exemple, j'aurais trouvé tout naturel qu'en Belgique, après la chute du ministère Van den Peereboom, un gouvernement radical-socialiste-démocrate-chrétien fût venu au pouvoir dans le but nettement défini d'instituer le suffrage universel pur et simple, surtout après les troubles populaires, amenés par les socialistes : un tel ministère aurait été la conséquence naturelle des événements.

Surtout qu'on n'oublie pas que dans quelques pays le mouvement socialiste a pris des proportions telles que le parti peut être appelé à gouverner longtemps avant qu'il lui soit possible, vu la situation dans quelques pays de plus d'importance et les rapports internationaux en général, d'instituer un régime socialiste. Avant qu'on en soit là les socialistes doivent-ils donc laisser la machine gouvernementale aux mains des partis progressistes, qui probablement voudront bien leur procurer les éléments prêts à devenir les mannequins des socialistes? Ou bien voudront-ils se charger eux-mêmes de la responsabilité de la situation donnée, en occupant la place qui leur est indiquée par l'évolution historique?

Je n'oserais trancher la question, mais il me semble que ce qu'il faut avant tout, c'est de la vérité, de la clarté, des notions justes de la situation, ce qui veut dire un gouvernement reflétant l'évolution économique, qui forme la base inébranlable de toute question politique.

P. J. Troelstra

La Petite République du samedi 9 décembre publiait cette réponse :

PAUL SINGER

Paul Singer, député socialiste au Reichstag depuis 1884, représente la sixième circonscription de Berlin. Singer est un des porte-parole les plus remarquables de la Social-Démocratie allemande, un de ses membres les plus influents. Il préside régulièrement tous les Congrès du parti avec un tact et une impartialité reconnus par tous. Ses discours au Reichstag sont toujours très remarqués par les coups adroits et décisifs qu'il porte à la réaction des Junkers et des bourgeois allemands.

Appartenant par sa situation à la classe des riches commerçants, il a épousé la cause ouvrière à laquelle il consacre une activité constante et extrêmement féconde.

Chers camarades,

Vos questions du 29 août m'offrent l'occasion voulue de vous exprimer ma profonde sympathie pour votre attitude énergique et courageuse dans l'affaire Dreyfus pour le triomphe de la vérité et de la justice, attitude couronnée de succès.

Je crois que la classe ouvrière, organisée politiquement

et économiquement, ayant pour but de détruire la société bourgeoise, doit intervenir dans tout mouvement qui tend à empêcher une oppression ou une injustice, et cela est en accord absolu avec le principe de la lutte de classes.

Aussi devons-nous encourager toute tentative ayant pour objet le bien de l'humanité et la liberté, sans nous demander d'où cette tentative vient.

Il va sans dire que nous avons l'obligation de soutenir le parti bourgeois seulement en tant que cela n'entrave pas la propagation de nos idées politiques et économiques et sous la condition de rester pleinement fidèles à notre principe de la lutte de classes.

La participation du parti socialiste aux pouvoirs publics de la société bourgeoise ne doit avoir lieu, selon moi, que dans la mesure où le parti peut entrer dans le Parlement, les municipalités ou autres corps politiques de notre État capitaliste, à l'aide de sa propre force et répudiant des compromissions et des alliances avec les partis bourgeois.

Les représentants du prolétariat aux assemblées politiques, au service de la classe ouvrière opprimée dans ses droits politiques et exploitée dans ses intérêts économiques, ont la tâche d'intervenir dans la législation et l'administration d'accord avec leurs principes pour défendre le prolétariat asservi et pour empêcher les pouvoirs publics de se faire les instruments de la spoliation et de l'oppression de la masse populaire par la classe capitaliste.

Pour cette tâche, il n'y a aucun parti bourgeois qui puisse s'allier avec nous sans sacrifier son intérêt de classe. De cela il résulte en stricte logique qu'il n'y a pas de place dans un ministère bourgeois de n'importe quelle nuance pour la social-démocratie.

L'entrée d'un social-démocrate dans un ministère bourgeois, qui doit servir nécessairement les intérêts de la classe capitaliste, ne s'accorde pas, selon moi, avec le principe de la lutte de classes.

En faisant même abstraction de cette considération de principe, il est évident que le ministre social-démocrate, condamné nécessairement à faire partie de la minorité du cabinet bourgeois paralyse, au sein même de ce cabinet, la

force d'action de son propre parti quand il s'agit de réaliser ou même de favoriser dans une mesure plus ou moins notable ses idées en se déclarant solidaire avec ses collègues du ministère et étant obligé de couvrir de son nom leurs mesures de nature à favoriser les intérêts capitalistes et bourgeois.

Pour la conquête des nouveaux droits politiques concédés par la bourgeoisie, tel que l'amélioration des conditions de salaire et de travail dans la société de classe actuelle, le fait de la participation d'un social-démocrate au ministère n'a aucune importance. Car si le parti possède la force suffisante et par conséquent l'influence nécessaire au Parlement pour imposer ces mesures, elles peuvent être réalisées sans qu'il y ait besoin pour cela de procurer un portefeuille ministériel à un socialiste.

Mais pour le cas même où il s'agit de répondre à une difficulté surgie de la politique courante *(Politik des Tages)*, la social-démocratie ne devrait pas, à mon avis, se laisser traîner à la remorque d'un ministère bourgeois.

En cas de nécessité, notre parti peut soutenir, encourager ou prendre lui-même, à l'aide de réunions, de la presse et des institutions publiques qui lui sont accessibles, toutes les mesures que lui impose la situation, dans le sens des principes et des tendances de notre parti, sans qu'une place au ministère soit nécessaire pour cela.

De par les considérations que je viens d'exposer, on peut dire que dans la société bourgeoise le principe de la lutte de classes est radicalement et dans tous les cas opposé à la participation au pouvoir ministériel.

Recevez, chers camarades, des saluts fraternels de votre

PAUL SINGER

La Petite République du dimanche 31 décembre publiait ces deux réponses :

BELFORT BAX

Le citoyen Belfort Bax est un des représentants les plus célèbres de la *Social Democratic Federation* et un des théoriciens les plus en vue du socialisme international.

Ayant poursuivi de longues études sur la morale et la philosophie,

le citoyen Belfort Bax peut être considéré comme un de ceux qui ont le plus contribué à donner une base scientifique solide aux théories de la morale socialiste.

Le manque de place nous empêche d'énumérer ici les travaux philosophiques de Belfort Bax. Nous nous bornerons donc à rappeler celles de ses œuvres qui se rattachent le plus directement au socialisme, notamment ses retentissantes polémiques avec Karl Kautsky sur le matérialisme historique, et tout récemment une série d'articles dans lesquels il réfutait les théories de Bernstein.

Chers camarades,

J'ai eu l'honneur de recevoir votre invitation et je réponds volontiers à votre désir.

I. — Pour ce qui est de la première question, je suis d'avis que le principe de la lutte de classes, partant du socialisme en général, n'est nullement lésé si le parti socialiste prend nettement position dans certaines affaires touchant les fractions bourgeoises, mais qu'au contraire il peut être de son devoir de faire usage de sa force en faveur de la liberté politique ou de la justice bourgeoise. La liberté politique, c'est-à-dire l'élément qui suscite le plus généralement la lutte est, cela va de soi, une question de vie, et si elle est en danger, il faut mettre en mouvement tous les moyens et ne pas craindre de faire des alliances momentanées avec d'autres partis pour la sauver. Seulement, à mon avis, une telle alliance doit être faite dans des limites étroites et surveillée avec soin.

De même quand il s'agit d'une question humanitaire. On peut concevoir toutes les doctrines et tous les principes, quelque vrais qu'ils soient, d'une façon tellement rigide et abstraite, qu'en fait, ils peuvent tous conduire à des erreurs. La vérité concrète ne se trouve que dans une synthèse, et cela est aussi vrai pour l'évolution historique que pour toute autre chose. Dans les limites de la lutte de classes, nous restons quand même des hommes, quoique plus ou moins modifiés par la lutte, et dans ce sens la citation très connue de Térence : *Homo sum*, etc., garde sa pleine signification.

La lutte de classes, quelle que soit sa puissance, ne suffit pas à la longue, n'arrive pas à nous dépouiller complètement de nos qualités humaines. Une participation dans

des questions de ce genre ne peut être, dans certains cas, qu'utile au parti, elle ne peut nullement lui nuire.

II. — Pour ce qui est de la deuxième question, je dois d'une façon décisive défendre ce point de vue que les principes du parti se trouvent lésés si on consent à devenir membre d'un gouvernement dont le but, quelque caché qu'il soit, est de maintenir le système capitaliste ; en d'autres termes, si on accorde une collaboration active à un pouvoir de classe non socialiste.

Mais, quelque arrêtées que soient mes opinions à ce sujet, je ne voudrais pas être taxé de juger sévèrement un camarade qui, dans cette question, a agi contrairement à mon opinion ; surtout étant donné que la question s'est présentée à lui d'une façon tout à fait imprévue et à une époque où le parti, n'ayant jamais songé à l'examiner, n'avait naturellement pu la trancher.

Avec mes salutations fraternelles.

BELFORT BAX

LUDWIG MEYER

Quoique de date récente, le mouvement socialiste dans les pays scandinaves a su acquérir une importance telle qu'il y est devenu un des facteurs les plus puissants de la vie sociale. Cela ne s'applique pas seulement au Danemark. En Norvège, d'où nous vient l'article qui suit, le parti socialiste, quoique moins fort qu'au Danemark, est une puissance avec laquelle tous les autres partis doivent compter. Tout le monde sait, notamment, que si les démocrates qui forment aujourd'hui la majorité au *Storthing* (Chambre des députés) sont sortis victorieux, aux dernières élections, de la lutte contre les partis de la droite, ils le doivent, pour une très large part, au parti socialiste, dont le citoyen Ludwig Meyer, en sa qualité de rédacteur en chef de l'organe central et de membre du Comité directeur, est un des représentants les plus actifs, les plus dévoués et les plus éclairés.

Chers citoyens,

Des circonstances imprévues et malencontreuses ont retardé cette réponse aux questions que vous m'avez fait l'honneur de me poser.

Il va sans dire, ce me semble, que la prise de possession des pouvoirs publics est pour le parti socialiste d'une haute importance, encore qu'elle ne puisse être aujourd'hui que partielle. D'après moi, cette prise de possession partielle

est donc en principe parfaitement admissible. Seulement, la question de savoir s'il faut profiter de l'occasion quand elle se présente est à trancher chaque fois selon les circonstances.

D'abord, naturellement, il faut savoir si, en entrant dans tel ministère, nos représentants pourront vraiment faire œuvre socialiste ; car, sans cela, ils ne feraient que fournir à nos adversaires une enseigne trompeuse, et ils couvriraient ainsi des tendances qui ne sont pas les leurs et qu'ils n'approuvent point. Ensuite, bien entendu, il faudrait que le ministère en question n'ait pas une couleur tellement marquée et que les circonstances ne soient pas telles que l'entrée d'un socialiste dans son sein puisse jeter de la confusion dans les rangs de ceux dont la confiance est la base même de l'avancement de notre œuvre.

Quoi qu'il en soit, et pour ce qui concerne le cas spécial qui vous a fait poser la question, une chose est sûre : c'est que nous autres, socialistes du Haut-Nord, nous savons gré au citoyen Millerand de ce qu'il a déjà fait pour la cause du prolétariat socialiste depuis le peu de temps qu'il est ministre. Car la manière dont il a su jusqu'ici exercer le pouvoir gouvernemental fait déjà pressentir chez nous que son avènement au ministère servira d'exemple aux pays du Nord. Nous serions donc bien navrés, en Scandinavie, si l'état des choses dans votre pays empêchait le citoyen Millerand de rester dans une fonction qu'il remplit avec tant d'honneur et où il obtient tant de résultats pratiques.

Tout autrement simple et facile à résoudre me paraît l'autre question que vous posez, à l'occasion de la participation des socialistes au combat pour la revision du procès Dreyfus. Ce qui aurait surpris dans un tel combat, ç'aurait été de ne pas y trouver les socialistes au premier rang. Car l'énergie vitale du mouvement socialiste repose dans cette idée que nous combattons partout et toujours pour la justice.

Recevez, chers citoyens, mes salutations fraternelles.

LUDWIG MEYER

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Suresnes. — Imprimerie G.-A. RICHARD & Compagnie, 9, rue du Pont. — 2134

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient :

en nous donnant des abonnements à servir à des personnes à nous indiquées d'ailleurs par nos correspondants ou par les « Journaux pour tous » :

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits payés d'ailleurs :

en nous envoyant des documents et renseignements.

Ce sixième cahier vaut 0 fr. 80.

Nous vendons l'exemplaire au prix marqué : nous vendons pour la propagande :

2	exemplaires	à 10 % pour	1 fr.	45
5	—	à 20 % pour	3	20
10	—	à 30 % pour	5	60
20	—	à 40 % pour	9	60
50	—	à 50 % pour	20	»
100	—	à 60 % pour	32	»

Administration et rédaction le lundi et le jeudi, de 1 heure à 4 heures et demie. Adresser toute la correspondance à M. Charles Péguy, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris.

Nous publions vraiment notre état de situation : nous avons tiré le cinquième cahier à 800 exemplaires : outre 190 exemplaires d'abonnements annuels gratuits et 25 exemplaires d'abonnements annuels gratuits payés d'ailleurs.

nous l'avons envoyé à 133 abonnés ferme.
— à 190 abonnés éventuels :
et nous avons fait 21 services, dont 5 aux imprimeurs.

Nous commencerons dans le prochain cahier à publier le second roman de Jérôme et Jean Tharaud : la lumière : nous en publierons toute la première partie : le navire.

Nous publierons dans le même cahier quelques documents sur la dernière préparation et sur la tenue du congrès.

Nous publions le 20 de chaque mois l'état de notre situation financière à la fin du mois précédent :

Au 31 janvier les souscriptions mensuelles régulières, les souscriptions extraordinaires, les abonnements fermes et les abonnements gratuits payés d'ailleurs nous avaient donné. . . . . 1,580 fr. 05

A la même date le premier établissement et l'établissement des deux premiers cahiers nous avaient coûté . . . 2,140 fr. 40

Nous avions donc au 31 janvier un déficit de. . . . . 560 fr. 35

Du 1er au 28 février, les souscriptions et les abonnements nous ont donné . . . . . 524 fr. 85

L'établissement des troisième et quatrième cahiers nous a coûté . . . . . 1,159 fr. 30

Nos recettes ont donc monté à environ 45 % de nos dépenses.

Nous avons donc eu en février un déficit de. . . . . 634 fr. 45

égal à environ 55 % de nos dépenses.

Au 28 février les souscriptions et les abonnements nous avaient donc donné . . . . . 2,104 fr. 90

A la même date le premier établissement et l'établissement des quatre premiers cahiers nous avaient coûté. . . 3,299 fr. 70

Nos recettes montaient donc à environ 63 % de nos dépenses.

Nous avions donc à cette date un déficit de. . . . . 1,197 fr. 80

égal à environ 37 % de nos dépenses.

Septième cahier *du 5 avril 1900*

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT LE 5 ET LE 20 DU MOIS

PARIS

19, rue des Fossés-Saint-Jacques

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires : la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Pour élargir la propagande, nous avons réduit le prix de l'abonnement annuel à huit francs, prix considérablement inférieur au prix de revient (1). Tous les abonnements sont valables pour cette année d'essai, du 5 janvier au 20 décembre inclus, — soit pour 24 cahiers environ. Les abonnements sont payables au besoin en plusieurs fois.

Nous servons dès à présent 216 abonnements gratuits à 216 destinataires, dont au moins 156 instituteurs et institutrices, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos lecteurs, et dont nous les entretiendrons longuement dans un de nos prochains cahiers.

---

(1) Plusieurs de nos correspondants, ne voulant rien devoir, financièrement parlant, à l'institution des cahiers, nous ont demandé quel était ce prix de revient. Autant que nous pouvons le prévoir, ne sachant pas quelle sera l'épaisseur des cahiers successifs, nous l'évaluons environ à vingt francs : nous entendons par là que si nous attribuons à chacun de nos abonnements gratuits, supposés tous payés d'ailleurs, une recette égale à huit francs, nous devons attribuer à chacun de nos abonnements non gratuits, supposés tous fermes, une recette égale à vingt francs pour que les cahiers vivent sans avoir besoin des souscriptions.

ANNONCE AU PROVINCIAL

Mon ami,

Nous commençons à donner aujourd'hui le second roman de nos amis Jérôme et Jean Tharaud. Ce roman ne sera pas le seul que nous publierons. Il ne sera pas le dernier que nous publierons de ces auteurs.

Pourquoi nous publions des romans dans ces cahiers : c'est une question générale et qui tient à l'institution même. Aussitôt que nous pourrons présenter en quelque détail comment et pourquoi nous sommes institués, nous présenterons inclus les raisons pour quoi nous donnons des romans.

Des mêmes Jérôme et Jean Tharaud nous avons lu un premier roman, *le Coltineur débile*, écrit à Paris dans l'hiver au commencement de 1898 et fini d'imprimer en août de la même année. C'est un beau volume carré, du format du *Mouvement* et des *Cahiers*, de 116 pages imprimées gros, édité par Georges Bellais, 17, rue Cujas. Il s'en est donné au moins cinquante exemplaires, et il s'en est vendu je pense au moins cent cinquante exemplaires, marqués un franc. Les exemplaires qui demeuraient furent accueillis par et dans la Société nouvelle de librairie et d'édition.

Ce *Coltineur débile* ne réussit pas beaucoup auprès de certains scientifiques et de plusieurs hommes sérieux. Pourquoi, nous en causerons plus tard, quand tu auras lu *la lumière*. Nous essaierons alors de savoir si

139838
1, 0, 1
I

ces hommes sérieux, scientifiques et difficiles avaient raison ou tort. Je crois qu'ils n'avaient pas raison. Mais au moins savaient-ils ce qu'ils pensaient, au moins étaient-ils sincères. Je ne le fus pas. Comme en ce temps je fréquentais fidèlement avec eux, et comme j'étais lâche par amitié, par méthode, par camaraderie, par commodité, par accoutumance et par complaisance fidèle, non seulement je laissais dire devant moi des sévérités où je ne consentais pas intérieurement, de ce *Coltineur* et de plusieurs œuvres et de plusieurs hommes et de plusieurs sujets, mais je crois que plusieurs fois j'y acquiesçai verbalement.

Faiblesse dont je fais réparation ici.

TOUJOURS DE LA GRIPPE

Le docteur le premier se rappela que son métier n'était pas de rester sous l'impression des témoignages les plus beaux, mais de les analyser du mieux qu'il pouvait, et de les critiquer.

— Nous n'aurons pas la présomption, mon ami, d'interpréter cette histoire. Vous l'avez parfaitement entendue. Elle vous donne incomplètement raison. Elle me donne raison complémentairement.

— Avant de nous partager, docteur, les morceaux incomplets ou complémentaires de cette histoire, si vous osez le faire encore, permettez-moi.

— Je vous permets.

— A mesure que vous avez avancé dans la narration que nous devons à la piété fraternelle et sévère de madame Perier, j'ai connu en moi un double sentiment, deux sentiments voisins non conciliables d'abord. Je m'apercevais que ces faits m'étaient nouveaux. Je reconnaissais que ces faits m'étaient connus.

Je m'apercevais que ces faits m'étaient vraiment nouveaux. J'avais pourtant lu, ou du moins j'avais parcouru, au temps que j'étais écolier, ce long texte imprimé fin, menu et dense, durant que je préparais des examens indispensables et des concours utiles. Mais la narration n'était pas entrée dans ma mémoire profonde.

— Cela n'est pas étonnant, mon ami.

— Cela n'est pas étonnant. Les concours et les examens que nous devons subir et où nous contribuons à envenimer l'antique émulation, toutes les rivalités d'en-

fance, toutes les compétitions scolaires où nous nous faisons les complices de la vieille concurrence donnent malgré nous à tout le travail que nous faisons pour les préparer non seulement un caractère superficiel, mais je ne sais quoi d'hostile et d'étranger, de pernicieux, de mauvais, de malin, de malsain. Les auteurs ne sont plus les mêmes, et il y a toujours quelque hésitation quand Blaise Pascal est un auteur du programme. Cette incommunication est aussi un empêchement grave à tout enseignement, primaire, secondaire, ou supérieur. Je me rappelle fort bien que tout au long de mes études je me suis réservé la plupart de mes auteurs pour quand je pourrais les lire d'homme à homme, sincèrement. Nous venons de le faire, en première lecture, pour quelques passages d'une histoire qui est en effet une introduction naturelle aux *Pensées*. Pourrons-nous faire un jour les lectures suivantes, les deuxième, troisième et suivantes lectures, toujours plus approfondies. Ferons-nous jamais quelque lecture qui soit définitive.

— Je ne pense pas que jamais nos lectures soient finales. Et d'abord savons-nous ce que c'est que lire, et bien lire, et lire mal ?

— Je ne le sais ; mais je sais qu'alors je ne lisais pas bien mes auteurs, que je me les réservais, et qu'à présent, quand j'ai le temps, je les lis mieux. Mais ce n'était pas cela, docteur, qui me frappait le plus pendant que je vous écoutais. En ces faits, qui m'étaient nouveaux, je reconnaissais profondément les événements anciens qui avaient obscurément frappé mon enfance contemporaine. L'histoire du grand Blaise et l'histoire de la pauvre dame innocente et vieillie en dévotion, que je me suis permis de vous conter, c'est à bien

peu près la même histoire. Admettez que pour un instant je réserve les éléments de cette histoire que je crois afférents à vos interrogations. Admettez que je laisse les détails. Dans l'ensemble cette histoire est la même. La pauvre dame à la fluxion de poitrine, émerveillement des femmes qui allaient laver la lessive, édification des vieilles dévotes aigres, illustration des campagnes et du faubourg, scandale des esprits faciles, tout ignorante qu'elle était, bourgeoise, vieille, pauvre d'esprit, laide sans doute, insignifiante, insane si vous le voulez, provinciale ignorée au fond d'un faubourg de province, la pauvre dame « entortillée par les curés », comme on disait, n'en avait pas moins toutes les passions, tous les sentiments et presque toutes les pensées d'un Pascal. Vraiment ils étaient les mêmes fidèles. Docteur je me demande si là n'est pas toute la force de la communion chrétienne, et en particulier de la communion catholique. La malheureuse fidèle avait la même foi, les mêmes élancements, la même charité, les mêmes sacrements. Elle aussi reçut enfin celui qu'elle avait tant désiré, qu'elle avait désiré de même. Et sans jouer immoralement avec les assimilations, je me demande si une ou plusieurs communions socialistes semblables ne seraient pas puissamment efficaces pour préparer la révolution de la santé.

— Je vous entends peu, et mal.

— Je vous propose là, docteur, des imaginations mal préparées. Je vous les représenterai plus tard. Mais voici, tout simplement, ce que je voulais dire : je constatais ou croyais constater que l'étroite parenté des sentiments chrétiens de ceux que nous nommons les grands aux sentiments chrétiens de ceux que nous nom-

mons les humbles donnait une force redoutable à la religion que nous avons renoncée; ainsi je désirais qu'une étroite parenté s'établît ou demeurât des sentiments socialistes de ceux que nous nommons les savants aux sentiments socialistes de ceux que nous nommons les simples citoyens. Je compte beaucoup sur certaines idées simples. Je compte beaucoup sur la diffusion, par l'enseignement, des idées simples révolutionnaires. J'espère que la révolution se fera surtout par l'universelle adhésion libre, l'universelle conversion libre à quelques idées simples moralistes socialistes. C'est pourquoi l'on m'a quelquefois dénommé obscurantiste, ou ignorantiste.

— Laissons ces misères. Moi non plus je ne crois pas que le socialisme soit aussi *malin* qu'on nous le fait souvent. Laissons pour aujourd'hui ces débats. Vous avez pu distinguer dans la narration dont je vous ai vraiment donné connaissance deux tendances chrétiennes, et deux méthodes qui se composent. Première méthode : le malade soigne son corps, travaille à la guérison de son corps de son mieux, pour des raisons que nous allons donner. Mais comme cette première méthode est la seule qui nous importe aujourd'hui, nous allons d'abord éliminer la seconde. Seconde méthode : le malade s'aperçoit que les soins donnés à son corps ou que l'atténuation de la souffrance naturelle constitue un plaisir des sens, ou simplement, si vous le voulez bien, le malade, au lieu de considérer les soins et les remèdes comme étant nécessaires à la guérison, les considère comme étant un plaisir des sens; alors, par esprit de pénitence, ou bien il se prive de certains soins, ou bien, ce qui pour nous revient au même, il se donne

certaines sévérités qui atténuent, balancent, ou surpassent l'effet des remèdes et des soins. Nous laisserons pour aujourd'hui la pénitence. Mais nous ne négligerons pas la première méthode. Selon cette méthode le chrétien donne aussi bien que vous tous ses soins à la santé de son corps. Dieu l'a créé. Dieu l'a mis au monde. Dieu le tient au monde. Dieu le rappellera du monde. Quand il a voulu. Comme il veut. Quand il voudra. La vie humaine est en un sens un dépôt. Elle est en un sens une épreuve. Elle est en un sens un exil, une résidence de captivité :

Sur la terre d'exil pourquoi resté-je encore ?
Il n'est rien de commun entre la terre et moi.

La terre est un lieu de punition. Le chrétien est un dépositaire. Il est un éprouvé. Il est un exilé, un puni, un condamné à temps. Il peut devenir un condamné à perpétuité, un damné à éternité, un réprouvé. Il n'est pas le maître de l'heure. Il n'y a aucune hésitation sur ce point : que l'Église, commandant pour Dieu, interprétant le commandement de Dieu, la cinquième loi, *Tu ne tueras pas,* interdit le suicide. Or négliger la santé de son corps c'est exactement commettre un suicide partiel, un suicide préparatoire, un commencement d'exécution de suicide. C'est avancer l'heure du compte rendu, la fin de l'épreuve, le retour de l'exil, avancer le *nostos* toujours convoité ; c'est diminuer le temps de la punition, avancer l'heure de la libération. C'est faire intervenir quelque misérable fantaisie humaine au cœur du décret divin. C'est empiéter sur la puissance du Créateur. C'est commettre un sacrilège et tomber en péché mortel. Si votre pauvre dame a vraiment contribué à sa propre

mort, j'ai grand peur que, tout de suite après, son Dieu ne l'ait fort mal reçue.

— Vous citez du grec, docteur, non moins abondamment que le citoyen Lafargue.

— Le citoyen Lafargue est un savant homme et je ne suis pas surpris que tous les intellectuels ensemble aient conjuré de lui envier son érudition universelle, ne pouvant la lui ravir. Dans les *Recherches* qu'il a faites *sur l'Origine de l'Idée de Justice*, et qu'il a bien voulu donner à insérer à *la Revue socialiste*, et que nous avons ainsi connues en juillet 1899, il nous a dévoilé une loyauté intellectuelle non moins impeccable que celle qui transparaît au *Manifeste* contemporain. Mais ce que les regards les mieux avertis ne sauraient voir au *Manifeste*, qu'il rédigea pour un tiers, les regards les moins intellectuels sont forcés de le constater dans les *Recherches*, que sans doute il rédigea pour les trois tiers. Je veux parler ici de cette incomparable érudition, de ce savoir universel. On dirait déjà une exposition, avant celle qui vient. L'auteur connaît le sauvage et le barbare; il connaît les Peaux-Rouges d'après l'historien américain Adairs; il connaît le Figien; les femmes slaves de Dalmatie; le proverbe afghan; le Dieu sémite; les Moabites; les Hamonites; l'Hébreu comme le Scandinave; les Érinnies de la Mythologie grecque; le chœur de la grandiose trilogie d'Eschyle, criant à Oreste; Achille, Patrocle, Agamemnon, les Achéens, Hector et Troie; Clytemnestre; encore les Érinnies et le ténébreux Érèbe; encore les Érinnies d'Eschyle, et Oreste; et l'Attique; et le Dieu sémite et la poétique imagination des Grecs...

— Arrêtez-vous, docteur, je vous en supplie!

— J'en ai encore vingt-trois pages, monsieur!

— Ayez pitié d'un malade!

— J'aurai pitié. Ce que je vous ai dit, et qui était si long, tenait en deux pages. Ne croyez pas, mon ami, que jamais M. Alfred Picard, le commissaire général, fera tenir l'univers en aussi peu de place. Et ne croyez pas non plus que jamais M. Pierre Larousse, d'heureuse mémoire, distribuant la science humaine au hasard des alphabets, ait aussi rapidement passé des pôles à l'équateur. Que ne puis-je continuer mes citations de ces citations. Vous auriez entendu Vico en sa *Scienza nuova*; vous auriez entendu Aristote et connu le Verbe, et vous auriez connu les Hecatonchyres de la Mythologie grecque, et Fison et Howitt, ces consciencieux et intelligents observateurs des mœurs australiennes, et le *wehrgeld*, et Sir G. Grey, la Dalmatie, les Scandinaves et les Eddas, Jésus-Christ, Saint-Paul et les Apôtres. Je passe Lord Carnarvon, *Reminicenses of Athens and Morea*, et Sir Gardner Wilkinson, *Dalmatia and Montenegro*, et les ordonnances d'Édouard premier d'Angleterre, et Caïn, chassé de son clan après le meurtre d'Abel, dans la *Genèse* (IV, 13, 14). Je passe l'Australien, et Fraser; et les mânes d'Achille, et Polyxène, la sœur de Pâris; et Darwin rapportant dans son *Voyage d'un naturaliste* une anecdote caractéristique : il vit un Fuégien; César et les barbares qu'il avait sous les yeux; le plus grand chef des Peaux-Rouges d'après Volney. Nous aurions continué par Plutarque, Aristide et Philopoemen; le *thar*, loi du sang des Bédouins et de presque tous les Arabes; et nous serions revenus aux Germains et aux Scandinaves. Et nous serions retournés à Jéhovah, qui

ne craint pas de se contredire, et au *Deutéronome* (XXIV, 16). Alors nous serions derechef revenus à Pyrrhus, le fils d'Achille, naguère délaissé. Mais Caillaud nous eût hardiment conduits chez certaines tribus du désert africain. Et Fraser en Perse. Et Lafargue en Norvège. Quant à Athènes, le pouvoir civil se chargea de frapper le coupable, le plus proche parent assistait à l'exécution. Et nous serions repartis d'Athènes, sans manger ni boire, sans dormir ni penser, méconnaissant l'antique hospitalité. A peine arrêtés aux Égyptiens par Diodore de Sicile, G.-W. Steller nous emportait, tout harassés, jusque chez les Itelmen du Kamtchatka. Mais vous-même, citoyen convalescent, je dois vous fatiguer?

— Point : je n'écoute pas. Quand j'ai vu que vous passiez outre à mes prières, quand j'ai vu que vous aviez recours à cette misérable figure de rhétorique, intitulée, je crois, prétérition ou prétermission, figure, autant qu'il m'en souvienne, hypocrite, et qui, autant que je me rappelle, consiste à faire semblant de passer sous silence tout ce que l'on veut quand même infliger à l'auditeur, j'ai fait la grève de l'auditeur.

— C'est dommage, monsieur. Nous aurions continué. Nous aurions dévoré tout cru toute cette érudition. Nous nous serions instruits. Et puis nous nous serions écriés : Comme c'est beau, la science! Et nous aurions fini par la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, des bourgeois révolutionnaires de 1789, et par le pape Léon XIII, dans sa fameuse encyclique sur le sort des ouvriers. Mais vous ne voulez pas m'écouter. Serait-il vrai que vous fussiez un ignorantiste?

— Le citoyen Lafargue n'est pas un ignorantiste. Il n'est pas un ignorant. Et dans tout ce que vous m'avez cité, docteur, il n'y a presque pas de fautes d'orthographe. Je préfère à vos citations ironiques ou sérieuses le grec modeste que vous avez spontanément, et sans doute sans le faire exprès, introduit dans le tissu de vos discours.

— Des professeurs honorables, sévères, doux et ponctuels, purement universitaires, m'enseignèrent ce grec au lycée. De la cinquième à la rhétorique, lentement et communément, devinant et balbutiant, nous avons lu les poètes hellènes, à la fois étrangers à nous et jeunement hospitaliers à nos jeunes imaginations. Les mœurs des hommes antiques, des héros, des rois, des cités et des dieux nous étaient nouvelles, car elles différaient notablement des mœurs bourgeoises florissantes alors en la bonne ville d'Orléans : les poètes antiques nous paraissaient d'autant plus beaux. Je me rappelle fort bien que l'exil antique inspirait alors aux misérables une singulière épouvante et que le retour, le *nostos*, était désiré comme le grand bonheur, comme une renaissance. Il me semble que les chrétiens ont hérité de ces sentiments, mais qu'ils ont divinisé l'épouvante et le désir. Quand la cité fut devenue, ainsi que vous le savez, l'universelle, l'éternelle cité de Dieu, la terre, que nous labourons, devint, comme nous l'avons dit, la résidence d'exil, résidence d'épouvante, et la mort, que nous redoutons, devint le suprême retour. Mais de quel droit retourner dans la cité céleste avant que le Maître de la cité vous eût rendu vos droits de citoyen, ou vous eût conféré les droits du citoyen. Sinon, quelle intrusion. Suffira-t-il que le misérable

intrus embrasse les autels des dieux ou qu'il invoque Zeus hospitalier. En vérité, je vous le répète : Si votre pauvre dame a vraiment contribué à sa mort, j'ai grand peur que son Dieu ne l'ait mal reçue.

— Non, docteur, je suis assuré que son Dieu lui a pardonné; car ce Dieu, tueur des dieux, a hérité des dieux qu'il a tués; il est devenu après Zeus le Dieu des hôtes; et son hospitalité est infinie; et il accueille les misérables. Il est devenu infiniment hospitalier, infiniment miséricordieux, et il aura bien voulu considérer que depuis le commencement de la grâce il avait admis beaucoup de saintes et beaucoup de saints tombés au même péché, d'avoir hâtivement désiré la cité céleste.

— Le chrétien n'a pas à compter sur la miséricorde pour se donner la marge de tomber au péché mortel. Aussi Pascal croyait-il *être obligé de faire tout ce qui lui serait possible pour remettre sa santé.* Je m'en tiens à cette expression. Il était soumis à Dieu. Il avait une admirable patience. Mais il mettait précisément sa soumission, et il exerçait précisément sa patience admirable à bien recevoir et à bien se donner et se faire donner les traitements, les remèdes et les soins que les médecins qui le venaient visiter lui avaient prescrits. En quoi faisant il se conduisait comme un parfait géomètre et comme un parfait chrétien. Il ne voyait pas moins clair alors dans l'ordonnance de sa piété qu'il ne voyait clair, malgré les assurances des médecins, dans la marche et dans l'aggravation de son extraordinaire maladie.

— Quels étranges médecins que ces médecins de Pascal. Quelle quiétude! et quelle méconnaissance. Mais nous aurions tort de nous imaginer que nous au-

rions tout dit quand nous aurions dit qu'ils sont aussi les médecins de Molière. Non avertis, des médecins modernes ou contemporains ne s'y seraient pas moins trompés. Ils attendaient en Pascal des maladies communes, ordinaires. Je ne sais pas s'il travaillait de ces maladies; mais il me semble qu'il travaillait surtout du mal de penser et de croire; il avait commencé par le mal de penser; il continuait par le mal de penser aggravé du mal de croire : ce sont là des maux redoutables, sinon inexpiables, et que les bons médecins n'avaient pas en considération. Nous qui avons les *Pensées*, nous avons par là même sur la vie et sur la mort de Blaise Pascal, sur la souffrance et le délabrement de son corps, des renseignements que ses médecins n'avaient pas; nous avons des lueurs qu'ils n'avaient pas; nous avons des intelligences nouvelles; et, sans faire de métaphysique, nous savons que son corps travaillait de la souffrance de son âme. Le mal de croire est donné à tout le monde, et ma pauvre dame l'avait ainsi que l'avait eu Pascal. C'est un mal qui est devenu plus rare. Le mal de penser n'est pas encore donné à tout le monde. Il est resté un peu plus professionnel. C'est, pour dire le mot, un mal intellectuel. Je ne crois pas qu'il soit déshonorant. L'excès du travail intellectuel délabre l'âme et le corps sans déshonorer la personne ainsi que l'excès du travail manuel délabre le corps et l'âme sans déshonorer la personne. Un travailleur intellectuel abruti est aussi misérable et n'est pas plus méprisable qu'un maçon infirme ou qu'un vigneron bossu. Mais il n'est pas plus recommandable. Ou plutôt la maladie intellectuelle n'est pas plus recommandable que la maladie ou que l'accident manuel.

Pour tous les travailleurs, et pour le citoyen Pascal même, la santé, seule harmonieuse, est aussi la seule qui soit recommandable.

— Suspendons, mon ami, ces affirmations téméraires et vaguement religieuses. Nous en sommes aux médecins de Pascal.

— C'étaient de bonnes gens, et je n'en saurais plus dire. Je voulais vous faire observer avec moi, docteur, comme il serait dangereux de découper trop nettement les méthodes que nous croyons distinguées dans le réel. Vos première et seconde méthodes se composent pour les chrétiens en s'associant, en se renforçant, même en se confondant beaucoup plus souvent qu'elles ne se contrarient. Les traitements, les remèdes et les soins, les tisanes, les drogues écœurantes et les potions fades leur servent à deux fins : naturellement les soins préparent ou font la guérison; moralement, ou plutôt religieusement, puisque les drogues sont désagréables, pénibles, douloureuses, elles fournissent un exercice de pénitence.

— Dont la valeur est diminuée d'autant pour les fidèles qui auraient naturellement peur, comme vous, de la maladie et de la mort. Inversement avez-vous un seul instant, au moment du danger, redouté ce que peut redouter un chrétien sincère?

— Non, docteur, pas un seul instant je n'ai redouté le Jugement et la Réprobation. Les treize ou quatorze siècles de christianisme introduit chez mes aïeux, les onze ou douze ans d'instruction et parfois d'éducation catholique sincèrement et fidèlement reçue ont passé sur moi sans laisser de traces. Tous les camarades que j'avais à l'école primaire, qu'ils soient devenus des tra-

vailleurs manuels ou des travailleurs intellectuels, qu'ils soient devenus des paysans ou des ouvriers, qu'ils soient devenus ou non socialistes et républicains, ne sont pas moins débarrassés que moi de leur catholicisme. C'est cela qui rend si inquiétant l'incontestable envahissement de l'Église catholique, et si redoutable. Quelle que soit la beauté de plusieurs catholiques individuels, toute la puissance de l'Église contemporaine est fondée ou sur l'hypocrisie intéressée, ou sur le cynisme intéressé. Voir Jaurès : « Inoculer au peuple naissant l'hypocrisie religieuse de la bourgeoisie finissante. » Non seulement on a essayé ce crime : la perpétration n'en est pas mal avancée. Iront-ils jusqu'à la consommation? Faut-il que nous soyons, ma foi, tartufiés? Cela aussi est une maladie collective.

— Des plus graves, et de celles qui nous conduisent le plus laidement à la mort collective. Le plus laidement et le plus sûrement.

— J'ai un ami qui est resté catholique.

— Vous avez un ami qui est resté catholique ?

— J'ai un ami qui est resté catholique, ou, ce qui revient au même, un catholique est resté mon ami. Je le vois quelques heures tous les deux ou trois ans, quand il passe à Paris. Car c'est aussi un provincial. Mon ami est prêtre.

— Vous avez un ami qui est prêtre catholique ?

— J'ai un ami qui est devenu prêtre catholique. Il est resté mon ami. C'est une amitié qui, pour aujourd'hui, ne vous regarde pas. Si j'étais resté catholique, sans doute je serais devenu prêtre avec lui. Quand je dis qu'il est devenu prêtre, je ne suis pas bien renseigné là-dessus. Nous nous voyons si peu souvent. Il était

séminariste. Il s'est de degrés en degrés avancé régulièrement, rituellement, de l'Église enseignée à l'Église enseignante. Je ne sais où il en est. Je crois qu'il a fini. Je ne connais pas même ces degrés. En quoi j'ai tort.

Mon ami a été malade. Je me rappelle à présent fort bien qu'il se soigna ponctuellement. Il est très jeune encore. Il était lésé profondément. Poitrine et système nerveux. Pendant des semaines et des mois, pendant des années, muni de sa douceur austère et sage, de sa patience inaltérable et renseignée, de sa soumission longue et haute, vêtu de sa fidélité droite, invulnérable et lente, non seulement il eut soin de se soigner par des remèdes et des soins déterminés, comme au temps de Pascal, mais adoptant pieusement les données les plus proprement scientifiques de la science moderne, il suivit avec la même soumission et fidélité ce que nous nommons un régime. C'est-à-dire qu'au lieu d'avoir dans sa vie en danger des heures où il aurait vécu et des minutes où il aurait médicalement soigné son corps, loin de là, toutes ses minutes étaient données aux soins, et la vie elle-même était incorporée aux soins. Il suivait un régime. L'hygiène inséparablement se confondait pour lui avec la médecine. Il avait soumis toute sa vie au commandement de ce régime. Il quitta ses camarades, ses amis, ses maîtres, ses parents, son pays et alla s'enfermer des demi-années entières dans l'établissement luxembourgeois où un docteur luxembourgeois avait pour les malades introduit les derniers aménagements. Il abandonna pour un long temps ses études, qui étaient cependant des études sacrées. Il tempéra, il diminua régulièrement et considérablement ses exercices, qui étaient cependant des

exercices de piété. Je ne sais pas s'il eut à demander pour cela des dispenses aux autorités ecclésiastiques. Mais ce que je sais bien, c'est que sa prière même était soumise aux commandements de son régime. Et ce que je sais de certain, c'est qu'il n'avait aucun attachement naturel pour la vie et qu'il avait d'elle un détachement religieux, et que la prière lui était infiniment précieuse. Mais évidemment il pensait et croyait qu'il devait se priver de prier Dieu pour demeurer fidèlement sur la terre où Dieu l'avait envoyé.

— Ne croyez pas, mon ami, que l'institution du régime soit exclusivement moderne. Les anciens pensaient déjà qu'il était nécessaire que l'athlète suivît un régime. Et dans ce que je vous ai lu sur la vie et la mort de Blaise Pascal apparaît par fragments la préoccupation d'un régime. Le malade n'exerçait pas seulement sa patience et sa soumission dans les moments de crise à bien accepter les remèdes pénibles et douloureux comme il acceptait les souffrances mêmes : il exerçait la patience et la même soumission dans les périodes ordinaires ; il réglait alors sa nourriture selon des lois contestables, mais qui lui paraissaient bonnes, sages, qui sans doute répondaient à peu près en son esprit à ce que nous nommons les lois de l'hygiène. Il ne mangeait pas au delà d'une certaine quantité, même quand il avait encore faim, et il mangeait toujours une certaine quantité, même quand il n'avait pas appétit.

— J'admets, docteur, que ces lois lui paraissaient à peu près intervenir ainsi que nous paraissent intervenir ce que nous nommons les lois de l'hygiène et les lois d'un régime. Je remarque seulement que ces lois nous paraissent désormais grossières dans leur brutalité.

— Non, mon ami : elles ne sont proprement ni grossières ni brutales. Mais elles sont comme on devait et comme on pouvait les faire au temps de Pascal. N'oubliez pas qu'alors les sciences que nous nommons naturelles n'étaient pour ainsi dire pas nées ; l'histoire naturelle n'était pas née encore et l'histoire humaine était mal poursuivie ; et la chimie aussi n'avait pas été instituée. Au contraire la mathématique, les mathématiques, la physique mathématique, la mécanique mathématique avaient donné brusquement des résultats extraordinaires. La mécanique céleste avait donné des justifications admirables. Vous ne pouvez nier que l'admirable coïncidence des phénomènes célestes aux calculs humains, que la fidélité des planètes, vagabondes, aux rendez-vous astronomiques n'ait donné à la plupart de ces philosophes et de ces savants une satisfaction encore inouïe et parfois comme un orgueil nouveau. Ils étaient sans doute orgueilleusement géomètres, et la résonance de cet orgueil, également inadmissible à des chrétiens, à des moralistes et à des naturalistes, retentit de la physique, de la métaphysique, de l'anatomie et de la physiologie cartésiennes à la philosophie leibnitzienne et jusque sur la critique de Kant. Pascal s'en évada comme un chrétien, par la contemplation de la sainteté :

« La distance infinie des corps aux esprits figure la distance infiniment plus infinie des esprits à la charité, car elle est surnaturelle.

» Tout l'éclat des grandeurs n'a point de lustre pour les gens qui sont dans les recherches de l'esprit. La grandeur des gens d'esprit est invisible aux rois, aux riches, aux capitaines, à tous ces grands de chair.

La grandeur de la Sagesse, qui n'est nulle part sinon en Dieu, est invisible aux charnels et aux gens d'esprit. Ce sont trois ordres différant en genre.

» Les grands génies ont leur empire, leur éclat, leur grandeur, leur victoire et leur lustre, et n'ont nul besoin des grandeurs charnelles, où elles n'ont pas de rapport. Ils sont vus non des yeux, mais des esprits; c'est assez. Les saints ont leur empire, leur éclat, leur victoire, leur lustre, et n'ont nul besoin des grandeurs charnelles ou spirituelles, où elles n'ont nul rapport, car elles n'y ajoutent ni ôtent. Ils sont vus de Dieu et des anges, et non des corps, ni des esprits curieux : Dieu leur suffit.

» Archimède, sans éclat, serait en même vénération. Il n'a pas donné des batailles pour les yeux, mais il a fourni à tous les esprits ses inventions. Oh! qu'il a éclaté aux esprits! Jésus-Christ, sans bien, et sans aucune production au dehors de science, est dans son ordre de sainteté. Il n'a point donné d'invention, il n'a point régné; mais il a été humble, patient, saint, saint, saint à Dieu, terrible aux démons, sans aucun péché. Oh! qu'il est venu en grande pompe et en une prodigieuse magnificence, aux yeux du cœur, et qui voient la Sagesse! »

« Nous connaissons la vérité, non seulement par la raison, mais encore par le cœur. »

« Ceux que nous voyons chrétiens sans la connaissance des prophéties et des preuves ne laissent pas d'en juger aussi bien que ceux qui ont cette connaissance. Ils en jugent par le cœur comme les autres en jugent

par l'esprit. C'est Dieu lui-même qui les incline à croire; et ainsi ils sont très efficacement persuadés. »

Voilà pourquoi votre pauvre dame avait les mêmes sentiments et pour ainsi dire les mêmes pensées que Pascal. Vous voyez que Pascal ne l'ignorait pas.

— Je ne veux pas, docteur, me laisser encore séduire à des comparaisons dont je ferais des assimilations déplacées. Mais je connais à présent beaucoup d'hommes et beaucoup de citoyens : Ceux que nous voyons socialistes sans la connaissance des prophéties et des preuves ne laissent pas d'en juger aussi bien que ceux qui ont cette connaissance. Ils en jugent par le cœur, comme les autres en jugent par l'esprit. C'est la solidarité même qui les incline à croire, et ainsi ils sont très efficacement persuadés.

— Je vous entends honnêtement et sans complaisance aucune et sans accueillir une exagération, mais je ne suis pas étonné, mon ami, que la solidarité vous paraisse avoir pour les socialistes, et en faisant les mutations convenables dans les attributions respectives, la même fonction que Dieu même avait pour les chrétiens. Car leur Dieu n'agissait en eux que par les voies naturelles, que nous nommons les lois naturelles, et par les voies surnaturelles de la grâce, à laquelle répondait la charité. Vous savez quel sens parfaitement efficace Pascal donne à ce mot de *charité*, que tant de chrétiens ont détourné à des sens vulgaires. Nous aussi, mon ami, rien ne nous empêche de restituer au mot de *solidarité*, que tant de socialistes ont monnayé vulgairement, un sens non moins parfaitement efficace, non moins précis, non moins valable. Ainsi entendue, ainsi aimée, ainsi

voulue, ainsi connue, ainsi exercée, ainsi profonde et libre, la solidarité socialiste jaillit fréquemment au cœur des humbles et des pauvres, au cœur des ignorants.

— C'est bien là ce que j'entendais : nous avons nos saints et nous avons nos docteurs.

— Mais nous ne devons pas négliger pour cela le raisonnement, le travail patient et le savoir. Il y a des saints qui sont des docteurs, il y a eu des saints parmi les Pères de l'Église grecque et de l'Église latine et du Moyen-Age. Les deux se composent :

« Et c'est pourquoi ceux à qui Dieu a donné la religion par sentiment du cœur sont bien heureux et bien légitimement persuadés. Mais ceux qui ne l'ont pas, nous ne pouvons la donner que par raisonnement, en attendant que Dieu la leur donne par sentiment de cœur, sans quoi la foi n'est qu'humaine, et inutile pour le salut. »

— Je vous entends comme il convient.

— Je continue :

« Il eût été inutile à Archimède de faire le prince dans ses livres de géométrie, quoiqu'il le fût. Il eût été inutile à notre Seigneur Jésus-Christ, pour éclater dans son règne de sainteté, de venir en roi : mais qu'il est bien venu avec l'éclat de son ordre !

» Il est bien ridicule de se scandaliser de la bassesse de Jésus-Christ, comme si cette bassesse était du même ordre duquel est la grandeur qu'il venait faire paraître. Qu'on considère cette grandeur-là dans sa vie, dans sa passion, dans son obscurité, dans sa mort, dans l'élection des siens, dans leur abandon, dans sa secrète

résurrection, et dans le reste; on la verra si grande, qu'on n'aura pas sujet de se scandaliser d'une bassesse qui n'y est pas. Mais il y en a qui ne peuvent admirer que les grandeurs charnelles, comme s'il n'y en avait pas de spirituelles; et d'autres qui n'admirent que les spirituelles, comme s'il n'y en avait pas d'infiniment plus hautes dans la Sagesse.

» Tous les corps, le firmament, les étoiles, la terre et ses royaumes, ne valent pas le moindre des esprits; car il connaît tout cela, et soi ; et les corps, rien. »

— « L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. Il ne faut pas que l'univers entier s'arme pour l'écraser. Une vapeur, une goutte d'eau, suffit pour le tuer. Mais quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt, et l'avantage que l'univers a sur lui l'univers n'en sait rien.

» Toute notre dignité consiste donc en la pensée. C'est de là qu'il faut nous relever, non de l'espace et de la durée, que nous ne saurions remplir. Travaillons donc à bien penser : voilà le principe de la morale. »

« Ce n'est point de l'espace que je dois chercher ma dignité, mais c'est du règlement de ma pensée. Je n'aurai pas davantage en possédant des terres. Par l'espace, l'univers me comprend et m'engloutit comme un point; par la pensée, je le comprends. »

— Le passage que vous me citez, mon ami, est le plus connu.

— Je le citerai quand même, citoyen. Je suis parfaitement décidé à citer même les stances de Polyeucte, si

elles résident sur le chemin de nos conversations. Nous ne courons pas après l'inédit; nous ne courons pas après l'inconnu; nous ne courons pas après l'extraordinaire : nous cherchons le juste et le convenable, et beaucoup de juste et beaucoup de convenable fut dit avant nous mieux que nous ne le saurions dire.

— Ce n'est pas moi, mon ami, qui vous en ferai un reproche. Moi non plus je ne cours pas après le bizarre comme tel. Mais quand le bizarre est juste, vrai, convenable, harmonieux, j'accueille le bizarre et même je le recherche; et quand c'est le connu, le banal qui est juste, vrai, convenable, harmonieux, j'accueille ce banal que je n'ai pas eu à chercher. Je vous disais seulement que le passage que vous m'avez cité est le plus connu. La vigueur, la justesse, la nouveauté, la fraîcheur de la métaphore l'a installé dans la mémoire des hommes et les bons examinateurs l'ont souvent donné à *développer* au baccalauréat : Développer cette pensée de Pascal : L'homme n'est qu'un roseau, le plus faible de la nature, mais c'est un roseau pensant. Alors il fallait redire en six pages de mauvais français tout ce que le grand Blaise avait si bien dit en douze lignes. Cet exercice conférait l'entrée à l'apprentissage des arts libéraux. Du baccalauréat il remontait à la licence, dispensait ainsi du service militaire pour deux années, conférait l'entrée universitaire et le droit officiel d'enseigner. Je ne suis pas assuré qu'il ne soit remonté plus haut encore, jusqu'à l'auguste agrégation, où les bons se distinguent décidément des mauvais. Provisoirement écartés de ces grandeurs, mon ami, nous n'avons pas à développer cette pensée de Pascal. Nous remarquerons seulement qu'elle ne porte

que sur la distance du premier au deuxième ordre, sur la distance des corps aux esprits, et qu'enfin cet écart intéresse beaucoup moins Pascal que la dernière distance du deuxième au troisième ordre, que la distance des esprits à la charité. Au point que dans le morceau que j'ai commencé à vous lire, et que je vais continuer, morceau plus long, sans métaphore, plus important, la distance infinie des corps aux esprits figure seulement la distance infiniment plus infinie des esprits à la charité, car elle est surnaturelle. Et croyez bien que si Pascal avait connu que l'usage de la métaphore déplacerait plus tard dans la mémoire des hommes l'importance qu'il voulait donner respectivement à ces deux distances, il aurait sans doute négligé la métaphore, car il n'était pas homme à préférer la plus belle des comparaisons à la plus infime raison.

Je continue :

« Tous les corps ensemble, et tous les esprits ensemble, et toutes leurs productions, ne valent pas le moindre mouvement de charité ; cela est d'un ordre infiniment plus élevé.

» De tous les corps ensemble, on ne saurait en faire réussir une petite pensée : cela est impossible, et d'un autre ordre. De tous les corps et esprits, on n'en saurait tirer un mouvement de vraie charité : cela est impossible, et d'un autre ordre, surnaturel. »

— J'entends tout cela comme il convient, docteur. Il est vrai que la solidarité socialiste soit en laïcité comme la charité chrétienne est en chrétienté, non moins profonde, non moins intérieure, s'il est permis de parler ainsi, non moins entière, non moins première, non moins

différente en genre, et non moins située en un ordre propre. Ainsi la science, l'histoire des hommes et des sociétés peut conduire et conduit souvent au sentiment de la solidarité, mais elle n'est pas le sentiment de la solidarité même et ne peut remplacer le sentiment de la solidarité.

— Nous en causerons, mon ami, quand nous causerons de l'enseignement : car la fréquente et heureuse introduction de la science à la solidarité, mais parfois l'incommunication de la connaissance à l'action, cette contrariété réside au cœur de l'enseignement et se manifeste surtout au cœur de l'enseignement. Pascal avait vivement et profondément senti quel saut il faut faire, au moins en théorie, à qui veut passer du deuxième ordre au troisième, aller de la connaissance à l'action, de la science à la religion, de la géométrie à la charité, qui est la sainteté humaine. Il avait ressenti d'autant plus proprement quel était l'écart intermédiaire qu'il avait été lui-même, et qu'il était demeuré quand même un géomètre, ayant abandonné bien plutôt la matière que la méthode et que le sens de son ancienne géométrie. Et c'est ici que nous nous retrouvons. Comme il demeura ce que nous nommons un mathématicien dans l'exercice rigoureusement exact de la charité, ainsi et sans doute involontairement il demeurait un arithméticien dans l'administration de son estomac. Toujours la même quantité de nourriture, que l'estomac en voulût plus ou moins, qu'il en voulût ou qu'il n'en voulût pas. Évidemment il considérait son estomac comme une simple machine, et non pas comme un organe, c'est-à-dire qu'il ne le considérait pas comme une machine vivante, pièce d'un vivant, d'une plus grande machine

vivante. A conférer avec l'anatomie et la physiologie cartésiennes, simplistes. Et il voulait régir son estomac par les lois mécaniques mathématiques, arithmétiques, par quoi les mécaniciens régissent les machines inanimées, inorganiques. C'est qu'il ne s'était évadé de la mathématique universelle que par la contemplation de la sainteté, par le sens de la charité. Au lieu que nous, qui nous sommes évadés de la mathématique et de la mécanique universelles par la considération de la morale, par la volonté de l'action, par le sens de la solidarité, outre cela nous nous sommes évadés de la mécanique universelle, ou plutôt l'humanité moderne s'est évadée de la mécanique universelle par le progrès de la physique même et, un peu plus, de la chimie, et surtout par l'institution et par le progrès des sciences naturelles indépendantes, par la liberté de l'histoire naturelle et de l'histoire humaine. Et c'est pour cela que nous n'aurions pas l'idée à présent de nous traiter l'estomac comme on traite, ou plutôt comme on n'oserait pas traiter une chaudière de machine à vapeur.

— Concluons, docteur.

— Non, mon ami, ne concluons pas. Que serait-ce, conclure, sinon se flatter d'enfermer et de faire tenir en deux ou trois formules courtes, gauches, inexactes, fausses, tous les événements de la vie intérieure que nous avons si longuement et si soigneusement tâché d'élucider un peu. Ne nous permettons pas de faire un de ces résumés qui sont commodes à lire quand on prépare un examen. Nous ne parlons pas pour les gens pressés, pour les citoyens affairés, qui lisent volontiers

les tables des matières. Nous parlons pour ceux qui veulent bien nous lire patiemment.

— Laissons cela, docteur, pour quand je vous conterai l'institution de ces cahiers.

— J'admets que l'on essaye de ramasser en formules, qui sont simples, tous les événements simples, qui sont assez nombreux, et tous les devoirs simples, qui sont beaucoup plus nombreux. J'admets en particulier que l'on essaye d'établir des formules pour la pratique, pour la morale. Mais comment formuler toutes les nuances que nous avons tâché de respecter ; comment formuler toutes les complexités, tous les rebroussements, toutes les surprises, tous les retournements, toutes les sous-jacences et tous les souterrainements que nous avons tâché de respecter. Tout au plus pourrions-nous dire, tout à fait en gros, qu'il est proprement chrétien de soigner son corps de son mieux, mais que l'attrait du Paradis séduit beaucoup de chrétiens, parmi les meilleurs. Ainsi le christianisme serait caractérisé à cet égard par une résistance officielle exacte opposée à la maladie et à la mort, mais l'application du christianisme serait compromise au point de nous présenter souvent une incontestable complicité avec la maladie et avec la mort.

— Mes conclusions, docteur, si vous me permettez d'employer ce mot, seraient, si vous le voulez bien, beaucoup moins favorables au christianisme. Il me semble que nous avons négligé une importante considération. Laissons les attraits plus ou moins involontaires qui peuvent séduire le chrétien de la terre et l'effet plus ou moins inconscient de ces attraits sur la maladie et sur la mort des chrétiens. Il me semble que nous avons

encore à faire une importante considération. Il me semble qu'outre cela le christianisme encore démunit le chrétien devant la maladie et devant la mort. Permettez-moi, docteur, de vous rappeler ce que nos bons professeurs de philosophie nommaient l'influence du moral sur le physique.

— Je me rappelle parfaitement, citoyen : il y avait aussi l'influence du physique sur le moral. Cela nous fournissait de belles antithèses.

— Pour cette fois, docteur, l'antithèse correspondait à une réelle contrariété. Il ne me semble pas que je m'avance inconsidérément, si je prétends que les dispositions morales d'un malade influent considérablement sur sa maladie et sur son retour à la bonne santé. La tristesse, l'ennui, la gêne, le désespoir collaborent à la périclitation comme la joie et le bonheur travaillent au rétablissement. Je crois l'avoir senti moi-même au temps que j'étais en danger. Il me semble que je le sens très bien à présent que je suis en convalescence. Et il me semble que c'est ici que les chrétiens sont désarmés, profondément faibles. Ceux qui ont parmi eux l'imagination un peu efficace doivent se représenter la béatitude avec un élancement tel que, même avertis, même le voulant, même y tâchant, ils doivent n'avoir pas ce goût profond de la vie et de la santé qui est sans doute un élément capital de la longévité.

— Oui, vous avez raison. Un bon chrétien doit manquer d'un certain attachement profond à la vie, animal, et je dirais presque d'un enracinement végétal. D'où sans doute une certaine hésitation dans la défense la mieux intentionnée, une certaine incertitude, inexactitude et maladresse à la vie. D'ailleurs il ne me serait

pas difficile de trouver dans le christianisme un remède à cela. Il est dit qu'il y aura peu d'élus, et si les chrétiens n'étaient pas présomptueux la peur de comparoir les inciterait à reculer au plus loin qu'ils pourraient l'heure de la mort. Mais beaucoup de chrétiens sont présomptueux. D'ailleurs une certaine épouvante, en même temps qu'elle veut échapper à la mort, peut affaiblir le malade jusqu'à le livrer inerte, au lieu qu'une certaine sécurité, en même temps qu'elle désire la mort, peut réconforter le malade et contribuer à son rétablissement. Vous voyez comme tout cela est toujours compliqué. Il y a toujours des croisements et des bifurcations.

— Il y a toujours des croisements et des bifurcations dans nos passions et dans nos sentiments. Mais il me paraît incontestable que le christianisme est en particulier compliqué. Il embrasse tant de contradictions intérieures ou introduites qu'il peut de soi donner réponse à tout. Il embrasse presque tous les excès, et ainsi les excès qui donnent réponse aux excès contraires, et il enveloppe aussi les tempéraments, qui donnent réponse à tous les excès, et il embrassait les excès, qui donnent réponse même à l'excès du tempérament. Il paraît à première vue aussi compliqué, aussi riche que la vie. Et c'est pour cela qu'il paraît souvent se suffire à lui-même. Il ne paraît se suffire à lui-même, citoyen, que par l'insuffisance de son exigence. Beaucoup d'hommes se sont imaginé qu'il était toute une vie. Mais à peine est-il tout un monde. Et il n'est qu'un semblant de la vie, une image grossière, une étrange combinaison d'infini déraisonnable et de vie assez malade. J'irai jusqu'à dire qu'il est une contrefaçon, une malfaçon de la vie. Sous prétexte que ce qui n'est pas

vivant est en général beaucoup moins complexe que ce qui est vivant, nous sommes en général beaucoup trop portés à nous imaginer que la complexité — ou même que la contradiction intérieure — garantit la vie. Non : elle y est nécessaire, au moins à la vie ainsi que nous la connaissons. Mais elle n'y est pas suffisante.

— Remarquez, mon ami, que ces chrétiens à qui vous reprochez d'avoir aimé la maladie et la mort n'aimaient la maladie humaine et la mort, n'aimaient le martyre — souffrance, maladie et mort pour le témoignage — que pour s'introduire à la vie éternelle et ainsi à l'éternelle santé.

— N'ayez pas peur, citoyen : citez le Polyeucte.

— Je le citerai :

Saintes douceurs du Ciel, adorables idées,
Vous remplissez un cœur qui vous peut recevoir.
De vos sacrés attraits les âmes possédées
Ne conçoivent plus rien qui les puisse émouvoir.
Vous promettez beaucoup et donnez davantage.
Vos biens ne sont pas inconstants,
Et l'heureux trépas que j'attends
Ne nous sert que d'un doux passage
Pour nous introduire au partage
Qui nous rend à jamais contents.

— Remarquez, docteur, car il est temps de le dire, que ces chrétiens à qui je reproche d'avoir aimé ou bien reçu la maladie et la mort humaine admettaient aussi, admettaient surtout qu'il y eût une souffrance éternelle, et une maladie éternelle, et une mort éternelle contemporaine, ou, pour parler exactement, coéternelle à tout leur bonheur, à leur vie éternelle, à leur béatitude et à leur santé.

— Cela, mon ami, est un article de leur foi.

— Je m'attaquerai donc à la foi chrétienne. Ce qui nous est le plus étranger en elle, et je dirai le mot, ce qui nous est le plus odieux, ce qui est barbare, ce à quoi nous ne consentirons jamais, ce qui a hanté les chrétiens les meilleurs, ce pour quoi les chrétiens les meilleurs se sont évadés, ou silencieusement détournés, mon maître, c'est cela : cette étrange combinaison de la vie et de la mort que nous nommons la damnation, cet étrange renforcement de la présence par l'absence et renfoncement de tout par l'éternité. Ne consentira jamais à cela tout homme qui a reçu en partage, ou qui s'est donné l'humanité. Ne consentira jamais à cela quiconque a reçu en partage ou s'est donné un sens profond et sincère du collectivisme. Ne consentira pas tout citoyen qui aura la simple solidarité. Comme nous sommes solidaires des damnés de la terre :

Debout! les damnés de la terre.
Debout! les forçats de la faim.

tout à fait ainsi, et sans nous laisser conduire aux seuls mots, mais en nous modelant sur la réalité, nous sommes solidaires des damnés éternels. Nous n'admettons pas qu'il y ait des hommes qui soient traités inhumainement. Nous n'admettons pas qu'il y ait des citoyens qui soient traités inciviquement. Nous n'admettons pas qu'il y ait des hommes qui soient repoussés du seuil d'aucune cité. Là est le profond mouvement dont nous sommes animés, ce grand mouvement d'universalité qui anime la morale kantienne et qui nous anime en nos revendications. Nous n'admettons pas qu'il y ait une seule exception, que l'on ferme la porte au nez à per-

sonne. Ciel ou terre, nous n'admettons pas qu'il y ait des morceaux de la cité qui ne résident pas au dedans de la cité. Certitudes, probabilités ou rêves, réalités ou rêves, ceux de nous qui rêvent, nous sommes aussi parfaitement collectivistes en nos rêves et en nos désirs que nous le sommes et dans nos actions et dans nos enseignements. Jamais nous ne consentirons à un exil prolongé de quelque misérable. A plus forte raison ne consentirons-nous pas à un exil éternel en bloc. Ce ne sont pas seulement les événements individuels, particuliers, nationaux, internationaux, politiques et sociaux qui ont opposé la révolution socialiste à la réaction d'Église. Mais ces événements sont l'expression et presque je dirais que cette opposition est le symbole d'une contrariété foncière invincible. L'imagination d'un exil est celle qui répugne le plus à tout socialisme. Jamais nous ne dirons oui à la supposition, à la proposition de cette mort vivante. Une éternité de mort vivante est une imagination perverse, inverse. Nous avons bien assez de la vie humaine et de la mort humaine.

— Pour la mort vivante les anciens avaient commencé, non seulement ceux que vous n'aimez pas, les barbares, mais ceux que vous leur préférez. Pour que la cité de Thèbes résistât aux ravages de l'anarchie — déjà — le roi Créon avait jugé indispensable que la fraternelle et coupable Antigone fût enfermée vivante dans un cachot naturel,

> *Avec des aliments en juste quantité*
> *Pour que sa mort ne puisse entacher la cité.*

Avez-vous un Sophocle, mon ami ?

— Sans doute, que j'en ai un, docteur.

Nous cherchâmes longtemps le Sophocle que je croyais avoir. Il n'y en avait pas.

— Je vous demande pardon, docteur, d'avoir été ainsi présomptueux. Je croyais bien avoir un Sophocle. Je me rappelle celui que j'avais au collège, un vieux bouquin mince cartonné en papier marbré, une vieille et mauvaise édition que je lus passionnément. Depuis j'ai un souvenir si présent du texte grec, une représentation si nette que je croyais avoir le texte même sur quelque planche de ma bibliothèque.

— Vos souvenirs si présents ne vous permettraient seulement pas de me faire de mémoire une citation correcte.

— Il est vrai.

— Un bon souvenir ne vaut pas un bon texte. Quand vous irez à Paris vous achèterez pour quelques sous une petite édition classique nouvelle.

— Je n'y manquerai pas. Ne confondons pas, docteur : avoir une représentation fidèle d'une statue ou d'un texte, avec : pouvoir les reproduire. Ce sont là deux opérations distinctes. Les identifier supposerait que la représentation d'une statue est une petite statue et que la représentation d'un texte est un petit texte. Beaucoup d'anciens se le sont représenté communément. Mais nous avons renoncé à ces psychologies un peu enfantines. Souvent je préfère la représentation que j'ai à l'objet lui-même, ce qui revient à dire que je préfère la représentation que j'ai dans ma mémoire, l'image où tous mes souvenirs ont travaillé, à la nouvelle présentation que j'aurais. Mais si vous préférez les textes, j'achèterai un petit Sophocle. La première fois que j'irai

à Paris, j'irai en acheter un à la Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas.

— Pourquoi là, mon ami ?

— Pour beaucoup de raisons que je vous donnerai plus tard, docteur, mais surtout parce que cette maison est, à ma connaissance, la première et la seule coopérative de production et de consommation qui travaille à l'industrie et au commerce du livre. En attendant que nous ayons le texte original, contentons-nous, docteur, de ce que nous avons : *Antigone* mise à la scène française par Paul Meurice et Auguste Vacquerie, et nous avons encore la musique de Saint-Saëns, partition chant et piano. Je crains que les vers ne vous paraissent bien mauvais.

— Je m'en contenterai d'autant plus volontiers pour aujourd'hui que cette adaptation assez fidèle nous fut heureusement représentée aux Français. Écoutons ce Créon :

Je sais dans un lieu morne et loin de tout sentier
Un antre souterrain qu'entoure l'épouvante.
J'y vais faire enfermer Antigone vivante...

Mouvement d'effroi du Chœur.

Créon continue :

Par son cher dieu Pluton peut-être obtiendra-t-elle
Que sa prison sans air ne lui soit pas mortelle.
Sinon, elle apprendra qu'ils ne nous servent pas
Les stériles honneurs rendus aux Dieux d'en bas!

Antigone se lamente :

Dans un rocher murée! oh! quelle mort cruelle!
La morne Niobé
Périt ainsi soudée à la pierre.

Antigone se lamente et sa lamentation me paraît apparentée à la lamentation chrétienne :

quoi! leurs rires me suivent
Sans pitié ni remords,
Dans ma prison tombeau, morte pour ceux qui vivent,
Vivante pour les morts!

La condamnation prononcée, annoncée par Créon me paraît comme une indication des futures damnations :

Ne savez-vous donc pas que ce chant funéraire
Ne cessera que quand la mort l'aura fait taire!
Allons! exécutez mon ordre souverain;
Qu'on la porte sur l'heure au caveau souterrain
Et, là, laissez-la seule et fermez-en l'entrée.
Puis, qu'elle y meure! ou bien qu'elle y vive enterrée!
Nous n'aurons pas sur nous son sang. Mais que ses yeux
N'aient plus désormais rien à voir avec les cieux!

Antigone se lamente, et l'expression de sa lamentation même est à la fois païenne avec des indications chrétiennes :

Tombeau! mon lit de noce! O couche souterraine
Où la mort pour la nuit éternelle m'entraîne!

Et le chœur lui rappelle fort opportunément que ce genre de supplice, que vous ne m'empêcherez pas de considérer comme une esquisse de l'enfer, avait souvent été infligé à de grands personnages :

Tu n'es pas la première
Qui perdit la lumière
Et la vie à la fois.

Le malheur qui t'éprouve
Terrible se retrouve
Chez les dieux et les rois.

Le chœur donne les exemples :

Comme toi condamnée
Danaé fut traînée
Elle aussi, loin du jour

Et durement captive
Se vit enterrer vive
Dans l'airain d'une tour.

Que nous pouvons lire à volonté, car il y a une variante :

Comme toi dans la pierre
Danaé toute fière
Que le Dieu souverain

Le grand Zeus l'eût aimée
Pourtant fut enfermée
Dans une tour d'airain.

Après une réflexion salutaire sur la force du Destin, le chœur bien renseigné donne un nouvel exemple :

Il eut ce qu'on te donne
Ce fils du roi d'Édone
Insulteur de l'autel.

Et Bacchus le fit taire
En l'enfermant sous terre
Dans un rocher cruel.

Nouvelle réflexion salutaire et nouvel et dernier exemple :

Sur la rive traîtresse
Où l'on voit Salmydesse
En proie à tous les vents

La marâtre effrénée
Des deux fils de Phinée
Les enterra vivants.

Et leur mère, ô ma fille,
Était de la famille
D'Érechthée! et ses jeux,

Borée étant son père,
Affrontaient le tonnerre
Sur les monts orageux!

Sur la glace, intrépide
Et fière et plus rapide
Qu'un cheval furieux

Elle allait sans rien craindre.
La Parque sut atteindre
Cette fille des Dieux!

Antigone sort.

Mon ami ces vers lyriques de messieurs Paul Meurice et Auguste Vacquerie ne valent pas les stances de Pierre Corneille. Vous connaissez les causes de cette imparité. Messieurs Paul Meurice et Auguste Vacquerie ne sont ou n'étaient pas des poètes comparables à l'ancien

Pierre Corneille. D'ailleurs il est plus difficile de traduire en poète que de donner, de produire, soi-même, en poète. Je vous assure que ces plaintes et ces consolations, s'il est permis de les nommer ainsi, étaient redoutables quand elles étaient chantées à la scène, et qu'elles étaient accompagnées.

— Je les entendis, docteur, au temps que j'étais jeune. Les lamentations harmonieuses d'Antigone et les lâches consolations harmonieuses du chœur me paraissaient redoutables, mais nullement épouvantables comme les imaginations de l'enfer chrétien. Jamais les païens, qui aimaient la vie et la beauté, n'ont pu ni voulu réussir à de telles épouvantes. Il faut qu'il y ait au fond du sentiment chrétien une épouvantable complicité, une hideuse complaisance à la maladie et à la mort. Vous ne m'en ferez pas dédire.

— Les lamentations antiques et les consolations du chœur vous paraissaient harmonieuses représentées sur la scène aux Français. Nul doute qu'elles ne fussent harmonieuses représentées devant les Athéniens. Mais j'ai peur que dès ce temps-là, mon ami, la maladie et la souffrance, la mort et l'exil ne fussent pas harmonieux aux misérables qui les enduraient dans la réalité. Il y a loin de la douleur tragique aux laideurs de la réalité. Vous n'avez pas oublié toutes les horreurs de l'histoire ancienne, les horreurs barbares, que les Hellènes ont connues, et, aussi, les horreurs helléniques, les haines et les guerres civiles parmi les cités et dans les cités, les massacres et les ravages, puis la haine et la guerre des pauvres et des riches, les tyrannies, les oligarchies et les démagogies, et, déjà, la triste résignation dure d'Hésiode. Non, mon ami, je ne suis pas

fasciné par la mémoire de mes versions grecques au point d'avoir oublié cela.

— Moi non plus, docteur, et je ne voulais pas instituer une cité antique harmonieuse et factice. Mais vous n'allez pas non plus m'instituer une cité antique identique au moyen âge de la chrétienté. Sans faire aucune espèce de métaphysique, je suis bien forcé d'accepter qu'il y a eu un génie antique et un génie chrétien et que le génie chrétien est à beaucoup d'égards différent du génie antique. Cela étant admis, je prétends, et je maintiens, et je maintiendrai toujours que le génie chrétien est beaucoup plus favorable à toute maladie. Quand nous disons que l'Église catholique est opposée au socialisme — et c'est cela qui rend si délicate la situation des socialistes chrétiens sincères, très peu nombreux en France — nous n'entendons pas seulement par là qu'elle veut tenir des militants exilés des biens de ce monde : nous entendons plus profondément qu'elle veut tenir d'anciens militants exilés des biens éternels, qu'elle admet côte à côte une Église triomphante et un Enfer, une résidence de béatitude et une résidence de maladie et de mort. Là est vraiment le *non possumus*. Imaginé ou non pour épouvanter les pécheurs, l'enfer a plus encore épouvanté les chrétiens les meilleurs.

— Vous me l'avez déjà dit.

— Je vous demande pardon. Mais cette épouvante me tient au cœur.

— Elle vous empêche de réserver que nous ne croyons pas aux propositions de la foi catholique parce que ce n'est pas vrai.

— J'essayais de comparer seulement, docteur, l'idée que nous avons de ce que nous voulons à l'égard de la

maladie et de la mort à l'idée que les chrétiens ont de ce qu'ils croient aux mêmes égards. Leur épouvante me tient à l'âme. Il n'y a pas seulement, des catholiques à nous, la distance d'une imagination vaine à une sincère critique universelle ; cela ne serait rien en comparaison de ce qu'il y a : mais vraiment il y a l'inconciliabilité d'une imagination perverse à une raison modeste amie de la santé. J'ai pensé beaucoup à cela pendant plusieurs années que mes amis Marcel et Pierre Baudouin travaillaient à un drame en trois pièces qu'ils finirent d'écrire en juin 1897 et que les imprimeurs finirent d'imprimer en décembre de la même année.

— Au revoir, mon ami, me dit le docteur, et portez-vous bien. Je reviendrai vous voir encore une fois, car je sais les honneurs que les gens bien portants doivent aux convalescents. Puis c'est vous qui reviendrez chez moi.

— Car je sais les honneurs que les simples citoyens doivent aux moralistes. Revenez vite, monsieur l'honorable, revenez bientôt.

— Je ne saurais, car j'ai beaucoup de commissions à faire à Paris.

— Hâtez-vous, monsieur le commissionnaire, hâtez-vous, car j'attends mon cousin.

— Qui donc ce cousin ?

— Et quand mon cousin est là, docteur, on ne peut plus causer tranquille. Mon cousin n'aimera pas beaucoup les lenteurs et les longueurs de nos dialectiques attentives. C'est un garçon impatient.

— Mais qui donc, ce cousin ?

— Je vous dis qu'il est impatient comme vous. Sachez donc, ô docteur, que j'ai en province un cousin que je

nomme respectueusement et familièrement mon grand cousin, et qui moins respectueusement, et plus familièrement, me nomme réciproquement son petit cousin. Cet intitulé tient à ce qu'il est plus vieux que moi et qu'ainsi quand j'étais petit lui au contraire il était grand. Et nous avons continué à nous intituler ainsi d'autant plus commodément qu'il est grand et fort, haut en épaules, tandis que je suis petit et bas. Il est de son métier ouvrier fumiste.

— Ouvrier fumiste?

— Ouvrier fumiste. Comme le nom l'indique, il travaille à tous les appareils qui produisent de la fumée, aux cheminées, poêles, fourneaux et calorifères. Il ne vient nullement à Paris, comme un lecteur astucieux pourrait l'en soupçonner faussement, pour introduire quelque variété en nos débats. Car nous n'avons que faire de nous varier, docteur? — Nous ne causons pas pour nous varier, mais nous cherchons la vérité. Il accourt à Paris pour l'Exposition.

— Naturellement, puisqu'il vient de la province.

— Il accourt à Paris pour l'Exposition. Universelle. C'est-à-dire interprovinciale, internationale, et aussi intermétropolitaine. On lui a dit qu'il y avait à l'Exposition des cheminées monumentales, sans compter la tour Eiffel, des tuyaux de poêle extraordinaires, des fourneaux compliqués, des chaufferettes agencées pour la plus grande gloire de l'industrie nationale et des calorifères bien faits pour témoigner de la grandeur de l'esprit humain. Comme homme, comme Français, comme fumiste, mon cousin accourt à l'Exposition, déjà glorieux de la gloire commune et de la gloire professionnelle. Mon grand cousin est un garçon qui

aime à voir par lui-même. Il devait arriver cette semaine.

— Cette semaine? L'Exposition n'ouvre que le 14 avril.

— Justement. Mon cousin prétend que pour bien voir ces machines-là il faut les voir avant qu'elles aient commencé. Une idée à lui.

— Comment serait-il entré?

— Il est des accommodements. Quelque camarade en fumisterie lui aurait prêté sa carte d'exposant. Mon cousin comptait venir cette semaine. Il escomptait l'adoucissement habituel de la température en cette saison. Quand la température est plus douce, la fumisterie est moins urgente. Mais l'adoucissement escompté n'est pas venu. Mon cousin nous arrivera dès qu'il pourra quitter pour quelque temps son travail.

— Quel est son caractère?

— Je ne sais pas si vous lui plairez.

— Je ne sais pas non plus s'il me plaira.

— C'est un grand bon garçon malin. Ancien élève des Frères des Écoles chrétiennes, il a pour les chers Frères un peu de reconnaissance et beaucoup de mauvaises paroles. Il a eu son certificat d'études. Il a beaucoup lu de mauvais romans, de feuilletons, qui n'ont pour ainsi dire pas laissé trace en son imagination. Il a une belle écriture douce qui ne lui ressemble pas. Il calcule parfaitement, et c'est lui qui fait les comptes de son patron. Une bonne instruction primaire. Bon ouvrier, comme ouvrier. Habile de ses mains. Comme il travaille dans une toute petite maison de province — le patron, deux compagnons, un ou deux goujats — il fait un peu de tous les métiers : maçon, carreleur, plâtrier, marbrier, serrurier, tôlier, et non pas seulement pur fumiste. Au-

dacieux, et téméraire même : ainsi le veut le métier. Les fumistes sont encore plus téméraires que les couvreurs, puisque les cheminées sont plus hautes que les toits. D'ailleurs ce qui nous semble témérité chez eux est une espèce particulière de sérénité, une accoutumance à demeurer dans les hauteurs. Il aime à causer. Vous parlez à lui, vous allez, vous allez, vous parlez devant lui. Enfin à un mot, à un geste, vous vous apercevez qu'il vous faisait poser, qu'il vous faisait marcher, qu'il faisait la bête, qu'il savait parfaitement ce qu'il vous a fait dire. C'est une espèce d'humeur qui m'a semblé très fréquente parmi les ouvriers, au moins en cette province, en particulier parmi les ouvriers du bâtiment. Les ouvriers du bâtiment sont naturellement des faiseurs de palabres, des organisateurs de conférences. La place publique et la rue leur est naturelle. Beaucoup de blague, souvent de bonne blague, surtout de blague à froid. Tous les jours il achète sa *Petite République*, chez la marchande de journaux, qui lui garde aussi les romans populaires paraissant en livraisons. Il doit acheter aussi l'*Histoire Socialiste*, parce qu'elle est socialiste, parce qu'il aime l'histoire, parce qu'elle paraît en livraisons identiques, parce que l'éditeur est le même, c'est encore du Rouff. Mon cousin lit tout cela en mangeant, à déjeuner, lit *la Petite République* et croit assez que c'est arrivé, lit ses livraisons et sait parfaitement que ce n'est pas arrivé, lit son *Histoire* et croit tout à fait que cela est arrivé. Mon cousin est un socialiste classé. Il vient me demander compte.

— Vous demander compte?

— Me demander compte. Mon cousin est, vous le pensez bien, membre — et membre très actif — du

Groupe d'études sociales d'Orléans, adhérent au Parti ouvrier français. Un vote régulier du groupe, auquel mon cousin avait pris part, m'avait institué délégué de ce groupe au futur ancien Congrès général des Organisations Socialistes Françaises. Heureusement que le Conseil national veillait. Survint le bon guesdiste, le fidèle dûment recommandé. Le groupe eut une seconde réunion, beaucoup plus régulière que la première, procéda ensuite à un second vote, beaucoup plus régulier que le premier. La minorité me demeura fidèle. Mais la majorité me renia. Mon cousin, ayant été de la minorité, prétend que je fus moralement son délégué au Congrès.

— Je ne sais pas bien ce que c'est qu'un délégué moral.

— Moi non plus. Mais mon cousin est entêté. Il nous dira ce qu'il veut dire.

— Et de combien était cette minorité fidèle?

— Quoique absent, j'obtins quatre voix.

— Avouez que c'est bien peu. La majorité infidèle était sans doute au moins égale à cinq voix?

— Égale à cinq voix, docteur, elle eût été valable. Mais elle était beaucoup plus considérable : elle montait jusqu'à six voix — sur dix votants. Il n'y eut aucune abstention. — Au revoir.

Le docteur en allé revint sur ses pas :

— J'allais vous laisser le livre que j'avais apporté. Je n'y pensais plus. Il faut que je le rende avant les vacances de Pâques à la bibliothèque où je l'ai emprunté. Ce sont *les Provinciales*. Quand votre cousin vous demandera compte, vous pourrez lui faire quelques citations intéressantes :

« Et si la curiosité me prenait de savoir si ces propo-

sitions sont dans Jansénius, son livre n'est pas si rare, ni si gros, que je ne le pusse lire tout entier pour m'en éclaircir, sans en consulter la Sorbonne. »

— Ne croyez pas, docteur, que mon grand cousin ni ses camarades entendent ces allusions.

— S'il est ainsi que vous me l'avez dit, je suis assuré qu'il entendra au moins ce qui suit :

« Il n'y eut jamais de jugement moins juridique, et tous les statuts de la Faculté de théologie y furent violés. On donna pour commissaires à M. Arnauld ses ennemis déclarés, et l'on n'eut égard ni à ses récusations ni à ses défenses ; on lui refusa même de venir en personne dire ses raisons. Quoique par les statuts les moines ne doivent pas se trouver dans les assemblées au nombre de plus de huit, il s'y en trouva toujours plus de quarante, et pour empêcher ceux de M. Arnauld [c'est-à-dire les amis, les partisans d'Arnauld] de dire tout ce qu'ils avaient préparé pour sa défense, le temps que chaque docteur devait dire son avis fut limité à une demi-heure. On mit pour cela sur la table une clepsydre, c'est-à-dire une horloge de sable, qui était la mesure de ce temps; invention non moins odieuse en de pareilles occasions que honteuse dans son origine, et qui, au rapport du cardinal Palavicin, ayant été proposée au concile de Trente par quelques-uns, fut rejetée par tout le concile. Enfin, dans le dessein d'ôter entièrement la liberté des suffrages, le chancelier Séguier, malgré son grand âge et ses incommodités, eut ordre d'assister à toutes ces assemblées.

Près de quatre-vingts des plus célèbres docteurs, voyant une procédure si irrégulière, résolurent de s'ab-

senter, et aimèrent mieux sortir de la Faculté que de souscrire à la censure. M. de Launoy même, si fameux par sa grande érudition, quoiqu'il fit profession publique d'être sur la grâce d'un autre sentiment que saint Augustin, sortit aussi comme les autres, et écrivit contre la censure une lettre où il se plaignait avec beaucoup de force du renversement de tous les privilèges de la Faculté. »

Allons, au revoir, au revoir. Ce que je vous ai lu n'est pas du Pascal. C'est un exposé que Racine a fait dans une *Histoire de Port-Royal* qu'il a laissée en manuscrit, et qu'on a placée depuis dans ses œuvres. M. Havet nous a donné cet exposé au commencement des remarques sur la première provinciale. Quand le gouvernement et le pape étaient d'accord, on ne tenait pas compte de la règle faite contre les moines.

LA DERNIÈRE PRÉPARATION ET LA TENUE DU CONGRÈS

DERNIÈRE PRÉPARATION

La Petite République du dimanche 15 octobre publiait du Comité d'entente la circulaire préparatoire au Congrès général des Organisations Socialistes Françaises. Cette circulaire de convocation est reproduite à la page v du *Compte rendu sténographique officiel.*

La Petite République du dimanche 22 octobre publiait la note suivante :

COMITÉ D'ENTENTE SOCIALISTE

Congrès général socialiste

Demande a été faite par les délégués du P. O. S. R. de l'inscription au procès-verbal presse du vote contraire à l'article 4 du titre B de la circulaire d'invitation au Congrès, émis par eux à la séance du comité d'entente du 12 octobre. Néanmoins les délégués du P. O. S. R. ont avec l'unanimité des délégués des autres organisations voté l'ensemble de la circulaire afin de ne pas porter entrave à la réunion du Congrès.

La Petite République du vendredi 17 novembre publiait la note et la communication suivantes :

AVANT LE CONGRÈS

Nous recevons de l'Agglomération bordelaise du Parti ouvrier français le document suivant que nous nous em-

pressons d'insérer. Sur la question de l'unité socialiste il nous semble qu'on peut sans péril aller dès maintenant un peu plus loin que ne le disent nos amis. Mais ce n'est qu'une nuance : et il nous paraît que l'ensemble du problème est très nettement posé. Les socialistes de Bordeaux donnent un excellent exemple en étudiant avec soin, dès aujourd'hui, les questions qui seront débattues au Congrès. Si les groupements socialistes délibèrent partout avec le même zèle sur les problèmes à résoudre, le Congrès exprimera la pensée vraie et profonde de tout le prolétariat organisé.

JEAN JAURÈS

PARTI OUVRIER FRANÇAIS (Agglomération Bordelaise)

Le Congrès général des Organisations Socialistes Françaises

Dans sa séance du dimanche 12 novembre, le Comité central, réuni en assemblée plénière au siège social, cours du Jardin-Public, 4, a pris les décisions suivantes relativement au mandat à donner à ses délégués au Congrès général du 3 décembre.

ORDRE DU JOUR DU CONGRÈS

1 — *La lutte des classes et la conquête des pouvoirs publics.*

a) *Dans quelle mesure, et conformément au principe de la lutte de classe, base même de l'organisation du Parti, celui-ci peut-il participer au pouvoir dans la commune, le département et l'État ?*

b) *Voies et moyens pour la conquête du pouvoir. Action politique (électorale ou révolutionnaire). Action économique (grèves, grève générale, boycottage, etc.)*

RÉSOLUTION. — *a)* La lutte des classes, étant le facteur essentiel de toute l'évolution historique de l'humanité, est nécessairement la base indiscutable de l'organisation du Parti socialiste.

Si l'adhésion formelle à ce principe fondamental déter-

mine positivement l'*objectif* que les socialistes ont le devoir primordial de ne jamais perdre ni laisser perdre de vue en aucun cas, il ne s'ensuit pas nécessairement que la lutte des classes, elle-même, dans ses phases multiples et successives, soit réduite à une forme unique et à une méthode immuable. Plus logiquement, on peut penser qu'elle doit être adaptée aux conditions successives de milieu et de circonstances, pour sa plus grande efficacité.

Dans le milieu présent et dans les conditions où fonctionnent les pouvoirs publics en France par le mécanisme actuel du suffrage universel, il est logique d'admettre que l'introduction constante et incessante des militants socialistes dans tous les pouvoirs publics sans distinction — communaux, départementaux, législatifs ou gouvernementaux, — puisse toujours être avantageuse pour la meilleure utilisation de ces pouvoirs au profit de la lutte des classes et du mouvement socialiste, soit en atténuant la résistance qu'ils opposent à l'extension de ce mouvement, soit en réalisant toutes réformes susceptibles de mieux armer et encourager le prolétariat dans sa lutte contre la société capitaliste.

Ce qui importe dans tous les cas, c'est que cette introduction des socialistes dans les pouvoirs publics soit entourée de conditions telles qu'elle ne puisse dépendre de la seule volonté des hommes en dehors de leur parti, et que tout militant détaché dans l'un quelconque des pouvoirs publics demeure toujours responsable de sa conduite et de ses actes devant le parti socialiste, dans des formes à déterminer.

b) Il doit être entendu par tous, une fois pour toutes, que la conquête des pouvoirs publics n'est pas le *but* de l'action socialiste, mais seulement un *moyen* de mettre le parti en puissance de réaliser la transformation sociale qui est sa raison d'être.

Dans le milieu actuel, il est généralement admis que la possession du pouvoir est l'unique moyen pratique et infaillible permettant de réaliser cette transformation. Pour la conquête de ce moyen, le prolétariat et le parti socialiste

ont donc le devoir de ne négliger aucun procédé, aucune circonstance politique ou économique, pouvant la faciliter ou l'accélérer.

S'il faut souhaiter par-dessus tout, dans l'intérêt même de la classe prolétaire comme de l'humanité, que les événements ne conduisent pas le peuple à l'emploi d'autres procédés que ceux pacifiques, — tels l'action électorale et le libre développement des associations ouvrières politiques et économiques, — nul ne peut avoir le droit de priver à l'avance le prolétariat du bénéfice des procédés révolutionnaires que les circonstances historiques pourraient lui offrir pour son affranchissement.

Le parti socialiste, après avoir affirmé et justifié le but qu'il poursuit, doit donc se réserver l'emploi de tous les moyens propres à y aboutir au plus tôt selon les circonstances.

La seule raison légitime qui puisse déterminer la préférence des socialistes pour tels moyens politiques ou économiques, plutôt que pour tels autres, c'est le ménagement des énergies et des ressources populaires dont on a le devoir d'éviter tout gaspillage inutile.

2 — *De l'attitude à prendre par le Parti socialiste dans les conflits des diverses fractions bourgeoises.*

Lutte contre le militarisme, le cléricalisme, l'antisémitisme, le nationalisme, etc.

Résolution. — Au milieu de la grande lutte des classes qui domine tout le problème social, — et qui fait une nécessité inéluctable au prolétariat d'être constitué en un parti de classe distinct de tous les partis bourgeois quels qu'ils soient et quelles que soient les divergences politiques, philosophiques ou autres qui les caractérisent entre eux, — il peut arriver des cas où les conséquences de certains conflits particuliers entre des fractions bourgeoises ne soient pas indifférentes au prolétariat et au parti socialiste au point de vue de l'existence et du maintien de certaines conditions

politiques ou sociales utiles à leur développement, telles que la forme républicaine du gouvernement, la laïcité de l'enseignement et des fonctions publiques, la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil, l'égalité légale des citoyens sans distinction de races, le droit d'association et de réunion, la liberté de la presse, etc.

Dans ces circonstances, l'intérêt même du prolétariat fait un devoir au parti socialiste d'intervenir dans les luttes bourgeoises en se portant du côté où est le danger le plus pressant.

L'affaire Dreyfus avait déterminé une de ces circonstances tragiques où le soulèvement de toutes les forces de réaction coalisées pouvait mettre en péril les libertés acquises par la société démocratique et laïque issue de la Révolution française et des révolutions successives, et la République elle-même.

Il faut se féliciter que le parti socialiste, en se jetant impétueusement dans la mêlée, ait pu conjurer le danger, et en même temps provoquer, de la part d'une notable partie de la population, jusqu'alors éloignée du socialisme, un mouvement de sympathie et de rapprochement, sinon d'adhésion décisive, qu'il est impossible de ne pas constater partout et dont le socialisme ne peut faire autrement que de tirer profit pour son extension.

3 — *De l'unité socialiste. Ses conditions théoriques et pratiques.*

Direction et contrôle par le Parti des divers éléments d'action, de propagande et d'organisation.

Résolution. — Le rassemblement des diverses fractions socialistes en un seul Parti socialiste compact et discipliné, dont l'unité d'organisation et d'action rendrait la puissance invincible, est dans les vœux de tous les socialistes sans distinction d'école. Et tout doit être franchement fait pour y aboutir.

Mais, précisément parce qu'on le désire, on doit tenir

compte avec prudence des circonstances et conditions particulières à chacune des grandes organisations nationales qui, depuis de longues années, travaillent avec persévérance et méthode à constituer le prolétariat français en un parti de classe conscient de sa mission historique. Il faut éviter de les précipiter dans une unité insuffisamment préparée, incertaine et artificielle, qui se briserait à la faveur des moindres incidents.

Ce qu'on a le devoir de faire, c'est de réaliser toute la somme d'unité possible à chaque moment, jusqu'à ce que, d'étape en étape, on soit arrivé à l'unité définitive et parfaite par l'élimination successive et normale des causes qui s'y opposaient.

Actuellement, en laissant subsister et fonctionner telles quelles les organisations existantes, il s'agit de les relier, de les solidariser et d'unifier autant que possible leur action à la Chambre et dans le pays, par le moyen d'un *Comité directeur* comprenant les principaux leaders de chaque fraction, et dont les attributions, prudemment limitées tout d'abord aux cas les plus généraux, lui permettraient de prendre en toute autorité de rapides décisions dans les circonstances urgentes.

Nul, groupement ou individu, ne pourrait être admis dans le parti socialiste et considéré comme tel qu'après avoir catégoriquement adhéré au *minimum théorique* ayant servi de base au Congrès général des organisations socialistes françaises, à savoir :

Entente internationale des travailleurs organisés en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste.

Nul journal ne devrait pouvoir être considéré comme organe du parti socialiste qu'à la condition de demeurer sous

le contrôle du Comité Directeur, quant à la marche théorique et politique.

Le Comité Directeur devrait avoir pour fonction principale et permanente de préparer méthodiquement la propagande et l'organisation socialiste dans toutes les circonscriptions de France sans aucune exception, avec le concours de tous les conférenciers et élus socialistes mis à sa disposition dans leur ensemble.

Pour copie conforme :

Le Président de séance, — ANTIGNAC

Le Secrétaire, — BOUILLON

TENUE

Les documents et les renseignements afférents à la tenue du Congrès sont au *Compte rendu sténographique officiel.* Ce compte rendu donne : la circulaire de convocation; la tenue des douze séances en six journées; les résolutions du congrès sur les questions à l'ordre du jour; et, aux annexes : la liste par départements et organisations des groupes représentés au congrès; les votes de la commission de résolution, indiquant les votes nominatifs des commissaires; les votes du congrès, indiquant les votes nominatifs des délégués; un index des matières et un index des orateurs. (1)

Après le compte rendu de la deuxième séance de la troisième journée, mardi 5 décembre, page 210, on doit, si l'on veut bien saisir la continuation du débat, inter-

(1) Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris. — Un fort volume in-18 de 502 pages, broché, 4 francs.

caler quelques documents, qui ne pouvaient figurer au *Compte rendu officiel* :

La Petite République datée du jeudi 7 décembre, paraissant la veille mercredi 6, publiait les notes suivantes, rédigées sans doute au dernier moment :

Après l'article de Jaurès :

P.-S. — Qu'on me pardonne ma candeur : je n'avais pas prévu que, pendant que le Congrès délibérait avec cette dignité admirable, un petit groupe préparait la plus étrange et la plus coupable manœuvre pour enlever par surprise à une heure du matin un vote décisif sans que la commission spéciale se fût même réunie. (1)

La manœuvre a échoué : elle ne fera pas de bien à ses auteurs dans le pays socialiste.

J. J.

UNE PROTESTATION

Il s'est produit à la fin de la séance du Congrès une singulière tentative. On a essayé d'enlever après minuit un vote sur la première question avant même que la commission ait pu se réunir pour examiner les diverses formules de résolution. La tentative a échoué, heureusement pour la dignité du Congrès et pour la loyauté du vote.

Elle a d'ailleurs soulevé les protestations non seulement des Socialistes indépendants, de la Fédération des travailleurs socialistes et du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire, mais aussi celle de très nombreux délégués du parti ouvrier.

Le citoyen Delory, maire de Lille, le citoyen Delesalle, adjoint de Lille, et le citoyen Constans, maire de Montluçon,

(1) M. Alexandre Zévaès avait en fin de séance conduit toute une expédition à l'assaut de la tribune.

ont demandé que la commission soit saisie de tous les projets : et les nombreux élus du Parti ouvrier dont les noms suivent se sont associés à cette demande par la protestation ci-après.

Comme on le voit, ceux qui veulent ôter au Congrès le sang-froid nécessaire et le précipiter dans les pires aventures jouent un jeu aussi dangereux pour eux-mêmes que pour le socialisme.

Le puissant esprit d'unité socialiste et de loyauté qui anime l'immense majorité des délégués saura déjouer ces manœuvres : elles se retourneront avec une force terrible contre leurs inspirateurs.

Voici le texte de la protestation dont il est question ci-dessus :

Dix députés du Parti ouvrier français ont chargé le citoyen Pastre d'appuyer la proposition du citoyen Delesalle, tendant à ce que les divers projets soient renvoyés à la commission, que le rapport soit déposé demain, et qu'il n'y ait pas de vote d'escamotage.

PASTRE, KRAUSS, CADENAT, FERRERO, JOURDE, BOYER, BÉNÉZECH, PALIX, FERROUL.

Se joignent à eux :

Gabriel BERTRAND, délégué de la Fédération de Vaucluse; CAMELLE, conseiller général, adjoint au maire de Bordeaux; PARISOT, conseiller général de Courbevoie.

JÉROME ET JEAN THARAUD

A notre Maître Villiers de l'Isle-Adam

la lumière

Qui perd les yeux
perd la beauté de
l'Univers et reste
semblable à un
homme qui serait
enfermé vivant dans
un sépulcre où il y
aurait mouvement
et vie.

LÉONARD DE VINCI

LE NAVIRE

Madame Saint Adjutory était inconsolable d'avoir un fils aveugle. Son ménage était très pauvre, ses enfants très nombreux ; son mari s'épuisait dans une lutte stérile contre la vie.

Assise près de la fenêtre, elle embrassait entre ses mains la tête de l'enfant, épiant si, par aventure, quelque lueur ne s'allumait pas au fond de ses claires prunelles.

Clément levait sur elle des yeux sans éclat, où ne transparaissait ni sentiment ni pensée. Longtemps elle avait espéré que la force du jour vaincrait ses yeux rebelles. Mais sa confiance s'était évanouie —

— « Il ne verra jamais mon visage. — Il ne connaîtra jamais la beauté de la lumière » —

Un sanglot serra sa gorge — ses mains se crispèrent violemment sur les tempes de l'Aveugle qui secoua la tête pour se débarrasser de l'étreinte.

— « Je t'ai fait du mal. C'est sans le vouloir » —

Elle couvrit ses joues de baisers, peigna ses cheveux si blonds qu'ils semblaient blancs, et l'envoya jouer dans la cour, avec ses amis les lapins et les poules.

Son mari voulait partir pour des pays au delà de l'Océan, mais il refusait d'emmener Clément. Combien de jours caresserait-elle encore son fils?

— Je n'embrasserai plus en le déshabillant, le soir, ses épâules nues, je l'abandonnerai à des mains étrangères, je serai séparée de lui par des milliers de lieues. Je ne saurai à aucune minute de sa vie ni ce qu'il dit, ni ce qu'il fait, ni où il est.

Madame Saint Adjutory se penchant hors de la fenêtre appela :

— Clément !

L'enfant répondit d'en bas :

— Maman.

— Monte ici que je te voie.

Clément courut vers la maison, les mains en avant, la tête rejetée en arrière, levée vers le ciel. Son pied heurta une bûche abandonnée dans la cour — il tomba et sa tête porta sur un pavé. Du sang gicla de son front blessé. Nul cri. Il resta sur le coup le visage contre les pierres, les bras en couronne autour de sa tête.

Sa mère, qui guettait sa montée dans la cage de l'escalier, revint à la fenêtre, aperçut le corps étendu. Elle descendit effrayée, releva l'enfant, le porta sur son lit, lava son visage. L'évanouissement dura peu. Clément rouvrit sur sa mère ses immuables yeux ; un filet de sang avait rougi le blanc des sclérotiques.

— Tes yeux sont crevés. —

Clément frissonna.

— Crevés mes yeux ? —

Il glissa la main sur ses cils tremblants, étonné de ne sentir aucune douleur. Sa mère souleva délicatement ses paupières, le sang essuyé par des larmes avait disparu.

— Non tes yeux ne sont pas atteints.

Elle trembla quelques minutes qu'il n'y eût sous l'orbe lisse quelque source invisible de sang.

— Tes yeux ne sont pas meurtris ; je les aime tels qu'ils sont. Une blessure aurait rayé leur limpidité.

Madame Saint Adjutory serra le front de Clément avec un bandeau. Il se sentait entouré par sa mère d'une continuelle pitié dont il s'étonnait, n'ayant jamais eu le regret d'une lumière qu'il ne connaissait pas.

Quand le pansement fut fini, il s'assit sur un tabouret, et demeura là, orienté vers sa mère, royal et prophétique, avec son diadème de linge blanc.

— Des souffrances l'attendent au loin, assises à tous les carrefours de la vie — Pourquoi était-il né ? Qui l'avait désiré ? La maison était déjà pleine d'enfants —

Des heures tintèrent. Dans l'escalier des pas et des voix. Cinq garçons entrèrent à la file, avec des sarraux noirs d'écoliers, gais et heureux de vivre.

Ils demandèrent :

— Clément s'est blessé ?

— Clément s'est heurté à une bûche et est tombé.

L'infirme répliqua violemment :

— Si j'y voyais clair la bûche ne m'aurait pas fait tomber.

Ses frères se regardèrent mystérieusement émus. Sa mère pensa : Le malheureux ! Et silencieusement elle pleura.

Pour la première fois de sa vie, l'enfant s'était révolté contre sa détresse.

Inquiet de l'immobilité muette qui régnait autour de lui, Clément écarta ses bras étendus, pour saisir un pan de robe ou de tablier. Ses mains errèrent dans le vide quelques secondes. Il frémit d'avoir été laissé seul, et cria épouvanté :

— Où êtes-vous ?

— Ici tout près de toi ; tu as peur ?

Par économie, la lampe était tardivement allumée. Les enfants restèrent dans la pénombre d'un soir désolé.

Poussés par le vent, des nuages s'avançaient d'un mouvement lent et invincible sur toute l'étendue de l'horizon. Les enfants regardaient le ciel en voyage.

Clément demanda :

— Que regardez-vous?

Vincent l'aîné répondit :

— Le soleil est parti. La nuit est maintenant tout à fait venue. Maman est dans la cuisine. Elle allume la lampe. L'entends-tu?

— Ah! le soleil est parti. Comment peut-on remplacer le soleil?

Leur père entra. On servit la soupe.

— J'ai vu Brix pour les Schiedam. Ils se méfient tous de moi. tous, tous. Il faudrait vivre pourtant.

Madame Saint Adjutory insinua :

— Dieu ne voudra pas —

— Tu me fais rire — avec ton bon Dieu!

Le couteau de Clément grinça sur son assiette. Tiens donc ton couteau, imbécile! — Qu'as-tu au front? Tu es tombé?

Madame Saint Adjutory recommença l'histoire de la chute. Son mari avait peu de tendresse pour l'aveugle. Pourtant ces paroles brutales la surprirent.

Le repas finit dans le silence. Un papillon de nuit tourna autour de la lampe. Pas un des enfants ne fit un mouvement pour l'atteindre. Il éventa la joue de Clément qui frissonna de dégoût au contact des ailes soyeuses.

Les enfants couchés, madame Saint Adjutory revint près de son mari.

Il était au coin du foyer assis sur une chaise basse, le corps replié, la tête au-dessus des charbons morts à demi, les bras enlacés derrière la nuque. Debout, derrière lui, elle essaya de le relever avec ses mains passées sur son front.

— Ces braises te brûlent. Lève-toi.

Il secoua violemment la tête pour décourager l'importune bonté.

— Laisse-moi.

Au dehors à des intervalles rythmés par les souffles venus du large, un vieux vapeur amarré au quai filait des sons aigre-doux en balançant sa mâture où s'accrochaient des flocons de neige.

— Ces braises te brûlent — lève-toi?

— Ces braises sont étouffées sous la cendre, tu le vois bien. Le feu qui me brûle est en moi; tu le sais mieux que personne —

Il se mit debout, redressé par la volonté tenace de sa femme. Détourné à demi il la dévisagea agressivement en face.

Elle soutint son regard.

— Je ne puis pas abandonner cet enfant!

— Il faut partir. Le vapeur va lever l'ancre.

Entends ses appels vers la haute mer. Nous trouverons la nature plus indulgente ailleurs loin de l'Europe impitoyable aux vaincus.

— Je ne veux pas laisser ici un Être qui est né de toi et de moi.

— Nous ne pouvons pas emmener Clément. Que ferions-nous là-bas de ses inutiles yeux. Timor est une île redoutable. Il faut des sens aiguisés et toujours en éveil pour échapper à la traîtrise de ses forêts.

— Nous défendrons l'enfant contre la forêt.

— Le défendras-tu contre le soleil?

— Contre le soleil?

— On ne défend pas contre le soleil celui qui ne se défend pas lui-même.

— Tes raisons me font mourir.

Ils se turent et écoutèrent quelques minutes la respiration égale des enfants.

— Vois la vie que nous menons dans ce pays? Les enfants dorment dans une chambre trop étroite; ils ne mangent pas à leur faim.

— Qu'importe la misère, et pourquoi te révoltes-tu contre elle? — Ne peux-tu nous aimer sans nous vouloir heureux?

Il répondit :

— La misère abîme les Êtres et je veux que mes enfants deviennent de beaux humains.

— Tu ferais le sacrifice d'un de tes fils, du plus faible, de Celui qui a le plus besoin de notre tendresse!

— La vie de Clément est assurée. Majorel m'a supplié, si nous partons, de lui laisser cet enfant.

— Majorel —

— Oui Majorel —

— Jamais ! C'est un homme sans religion.

— Personne après toi n'aime cet enfant plus que lui.

— Il l'aime trop. Je hais les étrangers qui aiment mes enfants presque autant que je les aime.

— C'est par lui que l'esprit de Clément commence à s'ouvrir à la joie de penser et de rêver.

— Le rêve est dangereux. Majorel déformerait son âme.

— Il n'abîmera pas son âme. Il lui apprendra la vie des anciens hommes, la musique.

— Clément n'a aucun besoin d'une science vaine. N'a-t-il pas l'âme religieuse ?

— Majorel respectera tous ses sentiments.

— Oh je sais. — Il est sans violence. C'est une intelligence insinuante. Ses paroles dénouent les convictions les mieux liées. Il a ruiné ta croyance avec l'eau trouble de ses idées. — Et si tu supportes si difficilement la misère, c'est que ta foi dans la Providence n'est plus.

— Majorel est un esprit clair.

— Majorel est riche : abandonner Clément serait le vendre.

— Nous recommanderons Clément au vicaire de Sainte-Sabine, qui entretiendra sa piété. Majorel emplira son âme de passé. Ainsi notre fils qui ne pourra jamais agir dans l'espace aura la joie de rêver dans le temps.

— Un de mes fils condamné à ne jamais connaître qu'une face de la vie ! Ne me fais pas souvenir de cette vérité barbare. Elle me désespère !

Le vapeur tirait en bas sur son amarre, comme un chien sur sa chaîne. Madame Saint Adjutory fit à haute voix une réflexion intérieure :

— Ce bateau qui crie ! Partir ! Échapper aux gens d'ici ! Sur le pont d'un navire écouter le bruissement de l'eau contre la carène ! —

Son mari sentit que sa résistance était à moitié rompue.

— Le mépris des hommes se lève sous nos pas.

— Partir.

— Voir des terres, des mers, des cieux nouveaux.

— Pitié ne me tente pas !

— Oublier notre sinistre destinée !

— Regarder les marins manœuvrer les cordages !

— Redevenir de vrais humains !

— La vie divine !

— Dépenser sa force en liberté, défricher des bois.

Madame Saint Adjutory écarta avec ses mains ces images tentatrices.

— Pitié ne me tente pas !

Elle s'appuya défaillante sur l'espagnolette de la fenêtre qui s'ouvrit — la flamme de la lampe s'exalta. Le clapotement de l'eau contre le quai devint très distinct. Un bruit de chaînes détachées monta vers eux. Un bateau de pêche glissa lentement, la voile molle, palpitante aux premières atteintes de la brise. Deux hommes aidaient le vent avec de longues rames qu'ils manœuvraient à deux mains. Pour cadencer leur effort, du fond de leur gorge, il sortait des sons rauques. Passées les antennes des digues, la barque fut enlevée sur les grandes vagues, et quand ses voiles, son mât, sa coque eurent disparu, madame Saint Adjutory vit une minute encore étinceler la pipe de l'homme qui était à la barre. — Au loin la mer passait la navette de ses lames paisibles sous la lumière changeante des phares plantés à l'extrémité de la double jetée.

Les hommes de cette contrée partent sur cette mer depuis des siècles ! Nous sommes d'une race de

commerçants hardis. La terre maternelle n'est pas pour nous. Les îles lointaines nous désirent —

Madame Saint Adjutory s'abandonna à l'ivresse de la mer. Elle dit sans énergie :

— Mais nous ne pouvons pas abandonner Clément !

— La vie nous y force.

— Dieu ne nous pardonnerait jamais ! — Un cri strident s'élança derrière eux. L'homme et la femme se retournèrent. L'enfant aveugle, en chemise était debout, les yeux grands ouverts, les mains crucifiées contre la porte.

Madame Saint Adjutory entra : l'abbé Reims l'interrogea des yeux.

— J'ai été réduite par la misère —

Le silence descendit sur eux les ailes étendues.

— Je suis lâche. Une mère n'abandonne pas son enfant.

La clarinette du mendiant qui jouait sous le porche de l'église les surprit.

— Vous le défendrez contre Majorel. S'il devenait un païen !

L'abbé eut pitié de cette désespérée :

— Partez confiante, madame, je veillerai sur son âme. —

La ville était une ville de désolation, car elle était à l'embouchure d'un grand fleuve qui traversait un pays de houille. Antique résidence des Rois, elle avait des avenues distinguées par des rangées d'arbres en huit allées assez larges pour laisser passer dix cavaliers de front. Les perspectives des allées étaient fermées par les façades des palais — simples maisons de briques noircies qui reflétaient l'unique étage de leurs immenses façades toutes droites, dans des viviers d'eau bourbeuse, que sillonnaient des cygnes en tout semblables à ceux qui ramaient aux temps lointains où vivaient les premiers hôtes de ces royales demeures. Des parcs derrière des murailles — des canaux qui se croisaient dans cette ville aquatique et forestière avaient porté des gondoles, avec des musiciens qui accompagnaient sur des instruments à corde des jeunes gens, des courtisanes et des reines. Toutes les voluptés en voyage s'étaient autrefois ici donné rendez-vous. Des philosophes avaient fui ce coin de terre trop languide, les moines prêcheurs l'avaient maudit, la jeunesse l'avait adoré. Le Rhin amenait les princes de la Bavière, de l'Alsace, du Palatinat — les rois de France venaient en carrosse — les rois d'Angleterre frétaient des galères. Pour y vivre avec ses chiens et ses maîtresses, le duc Charles XIII de Saxe ruiné avait vendu sa couronne. Et tout le tapage

d'amour était éteint — la poussière des carrosses tombée — le sillage des barques effacé — les joueurs et les sensuels pourris. Le noir mineur embrassait la ville sur la bouche et des générations d'esclaves souterrains étaient nées. Les vieux hôtels étaient des entrepôts de charbon, et le Rhin sur des chalands pleins de machines et de houille entraînait une cargaison humaine de meurt-de-faim qui venait s'embarquer pour l'aventure lointaine. La ville ressemblait à une industrieuse mégère et à une vieille fille de joie.

Les récoltes, cette année, avaient été mauvaises, les pommes de terre et le blé étaient chers ; le prix des salaires n'avait pas été accru. Le nombre des émigrants était de plus de deux mille.

Ils attendaient au bord du quai, enveloppés dans le ronflement des machines sous pression, devant les navires tout neufs, tout blancs, leurs quilles peintes en rouge jusqu'à la ligne de flottaison. Leurs visages n'exprimaient aucune émotion. Ils étaient venus de loin s'embarquer dans ce port étranger : ils n'avaient plus le regret du départ, et comme ils ne savaient rien du pays où ils allaient ni de la destinée qui les attendait, ils n'étaient pas égayés par l'intelligente espérance.

Les Saint Adjutory étaient perdus dans la foule.

Ils furent appelés des derniers. Clément ne put s'approcher assez près de la passerelle pour que sa mère pût l'embrasser encore. Elle cria à l'abbé :

— Souvenez-vous de votre promesse.

Les chaînes qui portaient les ancres furent hâlées dans le vacarme du fer qui grince contre le fer ; l'eau broyée par l'hélice écuma, le navire trembla et se mit silencieusieusement en route par l'éclaircie d'une après-midi pluvieuse, sous la menace des nuages et le calme présage d'un arc-en-ciel rose et vert.

Clément avait couru à l'extrémité de la digue, là où s'élève l'antique tour des Pleureurs, ainsi nommée parce que de temps immémorial sur les dalles de ses degrés ceux qui restent envoient à ceux qui partent l'adieu lamentable des mouchoirs.

Le *Timor* passa à vingt mètres du môle. Madame Saint Adjutory élargit vers son fils un immense baiser. Clément y répondit avec ses deux mains. Il fut trompé par ses oreilles, son baiser s'en alla vers un point de l'Océan où le navire qui emportait sa mère n'était déjà plus.

Reims et Majorel revinrent par le quai. Chacun d'eux tenait une main de Clément dans sa main. A la naissance de la jetée, ils quittèrent le port et suivirent le long d'un canal une allée d'ormeaux noircis par les pluies récentes. Derrière eux, la houle d'automne mouvait ses grandes ondes distinguées par des silences. La ville était enveloppée par sa rumeur. A mesure qu'ils s'éloignèrent le bruit de la mer s'assourdit mais devint plus sinistre. L'allée suivait la pente d'une ancienne dune d'où l'on découvrait au loin la mer. Clément ne percevait plus qu'à de rares intervalles le fracas des lames éboulées et chaque fois il tournait involontairement la tête ; mais seuls, l'abbé Reims et Majorel pouvaient apercevoir, à travers les branches emmêlées des arbres, les mâts du navire en fuite et la fumée des machines.

Clément était seul. On apporta pour lui une lettre. Il dut garder toute une après-midi entre ses doigts le papier où il y avait écrit des paroles d'amour qu'il ne pouvait pas lire.

Enfin Majorel arriva.

La lettre était très longue et de toutes les écritures.

Le père exhortait l'enfant au courage.

Sa mère lui disait sa désolation d'être partie.

Ses frères contaient leur voyage. Dans un port d'Espagne où le bateau s'était arrêté quelques heures, ils avaient vu des arbres qui portaient des oranges et sur la plage des matelots qui jouaient à piquer des couteaux dans le sable entre les doigts de leurs mains.

— Sont-ils heureux de voir ces merveilles !

Ému par ces lettres, Clément ne pouvait s'endormir. Majorel dans la chambre voisine, les coudes sur l'appui d'une fenêtre ouverte, l'écoutait respirer. Quand l'enfant parut s'assoupir, il rêva sur lui-même.

Personne au monde n'aimait la vie comme lui, il l'aimait avec sensualité. Il y mordait à pleines dents comme dans un fruit mûr et ses lèvres épaisses étaient vermeilles du jus de la grappe écrasée. Il passait des journées et des nuits avec des pêcheurs qu'il accompagnait sur la mer pour la joie d'éprouver leur vigueur.

Matérialiste et athée, ennemi de la discipline romaine, de l'humilité catholique, des théories humanitaires, il n'aimait au monde que l'effort physique et la beauté.

Il avait imposé ses goûts et sa conception aristocratique de la vie à ses amis : un seul lui avait résisté, celui qu'il avait serré longtemps de l'étreinte la plus forte : l'abbé Reims.

A Greifswald autrefois ils avaient écouté ensemble un professeur qui enseignait à sa manière la pensée de Hegel : l'enchaînement des causes et des effets dans l'Univers était la raison même. Et pourquoi le bonhomme n'aurait-il pas eu cet optimisme? Son gouvernement avait toujours eu pour lui les attentions les plus délicates? — Un même sen-

timent de dégoût pour l'enseignement de ce cuistre avait rapproché les deux jeunes gens. Ils remplacèrent l'étude par le canotage sur la rivière.

Reims n'avait rien alors d'un ascète; il ne portait pas encore la soutane. Il avait une âme joyeuse et un corps souple. Majorel s'émerveillait de sa beauté fine et nerveuse. Il le revoyait devant lui, à son banc de rameur, les jambes ramenées en arrière, les bras nus, hâlés par le soleil, tendus devant sa poitrine, les avirons levés derrière lui. Ses bras se repliaient, ses jambes se détendaient, son dos se creusait, son maillot moulait ses épaules lisses, le canot filait sur l'eau lumineuse.

Des influences indéterminées le détournèrent insensiblement de la rivière. Il oublia le rire, il abandonna sa maîtresse, il se désola de la vie humaine qu'il avait menée. Les actions les plus naturelles évoquèrent en lui des scrupules.

Un matin, comme ils déjeunaient devant une table de brasserie, Reims lui dit sans émotion :

— J'ai décidé d'entrer au séminaire bientôt.

— Un curé ! toi, un curé ! C'est une honte, une véritable honte. Les superstitions de ton enfance sont mortes en moi, elles sont presque mortes en toi. Ce sont des charbons à demi éteints qu'attise un vent de dégénérescence et de folie. Reprends-toi : rien n'est moins libre que ton adhésion à ces

croyances auxquelles tu avais renoncé. Tu sais, comme moi, la vanité de ce que les hommes appellent Ame et Dieu. Vive la joie de vivre.

— Le temps seulement de régler avec moi quelques pensées. Ne me juge pas. Tu ne le pourrais pas et je ne le puis pas moi-même.

De nouveau la vie les avait réunis au bord d'une mer septentrionale.

Reims aimait profondément Majorel. Majorel ne savait pas s'il aimait Reims ou s'il le haïssait. Il entendit un saut sur le plancher.

Clément au milieu de la chambre délirait. L'entrée de Majorel l'éveilla.

Il recula terrifié avec la confuse pensée qu'un fantôme de son rêve avait pris forme, et le chassait devant lui, vivant, palpable, invincible.

Il tomba à genoux demandant grâce.

— Clément — c'est moi, ton ami — reconnais-moi.

Clément s'élança vers lui.

— Ah oui, maître, c'est vous, des gens horribles étaient là, défendez-moi si vous m'aimez.

Majorel prit Clément dans ses bras et pendant longtemps, dans la nuit, il le promena en le berçant.

Un soir d'hiver, un grand vent battait la ville, la pluie tombait violemment mêlée de neige.

Clément et l'abbé entendirent le bruit régulier d'une canne battant les murs.

— C'est Zachée. Ouvrons-lui la porte qu'il s'abrite.

C'était un vieux mendiant, ami de l'abbé, qui vivait sous le porche de son église et qui jouait de la clarinette avec son nez. Il portait une tête énorme sur des épaules caprines. sa peau avait la blancheur des coutures de cicatrices, ses lèvres relevées au-dessus des gencives étaient trop courtes pour s'unir et ses paupières coupées au ras des orbites n'essuyaient jamais ses yeux, deux boules de sang coagulé blasonnées par des raies noires.

— Zachée dis-nous ton histoire ?

— Je suis aveugle depuis dix-huit cents ans. pour avoir vu Notre Seigneur. C'est moi qui étais monté sur le figuier le jour de son entrée à Jérusalem. Mes yeux trop faibles ne purent supporter l'éclat du fils de Dieu. J'étais dans la lumière, je fus précipité dans la nuit. — Je criai vers Lui éperdûment. Il mit sa main sur mon visage et me demanda : Zachée, quelle chose te blesse ? — Seigneur, vous le savez : guérissez-moi. — Vis plutôt éternellement et conserve dans la nuit la

vision de ma forme périssable. — Tous les chrétiens vivent de sa pensée ; et moi seul, moi seul, je L'ai vu, — comprenez-vous : moi seul !

L'enfance de Clément se passa entre le prêtre, le païen et le mendiant.

Le Gérant : Charles Péguy

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Suresnes. — Imprimerie G.-A. Richard & Compagnie, 9, rue du Pont. — 2226

Nos correspondants peuvent nous aider :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires :

en s'abonnant ;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient ;

en nous donnant des abonnements à servir à des personnes à nous indiquées d'ailleurs par nos correspondants ou par les « Journaux pour tous » :

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits payés d'ailleurs :

en nous envoyant des documents et renseignements.

Toutes les fois que nos deux correspondants le désirent et nous y autorisent, nous les mettons en communication, c'est-à-dire que nous donnons à chacun des deux le nom et l'adresse de la personne — qui reçoit l'abonnement payé, — qui paye l'abonnement reçu.

Pour pouvoir donner à nos futurs abonnés des collections complètes, nous renonçons rigoureusement à la vente au cahier.

Par exception pendant les vacances de Pâques, du lundi 16 au samedi 28 avril inclus, administration et rédaction le lundi, le jeudi et le samedi, de 1 heure à 7 heures et demie. Je prie ceux de nos camarades provinciaux qui seront de passage à Paris de vouloir bien venir causer avec nous-mêmes.

Adresser toute la correspondance à M. Charles Péguy, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris.

Nous publions vraiment notre état de situation : nous avons tiré le sixième cahier à 800 exemplaires : outre 191 exemplaires d'abonnements annuels gratuits et 25 exemplaires d'abonnements annuels gratuits payés d'ailleurs.

nous l'avons envoyé à 135 abonnés ferme.
— à 192 abonnés éventuels :
et nous avons fait 22 services, dont 5 aux imprimeurs.

Nous continuerons dans le prochain cahier à publier le second roman de Jérôme et Jean Tharaud : la lumière : nous en publierons toute la deuxième partie : le magicien.

Demander à la Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris, le premier roman de Jérôme et de Jean Tharaud : le Coltineur débile, un beau volume in-18 jésus de 116 pages, pour un franc.

Aussitôt que nous aurons fini de publier la lumière, nous en ferons un tirage à part très restreint, en un beau volume in-18 jésus à peu près de même épaisseur, pour un franc. Nous prions ceux de nos correspondants qui voudraient nous l'acheter de vouloir bien nous en avertir. Ajouter 0 fr. 50 pour les frais d'envoi en province et à l'extérieur.

Vient de paraître à la Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, Paris, le Procès des Assomptionnistes, réquisitoire du Parquet, exposé et réquisitoire du Procureur de la République, compte rendu sténographique partiel des débats, arrêt, 1 volume, 256 pages, imprimées très denses, in-16, pour cinquante centimes.

Huitième cahier *du 20 avril 1900*

Cahiers de la Quinzaine

PARAISSANT LE 5 ET LE 20 DU MOIS

PARIS

19, rue des Fossés-Saint-Jacques

Ces cahiers sont édités par des souscriptions mensuelles régulières et par des souscriptions extraordinaires ; la souscription ne confère aucune autorité sur la rédaction ni sur l'administration : ces fonctions demeurent libres.

Nous prions nos correspondants de vouloir bien accepter que la liberté laissée à la rédaction et à l'administration, comme elle s'étend déjà, depuis le quatrième cahier, à l'épaisseur, s'étende aussi à la périodicité de ces cahiers. Nous avons longtemps pensé que nous réussirions à les donner enfin ponctuellement aux dates indiquées. Nous avons reconnu que cela nous est impossible et nuirait à la fabrication même. La mise en pages d'une aussi mince brochure est toujours difficile, parce que l'on tâche de tomber juste avec les feuilles d'imprimerie. Nous avons compliqué cette habituelle difficulté en tâchant de donner toujours des morceaux entiers, documents, renseignements ou commentaires. Ainsi la mise en pages de ce huitième cahier a été considérablement retardée parce que la conférence du citoyen Lafargue s'est montrée particulièrement insociable. Nous avons d'abord pensé que les 44 pages de sept qu'elle représente pourraient passer dans ce cahier. Puis nous avons dû la reporter au neuvième et refondre entièrement celui-ci. La préparation des élections municipales a aussi retardé l'impression.

Nous servons dès à présent 218 abonnements gratuits à 218 destinataires, dont au moins 156 instituteurs et institutrices, destinataires dont les noms et adresses nous ont été donnés soit par nos correspondants, soit par les « Journaux pour tous », œuvre à laquelle collaborent déjà la plupart de nos lecteurs, et dont nous les entretiendrons longuement dans un de nos prochains cahiers.

Nos correspondants peuvent nous aider :

en souscrivant des souscriptions mensuelles régulières et des souscriptions extraordinaires ;

PREMIÈRE ANNONCE

Mon ami,

Si tu étais encore à Paris, tu te serais fait un devoir et un plaisir d'assister à la conférence que le citoyen Paul Lafargue a donnée à l'Hôtel des Sociétés Savantes, 8, rue Danton, le vendredi 23 mars, à huit heures du soir, sous la présidence du citoyen Édouard Vaillant et, comme on dit, sous les auspices du Groupe d'étudiants collectivistes, adhérents au Parti ouvrier français.

Tu connais, pour en avoir fait partie, le Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris. Je ne t'en ferai pas l'histoire, parce que je ne la sais pas, parce que tu la sais mieux que moi, parce que deux jeunes citoyens, qui la savent, l'écriront quelque jour, parmi l'histoire du mouvement socialiste en France depuis la Commune. Jadis adhérent au Parti ouvrier français, le Groupe des Étudiants Collectivistes prit naguère une part tout à fait importante, sinon prépondérante, à la défense du quartier contre les bandes antisémitiques. Cette attitude républicaine et révolutionnaire ne pouvait plaire au Conseil national du Parti ouvrier français. Le Groupe des étudiants tomba en disgrâce. Il resta insoumis. Ses délégués au Congrès de Montluçon furent particulièrement maltraités. Il résolut dès lors de recouvrer sa liberté. En vain les guesdistes essayèrent-ils de le garder *agglomméré*. Après des débats un peu troubles une majorité consciente finit par voter l'affranchissement. Bientôt le Groupe des Étudiants Collectivistes adhéra, comme il convenait, à la Fédération des Socialistes Révolutionnaires, de la Confédération des Socialistes Indépendants. Le camarade Sarraute le représentait au Congrès.

Le Groupe donna bientôt la mesure de son efficacité. On peut dire en effet que *le Mouvement Socialiste*, fondé pour le 15 janvier 1899, est sorti de lui. Quelle que soit l'activité de l'initiateur et du directeur, une revue comme *le Mouvement* ne naît pas si elle n'a pas pour ainsi dire un berceau naturel, un entourage préalable, un laboratoire préparé, une clientèle prévenue. Le Groupe fut pour *le Mouvement* ce berceau, cet entourage, donna au *Mouvement* ce laboratoire et cette clientèle. Or, il faudrait n'avoir soi-même jamais écrit une ligne ou corrigé une épreuve ou lu un imprimé pour ne pas apercevoir toute l'utilité, toute l'efficacité, toute la difficulté, toute l'opportunité, toute la convenance d'une revue comme *le Mouvement*.

Pareillement l'appel aux Étudiants Socialistes pour l'organisation d'un Congrès international des étudiants et anciens étudiants socialistes, que tu as lu dans *le Mouvement* du 1er avril, est signé pour la plus grande part de membres du Groupe.

Si tu avais été à Paris, tu aurais, au commencement de cette année scolaire, distribué parmi les étudiants des Facultés le programme du Groupe.

Ce programme était ainsi disposé au recto :

GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS
Fondé en 1893

Siège social : 23, rue de Pontoise (près le square Monge)

Aux Étudiants de l'Université de Paris

Camarades,

Au lendemain de la redoutable crise que nous venons de traverser, alors que les conquêtes les plus essentielles de la civilisation moderne ont été menacées par un retour offensif de la réaction, beaucoup d'entre vous se demandent si les

vieux partis bourgeois sont encore capables aujourd'hui d'assurer le respect des faibles libertés conquises, de garantir l'avenir de la civilisation même.

Au milieu du désordre des esprits et de l'anarchie sociale, en présence de l'impuissance radicale du libéralisme bourgeois à défendre les garanties démocratiques essentielles contre les entreprises des réactions médiévales et les sauvageries du nationalisme, le prolétariat socialiste apparaît, à l'heure actuelle, comme le seul espoir de la démocratie et l'unique sauvegarde des idées de progrès et de liberté.

Mais là ne se borne pas l'action du socialisme : théoriquement, il substitue aux vieilles méthodes de raisonnement les méthodes réalistes de la science moderne. C'est l'observation des phénomènes sociaux, c'est la logique même de l'histoire qui nous ont conduits aux conclusions communistes : la socialisation des moyens de production et d'échange réalisée par l'action internationale des travailleurs et l'organisation du prolétariat en parti économique et politique de classe.

Vous viendrez à nous, Camarades, pour étudier *librement* la doctrine et l'histoire du mouvement socialiste. Vous y rencontrerez, au milieu du scepticisme universel, les dévouements les plus purs, et ceux d'entre vous qu'un pessimisme superficiel aurait atteints en tireront cette conclusion que la vie vaut tout de même la peine d'être vécue.

Camarades,

Le Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris fêtait l'année dernière son sixième anniversaire. Depuis sa fondation, il a pris l'initiative de toutes les manifestations qui ont groupé les étudiants socialistes de l'Université de Paris, et il est sans contredit, à l'heure actuelle, le foyer le plus puissant des idées nouvelles au Quartier Latin. Il est largement ouvert à tous ceux qui acceptent le programme et la tactique définis dans les congrès ouvriers nationaux et internationaux, et, notamment, par le récent congrès général du socialisme français.

Paris, le 12 décembre 1899

N.-B. — Le Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris se réunit tous les *vendredis soirs* à son siège social, 23, rue de Pontoise (près le

square Monge), pour discussions, conférences, causeries, élaboration d'articles et de brochures. Il est en relation permanente avec les groupes d'étudiants socialistes de Lille, Lyon, Montpellier, Toulouse, Rennes, Bruxelles, Liège, Genève, Zurich, Berlin, Vienne, Prague, etc., et s'associe à toutes les manifestations de l'action socialiste nationale et internationale.

Il portait au verso le tableau de l'emploi du temps :

ANNÉE SCOLAIRE 1899-1900

Conférences publiques à l'Hôtel des Sociétés Savantes

DÉCEMBRE 1899	FRANCIS de PRESSENSÉ	Le conflit transvaalien et l'impérialisme anglo-saxon
JANVIER 1900	ÉMILE VANDERVELDE	Le collectivisme et la concentration capitaliste
	JEAN JAURÈS	Bernstein et l'évolution de la doctrine socialiste
FÉVRIER	GASTON MOCH	L'organisation des milices et la suppression des armées permanentes
	ENRICO FERRI	Le socialisme et l'évolution
	LOUIS de BROUCKÈRE	L'optimisme économique au dix-huitième siècle
MARS	GUSTAVE ROUANET	L'antisémitisme
AVRIL	HECTOR DENIS	Les premiers socialistes français

PREMIÈRE ANNONCE

Causeries à l'intérieur du groupe, à son siège social, 23, rue de Pontoise, près le square Monge

N. B. — Chaque Causerie est suivie d'une discussion générale sur la question traitée par le Conférencier.

I. — DOCTRINE

LOUIS RÉVELIN *professeur au Collège des Sciences Sociales*	La théorie de la population dans Malthus et dans Marx
JOSEPH SARRAUTE *membre du Groupe*	Le socialisme et la démocratie
G. SOREL *professeur à l'École de Morale*	Les nouvelles conceptions socialistes.
LOUIS DE BROUCKÈRE *professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles*	La foule au point de vue socialiste (essai d'une pédagogie socialiste)
HUBERT LAGARDELLE *directeur du Mouvement Socialiste, membre du Groupe*	L'évolution du socialisme
BERNARD LAZARE	L'antisémitisme
JEAN LONGUET *membre du Groupe*	Analyse du livre de Bernstein
RENÉ AROT *membre du Groupe*	Le socialisme et la question coloniale
MARCEL LANDRIEU *membre du Groupe*	L'erreur biologique en sociologie
ÉMILE BURÉ *membre du Groupe*	Communisme et anarchisme

II. — LÉGISLATION OUVRIÈRE

Docteur FAUQUET *membre du Groupe*	L'inspection du travail en France
HUBERT LAGARDELLE	Le truck-system

FRANÇOIS SIMIAND *agrégé de philosophie*	Le salaire en France
JEAN LONGUET	Le salaire en Angleterre
PHILIPPE LANDRIEU *licencié ès sciences* *membre du Groupe*	Les projets de législation contre les grands magasins
ANATOLE DE MONZIE *membre du Groupe*	La nouvelle loi sur les syndicats ouvriers
HENRI THIROUX *membre du Groupe*	La protection légale des femmes en couches dans la classe ouvrière

III. — ORGANISATION OUVRIÈRE

a) ORGANISATION ÉCONOMIQUE

BRIAT *membre de la Commission consultative de la Bourse du Travail.*	Les institutions de la Bourse du Travail de Paris
EUGÈNE GUÉRARD *ex-secrétaire-général du Syndicat des Chemins de fer*	L'organisation des travailleurs du transport
MARTINET *secrétaire du Syndicat des employés*	L'organisation corporative des employés
MARCEL MAUSS *agrégé de philosophie,* *membre du Groupe*	Les trade-unions anglaises
VEDITZ *membre du Groupe*	Les trade-unions américaines
EDGARD MILHAUD *agrégé de philosophie*	L'organisation syndicale en Allemagne
OLIVIER *membre du Groupe*	La coopération en France

PREMIÈRE ANNONCE

b) ORGANISATION POLITIQUE

LOUIS RÉVELIN	L'unité socialiste en France
LOUIS DUBREUILH *rédacteur à la Petite République*	L'unité socialiste et les grandes organisations
ALBERT RICHARD *du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire*	Organisation politique et organisation syndicale
PAUL FAUCONNET *agrégé de philosophie*	Le parti démocrate socialiste allemand
SZMÉRÉ *membre du Groupe*	Le parti socialiste autrichien
G. PINARDI *correspondant de l'Avanti*	Le parti socialiste italien
G. SERGE *membre du Groupe*	Le socialisme en Russie

Je ne sais où en est l'exécution du programme intérieur. Je pense, d'après les précédents, qu'il fut exécuté à peu près régulièrement, un peu librement, comme on fait avec ces programmes, en réduisant au moins que l'on put le frottement, le retard, et le déchet inévitable.

Je sais, pour avoir vu les affiches familières posées sur les murs du quartier, que les conférences publiques annoncées au programme ci-dessus furent organisées. La conférence du citoyen Francis de Pressensé, *le Transvaal et l'Angleterre*, fut donnée le mardi 12 décembre 1899, sous la présidence du citoyen Jaurès; nous l'avons lue dans *le Mouvement Socialiste*, numéros 26 du 15 janvier et 27 du 1er février 1900. La conférence de Van-

dervelde, député de Charleroi, professeur à l'Université Nouvelle de Bruxelles, *Socialisme et Collectivisme,* fut donnée le mardi 6 mars, sous la présidence du citoyen Albert Poulain, député des Ardennes; sans doute parce qu'elle était plus générale et d'un sujet plus vaste, elle ne parut pas au *Mouvement.* La conférence de Jaurès, annoncée ainsi dans *la Petite République : Bernstein et l'évolution de la doctrine socialiste,* fut donnée le vendredi 16 février (1); nous l'avons lue dans *le Mouvement,* numéros 29 du 1er et 30 du 15 mars, intitulée ainsi : *Bernstein et l'Évolution de la Méthode Socialiste.* La conférence de Enrico Ferri, professeur à l'Université de Rome et au Collège des Sciences sociales, député socialiste au Parlement italien, *Évolution économique et Évolution sociale,* avait été avancée et fut donnée le lundi 15 janvier, sous la présidence du citoyen Jean Allemane. La conférence de Gaston Moch, sur la suppression des armées permanentes et la création des milices nationales, a été donnée tout récemment, le vendredi 6 avril, sous la présidence du citoyen Gérault-Richard. Je crois que le Groupe a, par un vote récent, décidé d'ajouter à son programme une conférence *publique* de Bernard Lazare sur *l'Antisémitisme.*

Les conférences données sous les auspices du Groupe des Étudiants collectivistes de Paris, étant de plus en plus fréquentes, de plus en plus fréquentées, de mieux en mieux réussies, ont lieu selon un cérémonial traditionnel de mieux en mieux établi, que tu connais bien, et qui est annoncé presque invariablement sur l'affiche,

---

(1) Et non pas le 10, comme l'indique *le Mouvement* par une erreur typographique.

dans les bulletins et dans les journaux. Voici le schème de cette annonce :

GROUPE DES ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES DE PARIS

Lundi premier janvier 1900, à huit heures et demie du soir

HOTEL DES SOCIÉTÉS SAVANTES

28, rue Serpente

CONFÉRENCE

par le citoyen

CONFÉRENCIER

Professeur au Collège des Sciences sociales, député socialiste au Parlement français

sous la présidence du citoyen

PRÉSIDENT

SOCIALISME ET BOURGEOISIE

Entrée : cinquante centimes; places réservées : un franc.

A partir de huit heures et demie, les places réservées ne seront plus garanties.

A l'issue de la conférence, un punch sera offert au citoyen Conférencier, avec le concours du citoyen Député, du citoyen Délégué, du citoyen membre du Comité général, du citoyen Conseiller municipal, du citoyen Conseiller général, du citoyen Conseiller d'arrondissement, du citoyen Candidat, du citoyen Futur candidat, du citoyen Directeur, du citoyen Rédacteur en chef, du citoyen Rédacteur, du citoyen Secrétaire, du citoyen Trésorier et de plusieurs Simples citoyens. Un grand nombre de citoyens Militants y prendront la parole.

On trouve à l'avance des cartes réservées à l'Hôtel des Sociétés savantes, à la Société nouvelle de librairie et d'édition, 17, rue Cujas, à *la Petite République* et à *l'Aurore*.

Ces conférences traditionnelles, sérieuses, utiles, moitié Quartier Latin moitié Paris même, ces conférences bien rythmées se passent traditionnellement, familièrement, presque familialement. Des orateurs

habituels, Jaurès, Ferri, Vandervelde surtout, y reviennent périodiquement. Un public habituel y revient fréquemment. Ce sont vraiment des conférences de travail et d'étude, et non pas ce que l'on est malheureusement forcé de nommer des réunions publiques. A plus forte raison n'ont-elles rien, mais rigoureusement rien de commun avec les réunions électorales. Toujours la discussion y est sérieuse et courtoise. Il n'y a jamais là aucun incident désagréable.

Ou plutôt il n'y avait jamais eu là aucun incident vraiment désagréable, quand le Groupe des Étudiants collectivistes résolut de sacrifier, lui aussi, à ce besoin de concorde qui travaille évidemment le monde socialiste. Ou bien voulut-il faire à Jaurès le plaisir d'inaugurer avec lui aux Sociétés Savantes la méthode évangélique récemment instituée par le citoyen tribun. Toujours est-il que pour la conférence de Jaurès la présidence fut d'un commun accord attribuée au citoyen Marcel Sembat.

Tu as lu dans *la Petite République* du dimanche 18 février le compte rendu de Gaston Cagniard : « Un punch a lieu dans une salle voisine, (1) où plus de cinquante personnes sont réunies et font fête à Jaurès, à Allemane, à Sembat, à Anatole France, à Fournière, à de Pressensé. » Tu as lu dans *le Mouvement* le texte sténographié de la conférence. Tu as lu et entendu ces belles paroles que je ne puis m'empêcher de citer :

« Donc, ou le prolétariat n'agira pas, ou il sera constamment mêlé à l'action d'autres classes ; l'essentiel

(1) Rectification peu importante : le punch a lieu ordinairement dans la même salle. Des citoyens garçons, s'il est permis de parler ainsi, passent après la conférence et distribuent des consommations aux citoyens consommateurs.

c'est qu'à travers cette mêlée, ce tumulte des éléments il agisse toujours avec sa conscience de classe, avec sa force distincte et organisée, et si, parti distinct, il étend sa surface de contact avec d'autres classes, moi je ne m'en plains pas. Nous voulons la révolution, mais nous ne voulons pas la haine éternelle... *(Acclamations prolongées, applaudissements)* — Et si, pour une grande cause, quelle qu'elle soit, ou syndicale ou coopérative, ou d'art, ou de justice, même bourgeoise, il nous arrive d'obliger des bourgeois à marcher avec nous, quelle force pour nous de leur dire : ah, quelle joie il y a pour les hommes qui se haïssaient et se détestaient, de se retrouver dans ces rencontres momentanées, dans ces coopérations d'un jour... Et quelle joie par conséquent ce sera, sublime, universelle, éternelle, le jour où ce sera la rencontre définitive de tous les hommes !... *(Applaudissements)*

» Elle n'est possible que par la propriété commune qui est le signe de la réconciliation. Pour moi, il ne me déplaît pas que, dans son mouvement, dans son développement, le parti socialiste et le prolétariat organisé coupent, rencontrent toutes les grandes causes. Je veux, nous voulons que le parti socialiste soit le lieu géométrique de toutes les grandes choses, de toutes les grandes idées, et par là nous ne désertons pas le combat pour la révolution sociale, nous nous armons au contraire de force, de dignité, de fierté pour hâter cette heure révolutionnaire.

» Et maintenant, camarades, laissez-moi vous le dire, tout cela n'est possible qu'à une condition, c'est que, pour se conduire à travers cette mêlée des événements et des hommes, le parti socialiste soit sûr de lui-même,

et pour être sûr de lui-même il faut qu'il soit organisé et unifié, pour porter à travers les événements la lumière de sa conscience communiste. Voilà pourquoi je considère que l'acte de classe, l'acte révolutionnaire le plus efficace à l'heure présente, c'est l'unification de notre Parti, et voilà pourquoi à vous, jeunes gens socialistes, qui rêvez d'un grand parti unifié, auquel vous irez sans adopter les querelles ou les divisions ou les distinctions d'école, c'est à vous de nous aider tous à réaliser cette unité en nous soufflant votre cordialité généreuse, afin que nous puissions opposer la fraternité socialiste aux dissentiments de la société bourgeoise!...» *(Vifs applaudissements, acclamations prolongées et cris de : Vive Jaurès!...)*

Mais le bon provincial qui s'embarquerait volontaire sur ces rêves amis risquerait le naufrage. Un incident se produisit, dont je te donne un récit d'après un témoin: Le citoyen Sembat, président présomptif, advint en retard. La présidence fut donc donnée au citoyen Allemane. Le citoyen Sembat n'en prit pas moins la parole, au cours de la cérémonie, au punch, autant que je me rappelle ce que l'on m'a dit, expliquant à l'assistance que les étudiants l'avaient prié de vouloir bien accepter la présidence pour contrebalancer, sinon pour corriger la conférence de Jaurès, pensant bien que Jaurès ne parlerait pas irréprochablement, — les étudiants n'avaient parlé ni pensé que de libre discussion, de discussion ouverte — qu'il ne s'agissait pas de s'imaginer que les auteurs et que les signataires du manifeste le regrettaient, mais qu'ils étaient heureux et fiers et contents de le maintenir, que ce manifeste était bien

fait. Telles furent à peu près les paroles du prince président. Elles jetèrent un froid, comme on dit. Jaurès dut répliquer quelques mots. Plusieurs citoyens laissèrent échapper plusieurs appréciations sévères : Il nous fait dire ce que nous n'avons jamais dit. C'est odieux. C'est infâme. Ainsi plusieurs jeunes citoyens sincères laissaient échapper des paroles dreyfusistes.

Un second témoin me donne un second récit du même incident : Non, me dit-il, ce ne fut pas aussi âpre que tu l'écris, seulement un peu embarrassé, au punch, mais si peu, que les personnes qui n'étaient pas au courant disaient : Tiens, c'est intéressant, un échange d'idées comme ça entre Sembat et Jaurès.

Un troisième témoin me dit : J'étais un peu au courant. Cet incident m'a fait beaucoup, beaucoup de peine. Seulement, il vaut mieux ne pas publier tout cela : c'est trop mince, pour la publicité. Puis la publication, en elle-même, et même fidèle, fausse toujours un peu.

Et moi je dis : Tu départageras mieux que moi ces témoins. Mais je sais bien que ces incidents introduisent dans l'action des insincérités incessantes, et des incertitudes, et des inquiétudes, et des inconstances, et des inconsistances, et d'incroyables déperditions.

Quand la minorité guesdiste — infime, ainsi qu'il sied à la minorité — eut quitté le *Groupe* infidèle *des Étudiants collectivistes de Paris*, elle s'avisa industrieusement que le mot *groupe* est un nom commun, masculin singulier, dont aucune loi bourgeoise n'interdit l'us et l'abus à aucun citoyen français, et même étranger : ces ingénieux citoyens pouvaient donc se nommer *groupe*.

Ils se nommèrent *Groupe*. Ensuite l'industrieuse minorité s'avisa que le mot étudiants est un nom presque aussi commun, plus proprement masculin, mais pluriel, dont toutes les lois bourgeoises et dont les mœurs permettent l'usage et l'abusage à la plupart des citoyens français et de leurs concitoyens étrangers : nos ingénieux citoyens avaient quelque peu étudié ; les uns étaient ou avaient été des étudiants véritables ; et ceux qui n'avaient étudié ni aux lettres, ni aux sciences, ni aux arts, ni à la philosophie, ni au droit, ni à la médecine, avaient au moins, dans les rares intervalles que leur laissaient les fondations des groupes innumérables, vaguement aperçu *le Socialiste,* Organe central du Parti Ouvrier Français, paraissant le dimanche (1) ; ils pouvaient donc se nommer *étudiants*. Ils se nommèrent *Étudiants*. Ils se nommèrent *Collectivistes*. Ils se nommèrent *de Paris*. L'assemblage fortuit de ces intitulés incontestablement légitimes pouvait presque donner : *Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris*. Mais par une heureuse intervention de la modestie habituelle aux citoyens guesdistes, l'assemblage ne donna que ces mots : *Groupe d'Étudiants Collectivistes de Paris*, adhérent à l'Agglomération Parisienne du Parti Ouvrier Français. J'ai conté cette histoire dans *la revue blanche* du 15 septembre passé. Alors on m'assurait que c'était là bien servir le socialisme. Sept mois intervinrent. Je la conte aujourd'hui. Je la conterai toujours. Plusieurs s'imagineront que je trahis le socialisme. Incohérence et tristesse des tactiques. — Saine solidité de l'histoire, constance immuable et tristesse meilleure de la vérité.

---

(1) Rédaction et administration, 5, rue Rodier, Paris.

Si l'assemblage avait donné *Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris,* l'ancien *Groupe des Étudiants Collectivistes de Paris* aurait été fort embarrassé, car je ne sais pourquoi il n'avait pas l'air de tenir du tout à ce que la confusion s'établît dans l'esprit du public. Le nouveau groupe envoyait à la presse les bons communiqués. Je crois me rappeler qu'une fois au moins, après le manifeste, l'ancien groupe envoya aux mêmes journaux le communiqué de distinction.

Au commencement de l'année scolaire, le *groupe d',* ainsi que le *groupe des,* distribua un programme. Je l'ai eu en mains. Je voulais te l'envoyer. Je ne sais où je l'ai mis. Je crois que je l'ai rendu à qui me l'avait prêté. Il convient d'ailleurs que ce document figure parmi les documents et les renseignements que je réunirai sans doute sur le Parti Ouvrier Français, car le *Groupe d'* n'est qu'une parcelle du Parti Ouvrier détachée au quartier latin du cinquième arrondissement.

Ayant aussi fidèlement imité les noms, actes et paroles de l'ancien groupe, le nouveau groupe ne pouvait manquer d'imiter les conférences à l'Hôtel des Sociétés Savantes. Mais pour faire une conférence il faut avoir un citoyen conférencier. Par un malheureux hasard la plupart des citoyens conférenciers sont des citoyens intellectuels. Par un non moins malheureux hasard la plupart des citoyens intellectuels ne sont pas des citoyens guesdistes. Ils sont contaminés. Il fallait imaginer un conférencier qui ne fût pas intellectuel, inventer un intellectuel qui ne fût pas non guesdiste. Il n'y en avait qu'un, celui qui est officiellement l'intellectuel du Parti, chargé de penser pour tous les cama-

rades, celui qui est intellectuel et qui ne l'est pas, celui dont on dit fièrement : C'est un intellectuel, celui-là, mais ce n'est pas un intellectuel comme vous : j'ai nommé le citoyen Lafargue. Et naturellement on choisit pour sujet de sa conférence : *le Socialisme et les Intellectuels.*

Aussitôt que je vis sur les murs l'affiche annonçant la nouvelle conférence, ma première pensée fut que cette conférence faisait pour ainsi dire époque dans la vie du quartier, que tous nos camarades présents ne manqueraient pas d'y aller, que tous nos camarades absents regretteraient de n'y pouvoir aller. Je résolus dès lors de t'en donner une image fidèle. Je voulus commencer par l'affiche. Le citoyen Henri Boivin se rendit tout récemment chez l'imprimeur, qui est un peu son voisin. L'imprimeur déclara qu'il n'en avait plus. Je le regrettai vivement. D'industrieux typographes se seraient ingéniés à la reproduire pour toi dans les cahiers. Il faut y renoncer. Soit. Cette affiche, moitié plus petite, rappelait assez fidèlement les fréquentes affiches du *Groupe des.* Mais les cartes réservées ne se trouvaient pas aux même adresses. En particulier la librairie Giard et Brière, 16, rue Soufflot, remplaçait la Société nouvelle de librairie et d'édition. Un passant rapide et non averti pouvait n'en pas voir et n'en pas faire la différence. Le *Groupe des* redouta sans doute, cette fois encore, la confusion, car je lis dans *l'Aurore* du jeudi 22 mars, au *Bulletin social*, cet avertissement :

ÉTUDIANTS COLLECTIVISTES

Le groupe des étudiants collectivistes de Paris nous informe que la conférence de vendredi soir, à l'hôtel des Sociétés savantes, n'est point organisée par lui.

Elle l'est, en effet, par le groupe des étudiants collectivistes adhérent au Parti ouvrier français.

Je résolus de t'envoyer une image fidèle de la conférence elle-même. Je ne pouvais y assister, car la situation géographique de ma maison et les interdictions médicales sont conjurées pour m'empêcher d'assister, de longtemps, à des conférences qui commencent à huit heures et demie du soir au 28 de la rue Serpente ou, ce qui je pense revient au même, au 8 de la rue Danton. Et j'étais misérable, si je ne m'étais opportunément rappelé que des sténographes habiles et fidèles avaient établi authentiquement le texte officiel du compte rendu officiel du grand Congrès national, et qu'à plus forte raison pourraient-ils, si tel était leur bon plaisir, non moins authentiquement établir le compte rendu exact d'une simple conférence. Les citoyens frères Corcos — à peine ai-je besoin de te révéler qu'ils s'abonnèrent à nos cahiers aux temps héroïques du doute et de la suspicion — me répondirent qu'ils seraient heureux de collaborer ainsi à t'envoyer de nos nouvelles.

Tu trouveras dans le prochain cahier, exactement, purement, sincèrement, le texte établi par les citoyens sténographes aux doigts diligents. Je te prie de n'oublier pas que la plupart des discours livrés par la sténographie à la mémoire des hommes sont avant l'impression revus, relus, amendés, corrigés, au moins échenillés par les orateurs. Il n'en est pas de même ici, et tu dois en tenir compte à l'avantage des intéressés. Je me suis permis d'ajouter quelques notes à peine, ayant à souligner, ou à éclaircir quelques passages. Mais ces notes ne passent pas l'expression des réflexions inté-

rieures qu'aurait faites pendant la conférence un citoyen ordinaire, d'intelligence moyenne, simple, volontairement discret et muet. Je me suis permis d'attribuer au citoyen sténographe les rectifications indispensables et les conjectures indiquées. Bien qu'ils fussent deux, j'ai préféré les nommer *le citoyen sténographe,* parce que ces deux frères travaillent vraiment comme un seul citoyen, et parce qu'il m'a plu d'écrire impersonnellement *le citoyen sténographe*, aussi mystérieusement et d'un air entendu, comme on disait naguère *le scholiaste* : ici le scholiaste suppose que le poète, malgré les apparences, ne dit pas des bêtises.

Le Socialiste a commencé dans son numéro du 15 avril à donner en feuilleton la conférence de Lafargue. Il continuera. Ce compte rendu n'est pas sténographique, mais rédigé, illustré, appuyé, assez fidèle, en plusieurs endroits amendé et consolidé. Le citoyen Lafargue avait le droit de le faire.

Il est admis, commode et convenable que le conférencier donne pour la propagande une seconde édition, une rédaction travaillée. C'est pour la même raison que *le Socialiste* a donné la conférence toute seule, sans l'introduction du citoyen Vaillant, sans les interruptions et, sans doute, sans la discussion suivante. Nous avons, nous, à présenter une image de tout cela.

DEUXIÈME ANNONCE

Mon ami,

Si tu étais à Paris, tu serais allé à la grande fête organisée pour le vendredi 13 avril, avant-veille de Pâques, par *la Petite République.*

Dès le numéro daté du samedi 7, le journal avait annoncé cette fête. Les lundi 9, mardi 10, mercredi 11, jeudi 12, vendredi 13, une grande annonce occupait tout le nord-est, presque jusqu'au milieu en hauteur, de la première page.

L'annonce du jeudi 12 portait en outre l'avis suivant :

Les citoyens dont les noms suivent sont invités à retirer, aujourd'hui ou demain, de 6 heures 1/2 du soir à 8 heures, à *LA PETITE RÉPUBLIQUE*, leurs cartes de commissaires pour la soirée de vendredi, à la Porte-Saint-Martin :

Beauvais, F. Bigot, Boivin, Borjon, Briaux, Émile Buré, Eugène Cast..., F. Château, Cherchilliez, F. Dumas, Dunan, Dutheil, E. Givort, Gourdeau, L. Jousseaume, Lecoint, Edgard Longuet, Jean Longuet, Massieu, Mauclair, L. Modé, Ollivier, Paul-Martin, J. Rausch, Rougerie, Roulon, A. Surier, Docteur Thiroux, Ph. Walter.

L'annonce habituelle était à peu près disposée ainsi :

THÉATRE CIVIQUE

Représentation du vendredi 13 avril 1900

A 8 heures 1/2 du soir

AU THÉATRE DE LA PORTE-SAINT-MARTIN

CONFÉRENCE DE JEAN JAURÈS

Sur L'ART

PRÉSIDENCE D'ANATOLE FRANCE

Programme

M. COQUELIN

Poèmes de Victor Hugo

Mademoiselle LOUISE GRANDJEAN (de l'Opéra)

Air de *Fidelio* (Beethoven)

M. RENAUD (de l'Opéra)

La Romance de l'Étoile (Richard Wagner), accompagnée par M. LÉON MOREAU; *Les seuls Pleurs* (Camille Erlanger), accompagnés par l'auteur.

Madame SEGOND-WEBER

Poèmes d'Alfred de Vigny

Mesdemoiselles RIOTTON et MARIÉ DE L'ILE (de l'Opéra-Comique)

M. ISNARDON (de l'Opéra-Comique)

Mademoiselle YAHNE

Poèmes d'Alfred de Musset

M. DE MAX

Jeunes soldats (Lamennais)

Mademoiselle BLANCHE DUFRÊNE

Poèmes de Pottier

M. GÉMIER

Un apologue d'Anatole France

LA RONDE DES COMPAGNONS

(avec chœurs)

De GUSTAVE CHARPENTIER, dirigée par l'auteur

On loue, dès maintenant, des places dans les bureaux de *la Petite République*, 111, rue Réaumur.

Pour les avant-scènes, baignoires, loges de première, on traite de gré à gré. S'adresser à la direction du journal.

Fauteuils d'orchestre, fauteuils de balcon, 5 francs; deuxième balcon, 3 francs; troisième balcon, 2 francs; stalles d'amphithéâtre, 1 fr. 50; amphithéâtre, 1 franc.

(ON PEUT RETENIR SES PLACES PAR CORRESPONDANCE)

Le dernier jour, samedi 14, la récapitulation des artistes présente quelques modifications.

Tu connais beaucoup moins ces fêtes que tu ne connais les conférences données à l'Hôtel des Sociétés savantes par le Groupe des Étudiants Collectivistes. Elles sont beaucoup plus récentes. La première, à ma connaissance, remonte à peu près au temps où le socialisme avoisinait avec le dreyfusisme et où le dreyfusisme rendait beaucoup. J'aurais été heureux d'aller à celle-ci à ton intention. Mais je ne le pouvais, pour la raison dessus dite. Heureusement que le camarade Émile Boivin, toujours ami des grandeurs, s'était fait nommer commissaire. J'ai eu ainsi quelques renseignements. Nul n'ignore que les commissaires sont des citoyens qui organisent le service d'ordre et se réservent plusieurs fauteuils d'orchestre.

Il y aurait beaucoup à dire et sans doute assez à critiquer sur et dans ces nouvelles cérémonies. Nous le ferons dès que j'y aurai pu assister. En attendant je veux et je dois contribuer à ce que tu gardes une entière mémoire de celle-ci.

Sache donc, ami, que la salle était pleine et repleine : en bas des messieurs, avec nos commissaires, en haut des citoyens, au milieu toutes les gradations indispensables. Disposition non pas voulue et d'élection, mais distribution automatique selon les gradations des prix des places. Contribution précieuse à la théorie ou, comme on dit, à la conception matérialiste, en attendant la théorie mathématique, de l'histoire des représentations théâtrales.

Au moment où le public, avant toutes les représenta-

tions, commence à s'impatienter, au moment où les spectateurs des galeries sublimes scandent rigoureusement de la voix et des pieds, quelquefois de la canne, sur l'air et sur le rythme connu : *les lampions, les lampions*, cette expression technique : *au rideau, au rideau*, à ce moment les citoyens d'en haut entonnèrent en chœur *l'Internationale*.

On se fût d'abord imaginé quelque congrès national ou international. Mais bien loin que l'hymne socialiste révolutionnaire fût chantée en chœur, au moins au refrain, par toute la salle enthousiasmée, loin de là — couplets moins denses et refrain dense et large descendaient des hauteurs sur le silence des plaines. On sait beaucoup plus et beaucoup mieux *l'Internationale* à présent qu'au temps où tu as quitté Paris. Les agents secrets que ces cahiers paient très cher — voir sur la couverture notre état de situation — pour savoir exactement ce qui se passe derrière les apparences m'ont rapporté que, vue par le trou du rideau, la descente majestueuse, lourde et lente et grave de *l'Internationale* constituait un spectacle admirable. Sous les flots larges la plaine étrangère, volontairement sympathique, faisait bonne contenance. Enfin l'hymne cessa. Mais le peuple s'enhardissant et se vulgarisant commença l'inévitable *Carmagnole*. Amusement d'un goût un peu douteux, et qui ne tardera pas à commencer à vieillir, comme tout en ce monde, peu digne, à peine acceptable en un grand jour de sincère manifestation républicaine, un peu trop ironique, c'est-à-dire malsain, et soulignant désagréablement l'incohérence morale de la fête, amusement douteux que de verser d'en haut sur les crânes inférieurs le refrain que l'his-

toire nous interdit malheureusement de ne pas prendre au sérieux :

Ah! ça ira, ça ira, ça ira
Tous les bourgeois à la lanterne!
Ah! ça ira, ça ira, ça ira
Tous les bourgeois on les pendra!

Le rideau levé Anatole France lut une allocution que je relis dans *la Petite République* du dimanche 15, intitulée

l'Unité de l'Art

et présentée ainsi :

Voici le texte de l'allocution prononcée par Anatole France à la représentation du Théâtre-Civique, qui a eu lieu hier soir à la Porte-Saint-Martin :

Citoyennes, citoyens,

Si je prends la parole, c'est pour la donner à Jaurès. Je ne suis pas moins impatient que vous de l'entendre. Il va nous entretenir des destinées de l'art dans les progrès de la démocratie, et c'est un sujet qui devait attirer l'attention d'un esprit comme le sien, fortement occupé du juste et du beau. Un lien, parfois presque insensible, mais jamais rompu, subtil et fort, conduit de l'idée de la justice à l'idée de la beauté; et c'est de la constitution intime d'une société que résultent les expansions de l'art, comme la sève qui nourrit le tronc et les branches de l'arbre fait la fraîcheur du feuillage et l'éclat des fleurs. Mais avant d'écouter cette grande voix, expression d'une forte pensée, qui nous découvrira les harmonies profondes qui s'enchaînent de la cime aux racines de l'arbre social, je voudrais, si vous le permettez, vous préparer en quelques mots à concevoir l'idée de l'art dans son unité et dans sa plénitude.

Il n'est peut-être pas inutile en effet de vous montrer d'un coup l'art tout entier et d'en réunir à votre pensée toutes les parties, après qu'on en a donné si longtemps une image mutilée, après qu'on a voulu le couper en deux tronçons, incapables de vivre isolément; après qu'on a imaginé des arts supérieurs et des arts inférieurs, et qu'on a nommé les uns *beaux-arts,* les autres *arts industriels,* donnant sans doute à entendre que ces derniers, trop engagés dans la matière, ne s'élevaient point à la beauté pure; comme si la beauté n'était pas constituée nécessairement par des rapports et des convenances et ne tirait pas de la matière son unique moyen d'expression! Distinction inspirée par une mauvaise métaphysique de caste, inégalité qui ne fut ni plus juste ni plus heureuse que tant d'autres inégalités introduites systématiquement parmi les hommes et qui ne proviennent point de la nature! Cette séparation ne fut pas moins nuisible, dans la pratique, aux arts qu'elle plaçait en haut qu'à ceux qu'elle mettait en bas. Car si les arts industriels en furent appauvris et avilis, s'ils tombèrent des augustes élégances de l'art aux grossiers caprices du luxe, et perdirent même un moment le goût et le sentiment d'embellir les choses nécessaires à la vie, les beaux-arts, cependant isolés et privilégiés, furent exposés aux dangers de l'isolement et menacés du sort de tous les privilégiés, qui est de traîner une existence importune et vaine. Et l'on fut menacé de ces deux monstres : l'artiste qui n'est pas artisan, l'artisan qui n'est pas artiste.

Effaçons, citoyens, ces distinctions ininteliigentes, renversons cette méchante barrière, et considérons l'indivisible unité de l'art dans ses manifestations infinies.

Non! Il n'y a pas deux sortes d'arts, les industriels et les beaux; il n'y a qu'un art qui est tout ensemble industrie et beauté, et qui s'emploie à charmer la vie en multipliant autour de nous de belles formes, exprimant de belles pensées. L'artiste et l'artisan travaillent à la même œuvre magnifique; ils concourent à nous rendre agréable et chère l'habitation humaine, à communiquer un air de grâce et de noblesse à la maison, à la ville, au jardin.

Ils sont semblables l'un à l'autre par la fonction. Ils sont collaborateurs. L'œuvre de l'orfèvre, du potier de terre, de l'émailleur, du fondeur d'étain, de l'ébéniste et du jardinier appartiennent aux beaux-arts aussi bien que l'œuvre du peintre, du sculpteur, de l'architecte, à moins qu'on ne pense que l'orfèvre Benvenuto Cellini, le potier Bernard Palissy, l'émailleur Pénicaud, le fondeur d'étain Briot, l'ébéniste Boule, le jardinier Le Nôtre, pour ne parler que des anciens, n'ont pas accompli les ouvrages d'un art assez beau. Mais vous estimez au contraire, citoyens, que l'artisan qui a trouvé le galbe d'une coupe ou obtenu la transparence d'un émail est le confrère de l'artiste qui a conçu les lignes d'une statue ou choisi les tons d'un tableau.

Venez donc, vous par qui les objets usuels sont revêtus de beauté, venez en foule harmonieuse, venez graveurs et lithographes, mouleurs du métal, de l'argile et du plâtre, fondeurs de caractères et typographes, imprimeurs sur étoffe et sur papier, peintres de décors, bijoutiers, orfèvres, potiers, verriers, tabletiers, brodeurs, tapissiers, gainiers, relieurs, artisans, artistes, consolateurs, qui nous donnez la joie des formes heureuses et des couleurs charmantes, bienfaiteurs des hommes,

venez avec les peintres, les sculpteurs et les architectes. Avec eux, la main dans la main, acheminez-vous vers la cité future.

Elle nous annonce un peu plus de justice et de joie. Vous travaillerez en elle et pour elle. D'une société plus équitable et plus heureuse que la nôtre sortira peut-être un art plus aimable et plus beau; artistes, artisans, unissez-vous, associez-vous; étudiez, méditez ensemble. Mettez en commun vos idées et vos expériences. Soyez, à vous tous, mille et mille pensées manuelles et mille et mille mains pensantes, et travaillez dans la paix et l'harmonie.

La parole est à Jean Jaurès.

Le citoyen Anatole France, me dit un espion qui ne l'avait jamais vu, a un peu l'aspect sec et blanc, digne et fier d'un ancien officier de cavalerie en retraite, mais d'un officier tout à fait très bien, comme il y en a, quand il y en a. Il fait d'une voix pleine la lecture de son allocution, comme les gens qui lisent au lieu de parler. On regrette qu'il ne parle pas.

Jaurès fut très beau. Sa parole ne sera pas perdue pour toi, puisque *la Petite République* du lundi 16 annonçait que « nos camarades du *Mouvement Socialiste* ont fait sténographier le superbe discours de Jaurès sur *l'Art et le Socialisme*. Ils le publieront dans le numéro qui paraîtra le premier mai. Adresser les demandes au *Mouvement Socialiste*, 17, rue Cujas. » Quand Jaurès eut parlé, des messieurs d'en bas admiraient disant : Les théories sont fausses; mais comme c'est beau!

Les éminents artistes furent vivement goûtés.

LA CONSULTATION INTERNATIONALE

Le camarade Charles Rappoport nous a fait judicieusement observer que la consultation internationale que nous avons reproduite n'aurait pas un caractère scientifique si nous ne reproduisions pas la réponse du citoyen Liebknecht, — que nos lecteurs sans doute connaissaient les sentiments du citoyen Liebknecht, mais qu'ils ne les connaissaient que par des communications indirectes, alors que Liebknecht avait donné une réponse expresse aux questions posées par *la Petite République*.

Le Socialiste ainsi daté : Dimanche 20-27 Août 1899, publiant le compte rendu officiel du dix-septième Congrès national du Parti ouvrier français, tenu à Épernay les 13, 14, 15 et 16 août, publiait en effet cette réponse :

LETTRE DE LIEBKNECHT

Mes chers amis,

Vous savez que je me suis fait une règle de ne pas me mêler des affaires des socialistes des autres pays. Mais puisque vous me demandez mon opinion sur les questions brûlantes qui occupent votre Congrès et toute la France socialiste et démocrate, et que ceux de vos compatriotes socialistes qui ont des vues différentes des vôtres se sont aussi adressés à moi, je n'ai nulle raison de vous cacher ce que je pense. Et après tout, est-ce une affaire *étrangère* pour nous socialistes Allemands, ce qui vous occupe en France ?

Vraiment, le socialisme est international, et chaque jour il le devient davantage. Nous sommes *une nation pour nous*, une même nation internationale dans tous les pays du monde. Et les capitalistes, avec leurs agents, instruments et dupes, sont une autre nation internationale, de telle sorte que nous pouvons dire : il n'y a que *deux nations* aujourd'hui, l'une opposée à l'autre dans tous les pays, l'une luttant contre l'autre dans la grande lutte de classe, qui est la *nouvelle Révolution*. Les classes, c'est d'un côté le prolétariat, représenté par le socialisme, et, de l'autre, la bourgeoisie, représentée par le capitalisme.

Et comme c'est le capitalisme qui gouverne la société bourgeoise, les gouvernements, tant que le capitalisme règne, sont par nécessité des gouvernements capitalistes, des gouvernements de classe, c'est-à-dire de la classe régnante, servant les buts et les intérêts de la classe régnante, et destinés à organiser et à conduire la lutte de classe pour la bourgeoisie contre le prolétariat, pour le capitalisme contre le socialisme, pour nos ennemis contre vous, contre nous. Du point de vue de la lutte de classe, qui est la base du *socialisme militant*, c'est une vérité mise au-dessus de toute contestation par la logique de la pensée et des faits. Pour un socialiste, entrer dans un gouvernement bourgeois, c'est passer à l'ennemi ou se livrer à l'ennemi. En tout cas, un socialiste qui pénètre dans un gouvernement de la classe dirigeante se sépare de nous. Il peut se croire socialiste, mais il ne l'est plus ; il peut être sincère et de bonne foi, mais alors il n'a pas compris que le mouvement socialiste est une lutte de classe.

Un gouvernement d'aujourd'hui, même s'il avait, par philanthropie, de bonnes intentions, ne peut faire rien de sérieux pour notre cause. Il faut se garder des illusions. Si le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions, le chemin des défaites est pavé d'illusions. Dans la société d'aujourd'hui un gouvernement qui n'est pas capitaliste est simplement impossible. Et le malheureux socialiste qui par hasard entre dans un tel gouvernement, s'il ne veut pas trahir sa classe, est condamné à l'impuissance. La bourgeoisie anglaise a compris cela depuis un siècle, et c'est

une pratique systématique de tous ses gouvernements que le membre le plus radical de l'opposition, qui est assez naïf pour se prêter à ce jeu, est pris dans le gouvernement. Il sert comme *couverture* et désarme ses amis, qui ne peuvent pas tirer sur lui; comme, dans une bataille, on ne peut pas tirer sur les otages mis en avant par l'ennemi.

Voilà ma réponse à la question relative à l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement bourgeois.

Je passe maintenant à l'autre question, à celle de l'*unité*. La réponse m'est dictée par les principes et par les intérêts du parti.

Je suis pour l'unité du parti, unité nationale et unité internationale. Mais ce doit être l'unité du *socialisme* et des *socialistes*. L'unité avec des adversaires, avec des hommes qui ont des buts et des intérêts différents et opposés, ce n'est pas une *unité socialiste*. Il faut nous unir à tout prix, au prix de tous les sacrifices. Mais, afin que nous puissions nous unir et nous organiser, il faut nous débarrasser de tous les éléments étrangers ou hostiles. Que penserait-on d'un général qui, dans un pays ennemi, remplirait les rangs de son armée de soldats pris au pays ennemi? Ne serait-ce pas le comble de la folie? Prendre dans notre organisation, qui est *une armée* pour la lutte de classe, des adversaires qui ont des buts et des intérêts opposés aux nôtres, serait plus qu'une folie, un suicide.

Sur le terrain de la lutte de classe, nous sommes invincibles; si nous le quittons, nous sommes perdus, parce que nous ne sommes plus des socialistes. La force du socialisme est dans le fait qu'il y a une lutte de classe, que la classe travaillante est exploitée et opprimée par la classe capitaliste et que dans la société capitaliste des *réformes* sont impossibles qui pourraient mettre fin à l'exploitation et à l'oppression.

Nous ne pouvons pas transiger, nous ne pouvons pas conclure un *pacte* avec ce système; il faut *rompre*, et certes ce n'est pas la classe dominante et exploitante qui lui donnera le coup de grâce. C'est pourquoi *l'Internationale* a

prêché au prolétariat que *l'émancipation des travailleurs ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.*

Sans doute il y a des bourgeois qui, par justice et par humanité, se mettent du côté des socialistes, mais ce sont des exceptions; — la *masse* de la bourgeoisie a la conscience de classe — et de classe dominante et exploitante. Elle est plus consciente de ses intérêts que la masse du prolétariat.

Je conclus : vous m'avez demandé mon opinion; je vous l'ai donnée. A vous de faire ce que les principes et les intérêts de notre parti vous ordonnent de faire.

Salut fraternel au Congrès d'Épernay.

Vive la France ouvrière et socialiste!

Vive le Socialisme international.

WILHELM LIEBKNECHT

La Petite République a bien voulu nous communiquer les quelques réponses qu'elle n'a pas publiées :

DOCTEUR CHARLES SCHIDLOWSKI

Le docteur Charles Schidlowski (1) est un socialiste révolutionnaire russe. Un jeune militant doublé d'un philosophe. Dans la littérature socialiste il a débuté par une critique remarquable de la méthode dialectique de Hegel et de Marx. Ecrivain de talent, il est un des organisateurs de l'*Union des Socialistes-Révolutionnaires-Russes*, qui s'inspire à la fois du socialisme moderne et de la vieille tactique du *Parti de la Volonté du Peuple (Narodnaja Vola)*, et dont il dirige, avec ses amis, l'organe *l'Ouvrier Russe (Rousski Rabotschi)*, paraissant à Genève.

Il nous prie d'ajouter qu'il n'engage pas son organisation par son opinion sur la participation d'un militant socialiste au pouvoir ministériel, cette opinion lui étant personnelle.

Chers camarades,

La juste solution des questions posées par vous n'est possible, selon moi, qu'à la condition que l'on conçoive la lutte de classe d'une manière également juste.

---

(1) Au cinquième cahier, page 9, reproduisant les questions mêmes adressées par *la Petite République* aux militants socialistes interna-

Il y avait un temps où l'on croyait — et bien des socialistes le croient encore — que la révolution sociale résulterait d'une lutte désespérée du prolétariat, misérable et ne profitant d'aucune manière des biens que met à notre disposition la civilisation moderne. On admettait que ce ne serait qu'alors que le prolétariat n'aurait rien à perdre, qu'il conquerrait un monde entier. La lutte de classes se présentait aux esprits comme une guerre menée contre la société par un adversaire qui se trouve hors de cette société — par un ennemi dont la tâche unique est de détruire tout ce qui existe, ne laissant rien derrière lui. En partant de cette conception étroite de la lutte des classes, il était facile de prouver que l'intervention des socialistes dans des luttes livrées entre des fractions bourgeoises ne peut se concilier avec le principe de la lutte des classes. Car, disait-on, toute la bourgeoisie ne doit être considérée que comme formant un bloc réactionnaire, dont aucune partie n'est capable de désirer sincèrement la liberté pour elle-même, ni de se révolter contre une infamie commise. Les socialistes par conséquent ne peuvent se commettre avec aucune de ces parties.

Avec cette conception de la lutte des classes, on est nécessairement amené à donner la même réponse négative à votre seconde question portant sur la participation au pouvoir dans la société actuelle. En effet, il n'y a pas d'action commune possible entre les socialistes, qui cherchent à détruire l'ordre existant, et les représentants de la bourgeoisie, qui ne songent qu'à conserver ce que les socialistes attaquent.

---

tionaux, nous avons écrit son nom : *Schiflonski*. Nous prions nos lecteurs de vouloir bien faire la rectification. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour éviter de semblables erreurs. Nous savons que ces cahiers n'auraient aucun intérêt véritable s'ils n'étaient pas avant tout des cahiers de documents et de renseignements exacts. En particulier la consultation internationale a été relue sur épreuves par celui de nos camarades qui, ayant fait récemment un long tour d'Europe, a le mieux connu les militants internationaux. Mais il est difficile d'atteindre à l'entière exactitude. Et il est plus difficile d'éviter les fautes en copiant un journal à rectifier qu'en écrivant soi-même.

Il me semble que l'évolution sociale, comme celle de la pensée socialiste, qui se rend compte de ce qui se passe, a pleinement démontré la fausseté de ces conceptions. La révolution sociale ne résultera pas d'une situation désespérée du prolétariat qui n'aurait *rien à perdre*. Elle sera faite par la classe ouvrière ayant alors atteint un niveau de culture assez élevé; elle sera provoquée par les besoins et les revendications d'un ordre matériel, intellectuel, moral et social qui se développent sans cesse et qui ne peuvent trouver leur pleine satisfaction qu'après la suppression de la propriété privée remplacée par la possession collective des moyens de production et une organisation propre de la production nationale.

En raison de cette considération, la lutte des classes a pour tâche principale la défense — toujours et partout — des intérêts des classes productives. Elle a aussi pour objet les intérêts et les besoins immédiats de ces classes. Elle cherche à élever leur niveau matériel et moral. Et tout cela parce que toute amélioration sérieuse de la situation actuelle de la classe ouvrière est une condition nécessaire de son développement matériel et intellectuel, grâce auquel le socialisme lui apparaîtra non comme un bel idéal trop éloigné mais comme une nécessité absolue.

Les partisans de cette méthode doivent pourtant combattre énergiquement ceux des opportunistes qui voient dans les améliorations partielles et dans les palliatifs la fin suprême du socialisme. Mais en même temps ils sont bien obligés de ne pas se regarder comme hors de la société. Au contraire. Ils doivent rester dans cette société, se rendre compte de tout ce qui s'y passe, pour agir en conséquence. Voilà pourquoi l'action parlementaire des socialistes de tous les pays perd de plus en plus son caractère d'une opposition absolue qui a sa fin en elle-même et se transforme en une collaboration avec d'autres classes. Le véritable sens de cette collaboration consiste dans le fait que les socialistes forcent les classes bourgeoises à faire des concessions aux classes travailleuses. Mais pour y arriver il est nécessaire de cesser de considérer toutes les classes

bourgeoises comme formant *un bloc réactionnaire.* Il est nécessaire de classer les groupes selon leur caractère plus ou moins réactionnaire, selon leur disposition plus ou moins grande à faire des concessions.

Il est évident par conséquent que les socialistes ne peuvent regarder avec indifférence la lutte des fractions bourgeoises entre elles. Ils doivent se mêler à la lutte pour aider à écraser celles qui leur sont plus hostiles.

Cette intervention ne doit pas se borner aux cas où il s'agit de la question ouvrière proprement dite ou de ce que l'on appelle la question sociale, ces questions n'étant pas indépendantes de tous les autres phénomènes de la vie sociale. Chaque changement de l'atmosphère politique et morale dans laquelle vit la société a une répercussion inévitable sur le sort de la lutte des classes et sur les intérêts immédiats de la classe ouvrière. Ainsi la conquête des nouveaux droits politiques, la défense de la justice sociale et de l'humanité, le triomphe de la science et de la recherche libre sur les ténèbres de l'ignorance, du principe de la fraternité internationale sur le chauvinisme et l'antagonisme des nations, de la tolérance vraie sur le fanatisme clérical — tout cela crée une atmosphère plus favorable à la lutte des classes en lui préparant un heureux succès, tandis que l'arbitraire de la classe dominante, le délire bestial des chauvinistes et le fanatisme médiéval des curés lui sont extrêmement nuisibles.

Voilà pourquoi je crois que l'intervention du prolétariat socialiste dans les luttes entre les fractions bourgeoises afin de porter un coup décisif à la réaction sous toutes ses formes non seulement ne se trouve pas en opposition avec le principe de la lutte des classes, mais est directement dicté par ce même principe et le sert.

Je dois répondre dans le même sens à la deuxième question posée par vous. La participation des socialistes au pouvoir exécutif est la conséquence logique et inévitable de sa participation aux assemblées législatives. Qui collabore à la confection des lois doit nécessairement s'occuper de leur application régulière, doit empêcher la classe domi-

nante de les interpréter dans son propre intérêt. Personne, en effet, ne voudrait nier que la lutte contre *les abus du pouvoir*, un contrôle rigoureux des actes du gouvernement, est autrement utile à la classe ouvrière qu'une critique faite après coup, *post festum*. Voilà pourquoi les socialistes doivent tâcher partout d'avoir une part directe au gouvernement, une part qui correspondrait à la force sociale qu'ils possèdent.

Il est naturellement désagréable pour les socialistes d'être obligés d'agir à côté des personnes qui ont mérité à juste titre les colères du prolétariat. Mais cette promiscuité est inévitable et dans les conditions de l'action parlementaire. En tous les cas ce n'est pas de leur faute si la bourgeoisie n'a pas trouvé des hommes plus dignes que M. Galliffet pour en faire un ministre de la guerre, comme ce n'est pas de leur faute non plus s'ils sont obligés de siéger à côté de MM. Lasies et Drumont.

La lutte des classes menée par le parti socialiste en Suisse m'a convaincu que la participation des socialistes au pouvoir n'affaiblit pas son ardeur, mais, au contraire, lui donne une nouvelle force. La majorité de la population s'habitue de plus en plus à voir dans les représentants de la classe ouvrière des défenseurs désintéressés et habiles des intérêts de la société. D'autre part, à mesure que notre parti renonce à une attitude exclusivement négative envers la société actuelle et commence à s'occuper des réformes positives et des améliorations partielles, son prestige croît et avec le prestige son influence sur les masses.

Je comprends bien, chers camarades, que l'expérience d'un pays souvent ne s'applique pas à un autre. Néanmoins je suis convaincu que, sauf des conditions exceptionnelles, les socialistes doivent prendre part à tous les corps constitués, l'exécutif compris. Il va de soi qu'ils doivent agir dans l'esprit du programme socialiste et de notre fin propre. En agissant de la sorte, nous hâterons plus sûrement le jour de la délivrance définitive hors de l'ordre bourgeois déjà compromis.

Salut fraternel.

Docteur Charles Schidlowski

DOCTEUR BORIS KRITCHEWSKI

Membre de la Rédaction de la revue *Rabotcheïe Dèlo (la Cause Ouvrière)*, organe de l'*Union des Socialistes-Démocrates-Russes* à l'étranger, et collaborateur des revues et journaux socialistes allemands.

A pris part au mouvement révolutionnaire russe, en 1883-1884. Arrêté en décembre 1884, il a subi près de deux années de prison « préventive », et fut ensuite, par ordre administratif, mis, pour trois ans, sous la surveillance de la police. S'est réfugié, fin 1887, à l'étranger (en Suisse), où il adhéra tout de suite à la fraction démocrate-socialiste (marxiste) du parti socialiste russe.

Avant d'être élu membre de la rédaction du *Rabotcheïe Dèlo*, a publié, entre autres, des brochures de propagande socialiste pour les ouvriers russes.

I

Chers citoyens,

Les réponses déjà publiées ont fait ressortir, au sujet de votre première question, une rare unanimité du socialisme international. La question est jugée et bien jugée. Si je crois cependant devoir en parler à mon tour, c'est qu'ayant observé les événements de près, je réussirai peut-être à éviter des redites.

L'affaire Dreyfus n'est pas la première crise que la République ait eu à traverser. C'en est, après le boulangisme, après le Panama, la troisième. Cela fait trois crises en dix ans.

Karl Marx a appelé la France la terre classique des luttes de classe. On peut dire aussi que la troisième République est le régime classique des crises. Quelles que soient les causes et les formes particulières de chacune des trois crises indiquées, on retrouve partout, en allant au fond des choses, une cause dominante et identique. C'est l'antagonisme entre la domination économique et politique de la bourgeoisie et la forme démocratique du gouvernement. Cet antagonisme, qui existe à l'état plus ou moins aigu dans tous les pays modernes, éclate en France avec le plus de violence, parce que nulle part les deux éléments en conflit ne sont aussi fortement développés que dans ce

pays. La domination bourgeoise, *souveraine* ici *en fait*, la bourgeoisie ayant éliminé ou absorbé les classes dominantes de l'ancien régime, se heurte d'autant plus violemment à la démocratie, *souveraine en droit*, et inversement.

Pour parer au choc, la bourgeoisie cherche à s'entourer de ce qu'on peut nommer des forces-tampons, qui sont en même temps destinées à atténuer les effets de la démocratie. Ces forces-tampons, systématiquement développées et cajolées, sont, en premier lieu, le *cléricalisme*, le *militarisme* et le *chauvinisme*, cette caricature du patriotisme, une *Trinité réactionnaire* qui suffirait à étrangler ou tout au moins à fausser la démocratie et à faire déchoir la nation, si la domination bourgeoise n'était condamnée par sa nature même à faire grandir malgré elle la force la plus sûre et la plus consciente de la démocratie, *le prolétariat socialiste*.

C'est dire que le prolétariat socialiste aurait manqué au principe de la lutte de classe et, ce qui revient au même, à tous ses intérêts vitaux, s'il n'était pas intervenu dans le conflit déchaîné par l'affaire Dreyfus. Jamais, en effet, la Trinité réactionnaire n'a agi avec plus d'entrain et de vigueur et n'a menacé la démocratie avec plus d'audace.

L'affaire Dreyfus n'était pas, n'est pas seulement une question d'humanité et de droit, elle est aussi et surtout — et c'est là son caractère distinctif à côté de tant d'autres erreurs ou crimes judiciaires — un conflit aigu entre les forces réactionnaires coalisées et la démocratie, une *lutte de classe* dans toute l'acception du terme. A moins donc d'admettre que le socialisme n'ait rien à perdre au triomphe de la réaction militariste et cléricale, que le prolétariat ne soit pas intéressé au triomphe de la démocratie, c'est-à-dire, à moins de retomber dans les errements de la période sectaire et enfantine du socialisme ou de réduire les aspirations du prolétariat à une *question d'estomac*, — il n'est guère possible de contester le devoir du parti socialiste d'intervenir dans les conflits où, comme dans l'affaire Dreyfus, les intérêts de la démocratie sont en jeu.

En prenant parti dans l'affaire Dreyfus, le prolétariat a lutté contre *ses propres ennemis*. Et son action était d'autant plus nécessaire que les éléments plus ou moins démo-

cratiques de la bourgeoisie, abstraction faite des intellectuels agissant *en dehors des partis bourgeois*, ont trop longtemps déserté leur devoir, ont trop longtemps *pensé aux circonscriptions*, au lieu de penser aux intérêts véritables de la masse égarée.

Ce qui, au point de vue de la tactique, distingue peut-être le plus radicalement le parti socialiste, c'est le souci de ses *intérêts durables et permanents*, qui sont ceux de l'affranchissement définitif du prolétariat, tandis que les partis bourgeois de toute sorte vivent au jour le jour, ne regardant qu'aux *intérêts momentanés*, toujours prêts à sacrifier l'avenir au présent, à trahir leurs principes au prix d'un avantage éphémère. Le parti socialiste, lui, a un droit historique d'aînesse qu'il ne vend, ne saurait jamais vendre pour un plat de lentilles.

Le plat de lentilles, c'étaient, dans l'espèce, des avantages électoraux possibles ou probables dans le cas d'une attitude tout au moins réservée à l'égard des passions réactionnaires qui ont fini par entraîner les masses populaires. Eh bien, le devoir du parti socialiste était tout tracé. Il fallait dédaigner les considérations électorales pour ne penser qu'aux intérêts permanents du prolétariat, les voix électorales ne valant, au point de vue de la lutte prolétarienne d'ensemble, qu'autant qu'elles sont le résultat d'une propagande de principe qui ne transige point avec les courants démagogiques. Cette tactique, adoptée dès le début par quelques-uns, a été, du reste, couronnée de succès, puisque le prolétariat conscient l'a comprise et que même les partis bourgeois sincèrement républicains ont dû, un peu trop tard, il est vrai, se ressaisir.

D'ailleurs, je l'ai déjà indiqué, les conflits et les crises se répètent en France. Dès lors, comment le parti socialiste pourrait-il vivre et grandir s'il s'abstenait de l'action juste au moment où tous les autres partis luttent le plus ardemment, où toutes les passions sont déchaînées, où les masses populaires sont remuées jusque dans leurs profondeurs, où la lutte politique devient l'affaire et le souci de tous les citoyens? Un parti qui fait le mort aux époques troublées commet un suicide.

Force oblige. Les responsabilités d'un parti croissent avec sa force. Le parti socialiste pouvait, à la rigueur, ne pas intervenir ou se montrer hésitant et tâtonnant pendant le boulangisme, parce que, à cette époque, il ne comptait presque pas, n'étant encore qu'un *mouvement de secte*. Il ne le pouvait plus pendant l'affaire Dreyfus, après qu'il fut devenu un *mouvement de masses*, le point de ralliement de toutes les forces vives du prolétariat et des autres couches démocratiques les plus accessibles aux idées socialistes.

C'est donc, en même temps que son honneur et son profit, un signe de clairvoyance et une preuve de la force accrue du prolétariat français d'être intervenu — aussi énergiquement et aussi promptement que les circonstances le permettaient — dans le conflit entre la réaction militariste et cléricale et la démocratie, et d'avoir ainsi fait pencher la balance du côté de la démocratie.

En ce qui concerne la portée générale ou internationale de votre première question, il suffit de rappeler que Marx et Engels, les premiers théoriciens de la lutte de classe du prolétariat, ont recommandé dans le *Manifeste du Parti Communiste*, il y a déjà plus de cinquante ans, de soutenir les éléments démocratiques de la bourgeoisie en lutte contre les partis réactionnaires. Et cette tactique a été, depuis, observée par les partis socialistes de tous les pays.

II

Votre deuxième question est infiniment plus complexe.

S'il était possible de donner une réponse *générale* à une question qui, à mon avis, n'en comporte pas, on devrait rejeter *de plano* la participation des socialistes à un ministère bourgeois. La raison principale et décisive en est que le pouvoir ministériel représente *l'ensemble de l'ordre capitaliste* dont il a la charge et la responsabilité et que le parti prolétarien ne saurait, sans renier le principe de la lutte de classe, assumer cette charge et cette responsabilité-là.

D'une façon générale, ceux des socialistes qui croient à

une réalisation pacifique et pour ainsi dire subreptice du socialisme peuvent seuls admettre la prise de possession partielle du pouvoir gouvernemental quelle que soit la situation politique. Je n'en suis pas. Je pense, au contraire, que l'enseignement le plus clair de l'histoire est la résistance aveugle et même féroce des classes dominantes à l'avènement d'un ordre social qui détruirait leurs privilèges. Les classes régnantes n'abdiquent jamais volontairement. Les transformations sociales ne se sont jamais faites à l'amiable. La révolution a été toujours le point final et inévitable de l'évolution.

Si une révolution ou plutôt une série de révolutions était nécessaire pour faire triompher l'ordre bourgeois sur le régime féodal, on peut d'autant moins concevoir l'avènement pacifique de l'ordre socialiste. Tandis que, en effet, le régime bourgeois et le régime féodal ne se différencient, dans le domaine économique, que par la *forme* de l'exploitation et de la propriété individuelle des moyens de production, l'ordre socialiste supprime toute exploitation et toute propriété individuelle des moyens de production. Aussi le seigneur féodal pouvait-il s'adapter à la société bourgeoise en se transformant en propriétaire capitaliste, en s'embourgeoisant ; le capitaliste, au contraire, devra tout simplement disparaître en régime socialiste, la socialisation des moyens de production ayant supprimé sa raison d'être économique. Le seigneur féodal pouvait se soumettre, le capitaliste ne pourra que se démettre.

Une autre conséquence de ce qui précède est que l'on ne saurait assimiler les fonctions ministérielles aux autres fonctions exécutives et, à plus forte raison, aux fonctions législatives. Ce qui en fait la différence, ce n'est pas, à mon avis, leur *origine* diverse — un ministre socialiste étant aussi bien qu'un maire socialiste le résultat et le signe visible de la force croissante du parti socialiste — mais leur *caractère* divers sur lequel il n'est pas besoin d'insister davantage, tant cela saute aux yeux.

Dans des conditions normales un ministre socialiste ne pourrait que discréditer son parti en des compromissions fâcheuses avec *les nécessités* soi-disant *gouvernementales*,

expression vague et euphémique pour désigner *les exigences de la classe dominante, la sauvegarde des intérêts permanents de la bourgeoisie.*

On a bien vu en France même de simples radicaux, ainsi que des cabinets radicaux homogènes, compromettre leur parti, une fois arrivés au pouvoir. Et pourtant les radicaux se placent sur le même terrain économique que les autres partis bourgeois. Il serait aussi superficiel qu'injuste d'imputer ce résultat aux causes purement personnelles, à la lâcheté ou à la bêtise de tous les radicaux qui se sont succédé au pouvoir. Si *tous* les ministres radicaux ont trahi leur programme, cela prouve qu'il y avait aussi en jeu une *cause générale et impersonnelle.* C'est la domination économique et politique de la bourgeoisie capitaliste qui a maté les ministres radicaux, qui a fait enterrer ou qui a fait échouer toutes les réformes démocratiques, y compris l'anodin impôt sur le revenu, de récente mémoire. On peut juger par là quelle serait la force de résistance bien autrement formidable opposée par la classe capitaliste, par sa représentation parlementaire et gouvernementale, à des projets de réforme d'un ministre socialiste.

Je sais bien que le parti radical, en tant qu'*organisation*, n'existe que de nom, tandis que l'organisation du parti socialiste et, par conséquent, sa *puissance de contrôle*, devient de plus en plus forte et efficace. Mais cela veut dire seulement que le ministre socialiste, en tout moment *effectivement responsable envers son parti*, serait bientôt obligé de donner sa démission.

En fait, — et la manière dont vous avez posé la question l'indique d'ailleurs assez clairement — l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois n'est guère concevable que *dans des circonstances tout à fait exceptionnelles.*

Le pouvoir bourgeois doit être bien malade, bien désagrégé pour être obligé de demander l'appui d'un ministre socialiste, c'est-à-dire de partager le pouvoir avec le parti socialiste. Alors la question change de face. Du moment que le pouvoir bourgeois *capitule* devant la force socialiste, le parti socialiste peut et même, selon les cas, doit prendre acte de cette capitulation et faire entrer les siens dans le

gouvernement *avec un programme bien défini et adapté à la situation exceptionnelle.*

Il serait oiseux de vouloir indiquer d'avance les traits distinctifs d'une situation exceptionnelle, étant donné qu'une telle situation contient par définition une très grande part d'inconnu et d'imprévu. Cependant, d'une façon générale, il est bien clair qu'il ne saurait s'agir, en somme, que de la défense de la démocratie contre un péril réactionnaire, contre un coup d'État imminent. En dehors de cette hypothèse, la participation des socialistes au gouvernement bourgeois ne peut devenir nécessaire et, par conséquent, admissible, au point de vue du principe de la lutte de classe.

Certes, le parti socialiste ne doit pas marchander son concours à un gouvernement de défense démocratique, il ne doit pas chercher à se le faire payer par des portefeuilles ministériels. Mais, d'autre part, il ne doit pas non plus avoir l'air de fuir les responsabilités au moment périlleux, sous peine d'encourir des reproches mérités et de voir son prestige diminuer. Et d'ailleurs, la participation des mandataires du parti socialiste au pouvoir ne constitue-t-elle pas la meilleure garantie d'une défense démocratique efficace ?

Les socialistes de tous les pays n'hésitent pas à marcher la main dans la main avec les partis d'opposition démocratique pendant les élections, bien que, dans la plupart des cas, aucun des intérêts majeurs de la démocratie n'y soit en jeu. Raison de plus pour le parti socialiste de participer au pouvoir gouvernemental lorsqu'il y est appelé par des gouvernants bourgeois à bout d'expédients pour défendre la démocratie en péril.

Il va sans dire, je l'ai déjà indiqué, que c'est toujours au parti socialiste organisé qu'incombera le droit et le devoir d'examiner chacun des cas particuliers et de décider si et à quelles conditions ses mandataires pourront entrer dans un ministère bourgeois. De même il est bien entendu que les ministres socialistes, entrés au pouvoir pour une tâche strictement limitée et avec un programme bien défini, *devront se retirer aussitôt que la situation sera redevenue*

normale ou qu'ils se seront heurtés, dans l'exécution du programme élaboré par le parti, à la résistance de leurs collègues bourgeois. Des ministres socialistes ne sauraient rester au pouvoir une minute de plus que ne l'exige la stricte nécessité de la situation exceptionnelle. Ayant cessé d'être nécessaires, ou étant devenus impuissants à cause de la résistance de leurs collègues bourgeois, ils n'ont plus qu'à se retirer. Ce n'est pas aux hasards des scrutins parlementaires de mettre fin à l'existence ministérielle des socialistes. C'est au parti lui-même de choisir l'heure de la démission de ses mandataires.

Ainsi non seulement le caractère exceptionnel de la participation des socialistes au pouvoir bourgeois sera nettement marqué, mais aussi et surtout les intérêts propres du parti seront sauvegardés le plus efficacement. Le peuple alors verra, pour la première fois, un parti sacrifier la jouissance du pouvoir aux principes ou renoncer librement, la tête haute, aux portefeuilles ministériels après avoir achevé une œuvre de salut démocratique. Dans l'un et l'autre cas, le parti socialiste sortira de l'épreuve ministérielle grandi et fortifié.

Salutations socialistes.

BORIS KRITCHEWSKI

JÉROME ET JEAN THARAUD

A notre Maître Villiers de l'Isle-Adam

la lumière

Qui perd les yeux
perd la beauté de
l'Univers et reste
semblable à un
homme qui serait
enfermé vivant dans
un sépulcre où il y
aurait mouvement
et vie.

LÉONARD DE VINCI

LE MAGICIEN

Reims fit asseoir Zachée pendant qu'on emplissait sa besace.

Le vieux s'informa de Clément :

— Il n'est pas là ?

Reims lui exprima son inquiétude :

— Zachée, cet enfant devient un païen, Majorel lui a inspiré l'orgueil de sa raison : il ne croit plus au miracle ! Dieu l'avait fait aveugle, il avait fermé sur lui les portes de la nature, — Majorel les a repoussées et il a montré à Clément toutes les délices de la vie.

— Comme Satan sur la montagne montra à Jésus les royaumes de la Terre.

— Nous lui demandions d'attendre la réalisation d'une Promesse.

— Et quelle Promesse !

— Il a voulu jouir tout de suite. Il s'est laissé tenter par des sons, par des contacts — par des parfums.

— Depuis dix-neuf siècles, ses ancêtres vivent

dans la foi — lui, s'est révolté contre la volonté du Christ.

— Peut-être un jour abandonnera-t-il notre amitié, comme il a abandonné nos croyances.

Zachée partit quand sa besace fut pleine, irrité que tous les êtres n'eussent pas dans leur mémoire la même vision que lui : Jésus sur une ânesse dans les rues de Jérusalem.

Reims entendit au loin sa clarinette.

Il avait neigé. La mer descendante laissait entre elle et la dune une marge humide et de sable dur. Majorel et Clément suivaient cette route.

— Maître, comment est la nuit ?

— Elle est sereine comme tes yeux. Des nuages passent sur la lune si légers qu'ils se fondent dans sa clarté. Le ciel est profond et les étoiles semblent lointaines, lointaines comme les mages de l'Orient.

— Et l'horizon, devant nous ?

— Une forêt.

— A notre droite, c'est la mer ?

— La mer — à l'endroit où elle se confond avec le ciel, une trace lumineuse.

— Assez, maître, assez : je ne puis pas vous comprendre. Vos paroles irritent ma douleur. Je suis aveugle — aveugle — aveugle. — Puis-je trouver ma joie dans la contemplation de la nature ?

— J'aurai des mots éclatants comme des plumes d'oiseaux des îles, assoupis comme des cieux d'automne, onduleux comme des lignes. Je trouverai pour tous les spectacles des phrases évocatrices. Si tu m'écoutes, tu multiplieras ta vie. Tes sens deviendront plus subtils — tu seras un marcheur infatigable — un musicien prestigieux. Tu distingueras dans une meule de foins l'odeur confondue des trèfles et des luzernes. Tu comprendras les paysages sans les voir.

Quand Persée partit à la conquête d'Andromède, il trouva trois vieilles femmes sur sa route. Seules, elles savaient le chemin qui menait à la captive. Elles refusèrent au héros l'œil unique qu'elles possédaient et qu'elles cachaient la nuit dans le creux d'un rocher. Mais Persée trouva l'œil et le vola. Il ne le leur rendit qu'en échange de leur secret. Les Grées lui firent promettre qu'à son retour il reviendrait dans leur pays et qu'il se soumettrait à une épreuve. Persée revint avec Andromède. Les vieilles lui demandèrent ses yeux. Le héros aveugle continua de courir la Grèce, ivre de sa force et de sa joie. — Il tua des hydres — il se battit contre des géants — il coupa la tête de la Gorgone.

— Le fils d'un roi très puissant et très riche — et lui-même d'une beauté parfaite, s'aperçut un jour que le monde lui cachait Dieu. — Il creva lui-même ses yeux. Après une vie de misère, quand il jugea son visage assez flétri et méconnaissable, il revint chez le roi son père, qui le reçut comme un mendiant. On lui fit un lit sous l'escalier et il y passa la fin de sa vie. Au moment de sa mort, sa tête s'auréola et son visage retrouva la beauté de sa jeunesse.

— C'est l'abbé qui t'a conté ces histoires. — Mon héros vaut mieux que le tien — la vie intérieure tue

le simple bonheur de vivre. — Clément — Clément — l'amitié se rompt entre les êtres qui n'ont ni les mêmes sentiments ni les mêmes pensées. Je redoute de ne plus t'aimer.

— Vous ne pourriez pas ne plus m'aimer.

Ils marchèrent muets si longtemps qu'ils firent le tour de la baie et qu'ils arrivèrent près de la Cale, un petit village de pêcheurs abrité par l'avancée d'un promontoire de granit.

Majorel frappa à la porte de Braine, le matelot qui prenait soin de sa barque. Le vieux dormait. Le bruit de la porte l'éveilla. Il reconnut Majorel à la lumière de la lune. Quand il fut dehors il prit le vent, regarda le ciel et déclara qu'il était imprudent de mettre à la voile, qu'un gros temps se préparait, et que, si « Monsieur » voulait, on remettrait la promenade à une autre nuit.

— Braine, tu es fou — ou tu as peur. Braine ne dit rien, sauta dans le bateau, planta le mât et ils partirent. La barque taillée en course attaqua les vagues de front. Sa vitesse était celle d'un cheval au galop. Enlevée par les grandes lames elle glissait avec souplesse sur leur dos. Braine tenait d'une main le gouvernail, de l'autre le bout de l'écoute plusieurs fois enroulée autour d'une amarre d'acier.

Clément était à l'avant. L'embrun ruisselait sur

sa casaque goudronnée. Abrité par le mât et penché sur le nez du bateau, il tendait la tête au vent. Sa respiration était coupée et ses yeux pleuraient. Ses lèvres étaient brûlées par le sel. Son oreille appliquée contre le bordage percevait les voix rageuses de l'eau contre la quille. Il avait le sentiment de la vie risquée inutilement pour la joie d'un bel effort — de l'immensité confuse de la mer — de la résistance des planches jointes — et surtout de la puissance du vent, qu'il ne voyait pas, mais que les autres non plus, ni Majorel, ni Braine ne pouvaient voir — qu'aucun vivant n'avait jamais vu, ne verrait jamais.

Couché au fond du bateau Majorel parla de la vie universelle :

— Pense aux fleuves qui roulent depuis des siècles sans que leur source soit tarie — aux cimes des Himalayas — aux profondeurs des Kouriles — à la force mystérieuse des pôles — aux continents disparus sous la mer — à la procession lente des glaciers — aux troupeaux des avalanches accourus à l'appel d'un invisible berger.

Mais le souvenir de ces paroles — l'amitié se rompt entre des êtres qui n'ont pas les mêmes pensées — abolit la joie de Clément.

L'étonnement triste qu'il avait eu dans son enfance à sentir Reims et Majorel ennemis s'expliquait. Il se demanda avec tristesse :

— Si ces deux êtres sont devenus ennemis pour des idées, de qui suis-je l'ennemi ?

Ils furent dérivés par le mauvais temps et les courants très loin de la côte. Quand une accalmie arriva Braine et Majorel se mirent à la rame. Vers le matin ils aperçurent des falaises.

Reims attendait au sémaphore.

— Vous tentez Dieu.

Debout dans le bateau Majorel lui tendit Clément à bout de bras.

Ils revinrent ensemble. Avant de frapper à la porte de Majorel, le prêtre embrassa l'aveugle — Clément devina au frémissement de ses lèvres qu'il était triste à pleurer.

— Vous ne m'aimez donc plus que vous me cachez une inquiétude.

— C'est parce que je t'aime que mon cœur est en peine. Je sens mourir en toi des choses que j'aurais voulues éternelles.

— Je ne sais ce qui meurt en moi, mais je vous garde tout mon cœur.

— Ah! je ne doute pas de ton cœur.

L'abbé Reims se tut. Il aurait voulu parler de sa foi. Mais il hésitait; car il redoutait de n'être pas compris. Il se décida enfin :

— Pourquoi n'aimes-tu plus que la beauté? Pourquoi t'es-tu éloigné de Dieu? Ma foi te semblerait désirable si elle était morte depuis mille ans. Aimerais-tu les dieux païens si tu les savais vivants quelque part? Tu crois aimer la vie et tu n'aimes que la mort. Majorel n'a vu dans le monde que des musiques, des tableaux, des statues, des paysages : la réalité vivante de son âme et des âmes voisines lui a toujours été inconnue. Il n'a jamais eu de remords et n'a jamais voulu avoir de pitié. C'est lui le véritable, le seul aveugle. Clément, je t'en prie, ne sois pas cet aveugle.

— Je ne puis croire aux promesses divines.

— Le Christianisme est une vie. Si tes pensées et tes actes sont chrétiens ton Espérance deviendra chrétienne.

Clément regardait l'abbé avec ses yeux morts. Il n'était pas convaincu et il ne trouvait rien à répondre.

L'abbé fit sur le front de l'enfant le signe de la croix avec son pouce — en disant avec tristesse :

— Seigneur! Pourquoi mes paroles sont-elles vaines?

Un jour, Majorel dit à Clément :

— Quittons cette ville. Je veux t'emmener dans un pays où il reste des vestiges merveilleux de la beauté passée.

L'abbé s'opposa à ce voyage.

— Cet enfant n'est pas le vôtre — sa mère me l'a confié comme à vous.

— Clément est aveugle, mais il a des oreilles pour entendre, des jambes pour marcher — une poitrine solide pour respirer l'air des grandes étendues — une intelligence pour penser. La vie et le rêve ouvrent leurs doubles routes devant lui : elles traversent des champs fleuris par toutes les passions des hommes. Il se penchera pour couper les tiges des lys et cueillir les roses du désir.

Reims l'interrompit.

— Éveiller des tentations dans une âme d'enfant est le plus irrémissible des péchés.

— Je ne sais pas ce que vous nommez le péché.

Clément écoutait tristement cette dispute. Majorel força son silence.

— Il faut choisir entre les pensées de l'abbé et les miennes.

— Vous êtes impitoyable et jaloux. Comment choisirais-je entre vos deux amitiés? Puis-je partager mon cœur? Comment choisirais-je entre vos

pensées? Elles forment en moi une confuse harmonie. Quand je les isole, les vôtres me tentent et m'effraient — celles de l'abbé me rassurent — elles sont d'accord avec mes plus lointains souvenirs.

Majorel s'imagina que Clément cherchait des détours :

— Va, ne crois pas me tromper — je vois maintenant à qui ton esprit et ton cœur sont liés. Demeure avec l'abbé — qu'il déforme ton cerveau à sa guise. Je ne le gênerai plus. J'aurais souhaité seulement que tu refusasses plus franchement de me suivre.

Il sortit.

Clément entendit ses pas sur le trottoir.

— Mais je ne suis pas un hypocrite.

Par la fenêtre ouverte Majorel entendit ces paroles. Il répliqua :

— Si tu ne l'es pas, prends bien garde de ne pas le devenir.

Reims :

— Excuse un homme que la passion emporte. J'avais peur que tu ne m'abandonnes. Je te croyais très loin de moi.

— Et c'est vrai : Je suis très loin de vous.

— Dans ma maison tu redeviendras chrétien.

— Je vais le suivre.

— Alors, pourquoi l'as-tu laissé partir?

— Vous êtes fort sur mon cœur. Lui est fort sur mon cœur et sur mon esprit.

— Tu as eu pitié de moi une minute, et maintenant...

— Une vaine pitié. Adieu.

Majorel :

— Je t'attendais.

Clément garda tout le jour sa tête à la portière du wagon. Les gouttelettes fines d'une pluie tenace brûlaient son visage. Il reconnaissait les rivières aux stridences des ponts de fer, à l'écoulement grave des écluses, les tranchées au déchirement de l'air, les tunnels au vacarme assourdi, aux bouffées de fumées humides, les plaines à la régularité du vent.

La tombée du soir fut glorifiée par une harmonie d'eaux courantes.

— Où sommes-nous ?

— Dans la montagne. Le train suit le fond d'une vallée étroite. Tu entends le torrent au-dessous de nous ? Sur l'autre rive, des usines se suivent serrées les unes contre les autres.

— Arrêtées sans doute ? On n'entend pas le bruit des machines ?

— En plein travail. L'industrie moderne des hommes ne trouble pas le silence des monts.

Le froid devint très vif. Ils ne perçurent plus de ruissellements épars.

— La montagne s'élève à plus de mille mètres dans la nuit. La neige qui la couvre est encore dure. Et c'est pour cela que les eaux se sont tues.

Clément, accablé par la fatigue du voyage, dormait encore. Majorel l'éveilla en ouvrant les fenêtres de sa chambre. Le bruit des vagues méditerranéennes entra joyeusement.

— Écoute la mer qui bat la côte. La mer de Circé, la mer des Sirènes, la mer de Glaucus, la plus légendaire de toutes les mers — la mer de Didon, la mer d'Alcibiade, la mer d'Hamilcar, la mer des Aventures, la mer de Tyr, la mer d'Athènes, la mer des Baals et d'Astarté, la mer de Minerve, d'Apollon et de Vénus, la plus religieuse des mers. Sur ses eaux cérulées sont parties jadis des barques lamées d'or avec des voiles de pourpre et des équipages de Dieux. Les unes après les autres elles se sont évanouies et personne ne sait dans quelles mystérieuses Thulés ont abordé les matelots divins. Seule, une barque est encore visible, celle qui a levé l'ancre la dernière. Des vierges et des enfants chantent à la proue. Des chevaliers veillent sur un calice, l'épée et la lance au poing. Combien de temps encore les gens de cette terre verront-ils fuir à l'horizon les voiles noires de la galère chrétienne?

Clément n'écoutait plus Majorel — il murmura :

— La mer d'Ulysse et de saint Paul!

— Nous irons vers ces collines qui sont au nord. Les pluies qui les ravinent leur ont sculpté des

crêtes singulières : il y en a qui ont la forme de doigts — d'autres ressemblent à des couronnes — à des mamelles — à des tours — à des croissants. La plus lointaine est pareille à un casque avec un cimier de chênes.

Ils descendirent sur la plage.

Ces philosophes d'Ionie eurent une confiance sublime dans la Raison. — Ils ne crurent pas au miracle, mais aux forces naturelles, et leurs conceptions du monde furent intelligemment enfantines. Nous ne connaissons presque rien de l'histoire de ces vieux Sages : nous savons seulement qu'ils allèrent à la découverte de la mystérieuse nature.

Thalès, ébloui par l'étendue de la mer, s'imagina que l'eau était le principe des choses. — Anaximandre crut à l'évolution d'une matière informe. Anaximène composait les êtres avec les souffles de l'air. — Et, loin de l'Ionie, à l'autre extrémité de l'Univers grec, près de Tarente, Pythagore enseigna à ses disciples que les phénomènes étaient réglés par des lois immuables.

— Pythagore! le plus singulier de ces Sages, en vérité : ne croyait-il pas que le Nombre était la réalité suprême de l'Univers — 4 fut juste — 7 fut sacré — l'octave fut l'accord parfait.

— Les astres, en tournant, donnaient une note.

Mais si personne n'entend l'harmonie des Sphères, c'est que leur musique est continue.

— Ce fut lui qui créa, sous une discipline austère, ce collège de savants qu'une brutalité ignorante dispersa.

— Socrate vint détourner les philosophes de l'étude des phénomènes naturels pour les intéresser à de misérables cas de conscience. — Il fut l'initiateur imbécile au scrupule...

Ils s'entretinrent souvent ainsi d'hommes oubliés : émus d'entendre encore résonner à leurs oreilles l'écho de paroles prononcées il y avait si longtemps.

Après avoir monté tout un jour, ils arrivèrent, le soir, au faîte de l'Apennin, à ce point de la route d'où l'on voit la Toscane. Les prés de l'Arno étaient divisés par le signet du fleuve. Florence était posée, au milieu, comme un cachet. Majorel voyait Fiesole, plus bas Saint-Dominique, le couvent de l'Angelico, la villa Alberti où les conteurs et les conteuses de Boccace se réfugièrent, quand la peste ravageait la ville. A droite, le ravin du Mugione, et Prato. A l'est, enveloppée par des brumes, la Verna, d'où l'on voit les deux mers. En face la colline de San Miniato, le David de Michel-Ange, les murs de la Chartreuse d'Emma.

— Maître que regardez-vous?

— La route qui descend parmi des orangers, des myrtes, des pins, des treilles, des cyprès, des platanes.

— D'où nous sommes, vous ne pouvez pas voir Florence?

— Cela est impossible.

Ils suivirent la crête des monts et ne traversèrent pas la ville des musées. Majorel voulait éviter à l'aveugle des regrets.

Clément bénissait la délicatesse de son guide. Il jouissait de la souplesse de son corps, des marches matinales, des siestes les après-midi, des arrivées à l'étape quand la nuit tombe, du bon vin qu'ils

buvaient dans les auberges, des mots sonores dits par les gens qu'ils croisaient sur les routes. Souvent il s'arrêtait pour entendre, dans les bourgs, des paysans musiciens.

Dans la solitude des cloîtres il suivit avec ses doigts, sur des pierres tombales, mainte effigie en relief de défunts abbés ou bien il enveloppa de ses mains, sur tel mur d'une église ignorée, le visage d'une vierge ou d'un saint; ou bien il découvrit dans les herbes d'un théâtre antique, un tronc de colonne, un cippe abattu, la tête d'une déesse mutilée, le torse, les bras, les jambes éparses d'un athlète.

Cette beauté qu'il comprenait par la caresse, le faisait rêver des mystères, des couleurs et des lignes.

Dans la chapelle d'un couvent des Camaldules, il voulut deviner l'énigme d'une fresque de Giotto. Sur les murs était représentée cette légende si populaire du Moyen-Age : Un roi, une reine suivis de toute leur cour, arrivaient à cheval sur une place où des échevins faisaient pendre un homme. Le roi et la reine intercédèrent pour le misérable.

Les Échevins répondirent brutalement :

— Cet homme a mérité d'être pendu : il sera pendu à moins que vous ne rachetiez sa vie pour cent ducats.

Le roi et la reine fouillèrent dans leurs escarcelles, ils n'avaient que soixante-treize ducats. La cour donna l'argent qu'elle avait : il manqua trois ducats à la somme réclamée par les juges. Ils dirent :

— Cet homme sera pendu.

Et l'on était en train de le hisser par les aisselles quand un page s'écria :

— Fouillez cet homme ; il a peut-être l'argent sur lui.

On le fouilla il avait juste dans la poche les trois ducats.

Le soleil avait disparu derrière une bande de cyprès : Majorel poussa la porte de la chapelle. Il vit l'aveugle qui passait délicatement ses paumes et le bout de ses doigts sur le mur.

Clément sentit, derrière lui, une présence. Il demeura immobile.

— Maître, est-ce vous ?

— C'est moi.

Clément se jeta dans les bras de Majorel et lui dit avec des pleurs de rage :

— Les peintres seront donc toujours, pour moi, des artistes impénétrables !

— Console-toi. Je sais au moins une infortune plus grande que la tienne.

Majorel emmena Clément dans une salle du

monastère; il s'assit devant un vieil harmonium, essaya les notes et se mit à jouer. — Des notes basses tenues très longtemps exprimaient une douleur sûre d'elle-même, si profonde, qu'elle dédaignait le désespoir. Des notes éclatantes se perdirent dans l'onde des sonorités noires qui poussaient vers des grèves tragiques leurs flots de plus en plus assourdis : insensiblement la marée d'amertume se retirait; des rayons, par les nuages déchirés, faisaient luire des sables. Une immense baie, où scintillaient des écailles, des coquillages, des varechs, apparaissait glacée d'argent et miroitante sous le soleil.

Clément écoutait l'âme abandonnée à la musique, sa tristesse muée en sérénité, sa sérénité en joie.

Debout près de Majorel, les mains sur ses épaules, il ramena sa tête contre la sienne.

— Maître vous ne m'aviez jamais joué cette symphonie. Comme elle est belle !

— Et son histoire est aussi belle. Écoute-la.

Beethoven était devenu complètement sourd, sourd à ne pas entendre un camion qui passe sur des pavés, un grondement de tonnerre, un cri de cochon qu'on égorge, sourd comme tu es aveugle.

Il eut un soir le désir de conduire lui-même l'orchestre de *Fidelio*. Dès les premières mesures

l'orchestre ne fut en accord ni avec les paroles, ni avec les gestes des acteurs. Le public trépignait. Beethoven lui ne voyait, n'entendait rien. Et personne n'osait lui faire comprendre qu'il était fou de vouloir diriger son œuvre : Enfin son meilleur ami l'avertit.

Beethoven quitta la salle sans chapeau, sans manteau. Il revint chez lui, se jeta sur son lit mordant ses draps, et hurlant.

Quand la violence de sa passion fut tombée, il commença le début redoutable que tu as entendu, et que lui n'entendait pas, qu'il n'a jamais entendu. A mesure qu'il créait la paix lui était revenue et la joie.

— Tu as entendu, à la fin, ce triomphe de bonheur.

— Vous avez raison, maître, il est vain de se plaindre. Mais Beethoven imaginait les sons : il se souvenait ! Moi je n'ai la mémoire de nulle couleur. Et puis, il avait du génie...

Reims hésitait : Zachée l'accusait de lâcheté : Ne préviendrez-vous pas sa mère?

— J'ai peur de perdre son amitié. Clément lui écrivait : Réjouissez-vous, si vous m'aimez. Je suis pareil à un homme qui sortirait d'un sépulcre où on l'aurait enfermé vivant. Je n'avais jamais entendu un son, senti une fleur, tâté une forme heureuse. — Tous mes sens s'ouvrent à la vie : il me semble que je vois.

Zachée : Vous voyez bien. La nature l'enveloppe de ses maléfices. Reims écrivit à madame Saint-Adjutory : « Revenez vite. La foi de Clément chancelle comme une église où l'on ne dit plus la messe depuis des siècles. »

Majorel et Clément durent revenir.

— Clément, ta mère arrive ce soir par le paquebot des Indes.

Majorel et Clément rencontrèrent l'abbé sur le quai.

— Pourquoi m'avez-vous trahi?

— Je n'ai pas voulu que tu t'endurcisses dans le péché.

— Vous savez si j'aime cette terre? Par votre faute il faudra que je parte loin d'elle. Une lumière éclatante blessera mes yeux, une nature violente écrasera ma faiblesse, des spectacles que je sentirai prodigieux m'inspireront de continuels regrets de n'avoir pas d'yeux pour les voir. Vous savez si au fond de moi je vous aime et vous me chassez loin de vous. Majorel m'aidait à comprendre le monde des formes, des couleurs et des sons. Que deviendrai-je quand je n'aurai plus personne pour m'interpréter l'invisible Beauté?

Le transatlantique fuma à l'horizon. Les trois hommes cessèrent de parler et regardèrent s'avancer le bateau. Dans la foule des passagers Reims et Majorel distinguèrent à l'avant une femme longue et sèche qui tenait obstinément sa lorgnette braquée sur eux.

— Clément, ta mère te regarde.

Dans la mémoire de l'aveugle surgit le lointain souvenir du départ de sa famille et son désespoir quand il avait envoyé son baiser d'adieu aux émi-

grants. Aurait-il pu penser alors que le retour de sa mère lui serait si indifférent, si hostile? Il essaya de s'entraîner à la tendresse, en rappelant des histoires de son enfance. — Une chute dans une cour pleine de lapins et de poules, la soirée sinistre où son père et sa mère avaient décidé l'exil. Il répéta plusieurs fois en lui-même :

— Ta mère, ta mère arrive. — Tu vas entendre ta mère — ta mère que tu n'as pas entendue depuis quinze ans. Dans quelques minutes tu embrasseras ta mère. Songes-y bien — ta mère — ta mère.

Ses yeux demeurèrent secs. Il ne sentit pas s'accélérer les battements de son cœur.

La barque du pilote avait abordé le navire qui avançait très lentement. Clément entendit arrimer une passerelle et dans la foule des voyageurs qui descendaient, il sentit autour de son cou la forte étreinte de deux bras. Des larmes jaillies d'une source profonde sortirent de ses yeux. Il rendit à sa mère tous ses baisers.

— Montre tes yeux. Ils sont toujours beaux. Si tu savais comme j'ai désiré les revoir, souvent ils me sont apparus dans leur sérénité vraie, mais parfois ils m'ont regardée avec mélancolie, et il y a des jours où ils m'ont regardée avec haine. M'as-tu souvent reproché, en toi-même, de t'avoir abandonné ?

— Mère, n'évoquez pas les anciens souvenirs.

— Évoquons-les, au contraire, pour relier par eux le présent et le passé. Il n'y a qu'un instant, dans le bateau, tu aurais pleuré si tu avais connu ma détresse. J'avais peur de ne retrouver en toi qu'un étranger. Je ne pouvais chasser cette pensée qui battait mon esprit, régulière et irrésistible comme les coups de la marée, et qui devenait plus douloureuse à chaque tour de l'hélice. Comprends-tu, Clément ? Si tu n'avais pas pleuré en m'embrassant ! si tu m'avais ménagé tes baisers.

— Mère, vous êtes rassurée maintenant.

— Si rassurée qu'il me semble que nous n'avons jamais été séparés. Tu es l'enfant que j'ai laissé, mon véritable enfant, n'est-ce pas l'abbé ?

Reims répondit après une seconde d'hésitation :

— Oui madame.

— N'est-ce pas Majorel ?

Majorel ne répondit pas.

Clément s'écria :

— Pourquoi mentir ! Vous l'abbé par des paroles et vous maître par du silence ! Vous savez bien l'un et l'autre que je ne suis plus chrétien.

— L'abbé me l'avait écrit; mais je ne pouvais, je ne puis pas le penser. Tu es mon fils !

Des cloches sonnèrent au loin.

— Écoute sonner les cloches qui t'ont baptisé.

— Les cloches qui m'ont bercé ne sonnent plus pour moi.

— Elles sonneront de nouveau pour toi quelque jour. Tu feras avec ton père, avec tes frères, avec moi les prières du matin et du soir. Laissez-nous tous les deux, vous, qui n'avez pas su défendre l'âme que je vous avais confiée, et vous, qui me l'avez volée. Vous m'avez trompée tous les deux.

— Mère, ne soyez pas injuste pour ces deux hommes. Ils m'aiment de tout leur cœur. Ils m'ont peut-être trop aimé.

Reims et Majorel s'éloignèrent ensemble, et pour la première fois depuis le temps lointain où ils vivaient à l'Université, ils se sentirent l'un pour l'autre des sentiments fraternels.

Il ouvrait les yeux pour essayer de voir par miracle ses maîtres, mais il ne voyait rien. Il percevait seulement les bruits de la terre qui allaient diminuant. Des hommes de peine déchargeaient du charbon. Il n'entendait plus les coups de pelle, ni le grincement de la chaîne sur la poulie de la grue. Il distinguait encore l'éboulement de la benne déclanchée et le ruissellement des masses sur la pyramide. Et voici que cela même devint imperceptible; alors, dans le silence, montèrent les sons aigres d'une clarinette, la clarinette de Zachée, qui envoyait du môle le définitif adieu. La clarinette creusée dans une branche de buis avait la sonorité de l'airain.

— Mère, crie à Zachée de se taire, il éveille dans mon cœur trop de souvenirs et trop d'oublis.

— Zachée est déjà trop loin de nous, ma voix n'irait pas jusqu'à lui. Et il ne peut pas voir le geste de mon bras.

Les trilles de la clarinette se perdirent peu à peu dans les sillements des goélands et des mouettes tourbillonnantes autour du bateau.

— Voit-on encore la terre?

— On la voit toujours.

Le soleil se coucha que la terre n'était pas encore disparue.

— Je n'aurais jamais cru que la terre fût si longue à disparaître.

— Elle est tout à fait disparue maintenant. — descendons dans les cabines — il se fait tard.

— La nuit doit être pleine d'étoiles ?

Le Gérant : CHARLES PÉGUY

Ce cahier a été composé par des ouvriers syndiqués

Suresnes. — Imprimerie G.-A. RICHARD & Compagnie, 9, rue du Pont. — 2332

en s'abonnant;

en abonnant leurs amis et toutes personnes à qui ces cahiers conviendraient;

en nous donnant des abonnements à servir à des personnes à nous indiquées d'ailleurs par nos correspondants ou par les « Journaux pour tous »;

en nous donnant les noms et adresses des personnes à qui nous servirions utilement des abonnements éventuels ou des abonnements gratuits payés d'ailleurs;

en nous envoyant des documents et renseignements.

Toutes les fois que nos deux correspondants le désirent et nous y autorisent, nous les mettons en communication, c'est-à-dire que nous donnons à chacun des deux le nom et l'adresse de la personne — qui reçoit l'abonnement payé, — qui paye l'abonnement reçu.

Pour pouvoir envoyer à nos futurs abonnés des collections complètes, nous avons rigoureusement renoncé à la vente au cahier.

Administration et rédaction le lundi et le jeudi, de 1 heure à 4 heures et demie. Adresser toute la correspondance à M. Charles Péguy, 19, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris.

Nous publions vraiment notre état de situation : nous avons tiré le septième cahier à 800 exemplaires; outre 189 exemplaires d'abonnements annuels gratuits et 29 exemplaires d'abonnements annuels gratuits payés d'ailleurs,

nous l'avons envoyé à 146 abonnés ferme,
— à 217 abonnés éventuels;
et nous avons fait 51 services, dont 6 aux imprimeurs.

Nous publions le 20 de chaque mois l'état de notre situation financière à la fin du mois précédent :

Au 28 février les souscriptions mensuelles régulières, les souscriptions extraordinaires, les abonnements fermes et les abonnements gratuits payés d'ailleurs nous avaient donné. . . . . 2.104 fr. 90

A la même date le premier établissement et l'établissement des quatre premiers cahiers nous avaient coûté . . . 3.299 fr. 70

Nous avions donc au 28 février un déficit de. . . . . 1.194 fr. 80

Du 1er au 31 mars, les souscriptions et les abonnements nous ont donné . . . . . 670 fr. 65

L'établissement des cinquième et sixième cahiers nous a coûté. . . . . 992 fr. 40

Nos recettes ont donc monté à environ 67 °/₀ de nos dépenses.

Nous avons donc eu en mars un déficit de. . . . . 321 fr. 75

égal à environ 33 °/₀ de nos dépenses.

Au 31 mars les souscriptions et les abonnements nous avaient donc donné . . . . . 2.775 fr. 55

A la même date le premier établissement et l'établissement des six premiers cahiers nous avaient coûté. . . 4.292 fr. 10

Nos recettes montaient donc à environ 64 °/₀ de nos dépenses.

Nous avions donc à cette date un déficit de. . . . . 1.516 fr. 55

égal à environ 36 °/₀ de nos dépenses.

A la même date vingt-huit étudiants et anciens étudiants avaient décidé d'attribuer aux cahiers les sommes qu'ils avaient contribuées depuis le 1er mai 1897 et dont ils avaient constitué un fonds commun pour l'action moralement socialiste. Ces sommes allaient à 2.440 fr.

Cette souscription portera dans nos comptes le nom de souscription rétrospective. Nous attirons l'attention de nos souscripteurs ordinaires sur ce qu'elle a forcément d'anormal et qui ne se représentera plus.

CIRCULATE AS MONOGRAPH

AP
20
C15
sér.1
no 5-8

Cahiers de la quinzaine

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY